DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE – N° 12877 – 4,50 F | Fondateur : Hubert Beuve-Méry | Directeur : André Fontaine | – MARDI 24 JUIN 1986

LA NOUVELLE VICTOIRE ÉLECTORALE DES SOCIALISTES ESPAGNOLS

M. Gonzalez entend « assumer les défis de la pleine intégration à l'Europe »

Malgré un recul en voix, le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, conserve la majorité absolue aux Cortès, tandis que la droite conservatrice de M. Manuel Fraga maintient à peine ses positions. M. Gonzalez a déclaré dimanche soir : « Une nouvelle étape s'ouvre pour l'Espagne, dans laquelle nous allons assumer les défis de la pleine intégration à l'Europe communautaire. »

De notre correspondant

Madrid. – Mission accomplie pour le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) : tout en perdant 2 % des suffrages exprimés et 18 sièges (1) par rapport à la consultation d'octobre 1982, la formation de M. Felipe Gonzalez a de nouveau remporté la majorité absolue aux élections législatives du dimanche 22 juin : 184 députés sur un total de 350, avec 44 % des voix. L'abstention a été de 29,2 %, près de 10 % de plus qu'en 1982.

Après quatre ans d'une politique d'austérité souvent impopulaire, le PSOE ne pouvait aspirer à conserver le nombre élevé de sièges qu'il avait obtenus en 1982. Bien que son recul soit sensible, il reste pourtant la première force politique dans la plupart des régions d'Espagne : dans treize des dix-sept « communautés autonomes », la représentation socialiste au Congrès des députés sera la plus nombreuse. Seule la Galice a désigné davantage de députés appartenant à l'opposition conservatrice, Les deux principales formations politiques du pays arrivant par ailleurs à égalité dans les Baléares, la Navarre et la Rioja.

Les voix perdues par le PSOE ne sont pas allées, toutefois, à la principale formation d'opposition, la Coalition populaire, regroupée autour de l'Alliance populaire de M. Manuel Fraga. Au contraire : celle-ci ne progresse que très légèrement en voix (de 25,3 % à 26 %), et enregistre un tassement en nombre de sièges, passant de 106 à 105 députés. C'est là un piètre résultat pour une formation qui avait d'autres ambitions, et qui n'a pas été capable de réduire de manière significative l'écart qui la séparait du PSOE.

THIERRY MALINIAK.

(Lire la suite page 4.)

Stabilité

Si les socialistes espagnols ont perdu quelques sièges aux élections du 22 juin, ils gardent, au terme de quatre ans de législature, la majorité absolue. Le royaume est actuellement le pays d'Europe occidentale qui vote le plus à gauche. Le souvenir de quarante années de dictature franquiste joue certainement son rôle là-dedans, mais de façon indirecte seulement. Le fait est que les conservateurs n'ont pas encore réussi à jeter les fondements d'une droite radicalement nouvelle, moderne et modérée.

Même si ses dirigeants ont adhéré sans réserve aux institutions démocratiques, la Coalition populaire défend encore des valeurs dont l'Espagne d'aujourd'hui ne veut plus. Son chef, M. Fraga, est marqué par son passé franquiste, et il ne s'est trouvé jusqu'à présent personne d'une envergure politique suffisante pour lui faire échec et construire le centre droit dont manque le royaume.

On pourrait penser aussi que si l'Espagne vote à gauche, c'est parce que, dans un pays où les revenus sont encore distribués de manière très inégale, on n'a pas renié autant qu'ailleurs le dirigisme économique. Ou bien qu'on y est moins sensible au conflit Est-Ouest et qu'on y conserve de quoi nourrir un anti-américanisme persistant.

Mais ces tendances ne sont pas la clef du succès des socialistes, au contraire. Elles expliquent, en revanche, que M. Adolfo Suarez ait renforcé sa position en menant une campagne de séduction personnelle sur la base d'un projet politique dont la cohérence laisse à désirer mais qui proposait notamment plus d'indépendance à l'égard de l'OTAN ou bien la création d'emplois par les investissements publics. Elles expliquent aussi que la Gauche unie, rassemblant des mouvements assez divers autour du PCE, ait réalisé un beau score avec le slogan « La gauche, on en a besoin » – qui sous-entendait que le Parti socialiste ne la représente pas.

Le socialisme espagnol a effectivement renoncé, avant son homologue français, à certains dogmes en matière économique, au prix parfois d'une politique très douloureuse pour de larges secteurs de son propre électorat. Il a renoncé aussi à son anti-américanisme d'autrefois et a quelque peu brutalisé ses électeurs en mars dernier, en leur demandant par référendum d'approuver l'appartenance à l'OTAN.

S'il l'a fait avec succès, c'est d'une part parce que l'Espagne a encore besoin, plus que tout, de stabilité et que lui seul peut la lui offrir dans un pays où le jeu démocratique n'est pas suffisamment ancien pour qu'on se risque à des coalitions ou à des gouvernements minoritaires. C'est aussi parce qu'il incarne seul quelque chose de beaucoup plus ample qu'un projet marqué par des idéologies vieillottes : le puissant désir de modernisation qui est actuellement le ressort fondamental de l'Espagne. C'est enfin parce que le charisme du premier ministre, M. Gonzalez, a été pour les socialistes l'un de leurs meilleurs atouts.

UNE ÉPIDÉMIE EN CROISSANCE CONTINUE

Des milliers d'experts du SIDA se réunissent à Paris

Des milliers de participants assistent durant toute cette semaine au congrès international sur le SIDA, qui se tient au Palais des congrès de Paris et qui sera suivi du congrès mondial sur les maladies sexuellement transmissibles. Les dernières données montrent l'ampleur – et la progression continue – de ce qui est devenu l'un des problèmes de santé publique les plus préoccupants de ce siècle.

50 000 malades condamnés et 2 000 000 de sujets contaminés en Afrique – 22 500 malades et 1 à 2 000 000 de sujets contagieux aux Etats-Unis. 2 542 malades en Europe, dont 707 en France, et 100 000 à 200 000 Français contaminés. L'épidémie de SIDA, loin d'être endiguée comme on l'avait espéré, ne cesse de s'étendre, et il semble bien qu'à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud, plus aucun continent, plus aucun pays ne soit épargné par ce rétrovirus né, manifestement, au cœur de la forêt équatoriale et dont le double jeu de la promiscuité sexuelle et des échanges intercontinentaux a porté les effets meurtriers dans le monde entier.

Le ministère de la santé américain estime que, dans cinq ans, les Etats-Unis compteront 145 000 malades (dont 3 000 enfants), avec un nombre de morts plus élevé que celui des accidents de la route. En Europe, l'augmentation du nombre des cas atteint, en un an, 163 %.

Le coût, extraordinairement élevé, du traitement de ces malades pose un problème considérable à tous les Etats concernés. Il dépasse d'ores et déjà en Amérique du Nord le coût total de toutes les maladies infectieuses. Il est clair que les pays africains ne peuvent faire face à une tragédie de cette ampleur qui, là-bas, atteint autant les femmes et les enfants que les hommes. Devant ce que d'aucuns nomment le « génocide en puissance » de l'Afrique noire, les Occidentaux nourrissent le projet d'une aide considérable que centraliserait l'Organisation mondiale de la santé et qui bénéficierait des revenus des tests de dépistage du SIDA.

Si ce projet est mené à bien, il pourrait mettre un terme à la querelle qui oppose Français et Américains en une lutte fratricide et dérisoire au regard d'un drame qui devrait mobiliser toutes les ressources de la science moderne. Un drame dont la seule issue sera la découverte d'un vaccin dont les premières étapes seront commentées à Paris tant par les Français que par les Américains.

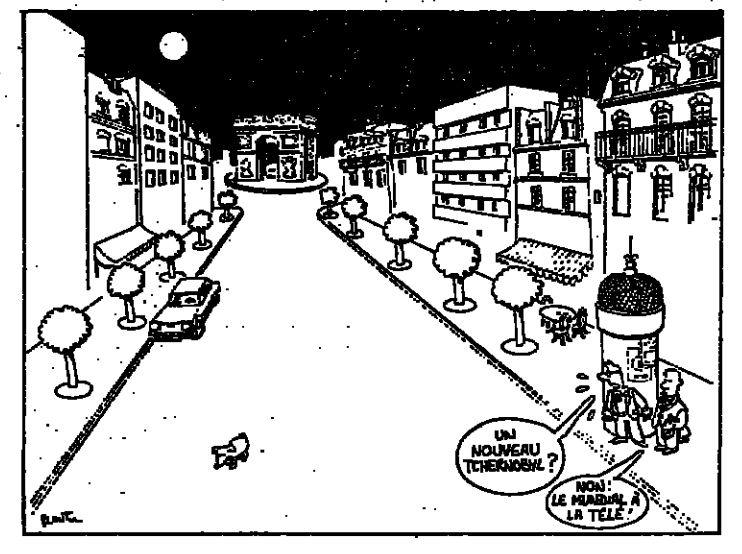
(Lire page 12 l'article du Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.)

FRANCE-RFA APRÈS LA VICTOIRE CONTRE LE BRÉSIL

Double revanche sur Séville

Les demi-finales de la Coupe du monde de football opposeront, le mercredi 25 juin, d'une part la France, vainqueur du Brésil (5 à 4) à l'Allemagne fédérale qui a battu le Mexique (4 à 1), et, d'autre part, l'Argentine (2 à 1 contre l'Angleterre) à la Belgique qui a sorti l'Espagne (6 à 5).

Le onze tricolore retrouvera à Guadelajara l'équipe allemande qui l'avait éliminé en 1982 à Séville lors des demi-finales du précédent Mundial.



De notre envoyé spécial

Guadalajara. – Il faut enfin qu'il cesse le délicieux tourment, le football comme un supplice chinois. Il faut en finir avec cette tortueuse incertitude du sport, fraise du dentiste sur des nerfs à vif. Séville, Guadalajara. L'histoire ne bégaie pas, elle radote. Quatre ans pour vieillir d'un siècle, sortir d'un stade encore la jambe flageolante, le cerveau en yaourt.

On dit ici que, quand ils n'ont rien d'autre à faire, des policiers de la route, flambeurs de l'Apocalypse, s'offrent une petite partie de roulette russe. Comme cela. Simplement pour voir ce qui va sortir, la *suerte* ou la *muerte*, la chance ou la mort. Cette consonne qui fait toute la différence, c'est en somme la proposition tyrannique faite aux joueurs de football. Quand cent vingt minutes de jeu, crispant, trépidant, n'ont suffi à les départager, il ne reste plus d'autre choix : appuyer sur la détente, les tirs de penalties. Et voir.

L'histoire radote. Mais joliment. A Séville, contre l'Allemagne fédérale en 1982, ce fut soir de *muerte*. A Guadalajara, devant le Brésil, jour de *suerte*. Avec la promesse d'une sulfureuse revanche, un nouveau France-Allemagne en demi-finale, comme un procès en appel.

L'histoire se mord la queue. Et il faut ne pas s'en plaindre. Cela place les matches au rang des plus grandes dramatiques, vers les plus grands dénouements, cruels et superbes. Le Brésil est tombé, le nez dans le gazon mexicain. Comme la France en Espagne. Le Brésil se trouve avec ses seuls regrets, avec la certitude désormais d'avoir à remâcher toujours et encore ce match, comme un encombrant chewing-gum trop acidulé, parfumé au chagrin.

Ce n'est point que le Brésil ait perdu. C'est qu'il n'a pas gagné. C'est ainsi. L'équipe de France sait tout cela. Elle a déjà donné. Et sept de ses joueurs, l'amicale des cocus de Séville, ont usé, samedi, dans un torride périple, de la machine à remonter le sort. L'un d'eux, Alain Giresse, aura pour parler de l'adversité foudroyée, éliminée mais non vraiment battue, ce joli mot : « *Nous sommes allés les voir après pour échanger nos maillots. C'était un vestiaire de Séville. Et je m'y connais.* »

Ils s'y connaissaient tous ou presque. Et ceux qui ne savaient pas, Tusseau, Fernandez, Stopyra et Bats, probable qu'on le leur avait raconté ce que cela peut être, un match fou. Au sortir de ce stade où, depuis bien longtemps, les tambours de samba ne grondaient plus, où des centaines de Brésiliens pleuraient réellement, sur ces esplanades où des gamins mexicains, spéculateurs déconfits, soldaient d'urgence les dépouilles brésiliennes, drapeaux et maillots, ont a tenté de trouver un sens à cette partie. Dans la traversée de Guadalajara, entre ces milliers de jeunes manifestants dans un gros désespoir de peuple, comme un gros chagrin d'enfants privés de musique, on a quêté le thème.

Et si ce match de football n'avait pas été autre chose qu'un hymne à la vie, la merveilleuse revanche d'un homme ? Il faut pour comprendre cela raconter un fait. En 1982, au moment même ou l'équipe de France jouait son pile ou face sévillan, Joël Bats bloquait un sacré pénalty sur un lit d'hôpital.

PIERRE GEORGES.

(Lire la suite page 10.)

Le Monde

ÉCONOMIE

- Que devient la reprise aux Etats-Unis ?
- La pensée économique française.
- La chronique de Paul Fabra.

Pages 33 à 36

LES CENT JOURS DE M. JACQUES CHIRAC

L'action avant la gestion

par JEAN-MARIE COLOMBANI

M. Jacques Chirac est un homme heureux. Heureux d'avoir obtenu, après bientôt cent jours passés à Matignon, la libération de deux des otages français détenus au Liban (en attendant les sept autres et... les faux époux « Turenge »). Heureux d'être à Matignon, de gouverner, d'agir. Comme si, chez lui, l'action comportait en elle-même sa propre finalité.

Pour gagner, il continue de miser sur le même triptyque : privatisation, dérégulation, confiance. Mais, avant de gagner, il lui faut s'accommoder d'une situation plus difficile qu'il ne l'attendait, au point qu'il apparaît comme victime de l'idéologie et du retour de la politique.

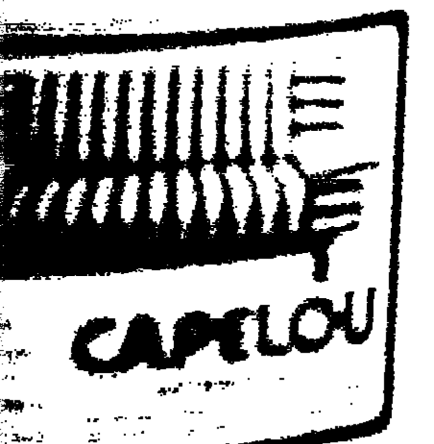
La plate-forme, rien que la plate-forme, mais toute la plate-forme : la séduction de ce programme commun, au respect duquel M. Giscard d'Estaing s'empresse de le rappeler, n'avait attiré, le 16 mars, que 42 % des électeurs. L'étroitesse de sa propre majorité parlementaire oblige pourtant le premier ministre à s'y conformer, au moins au niveau des mesures à forte charge symbolique.

Cette étroitesse et l'incertitude que la cohabitation fait peser sur le calendrier politique expliquent que les mesures contenues dans ce document au fort parfum d'idéologie ont dû être annoncées rapidement, quand elles n'ont pas été votées au forceps.

Aller vite, c'est la seule façon pour M. Chirac de priver M. Mitterrand de sa seule arme : la maîtrise du calendrier politique. Car celui qui voudrait rompre la coexistence, pour prendre l'opinion à témoin, ne pourrait le faire que sur un bon prétexte. Il ne peut donc agir trop tôt. En agissant vite, très vite même, M. Chirac dégage le terrain : passés les six premiers mois de l'action, il restera la gestion.

M. Mitterrand n'aura donc plus de motif de se plaindre, ou de se démarquer. Il sera à son tour prisonnier du calendrier. Apparaît alors un risque que M. Chirac avait peut-être négligé.

(Lire la suite page 7.)



débats

POLICE ET JUSTICE

L'Assemblée nationale va discuter des questions de sécurité à partir des projets d'Albin Chalandon. Jean Tiberi part de l'exemple de la Ville de Paris pour entrevoir une sorte de révolution morale donnant la victoire au bon sens. A propos des droits des étrangers, Philippe Viannay estime, lui, que l'on surévalue les missions de la police. Enfin, J.-B. Grasset plaide pour le cas Dedeyan.

Sécurité : le consensus ?

Nous retrouvons les valeurs fondamentales de la société qui prennent appui sur un mot : la confiance

par JEAN TIBERI (*)

LE domaine de la sécurité est pour une commune de la taille de Paris riche d'enseignements. Dans une grande métropole, tous les problèmes liés à la violence, à l'action de la police, de la justice, à la réponse possible de la collectivité locale et des citoyens, prennent une résonance particulière.

A Paris, depuis ces dernières années, la réalité s'imposait avec vigueur. Parmi toutes les libertés démocratiques, celles d'aller et venir sans crainte, d'être physiquement en sûreté, de voir ses biens protégés, étaient peu à peu rognées. Les structures mêmes des atteintes à la sécurité révélaient une montée sans précédent de la violence sous toutes ses formes et une extension du fléau de la drogue.

Celle-ci progressait dans des proportions telles qu'une infraction sur deux qui se commettait à Paris était directement ou indirectement liée à elle. Le nombre d'étrangers délinquants progressait également à tel point que dans les prisons parisiennes un détenu sur deux est étranger, alors que la moyenne des étrangers en France est d'environ 8 %.

Avec Jacques Chirac, nous nous sommes interrogés sur les raisons de ces progressions alarmantes. Nous sommes arrivés au constat que les institutions de l'Etat chargées en propre de la sécurité ne répondaient pas à l'attente que les Parisiens mettaient en elles. Mais nous nous heurtions à l'impossibilité dans laquelle nous étions de suppléer à ces défaillances. La Ville de Paris ne possède en effet aucun pouvoir de police, et, à plus forte raison, aucun pouvoir d'impulsion sur la politique criminelle.

Casser les idéologies

La police, tout d'abord, n'avait plus les moyens d'accomplir sa mission. Les agents, en nombre insuffisant, voyaient leurs possibilités d'action amputées. Les conditions morales de travail étaient inacceptables. Des suspicions régnaient continuellement. Les rivalités de service étaient attisées. Le commandement était affaibli au profit de chefs syndicalistes politisés.

La justice, également, perdait ses moyens. L'idéologie qui présidait à la suppression de la peine de mort sans qu'une peine de substitution soit instaurée, à la suppression de la Cour de sûreté de l'État, de la loi anticasseurs, de la loi sécurité et liberté, des quartiers de haute sécurité dans les prisons, créait un climat de laxisme, d'impunité, de désordre, qui ne pouvait qu'encourager indirectement la délinquance.

Dans ces conditions, un débat permanent agitait l'opinion publique. Des courants de pensée entretenus professionnellement par des idéologues s'affrontaient, tantôt au nom d'une prévention panacée, tantôt au nom d'une répression sans nuance.

Face à cette confusion des idées glissant trop facilement sur le terrain politique, les citoyens vivaient une grave crise de confiance envers les institutions traditionnellement chargées de la sécurité publique. Le doute et la démobilisation gagnaient ceux qui étaient en première ligne de la défense de la société, de même qu'ils gagnaient l'ensemble des citoyens, qui en venaient à ne plus même intervenir lorsqu'ils étaient témoins d'agressions. Il importait de revenir très vite au sens commun et de casser les idéologies. Les discours des spécialistes ne servaient, en effet, qu'une récupération politique, sans voir qu'à la base, au niveau quotidien des citoyens, les perceptions changeaient.

Il est peut-être tôt pour parler d'une formation progressive d'un consensus, mais des façons majoritaires de voir les choses se dégagent enfin. Sous la pression des faits, devant les résultats des « expériences », une sorte de révolution morale vient donner la victoire au bon sens, qui accompagne le changement politique.

La sécurité des citoyens d'une démocratie est enfin reconnue comme un droit de l'Homme au même titre que sa liberté ou sa propriété. Le caractère républicain des missions d'autorité, notamment de celles de la police, n'est plus remis en cause. C'est sur ces principes que se forme lentement une majorité d'idées. Les grands axes d'un retour aux valeurs fondamentales de notre société apparaissent maintenant à l'évidence et prennent appui sur un mot : la confiance.

Confiance, d'abord, des serviteurs de la loi en eux-mêmes.

Confiance ensuite des personnels pénitentiaires. Ils ne sont plus rejetés, et ils le savent. Si la politique pénale a été longtemps menée contre l'image qu'ils incarnent, ils savent à présent sur qui ils peuvent compter pour proclamer le caractère de service public de leur mission.

Confiance aussi de la justice en elle-même. Ses décisions sont respectées. Son travail au nom du peuple français correspond à l'attente des citoyens. Chacun sait que les prisons aujourd'hui surpeuplées ne sont pas le fait d'une justice aveugle, mais la conséquence indirecte d'un trop long laxisme qui colle à la peau de quelques anciens responsables politiques, comme l'idéologie et le sectarisme transpiraient dans leurs discours.

La peur change de camp

Confiance également dans un nouveau système pénal. On ne peut, en effet, que revenir aux principes démocratiques de l'Etat de droit, car c'est dans un Etat de droit que les lois, égales pour tous, sont, par tous, appliquées. C'est dans un Etat de droit que l'autorité de la chose jugée est respectée et que les peines ne sont pas constamment remises en cause.

C'est dans un tel Etat que la justice pénale est rapide et sûre, et ne fait pas constamment l'objet de manipulations législatives.

Confiance, enfin, des citoyens en eux-mêmes. C'est là certainement le plus difficile. La peur n'engage pas aux sages réactions. L'un des plus grands malheurs que la gauche, dans ce domaine, aura laissés, est le sentiment d'impunité dont bénéficiaient les asociaux. Leur impunité les encourageait comme elle décourageait les citoyens.

Mais le bon sens enfin revient. La peur change de camp. La prévention triomphante mais creuse des uns n'apparaît plus que comme une faiblesse, et l'assurance des tenants des solutions expéditives s'est révélée un artifice politique qui a fait long feu. Mais ce ne sont pas pour autant les idées tièdes, à mi-chemin des extrêmes, qui fondent à présent l'avenir. Ce sont les idées de base, le retour aux principes et aux valeurs de civilisation. La sécurité, enfin, n'apparaît plus comme un enjeu électoral, mais comme un enjeu de société. Car en s'attaquant à ce problème, on conforte une liberté fondamentale, une liberté démocratique.

(*) Député et premier adjoint au maire de Paris.

Défendre la France

Ce n'est pas à la police d'être juge du droit des étrangers

par PHILIPPE VIANNAY (*)

L'HONNEUR de la France est en danger. La manière dont le gouvernement propose de résoudre les problèmes posés par l'immigration, mal maîtrisée dans le passé, risque de porter de graves atteintes aux valeurs fondamentales auxquelles la France prétend souscrire.

Les dispositions qui viennent d'être arrêtées en conseil des ministres, malgré les atténuations qui ont été apportées au projet initial du ministre de l'intérieur et qui vont être présentées au Parlement, sont triplement dangereuses : par l'état d'esprit qu'elles révèlent ; par l'alliance de fait qu'elles risquent de susciter entre la droite démocratique et l'extrême droite ; par les conséquences qu'elles entraîneront dans la pratique.

Le style des mesures proposées est xénophobe. L'étranger ne sera plus accueilli mais toléré. Il sera *a priori* suspect et ne bénéficiera plus des lois qui protègent les citoyens français, à partir du moment où, pour une cause dont seule l'administration sera juge et non plus la magistrature, il pourra être considéré comme indésirable.

La peur de l'étranger est mortelle pour l'âme d'une nation. La France ne serait plus la France sans la présence sur son sol de personnes venues d'ailleurs, qui lui apportent non seulement leurs bras mais aussi leur ardeur au travail, leur intelligence et leur culture. Je voudrais que ceux qui nous gouvernent, et en particulier Jacques Chirac, dont je connais la piété filiale pour la Résistance, méditent ce simple fait : quand j'ai créé Défense de la France, ceux qui m'ont aidé dès l'origine étaient pour moitié des étrangers ou des Français de « fraîche date ». Eux avaient un idéal à défendre : l'idée qu'ils se faisaient de la France qu'ils avaient choisie, tandis que tant de bons petits Français natifs songeaient à leurs examens, à leur ravitaillement, à leurs vacances quand même et faisaient confiance à Vichy qui les protégeait contre le devoir de l'honneur. Des mesures sont sans doute nécessaires. Faut-il pour autant rendre périlleuse et aléatoire, moralement mineure et soumise à des certificats de bonne conduite, la présence sur notre sol de personnes qui portent pourtant ce beau nom d'étranger ?

Devant le Parlement, que se passera-t-il si, dans la majorité démocratique, plusieurs, dont je connais la justesse d'esprit et de cœur, votent contre le projet du gouvernement, que celui-ci ne peut quand même pas faire échapper au débat ? Ce projet sera-t-il alors ratifié en raison d'une alliance contre nature du pouvoir avec les ennemis de la liberté ? En faisant voter le rétablissement du scrutin uninominal, dangereusement abandonné par un pouvoir socialiste davantage soucieux de se consolider que de protéger la France contre ses extrêmes, le gouvernement a sans doute diminué la nuisance du Front national. Mais l'histoire montre que les compromissions avec les adversaires de la démocratie ont toujours des fruits amers. Ils ne respectent qu'en apparence les règles du jeu, pour mieux étouffer la liberté quand ils se sentent assez forts, c'est-à-dire bien avant qu'ils ne disposent d'une majorité légale, qu'ils savent ne jamais pouvoir atteindre.

Mise en garde

Les conséquences enfin des mesures proposées risquent d'être redoutables, à partir du moment où la police jouira d'un pouvoir discrétionnaire, notamment aux frontières.

Je n'ai aucun mépris pour la police, dont le bon fonctionnement et la qualité des membres sont essentiels à la démocratie. J'ai fait de mon mieux dans ma vie professionnelle, dans le cadre du Centre d'information sur les médias, pour contribuer à l'insertion de la police dans la communauté nationale par une formation à la communication, dans une confiance réciproque. Mais je connais aussi la pesanteur et les déterminismes d'une administration peu portée au respect de la personne, notamment quand elle n'est pas française, et dont certains des cadres sont parfois déformés par des idéologies sommaires. Mais surtout la police, qui doit avoir tous les moyens de sa fonction au service du judiciaire et du politique, ne saurait se voir confier des responsabilités qui ne peuvent être exercées, au-dessus du pouvoir politique du moment, que par des magistrats dont la charge est de veiller au respect de la loi et du contrat national exprimé par la Constitution. Le respect du droit des étrangers fait partie du devoir moral et légal de la France, au moins autant que la défense de ses propres enfants, et ce n'est pas à la police d'en être le juge.

L'immigration abusive, le terrorisme, la délinquance ont troublé les esprits en Europe. Rien n'est plus dangereux que la peur, disait Roosevelt. L'attitude rogue ou méprisante, hélas fréquente, des forces de police et de douane, l'absurdité de certaines règles de séjour et de déplacement rendant impossible d'être en règle, l'agressivité parfois de la population causent déjà un tort incalculable à plusieurs nations d'Europe, et le Parlement européen vient à juste titre de voter une mise en garde. Un jeune et brillant journaliste indien m'a déclaré au terme de son stage en Europe : pourquoi faites-vous venir des étrangers pour les humilier sans cesse et les empêcher de réaliser ce qu'ils sont venus faire : vous comprendre ? L'action de la France, souvent exemplaire en faveur des étrangers, ne doit pas être anéantie par la hantise de la sécurité et la généralisation de la suspicion policière. Défendre la France, ce n'est pas seulement défendre les Français.

(*) Fondateur de Défense de la France, vice-président du Centre international de journalisme.

L'affaire Dedeyan

« Nous sommes tous des Arméniens du Liban »

par JEAN-BAPTISTE GRASSET (*)

AU mois de mai 1968, des centaines de milliers de manifestants scandaient : *« Nous sommes tous des juifs allemands ! »* Daniel Cohn-Bendit venait d'être interdit de séjour. Il faudra plusieurs années pour que cette mesure soit rapportée.

Mais elle le sera. Peu importe le détail juridique : il s'agit là, au fond, d'une amnistie. Tout comme Alain Geismar, Serge July, Roland Castro et bien d'autres encore, Dany le Rouge a cessé de faire peur. Les acteurs de mai 68 et de la période d'agitation qui suivit ne sont plus considérés comme des dangers pour l'ordre public.

Il faudrait une dose effarante de stupidité réactionnaire, revancharde, versaillaise, pour revenir dix-huit ans plus tard sur cette évidence : la société française a digéré la crise contestataire, elle a même su en tirer parti pour se renouveler.

Pourtant, en mai 1986, un autre ex-gauchiste, Vasken Dedeyan, fait l'objet d'un arrêté d'expulsion. Il serait *« lié à un groupe d'action violente »* (qui n'est pas nommé), représenterait *« une menace particulièrement grave pour la sécurité publique »* et devrait en conséquence quitter le territoire français en *« urgence absolue »*.

Vasken Dedeyan n'a eu aucune activité politique depuis quelque dix ans. Et jamais de sa vie il n'a été un terroriste.

Les amis palestiniens qu'il avait à son époque militante ont été abattus par des terroristes palestiniens. Parce qu'ils cherchaient le chemin de la négociation et de la paix. Quant aux terroristes arméniens, ils le tiennent pour un ennemi, parce qu'il a toujours refusé d'entrer dans leur jeu de mort.

Plusieurs Arméniens sont morts récemment au Liban pour le même crime : la modération. Expulser Vasken Dedeyan vers son pays d'origine, cela aurait été rétablir subrepticement en France la peine capitale.

On s'est, heureusement, arrêté à temps. Mais la demande d'expulsion, malgré la prétendue *« urgence absolue »*, peut rester indéfiniment comme une épée de Damoclès au-dessus de Vasken Dedeyan, provisoirement assigné à résidence pour un mois à... Paris ! Curieux choix, s'agissant d'un présumé terroriste.

Cet arrêté doit être abrogé, non commué en une assignation évidemment absurde. D'ailleurs, document public par nature, il appelle une plainte pour diffamation.

L'auteur de ces lignes se battra contre cette mesure scélérate parce qu'il est lié d'amitié avec Vasken Dedeyan, son épouse française, leur petite fille Anaïs. Mais aussi parce qu'il s'agit là d'une affaire extrêmement grave pour les libertés publiques en France. Si cette expulsion injustifiée et injustifiable avait lieu, combien d'autres pourraient suivre ?

Vasken Dedeyan, sa femme, ses amis, en appellent au secrétariat d'État aux droits de l'homme. Ils en appellent au ministre de l'intérieur. Ils en appellent au garde des sceaux. Ils en appellent au premier ministre. Ils en appellent au président de la République.

Et à tous les démocrates de ce pays.

(*) Écrivain.

COURRIER DES LECTEURS

La récolte de Tchernobyl

Tchernobyl aura des conséquences graves et durables. Que feront les Russes de la récolte qui est en train de monter dans un secteur comparable en étendue et en productivité au Bassin parisien ? Les végétaux emmagasinent les nucléides sans que, jusqu'ici, on perçoive la moindre conséquence pathologique sur leur organisme. Nous ne savons presque rien là-dessus, les Russes non plus, les Américains pas davantage.

D. LABEY,
président du CEGERNA
(Centre d'études pour la gestion des ressources naturelles - (Paris.)

Connaissez-vous Romorantin ?

Dans l'édition du *Monde* du 13 juin 1986, je lis en page huit un article intitulé « Romorantin et la Pologne ».

Je sais que l'on raille Romorantin-Lanthenay en en faisant le symbole du trou provincial. Mais permettez-moi de souligner à l'adresse de vos lecteurs ce que peut-être ils ignorent : Romorantin-Lanthenay est la capitale de la Sologne, elle compte 19 000 habitants ; elle est la deuxième ville du Loir-et-Cher ; elle est le siège de Matra Automobiles, qui fabrique l'Espace ; elle est la patrie de Claude de France ; elle organise chaque année des journées gastronomiques rassemblant près de 25 000 personnes ; sa population croit continûment... et elle s'est même donné, en 1985, un maire socialiste de trente-six ans.

Ce qui, vous en conviendrez, n'est ni le signe d'une léthargie quiète, ni l'apanage de l'immobilisme stérile...

JEANNY LORGEOUX
maire de Romorantin.

Pourquoi de l'argent ?

Pourquoi M. Pasqua a-t-il proposé à nos compatriotes de l'argent contre une lettre de dénonciation ? Nos compatriotes, ou tout au moins ceux qui vivaient du temps de l'Occupation, étaient très entraînés à ce genre de correspondance.

Au moment de la Libération, et même un peu avant, j'avais mon PC à l'usine Morane de Suresnes et de nombreuses personnes des deux sexes sont venues me demander de procéder à des arrestations de gens ayant collaboré ou travaillé avec les Allemands. Je répondais toujours : d'accord, asseyez-vous, et mettez cela par écrit. Je n'ai arrêté personne, car tous les dénonciateurs se sont, comme on dit, « dégonflés ».

G. WIESSLER *alias* DALSACE
(Boulogne-Billancourt.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
570 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur.*

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.



5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

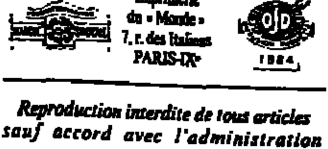
ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. — SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,50 $; Yougoslavie, 110 nd.

étranger

APRÈS LE RETOUR EN FRANCE DE GEORGES HANSEN ET DE PHILIPPE ROCHOT

• M. Chirac entend tout mettre en œuvre pour obtenir la libération des autres otages
• Le rapprochement avec l'Iran se poursuivra

L'affaire des otages a appris la prudence et la circonspection à tous ceux qui s'en sont occupés. Aussi, au lendemain de la libération de Philippe Rochot et Georges Hansen, personne ne voulait se risquer à un quelconque pronostic quant au sort des sept autres Français encore détenus à Beyrouth. C'est avec mesure que l'on fait preuve d'optimisme dans les milieux officiels français. La double libération de vendredi est un signe évidemment encourageant, dit-on, tout en souhaitant que la crise des otages soit entrée dans une nouvelle dynamique.

Le premier ministre, M. Jacques Chirac, s'est borné à constater que ces premières libérations montrent *« qu'il peut se passer quelque chose »* ; *« il est évident*, a-t-il ajouté, *que le gouvernement fera tout ce qui est en son pouvoir pour libérer les autres otages »*. Son conseiller diplomatique, M. François Bujon de l'Estang, a été plus optimiste, lors d'une déclaration faite dans l'avion qui ramenait les otages à Paris : *« Les autres vont suivre, j'espère le plus rapidement possible ; il s'agit d'un processus de négociation qui doit, je l'espère, aboutir à la libération de tous les Français détenus au Liban. »*

C'est à l'évidence le rétablissement d'un climat plus confiant entre la France et l'Iran qui a permis ces premières libérations : le risque étant maintenant que le gouvernement soit confronté à un chantage croissant de la part de ravisseurs qui feraient dépendre les autres libérations de l'évolution de la négociation du contentieux franco-iranien. Dans les milieux autorisés français, on se refuse à y croire : il n'y aura pas, dit-on, de *« marchandage par paliers »*, pas de concessions particulières en échange de nouvelles libérations. On insiste, en revanche, sur l'importance de poursuivre le rapprochement avec l'Iran, dont plusieurs émissaires sont attendus prochainement à Paris pour continuer à discuter des modalités du remboursement du prêt consenti par Téhéran au Commissariat à l'énergie atomique en 1974.

La leçon des libérations de vendredi est qu'il y a bien deux « clés » dans l'affaire des otages : l'Iran, bien sûr, et la Syrie ; mais l'intervention de cette dernière, décisive sur le terrain, ne peut être effective auprès des groupes pro-iraniens qui détiennent les otages que si est amorcé préalablement un réchauffement des relations entre Paris et Téhéran. Pour la Syrie, il s'agit d'améliorer son image de marque dans l'opinion occidentale et de faire reconnaître son action au Liban.

Dès dimanche, M. Chirac a téléphoné au président syrien, M. Hafez El Assad, afin de le remercier *« pour le rôle joué par la Syrie dans le dénouement de l'affaire »*, indique-t-on à Matignon. Selon l'Agence syrienne Sana, le premier ministre a fait part *« de la grande estime de la France à l'égard du rôle de la Syrie dans la région et du souhait* (de la France) *d'approfondir les entretiens entre Damas et Paris en vue de promouvoir les relations entre les deux pays »*. M. Bujon de l'Estang a souligné la *« gratitude toute particulière de la France »* envers le président Hafez El Assad. Le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a adressé un message de remerciements à son homologue syrien, M. Farouk Al Chareh. L'opération séduction à l'égard de la Syrie est claire : on ne pourrait guère faire plus.

Un premier rendez-vous manqué

Est-ce la volonté syrienne de « récupérer » en partie les libérations de vendredi qui explique le fait, pour le moins curieux, que l'ambassadeur de France au Liban, M. Christian Graeff, n'ait pu rencontrer les deux otages à Beyrouth avant qu'ils ne partent pour Damas dans la matinée de samedi ?

Après un premier rendez-vous manqué en fin d'après-midi, vendredi, à l'hôtel Beaurivage, à Beyrouth-Ouest, où devaient être libérés Philippe Rochot et Georges Hansen, M. Graeff a regagné son ambassade à l'est. L'ambassadeur de France affirme n'avoir alors vu aucun responsable syrien dans l'hôtel alors qu'il attendait. Quelques heures plus tard, les deux journalistes arrivaient à Beaurivage, siège des observateurs militaires syriens dans la capitale libanaise, sans que personne songe à alerter M. Graeff. Enfin prévenu, l'ambassadeur arrivait samedi matin à l'hôtel, mais pour apprendre que Philippe Rochot et Georges Hansen venaient de quitter Beyrouth pour Damas, sous escorte syrienne. Le directeur de l'hôtel a expliqué qu'il n'avait pas été possible de joindre l'ambassadeur au téléphone du fait d'un problème de ligne et qu'il avait, en conséquence, pris des dispositions pour le départ des otages vers Damas.

L'explication est peut-être un peu courte, quand on sait que l'ambassadeur aurait pu emmener les deux hommes avec lui et les faire transférer à Chypre, où attendait depuis vendredi après-midi un Mystère-20 du gouvernement français, avec à son bord, outre M. Bujon de l'Estang, MM. Michel Roussin, chef de cabinet du premier ministre, et Eric Desmaret, directeur de cabinet de M. Jean-Bernard Raimond. Mais alors, l'étape de Damas n'aurait pas eu lieu.

Toujours est-il que lorsqu'ils arrivent au Beaurivage, vers 23 heures dans la nuit de vendredi, Philippe Rochot et Georges Hansen ne trouvent personne pour les accueillir — ni diplomates ni journalistes, — sinon un haut responsable des services de renseignement syriens à Beyrouth. *« Nous avons dîné puis nous avons parlé toute la nuit, Georges et moi »*, raconte Philippe Rochot : *« A 9 heures du matin, nous avons quitté Beyrouth pour Damas. »*

Entre-temps, le Mystère-20 du GLAM avait gagné Damas, où la délégation française s'est immédiatement rendue au ministère des affaires étrangères pour être reçue par le chef de la diplomatie syrienne, M. Farouk al Chareh. *« Nous étions accompagnés par l'ambassadeur de France* [en Syrie], à raconté M. Bujon de l'Estang, *et, quand nous nous sommes assis dans la salle, M. Chareh nous a précisé : « Laissez ces deux places, elles sont pour les otages. »* Lesquels devaient, effectivement, arriver quelques instants plus tard.

« Je crois que cette libération, dira un peu plus tard M. Bujon de l'Estang, *est principalement due au fait que nous avons utilisé les canaux officiels de notre diplomatie pour réussir (...). Par ailleurs, nous avons misé sur une discrétion totale, ce qui nous a permis d'avancer : nous avons dû négocier pour libérer l'ensemble des otages français, et nous continuerons à les faire. »* Critique implicite de l'utilisation par l'ancienne majorité « d'émissaires officieux », et bruyants, dans l'affaire des otages ? Sans doute.

M. Pierre Mauroy s'est pour sa part félicité, dimanche, que *« les actions conjointes à la fois du président de la République et du gouvernement ont permis une heureuse solution pour deux otages (...). Je trouve qu'un des côtés les plus stupides de la cohabitation, c'est sans cesse cette recherche de savoir qui a fait cela, qui ne l'a pas fait »*. Son successeur, M. Laurent Fabius, a relevé, de son côté, *« qu'après de patients efforts, beaucoup de contacts, d'espoir et de déception, la libération de deux de nos compatriotes détenus au Liban est une très bonne nouvelle »*. — *(AFP, Reuter, AP.)*

LIBÉRATION DES DEUX OTAGES CHYPRIOTES

Les deux étudiants chypriotes enlevés le 28 avril à Beyrouth-Ouest ont été libérés samedi 21 juin, après cinquante-quatre jours de détention. Les deux jeunes gens, M. Panayotis Tirkas et M. Yannakis Stavros, étudiants ingénieurs à l'université américaine de Beyrouth, ont été enlevés, alors même qu'ils se rendaient à leurs cours, par quatre hommes qui les ont menacés de leurs armes. Malgré leurs cris de protestation : *« Nous ne sommes ni Britanniques, ni Américains, nous sommes d'innocents Chypriotes »*, ils furent transportés dans un coffre de voiture jusqu'à une cache avec deux matelas par terre d'où ils n'ont plus bougé pendant toute la durée de leur détention. Selon leur témoignage, ils n'ont jamais pu voir leurs gardiens qui leur demandaient de se retourner contre le mur quand ils leur apportaient à manger.

Le rapt des deux étudiants n'a jamais été revendiqué. Leur libération a été obtenue grâce à la médiation du chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, et aux efforts du gouvernement et du président chypriote, M. Spyros Kyprianou. Les deux jeunes gens ont été transportés samedi de Beyrouth-Est à Chypre par un hélicoptère de l'armée libanaise. — *(AFP.)*

La joie et la retenue au Pavillon d'honneur à Orly

Bousculades, embrassades, moment d'intense émotion : il est 20 heures, samedi 21 juin, à Orly, lorsque Philippe Rochot et Georges Hansen descendent l'échelle de coupée du Mystère-20 « FMOO11 » du GLAM qui les ramène de Damas.

Après cent cinq jours de détention au Liban, les deux journalistes, en chemisette bleue et jeans, tombent dans les bras de leur femme, enfants et amis. Ils paraissent amaigris. Georges Hansen laisse éclater sa joie ; Philippe Rochot est plus réservé. On a déroulé le tapis rouge, sur la piste, face au pavillon d'honneur ; M. Chirac et son épouse sont là, ainsi que les ministres des affaires étrangères et de la communication, MM. Jean-Bernard Raimond et François Léotard, et M. Hubert Védrines, conseiller diplomatique de M. Mitterrand.

Moment de grande joie, sûrement, pour ce retour de deux otages, qui, tout au long de leur détention, n'ont eu aucune communication directe avec leur famille. Mais ce sont des instants d'émotion contenue, une fête pudique, très digne, sans triomphalisme ni débordement : sept autres Français sont toujours retenus au Liban, et bien sûr, ce samedi soir, chacun y pense. A commencer par Philippe Rochot, interviewé en direct, sur la piste, par ses confrères d'Antenne 2 lors d'une brève interruption de France-Brésil — autre fête...

« On a pris l'engagement de ne pas parler, dit Rochot ; *il y a encore deux types bloqués* (Aurel Cornea et Jean-Louis Normandin, les deux autres membres de l'équipe d'Antenne 2, capturés, eux aussi, le 8 mars dernier) *et ça, c'est terrible. J'ai été choisi pour être libéré avec Georges, pourquoi ? Je n'en sais rien. Finalement, c'est moi qui dirigeais l'équipe, c'est moi qui les avait amenés là-bas, pour moi ce ne sont pas des vacances, parce que l'histoire n'est pas terminée. »* Précisément *« parce que l'histoire n'est pas terminée »*, M. Chirac, comme les autres représentants du gouvernement venus témoigner de leur satisfaction, s'abstiendront de tout commentaire : ni déclaration officielle ni petites phrases à la presse.

Philippe Rochot, chaudement applaudi par une cinquantaine de journalistes, cameramen et photographes, agglutinés dans le pavillon d'honneur, dira encore : *« Ça s'est passé correctement pour une détention de ce type ; on avait à manger, on avait un matelas pour dormir, le problème, c'était qu'on était complètement coupé des informations ; ne pas savoir ce qui se passait, est-ce qu'on était là pour un mois, deux mois, trois mois, un an, on ne savait pas. (...) On était dans un endroit fermé, on ne savait pas où ; les ravisseurs s'occupaient de nous assez bien ; le problème, c'est qu'ils étaient toujours en cagoule. »*

Dans la foule, deux femmes dont les époux sont toujours détenus : Aurora Cornea et Joëlle Kauffmann, courageusement venues saluer les premiers libérés. *« En venant ici, je garde espoir*, explique Mme Kauffmann, *j'espère que c'est la répétition générale. »*

AL. Fr.

M. Shamir en visite à Paris

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shamir, commence, ce lundi 23 juin, une visite en France, au cours de laquelle il s'entretiendra avec MM. Mitterrand, Chirac et le chef de la diplomatie, M. Jean-Bernard Raimond.

M. Shamir inaugurera une chambre de commerce qui devra s'attacher à resserrer les liens entre Israël et les pays membres de la CEE. Les entretiens en France de M. Yitzhak Shamir porteront essentiellement sur les relations bilatérales, les échanges commerciaux entre la Communauté européenne et Israël, le terrorisme international et le processus de paix au Proche-Orient, a affirmé le porte-parole israélien.

M. Shamir participera également au Sénat à la cérémonie de fondation des Amitiés Israël-CEE. Prévu initialement pour durer plus de quarante-huit heures, le voyage de M. Shamir sera écourté : le chef de la diplomatie israélienne a, en effet, indiqué qu'il retournerait en Israël dès mardi 24 juin pour faire le point des derniers développements de l'affaire du chef des services secrets israéliens, M. Avraham Shalom. Une enquête doit être ouverte sur le rôle de M. Shalom dans le meurtre de deux terroristes palestiniens qui avaient détourné en mai 1984 un autobus civil israélien sur la route qui mène de Tel-Aviv a Ashkelon.

DANS L'AVION DU RETOUR

« Dis, Georges, crois-tu qu'ils vont vraiment libérer les autres ? »

De l'envoyé spécial de l'AFP
SAMMY KETZ

A bord du Mystère-20. — Retirés par force du monde extérieur pendant trois mois et treize jours, Philippe Rochot et Georges Hansen ont commencé, dans le Mystère-20 du Groupe de liaisons aériennes ministérielles (GLAM) qui les ramenait samedi 21 juin à Paris, à *« remonter le temps »*.

Ils sont stupéfaits en apprenant que Marcel Dassault et Gaston Defferre sont morts. Georges Hansen veut savoir le nom du film qui a eu la Palme d'or du Festival de Cannes. Personne dans l'avion n'est capable de lui répondre. *« Depuis que je travaille avec M. Chirac, je n'ai pas eu le temps d'aller au cinéma »*, répond en s'excusant M. François Bujon de l'Estang, le conseiller diplomatique du premier ministre, venu chercher les deux otages à Damas.

Dans leur geôle, ils ont eu vent de bribes d'information. Tchernobyl : *« Nous avons entendu ce nom, mais nous ne savions pas de quoi il s'agissait »*, souligne le caméraman. La Coupe du monde ? *« Les geôliers nous ont parlé de bons résultats de l'équipe de France et nous ont montré le match France-URSS, mais nous ne savions pas si la France s'était qualifiée pour les huitièmes de finale »*, souligne Georges Hansen.

Philippe Rochot et Georges Hansen ont su que M. Jacques Chirac était devenu premier ministre. *« J'ai eu peur qu'avec la cohabitation l'Elysée et Matignon ne se tirent dans les pattes. »*

« Dès que M. Chirac est devenu premier ministre, il ne s'est pas passé un jour sans que le problème des otages soit évoqué. Le gouvernement a pris en charge ce dossier et a tenu informé tout le temps l'Élysée des grandes lignes de son action », répond aussitôt M. Bujon de l'Estang.

Philippe Rochot est épuisé. Il ne comprend pas que lui, le chef de l'équipe d'Antenne 2, ait été libéré avant ses confrères. Le conseiller diplomatique tente en vain de le rassurer. *« Ne vous en faites pas, je vous assure que les autres vous suivront et je l'espère, le plus rapidement possible. Il s'agit d'un processus de négociation qui doit, je le souhaite, aboutir à la libération de tous les Français détenus au Liban »*, dit-il.

Georges Hansen mange des fruits, Philippe Rochot grignote son repas. Les trois émissaires français ouvrent une bouteille de champagne pour fêter cette libération. Les deux « hommes libres » se contentent de tremper leurs lèvres. *« Nous n'avons pas bu d'alcool depuis trois mois... et puis, notre joie n'est pas totale puisque Aurel [Cornea] et Jean-Louis [Normandin] sont encore là-bas*, disent-ils.

A 19 heures, le commandant de bord vient lui-même annoncer dans la cabine que l'avion est entré dans l'espace aérien français. Par les hublots, les huit passagers du Mystère-20 voient les cimes enneigées des Alpes. Quarante minutes plus tard, l'appareil se pose à l'aéroport d'Orly, où le premier ministre et une centaine de journalistes attendent les héros de la soirée. *« Dis, Georges, crois-tu qu'ils vont vraiment libérer les autres ? »*, demande encore une dernière fois Philippe Rochot avant de descendre de l'avion pour être happé par la foule.

ASIE

Vietnam

Six ministres responsables de l'économie sont limogés

De notre correspondant

Bangkok. — Le vice-premier ministre en charge des affaires économiques, M. To Huu, ainsi que cinq ministres responsables de secteurs-clés de l'économie, le ministre de la culture et le directeur de la Banque nationale ont été relevés de leurs fonctions par le Conseil d'Etat du Vietnam. C'est samedi 21 juin, dans la soirée et sans le moindre commentaire que l'agence vietnamienne d'information a rendu publique la nouvelle.

Les ministères des communications, des finances, du commerce intérieur, du commerce extérieur, de l'alimentation et de l'industrie, des mines et du charbon ont ainsi changé de titulaire. La principale victime du remaniement, M. To Huu, âgé de soixante-six ans, est membre du bureau politique depuis le congrès du Parti communiste de mars 1982. Poète très officiel, il était considéré comme le premier responsable de la gestion économique du pays, depuis le renvoi du vice-premier ministre M. Tran Phuong en janvier dernier. M. To Huu, *« libéré de ses fonctions »*, est remplacé par M. Vo Chi Cong, membre du bureau politique depuis 1976.

Cet important remaniement survient alors que se confirme l'échec quasi total des mesures décidées il y a exactement un an par le huitième plénum du comité central. Le dong (monnaie locale) avait été dévalué, les salaires liés à la production et les subsides aux produits alimentaires supprimés, ce qui avait provoqué un regain d'inflation. Depuis des mois, la presse de Hanoï met régulièrement en cause les fonctionnaires chargés de l'application des réformes plutôt que les réformes elles-mêmes.

Si certains des ministères touchés par le remaniement s'étaient, en effet, signalés par leur inefficacité, la présente crise dépasse de loin de simples problèmes de personnes.

Le Vietnam connaît actuellement des difficultés économiques qui évoquent les pires moments de l'après-guerre, la fin des années 70. Ces difficultés sont aggravées par le climat d'attente et d'incertitude dans lequel vit le pays tandis que se poursuivent partant les travaux préparatoires au sixième congrès du Parti communiste qui doit, en principe, se tenir en novembre.

Il y a quelques semaines, la presse écrite et la radio avaient fait grand cas d'un texte de M. Le Duc Tho, l'un des plus importants membres du bureau politique, dénonçant avec vigueur l'incompétence des fonctionnaires et avouant les *« erreurs très graves commises dans de nombreux secteurs de la politique économique »*. Il ne se passe, en outre, pas de jours que le *Nhan Dan*, quotidien officiel du parti, ne se fasse l'écho de la vaste campagne d'autocritique qui souffle depuis des mois sur le Vietnam.

Le dernier plénum, qui s'est achevé à Hanoï le 6 juin, a été mouvementé. Il y fut âprement discuté d'un éventuel rajeunissement du bureau politique en vue du prochain congrès. Mais, selon un diplomate en poste à Hanoï, *« il n'est pas encore certain que les membres les plus âgés du bureau soient disposés à prendre leur retraite. Il est encore moins certain que leur éventuel départ entraînerait un changement radical dans la gestion économique du Vietnam »*. Le congrès de 1982 avait, lui aussi, été précédé d'une grande campagne d'autocritique. Quatre ans plus tard, le ton des discours officiels n'a guère changé.

JACQUES BEKAERT.

EUROPE

LA VICTOIRE ÉLECTORALE DES SOCIALISTES EN ESPAGNE

« Assumer les défis de la pleine intégration à l'Europe »

(Suite de la première page.)

La thèse, souvent avancée à Madrid, suivant laquelle M. Fraga est incapable de dépasser le « plafond » électoral atteint en 1982 semble désormais confirmée par les urnes : malgré sa campagne aux intonations résolument centristes, le président de l'Alliance populaire, qui fut durant sept ans ministre de Franco, offre toujours une image très conservatrice, voire autoritaire, qui lui aliène les voix de l'électorat modéré, véritable arbitre de toute consultation électorale.

Si la droite « traditionnelle » que symbolise l'Alliance populaire a fait un score décevant, c'est une véritable catastrophe qu'ont enregistrée de leur côté les promoteurs de la « droite moderne ». Lancé avec fracas par le nationaliste catalan Miquel Roca, et disposant pourtant d'importants appuis financiers, le nouveau Parti réformiste démocratique (PRD), qui aspirait à incarner un centre droit novateur, obtient à peine 0,4 % des voix. Il ne sera représenté au Parlement que grâce à sa « filiale » galicienne Coalicion galega, qui a obtenu un siège.

Le succès de M. Suarez

Paradoxalement, l'« aventure madrilène » de M. Roca n'aura finalement profité qu'à sa formation d'origine : Convergencia i Unio, la coalition des nationalistes catalans, qui passe de 12 sièges à 18 sièges. En lançant le PRD, M. Roca a récupéré au profit des nationalistes les voix de nombre d'électeurs catalans qui préféraient jusque-là « voter utile » au Parlement de Madrid, c'est-à-dire voter pour une formation de dimension nationale. C'est là une bien maigre consolation pour M. Roca, qui se voit ainsi forcé de se replier sur la Catalogne.

Le second parti qui briguait l'espace politique centriste, le CDS (Centre démocratique et social) de l'ancien premier ministre M. Adolfo Suarez, est en revanche l'un des grands vainqueurs de la consultation : par rapport à 1982, il passe de 2,9 % à 9,3 % des voix, et de 2 sièges à 19 sièges. En décuplant presque sa représentation au Congrès, le CDS devient la troisième force politique du pays, ce à quoi il aspirait d'ailleurs. Son triomphe est davantage celui d'un leader politique qui reste toujours aussi populaire cinq ans après avoir abandonné le pouvoir, que celui d'une idéologie bien définie. Tout en se réclamant du centre, M. Suarez, avec son « populisme progressiste », n'avait pas hésité, tant dans son programme que dans ses discours, à tourner les socialistes sur leur gauche, faisant même concurrence aux communistes.

Ces derniers, leur côté, ont réalisé un score honorable : la formation gauche unie, formée autour du PCE (Parti communiste espagnol) sur la lancée de la campagne anti-OTAN, obtient 4,6 % des voix et sept députés, près du double de ceux obtenus par le PCE il y a quatre ans. La remontée est lente, certes, mais c'est la première enregistrée par les communistes depuis leurs débâcles électorales successives.

Ce résultat est d'autant plus satisfaisant pour le PCE « officiel » que la formation rivale lancée par son ancien secrétaire général, M. Santiago Carrillo, aujourd'hui en dissidence, n'a obtenu aucun siège. Pour la première fois depuis le rétablissement de la démocratie, M. Carrillo sera donc absent du Parlement. Les électeurs semblent avoir définitivement tranché dans le débat entre l'aggiornamento voulu par les actuels dirigeants du parti et le retour au communisme traditionnel défendu par M. Carrillo.

Le quatrième Parlement de l'Espagne démocratique est-il en fin de compte très différent du précédent ? Tout comme lui, il reposera sur un centre-gauche majoritaire suivi à grande distance par la droite conservatrice. Les Espagnols ont à nouveau voté « progressiste », davantage même qu'en 1982 : l'ensemble des partis de gauche et de centre-gauche ont obtenu un total de 212 sièges sur 350, 10 de plus qu'il y a quatre ans. Mais le PSOE a cessé de jouir d'un virtuel monopole dans ce secteur, dont la représentation parlementaire est désormais plus fragmentée.

Restructuration à droite ?

Les socialistes devront donc davantage « se garder à gauche » au Parlement : ainsi, par exemple, le Congrès comptera désormais trente-cinq députés opposés à l'alliance militaire bilatérale avec les Etats-Unis, alors qu'il n'y en avait que huit auparavant. Le PSOE semble, en revanche, ne pas devoir trop se préoccuper de menaces sur sa droite. L'élection de dimanche a montré à la fois qu'il n'existe aucuen option conservatrice crédible en dehors de l'Alliance populaire... Mais que celle-ci est incapable d'inquiéter sérieusement les socialistes. Tout porte donc à croire qu'une profonde restructuration va s'opérer parmi les secteurs conservateurs et plus particulièrement au sein du parti de M. Fraga. Douze ans après le « congrès de Suresnes », qui avait vu, au sein du PSOE, les « jeunes loups » de M. Felipe Gonzalez succéder aux vieux dirigeants liés au passé, la droite espagnole est-elle prête à procéder à son tour à une semblable régénération ?

THIERRY MALINIAK.

(1) Les caractérisitiques du système électoral espagnol font qu'un faible déplacement de voix peut se traduire par une importante redistribution de sièges.

Le penalty gâcha la fête...

De notre envoyée spéciale

Madrid. — L'Espagne s'est laissé voler par les Belges sa soirée électorale. Un maudit penalty manqué et la Coupe du monde de football vous passe sous le nez. On a beau être parmi les socialistes invités à la réception du PSOE dans les magnifiques salons de l'hôtel Palace, rassasié de petits fours et assuré d'avoir un gouvernement stable pendant les quatre prochaines années, le cœur n'y est plus. On rentre chez soi en klaxonnant, c'est tout.

A 20 heures, la télévision, reçue sur des écrans géants dans et devant l'hôtel, avait donné les premières estimations : majorité assurée pour M. Felipe Gonzalez. Mais ce n'était pas une surprise, même si des dirigeants du Parti socialiste donnaient de leur côté des estimations nettement plus pessimistes que celles de la télévision.

Puis la soirée fut longue : on attendait Felipe. Il n'arriva qu'*in extremis*, eut à peine le temps, après quelques mots saluant la victoire, de fendre la foule compacte qui se pressait pour le féliciter, le toucher, l'embrasser sous l'énorme coupole de verre du Palace, que déjà le coup d'envoi du match était donné et que l'assistance, massée devant les écrans, n'avait plus d'yeux et de voix que pour les footballeurs espagnols. La soirée fut encore longue : l'Espagne menée 1-0, puis l'égalisation « transcendantale » dans les toutes dernières minutes, les prolongations et finalement ce maudit penalty qui laissa le public et la sono sans voix.

Du côté de la Coalition populaire, qui recevait dans un autre hôtel de luxe, la douche froide était venue dès 20 heures, avec les estimations de la télévision : vingt sièges en moins, la gifle. En fait, c'était une erreur, mais de toute façon la soirée était gâchée et les élections perdues. On faisait grise mine et seuls quelques dizaines de fidèles déçus restaient pour assister dans ces salons trop grands à l'autre défaite de l'Espagne.

Finalement, c'est peut-être chez M. Adolfo Suarez, dans un troisième hôtel de luxe, qu'avec une petite vingtaine de sièges aux Cortès on fit le mieux la fête, du moins jusqu'au début du match. On saluait la rentrée en piste de M. Suarez après sa traversée du désert, en avant pour les élections de 1990... et la prochaine Coupe du monde.

CLAIRE TRÉAN.

AU PAYS BASQUE

Progression des nationalistes radicaux

De notre correspondant

Madrid. — S'il est un résultat électoral qui n'a guère suscité l'enthousiasme des socialistes, c'est bien celui du Pays basque. D'une part parce que la représentation du PSOE pour cette région se réduit, par rapport à 1982, de huit à sept sièges. Et surtout parce que la coalition nationaliste radicale Herri Batasuna, le « bras politique » de l'ETA militaire, enregistre une forte poussée, passant de 208 000 à 226 000 voix et de deux à cinq députés, dont l'un élu en Navarre. La seconde formation nationaliste de gauche, Euzkadiko Ezquerra — qui, contrairement à Herri Batasuna, rejette la violence, — progresse également, passant d'un à deux députés.

Henri Batasuna — dont les représentants élus refusent traditionnellement de siéger au Parlement de Madrid et entendent maintenir cette attitude — avait cette fois affiché de manière particulièrement ostensible ses liens avec ce qu'elle appelle l'« organisation armée ». La coalition avait en effet inclus dans ses listes plusieurs membres supposés de l'ETA actuellement en détention préventive, comme Mercedes Galdos en Navarre, accusée par les autorités d'être compromise dans... dix-sept assassinats.

Force est donc de constater que quatre ans de législature socialiste n'ont pas permis, bien au contraire, d'éroder l'appui dont bénéficient toujours au Pays basque et en Navarre ceux qui se réclament de la « lutte armée ». Les radicaux d'Herri Batasuna semblent avoir surtout progressé aux dépens des modérés du PNV (Parti nationaliste basque), dont la représentation passe de huit à six députés. Le PNV paie ainsi le prix de son interminable crise interne. Le secteur « critique » du parti, conduit par l'ancien président du gouvernement régional, M. Garaikoetxea, virtuellement en rupture avec la direction, joue, en effet, aujourd'hui la carte de la surenchère nationaliste : nombre de ses sympathisants ont donc préféré porter leur voix sur Herri Batasuna plutôt que sur les candidats du secteur « officiel » de leur parti.

L'ensemble des formations nationalistes basques obtiennent au total treize députés, contre onze en 1982. Mais le rapport des forces se trouve désormais sensiblement modifié en son sein : comme l'a reconnu le président du PNV, M. Xavier Arzallus, *« la modération n'a pas été récompensée au Pays basque »*. Les partisans de la « négociation politique » avec l'ETA ont aujourd'hui le vent en poupe, ce qui ne peut qu'inquiéter le gouvernement de Madrid.

Th. M.

NOUVEAUX INCIDENTS A MELILLA

Melilla *(Reuter)*. — Des heurts entre policiers et manifestants ont éclaté dimanche 22 juin à Melilla, enclave espagnole au Maroc, pour la deuxième journée consécutive.

Des Espagnols ont manifesté devant la résidence du délégué du gouvernement de Madrid à Melilla, Andres Moreno. La police est intervenue pour disperser les manifestants et de nombreuses personnes ont été arrêtées, parmi lesquelles Carlos Benet, candidat de droite aux élections législatives espagnoles.

Cet incident survient après les heurts de samedi, qui avaient mis aux prises Espagnols et musulmans de l'enclave espagnole. La police avait également dû intervenir, faisant usage de balles en plastique et de gaz lacrymogène.

Les musulmans de Melilla ont organisé samedi de fausses élections, en raison du refus de Madrid de leur accorder la nationalité espagnole. Ils ont indiqué que M. Ahomar Mohamedi Dudu, président du Parti démocratique de Melilla, avait été « élu » à une majorité écrasante.

Yougoslavie

Les critiques du système se multiplient à la veille du congrès national de la Ligue des communistes

De notre correspondant

Belgrade. — Si une personne « non initiée » avait assisté à chacun des congrès de la Ligue des communistes et des deux autres organisations dites « sociales » des six républiques et deux régions autonomes, — qui se sont succédé au cours des trois derniers mois, — elle aurait eu l'impression de participer à des réunions d'un mouvement d'opposition...

En effet, toutes ces assises, qui précèdent le congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie prévu pour le 25 juin, furent marquées par des critiques du système politique et économique, de la vie culturelle, par la dénonciation des *« intolérables »* différences sociales, des *« privilèges »* dont jouit la classe dirigeante et qui *« menacent l'autogestion et le fonctionnement normal de l'Etat, voire son indépendance »*.

L'irresponsabilité, l'inefficacité et la bureaucratie furent impitoyablement stigmatisées. *« Nous parlons sans arrêt de la stabilisation économique, de l'inflation, des investissements manqués*, a dit par exemple un des délégués au congrès du parti serbe, *sans jamais prononcer le nom de ceux qui en sont responsables. Cela ne peut plus durer. »*

« Débarrassons-nous des dirigeants communistes incapables », s'est écrié un autre. *« Notre crise économique est peu de chose par rapport à la crise morale que nous traversons »*, a lancé un troisième. Le congrès de la jeunesse, tenu la semaine dernière, a été particulièrement mouvementé. Des orateurs ont revendiqué notamment la suppression de la loi sur le « délit verbal », qui autorise la poursuite des dissidents, des nationalistes et des autres adversaires du régime, et une réforme substantielle du « rituel » des célébrations de la Journée de la jeunesse (le 25 mai) appliqué depuis plus de trois décennies et, cette année encore, le jour de l'anniversaire de la naissance de Tito.

Les « producteurs directs »

L'organisation de la jeunesse elle-même fut critiquée parce qu'elle *« prépare les cadres pour le parti et la bureaucratie et non des hommes qui feront progresser notre vie économique et sociale »*.

Le congrès de la jeunesse a d'ailleurs pris fin dans une confusion totale et ne fut pas en mesure, pour la première fois depuis la guerre, d'élire sa nouvelle direction.

Une autre caractéristique de ces congrès fut la présence d'un nombre considérable de délégués nouveaux. Il y en eut bien plus que de coutume, des jeunes et des femmes, et surtout ce qu'on appelle ici des « producteurs directs », c'est-à-dire des travailleurs qui, théoriquement du moins, doivent décider en dernière instance de la répartition du revenu. C'est une catégorie de citoyens hautement appréciés dans la société d'autogestion.

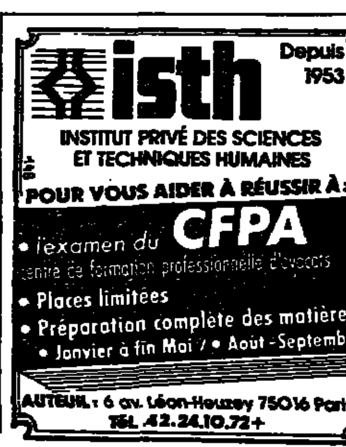
Il est vrai que ce terme dû à M. Kardelj, ancien grand idéologue du système yougoslave, ne souffre pas d'un excès de précision. Un commentateur l'a rappelé dans une récente émission de télévision : ainsi *« un mécanicien qui répare une voiture accidentée est traité en « producteur direct », alors que le médecin qui soigne une personne blessée dans le même accident n'a pas droit à ce titre »*.

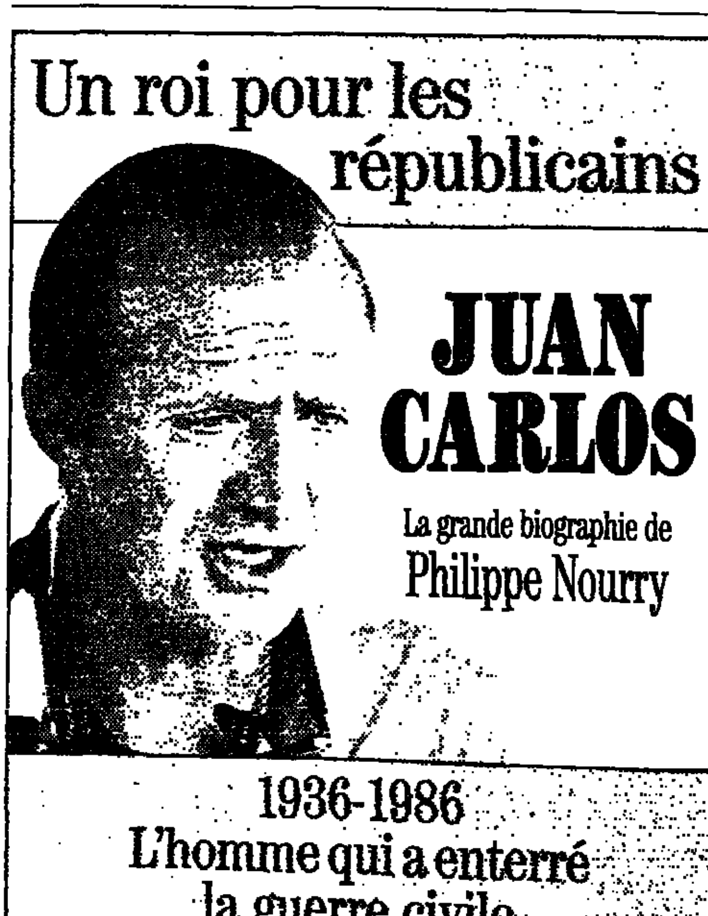
Un immense remue-ménage

Les congrès ont fait émerger des centaines de nouveaux dirigeants. En revanche, les vieux cadres, surtout ceux de la guerre, ont presque totalement disparu de la vie politique. Certains se sont retirés de leur propre gré ; d'autres, et non des moindres, qui s'étaient cramponnés à leurs fonctions, ont été battus aux divers scrutins ; d'autre encore ont été nommés dans les « conseils de la fédération » ou les « conseils des républiques ». Les membres de ces conseils, sorte de Chambre des lords, se réunissent trois ou quatre fois par an, émettent une opinion sur un sujet d'actualité, qui n'est d'ailleurs que relativement suivie, et retournent dans l'anonymat. Ils touchent des émoluments intéressants pour leurs mérites passés, ont droit à un bureau et à une secrétaire et s'occupent en écrivant leurs mémoires.

Parallèlement aux changements effectués dans les organismes dirigeants des ligues et des organisations sociales, les républiques et les régions autonomes ont constitué leurs nouvelles assemblées et leurs gouvernements. La Fédération, pour sa part, en a fait autant. Là, également, sont apparus des centaines de noms nouveaux, peu ou pas connus du public. Logiquement, le « sommet » du parti sera à son tour profondément remanié à l'occasion du congrès de la Ligue des communistes. Seule la direction collégiale de l'Etat a été préservée de cet immense remue-ménage... Elle ne perd rien pour attendre : son tour arrivera en mai 1987, date de l'expiration de son mandat de cinq ans.

PAUL YANKOVITCH.





Nicaragua

La fuite en avant des commandants sandinistes

De notre envoyé spécial

Managua. – « *Les sandinistes n'en font qu'à leur tête. Ce qu'ils veulent, c'est que tout le monde s'aligne sur leurs positions et approuve sans broncher la politique du Front. Leur sectarisme les conduit à une attitude hautaine et condescendante à l'égard des organisations démocratiques et anti-impérialistes. Ils courent ainsi le risque de s'isoler du peuple, de se marginaliser eux-mêmes.* » Pareils propos n'étonneraient pas dans la bouche d'un représentant de l'opposition au Nicaragua. Ils sont cependant révélateurs du malaise quand c'est le secrétaire général du Parti socialiste, en fait d'obédience prosoviétique, M. Gustavo Tablada, qui les tient.

Militant communiste depuis vingt-cinq ans, M. Tablada a étudié la médecine, puis s'est spécialisé en psychiatrie à l'université Lumumba de Moscou. Il rappelle qu'il a connu, lui aussi, les geôles de Somoza. Son parti continue d'apporter son « *soutien critique* » à la révolution, mais la critique n'est pas tendre.

« *Dans l'intérêt même de la révolution et en tant que marxistes,* fait remarquer M. Tablada, *nous ne saurions nous cantonner dans la politique de l'autruche et ignorer la multiplication des signes de mécontentement populaire. Certes l'agression impérialiste a largement contribué à la détérioration de la situation, mais il est faux de rendre l'impérialisme responsable de tous nos maux.* »

Plus critique encore se montre M. Virgilio Godoy, chef de file du Parti libéral indépendant (PLI), qui se situe désormais résolument dans l'opposition intérieure au régime. Appartenant à la fraction du vieux Parti libéral ayant combattu la dictature de Somoza, il avait fait un bout de chemin avec les sandinistes, dont il avait été le ministre du travail jusqu'en 1984.

Comme la dizaine d'autres partis, de l'extrême gauche au centre, qui persévèrent à respecter les règles du jeu fixées par le pouvoir, le PLI ressent durement la suspension des libertés fondamentales décrétée en octobre 1985. « *En principe,* dit M. Godoy, *l'état d'urgence et les mesures d'exception sont destinées à combattre les « contras ». Mais peu leur en chaut. Les premiers affectés sont ceux qui agissent dans le cadre légal. Si la Contra n'existait pas, le gouvernement devrait l'inventer, car il en a besoin pour justifier sa politique et réduire au silence la société civile.* »

En vertu de l'état d'urgence, les réunions publiques de l'opposition sont interdites. Ses représentants n'ont pas accès aux moyens d'information. Ils peuvent intervenir au Congrès, mais leurs déclarations sont soumises à la censure si d'aventure *La Prensa*, seul quotidien indépendant, souhaite les reproduire. Les députés de l'opposition se montrent assez amers. « *L'Assemblée législative,* dit M. Godoy *a été faite pour l'exportation. Dans la pratique, elle n'a aucun pouvoir, c'est une fiction.* »

Marché noir et corruption

L'agression impérialiste sert d'alibi à toutes les intransigeances. Dernièrement, cinquante-sept ouvriers de l'entreprise textile ENAVES ont été délogés par la police parce qu'ils empêchaient les autres de travailler. Rappelant que les grèves étaient actuellement illégales, le ministère du travail a ensuite autorisé leur licenciement immédiat. Un responsable de la CGT (communiste) a dénoncé ces entraves à la liberté syndicale.

Selon les responsables de *La Prensa*, la censure devient chaque jour plus arbitraire et tatillonne.

Dans tous les domaines, l'appareil militaire et de sécurité pèse comme une chape de plomb. Les services de sécurité interviennent dès que se manifeste la moindre velléité de contestation, ou qu'un groupe cherche à s'organiser. Alors que Somoza s'attaquait surtout aux cadres moyens, la majorité des prisonniers politiques ne sont pas aujourd'hui des dirigeants, mais des militants de base. Si les estimations varient sur leur nombre, l'Assemblée nationale a été saisie de plus de deux mille demandes de grâce, uniquement pour les détenus politiques condamnés de trois à six ans de prison et ayant déjà accompli la moitié de leur peine.

La population est solidement tenue en main par les comités de défense sandinistes (CDS), que le ministre de l'intérieur, M. Tomas Borge, appelle « *les yeux et les oreilles de la révolution* ». Organisés par quartiers, et calqués sur le modèle cubain, les CDS servent de courroie de transmission au régime.

Les autres partis leur reprochent de ne pas fonctionner sur des bases démocratiques, de favoriser la délation et de se livrer à un travail de prosélytisme politique. Nombre de Nicaraguayens se plaignent des abus commis par certains petits chefs ou responsables de CDS, par exemple en les obligeant à se rendre à des manifestations sandinistes ou dans la distribution des cartes de rationnement, voire l'attribution de logements. « *Les CDS exercent un chantage permanent sur la population, surtout en ces temps de pénurie* », remarque M. Julio Morales, membre du Parti socialiste.

Le mécontentement s'est amplifié à mesure que s'accroissaient les difficultés d'approvisionnement et que grandissait le marasme économique. « *Nous manquons de tout* », entend-on. L'huile, le sucre, le riz et le savon sont rationnés. Les médicaments, comme les pièces de rechange, font cruellement défaut. Mais on peut tout se procurer, y compris de l'essence, à des prix prohibitifs au marché noir. Le plan d'austérité décrété en 1985 pour lutter contre la spéculation n'a rien arrangé. Au contraire, il a provoqué une hausse vertigineuse des prix des produits de base jusqu'alors subventionnés.

Au supermarché de Ciudad-Jardin, les clients doivent montrer patte blanche, c'est-à-dire leur carte de rationnement, pour entrer. De longues queues se forment devant des étalages de détergents ou de poudre à lessive polonaise. A moitié vides, les étagères offrent des boîtes de sardines soviétiques ou des conserves de viande bulgares.

Les dirigeants sandinistes reconnaissent eux-mêmes que « *la situation économique devient chaque jour plus dramatique* ». Le manque de devises pour importer des équipements et des matières premières entraîne une paralysie croissante des entreprises. La production de haricots, de maïs et de riz a considérablement diminué. Le cheptel est également en régression. « *Historiquement*, constate M. Tablada, *le peuple nicaraguayen a su produire sa nourriture de base.* »

Avec le gonflement de l'appareil d'Etat, un autre fléau a pris des proportions inquiétantes : la corruption. Une commission spéciale a d'ailleurs été créée il y a un an pour la combattre. Le gouvernement y voit d'abord le poids de l'héritage de la dictature somoziste, mais l'opposition de gauche comme de droite conteste cette analyse.

Pour *Avance*, organe du Parti communiste, indépendant de Moscou, « *la cause fondamentale de la corruption réside dans la conception du pouvoir du Front sandiniste* ». La revue donne pour exemple les salaires « *maintenus secrets* » des membres du gouvernement et des hauts fonctionnaires, ainsi que les privilèges matériels dont ils jouissent. Selon un dirigeant du Parti social-chrétien, ce phénomène s'explique par l'apparition d'« *un groupe de privilégiés dans la société, en particulier ceux qui accèdent à des positions supérieures dans le parti gouvernemental* ».

Un nouveau Vietnam

La population ressent d'autant plus les sacrifices qui lui sont imposés qu'une minorité n'en a cure. Pendant que la majorité se bat pour sa subsistance, les représentants d'une nouvelle « nomenklatura » vont s'approvisionner dans des magasins spéciaux.

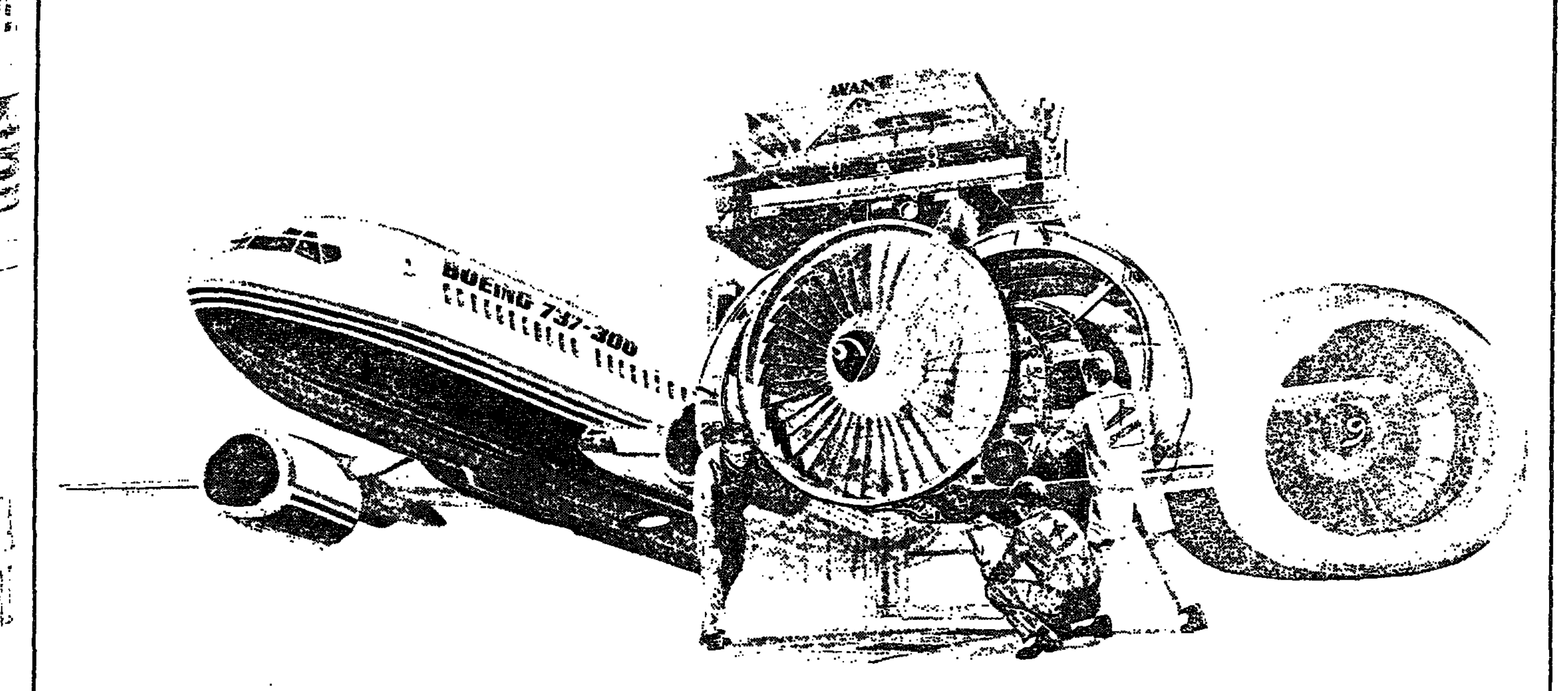
« *Tout pour la guerre, tout pour les combattants.* » Plus que jamais, la priorité est donnée à l'effort de défense. A elles seules, les dépenses militaires absorbent au moins la moitié du budget national. Afin de justifier ces options, la propagande officielle entretient une véritable psychose de l'agression et de l'encerclement. Sous prétexte d'assurer la survie du processus révolutionnaire, le pays a été déclaré en « *économie de guerre* ». « *Nous devons nous habituer à nous contenter du minimum,* dit un conseiller économique du gouvernement. *L'austérité va durer encore plusieurs années.* »

Alors que l'économie va à vau-l'eau, l'armée et les services de sécurité fonctionnent beaucoup plus efficacement. Avec plus de cent mille hommes sous les drapeaux, le Nicaragua dispose, et de loin, de l'armée la plus importante d'Amérique centrale. Bien équipée par l'Union soviétique et encadrée par des conseillers cubains, elle n'a jamais été sérieusement inquiétée par les quinze mille « contras » qu'elle combat.

« *Insidieusement mais sûrement,* commente un intellectuel, *les sandinistes sont en train de gaspiller l'immense capital de sympathie que la révolution pouvait avoir à ses débuts et encore, dans une certaine mesure, aux élections de 1984. Nous avions fait cette révolution pour être maîtres de notre destin. Mais ces damoiseaux fanatiques, qui n'étaient qu'une minorité, se sont arrogé les postes clés pour n'en faire qu'à leur guise. Par leur obstination, ils nous entraînent dans la confrontation Est-Ouest et veulent nous engager dans une guerre ouverte contre les Etats-Unis. Sans tenir compte du contexte de l'Amérique centrale ni du fardeau que représente une armée de cent mille hommes pour un petit pays d'à peine trois millions d'habitants, ils rêvent d'un nouveau Vietnam pour expérimenter leurs théories.* »

Sans guère se soucier des réticences d'une opinion publique sous contrôle, les commandants sandinistes semblent avoir délibérément choisi la fuite en avant.

JEAN-CLAUDE BUHRER.



AFRIQUE

Tunisie

LA FIN DU CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE DESTOURIEN

M. Mzali de plus en plus isolé

De notre envoyé spécial

Tunis. – Un homme de plus en plus isolé dont les mois, sinon les semaines, sont comptés. Telle est la situation de M. Mohammed Mzali, le premier ministre, au lendemain du douzième congrès du Parti socialiste destourien (PSD), qui s'est terminé samedi 21 juin sur un nouveau coup d'éclat du Combattant suprême : il a purement et simplement décidé de supprimer l'élection des membres du comité central et a fait lire aux congressistes la liste du nouveau comité central qui avait été préparée au palais de Carthage. Dans la foulée, M. Habib Bourguiba a fait publier la liste des nouveaux membres du bureau politique, prérogative que lui reconnaissent, en revanche, les statuts du parti.

Un rapide examen de ces deux listes suffit à s'en persuader : c'est un nouveau coup qui est porté à l'autorité de M. Mzali. Tous ses amis disparaissent du bureau politique, y compris sa femme, ministre de la famille et de la promotion de la femme. Quant à ses partisans, parmi les quatre-vingt-dix membres du comité central, c'est sur les doigts d'une seule main qu'on peut les compter. Il y a plus subtil encore : si M. Mzali reste secrétaire général du PSD, il n'est plus secondé que par trois secrétaires généraux adjoints, alors qu'auparavant tous les membres du bureau politique (ils sont vingt, en comptant le président Bourguiba) avaient droit à ce titre. Et, comme on peut s'en douter, les trois hommes choisis pour « encadrer » M. Mzali ne comptent pas parmi ses amis, puisqu'il s'agit de M. Mansour Skhiri, directeur du cabinet présidentiel et ministre de la fonction publique et de la réforme administrative, M. Amor Chadli, le médecin particulier du président, qui a été récemment « bombardé » ministre de l'enseignement supérieur, et du général Zine El Abidine Ben Ali, auquel a été confié il y a quelques semaines le ministère de l'intérieur dont était responsable auparavant M. Mzali.

Autre humiliation pour M. Mzali : le Combattant suprême s'était fait amener vendredi dernier au palais des Congrès pour, au cours d'une intervention surprise, déplorer le faible pourcentage de candidats (13 %) reçus au baccalauréat et annoncer la création d'une commission spéciale chargée d'étudier la réforme de cet examen. Cette intervention constitue un désaveu supplémentaire pour M. Mzali, puisque ce dernier a intensifié l'arabisation de l'enseignement ces dernières années, contrairement semble-t-il aux vœux de M. Habib Bourguiba. La querelle, en fait, masque mal un problème fondamental : celui d'un pays auquel a été imposé un système d'enseignement classique calqué sur le système français, mais dont le niveau s'est lentement dégradé et qui n'est pas adapté aux besoins de la Tunisie. Il en est résulté une incroyable course à un « bac » à la fois dévalué, mais considéré aussi comme indispensable et un engorgement des facultés, qui sont devenues de véritables usines à chômeurs et des lieux d'agitation qui font la joie des intégristes. Le faible pourcentage d'élus enregistré cette année s'explique avant tout par la courageuse décision qui avait été prise par le ministère de l'enseignement : pour la première fois les copies d'examen des candidats d'un gouvernorat ont été envoyées à corriger dans un autre gouvernorat. Cette innovation a considérablement réduit les abus et les fraudes qui étaient jusque-là considérés comme tout naturels, ne serait-ce parce que chaque gouverneur tenait pour son prestige personnel à pouvoir faire état d'un taux de réussite satisfaisant...

Plutôt que de regretter le faible pourcentage de bacheliers enregistré cette année, les dirigeants tunisiens devraient au contraire profiter de l'occasion pour remettre en cause leur système d'enseignement technique, tant il est vrai qu'une certaine sélection sera, finalement, inévitable. Mais à l'heure où il est bon de crier *« haro sur Mzali ! »*, il est à craindre que l'occasion ne soit perdue et ne serve qu'à quelques nouveaux règlements de comptes.

Les méthodes autoritaires du président

Les méthodes autoritaires utlisées par M. Habib Bourguiba n'ont guère été bien reçues par les congressistes, dont certains ont d'ailleurs regagné leurs circonscriptions avant la fin des travaux. Elles ne risquent pas de rendre quelque dynamisme à une formation de plus en plus sclérosée et qui souffre de tous les maux d'un parti unique : langue de bois, culte de la personnalité, fonctionnarisation, opportunisme, rupture avec la base, surtout dans les grandes villes. Mais le président Bourguiba, étonnement actif depuis quelques mois, n'en a cure et paraît vouloir de nouveau régner en maître absolu. Il faut donc s'attendre à de nouvelles manifestations de force du genre de celle lancée contre M. Habib Achour, le chef de la centrale syndicale UGTT, qui a été récemment condamné à trois ans de prison et qui a été remplacé par un fidèle du président de la République, M. Ismail Lajeri. M. Lajeri a d'ailleurs été propulsé au bureau politique, ce qui en dit long sur la notion d'indépendance syndicale qu'on nourrit au palais de Carthage.

Le président de la République est encouragé dans sa reprise en main par quelques personnes en quête d'aventures politiques ou de règlements de comptes. La plus influente est sans doute Mme Saida Sassi, la nièce de M. Habib Bourguiba, qui poursuit de sa vindicte les anciens amis politiques et les proches de Mme Wassila Bourguiba, la femme du chef de l'Etat, qui a préféré se réfugier aux Etats-Unis. Mme Sassi, qui déclarait récemment dans une interview à un journal suisse qu'elle s'occupe du président *« comme si c'était son bébé »*, est âgée de soixante ans ; elle avait été un moment évincée au palais de Carthage par Mme Bourguiba. Plus personne aujourd'hui ne peut approcher M. Habib Bourguiba sans son accord.

Le personnage le plus ambitieux du groupe de Carthage est sans conteste M. Mansour Skhiri, directeur du cabinet présidentiel. Cet ingénieur, spécialiste du béton armé, s'est gagné les faveurs présidentielles du temps où il dirigeait le gouvernorat de Monastir – la ville d'origine de M. Bourguiba où celui-ci passe encore deux mois par an ; il est lui aussi omniprésent au palais de Carthage. Il faut encore mentionner pour être complet que M. Chadli, le médecin du président, et M. Bel Hassine, chargé de mission auprès de la présidence, qu'on dit proche de M. Mabrouk, l'ambassadeur de Tunisie à Paris. Pour autant qu'il nourrisse un projet politique, le groupe de Carthage est sans doute favorable à une attitude musclée et paraît avoir convaincu le président que tous les malheurs de la Tunisie proviennent du *« laxisme »* de M. Mzali, notamment de ses ouvertures passées en direction de l'opposition.

Il y a fort à parier que l'offensive contre M. Mzali va reprendre avant même les élections législatives prévues pour le mois de novembre prochain. Les ennemis du premier ministre ne veulent pas en effet qu'il soit encore au pouvoir au lendemain de la consultation, car, en cas de décès du président Bourguiba, il assurerait sa succession pour les cinq années à venir. Il est vrai que dans sa brève allocution de clôture du congrès, M. Habib Bourguiba a affirmé espérer présider les prochaines assises du parti... dans cinq ans.

JACQUES AMALRIC.

LA DÉMISSION DU COLONEL KAMOUGUÉ

N'Djamena invite l'ancien vice-président du GUNT à rentrer au Tchad

Le colonel Wadal Abdelkader Kamougué, qui a annoncé, le 9 juin, sa décision de mettre fin à ses fonctions de vice-président du GUNT, est-il l'homme de la situation pour favoriser un règlement politique au Tchad ? Celui qui, en avril 1975, favorisa le coup d'État du général Malloum contre le président Tombalbaye, se défend de *« chercher à être un recours »*, mais, lorsqu'on insiste, il indique : *« Je ne suis pas une alternative* [mais] *je pourrai l'être. »* Persuadé que sa démission *« ôte toute base juridique »* au GUNT (mouvement d'opposition au régime du président Habré, que préside M. Goukouni Oueddeï), le colonel Kamougué veut créer une *« dynamique »* en mettant en place des *« structures susceptibles d'intégrer toutes les communautés tchadiennes »*, et propose *« une formule du genre de Lagos »* (1).

Le GUNT a estimé que son ancien vice-président a choisi *« sans ambiguïté le camp des ennemis du peuple tchadien »*. Selon un communiqué de ce mouvement, *« la démission du colonel Kamougué, marginalisé au sein du GUNT pour son incohérence politique, ses absences sur le terrain, son goût du luxe, ne saurait être ni une surprise, encore moins un événement »*.

Bien qu'étant un chef « historique » du sud du Tchad, le colonel Kamougué a, en effet, vu son audience nettement décliner depuis plusieurs années et, en dépit de ses affirmations, il n'a jamais contrôlé les maquisards « codos » du Sud, dont la rébellion semble d'ailleurs avoir pratiquement cessé. Tout en se défendant de rejoindre le président Habré, il n'est pas hostile à la perspective d'aller *« discuter »* avec celui-ci. Les autorités tchadiennes l'y ont d'ailleurs invité, samedi 21 juin, saluant dans son geste un *« acte de courage »*, mais estimant que le colonel Kamougué doit *« pousser plus loin sa décision en rentrant au Tchad »*.

A l'évidence, la défection de l'ancien chef de la gendarmerie tchadienne aura peu d'incidence sur l'état des forces de M. Goukouni Oueddeï. Tel ne serait pas le cas si MM. Facho Ballam, « ministre des affaires étrangères », et Acheikh Ibn Omar, chef de la principale tendance politico-militaire du GUNT, les CDR, décidaient, eux aussi, de se rapprocher du pouvoir de N'Djamena.

Son départ – qui ressemble beaucoup au ralliement, il y a quelques mois, du général Djogo – confirme au moins que nombre d'éléments de l'opposition tchadienne cherchent à se recaser », et ne peut que servir les intérêts politiques du président tchadien.

L. Z.

(1) Onze tendances tchadiennes ont signé, le 21 août 1979, les accords de Lagos, portant création d'un Gouvernement d'union nationale de transition (GUNT).

GHANA

Seize exécutions

Accra. – Seize personnes, dont sept étaient accusées de complot, ont été exécutées, dimanche 22 juin, dans trois villes du Ghana, a annoncé Radio-Accra. Neuf condamnés étaient coupables de meurtre ou de rapt d'enfants, les sept autres faisaient partie d'un groupe de quinze « comploteurs » dont les agissements présumés avaient été rendus publics à la fin de l'année dernière. Reconnus coupables par un tribunal populaire en mai dernier, leur appel avait été rejeté début juin par la cour d'appel d'Accra. Il s'agit de cinq civils, MM. Godwin Mawuli Kofi Dra-Goka, Yaw Brefi Berko, Kyereme Djan, Samuel Boamah Panyin et Ahmed Brabmaenani, et de deux militaires, MM. Samuel Charles Lartey Aforo et Charles Koomson. – *(Reuter, AFP.)*

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Explosions à Durban

Au moins trois explosions – qui ont provoqué de légers dégâts matériels – se sont produites, dans la nuit de samedi 21 au dimanche 22 juin à Durban, ville portuaire de la côte est de l'Afrique du Sud. Selon des journalistes du *Durban Sunday Tribune*, deux explosions visaient un oléoduc relié aux raffineries de plusieurs compagnies pétrolières. Il y a une semaine, l'explosion d'une bombe à l'Hôtel Golden Mile de Durban avait tué trois femmes blanches et fait une cinquantaine de blessés.

Le bureau gouvernemental pour l'information a, d'autre part, qualifié samedi de *« totalement faux »* un article publié par le *Times* de Londres, selon lequel plusieurs bébés et un enfant noir avaient été tués, et plusieurs autres blessés, dans la cité noire de Kwa-Thema, à la suite d'une intervention de la police à l'intérieur d'une église. Enfin, dans le bantoustan du Bophuthatswana, un officier supérieur de la police, le général Andrew Molope, a été tué par des inconnus. – *(AFP, Reuter.)*

LA VISITE EN FRANCE DU GÉNÉRAL KOUNTCHÉ, CHEF DE L'ÉTAT NIGÉRIEN

La pauvreté à côté d'un trésor inutile...

Le général Seyni Kountché, chef de l'Etat nigérien, est reçu en France pour une visite d'Etat, du lundi 23 juin au mercredi 25. C'est son premier séjour officiel à Paris depuis son accession au pouvoir, il y a douze ans.

De notre envoyé spécial

Niamey. – En contrebas des jardins de la présidence de la République, le Niger coule au débit d'étiage. Le général Seyni Kountché regarde, songeur, le ciel ensoleillé. *« Aurons-nous de la pluie ce soir ? »*, se demande-t-il à haute voix. Au cours du « Club de la presse du tiers-monde », organisé par Radio-France internationale avant son départ pour la France, il a répondu aux questions de *« grande politique »* – l'intégrisme, la Libye, l'uranium, sa conception de la démocratie, etc. – mais, son intonation le trahit, tout cela est du bavardage au regard de la question que tout Nigérien se pose en ce début d'hivernage, la période, de la mi-juin à octobre, au cours de laquelle les nuages doivent normalement crever au-dessus du pays.

Chaque année, le sort des populations et, accessoirement, celui du gouvernement se jouent pendant ces mois-là. Si, le 15 avril 1974, le lieutenant-colonel Kountché, alors chef d'état-major, a pu prendre facilement la place de M. Diori Hamani, une des figures marquantes de la première décennie des indépendances africaines, c'est parce qu'il avait des raisons d'invoquer *« l'indifférence du régime précédent à l'égard du peuple »* éprouvé par une longue sécheresse.

« Plus jamais ça », promirent les militaires à un pays totalement sinistré, et de s'engager à *« reconvertir totalement la politique de production »* grâce à de grands travaux d'irrigation. On imagine leur inquiétude quand, dix ans plus tard, il apparut que la situation était presque aussi critique après un mauvais hivernage. Un cheptel décimé, une récolte de mil et de sorgho à peine égale à la moitié de la normale et seulement 60 000 tonnes de stock pour parer au plus pressé. Au cours de l'été 1974, les autorités évaluent leurs besoins à 350 000 tonnes de céréales et lancent un appel à l'aide internationale. La France est la première à répondre, mais il faut un long délai pour que les vivres arrivent dans ce pays enclavé. Plusieurs milliers de tonnes de farine sont débarquées à Cotonou en décembre et les premiers camions parviennent au Niger en janvier 1985. Le gros de l'aide est reçu pendant l'été 1985. Une partie est stockée pour éviter un nouvel état d'alerte, l'autre est distribuée par l'armée, dans des conditions d'équité que se plaisent à souligner les donateurs. L'hivernage de l'an dernier a été bon et cette année s'annonce favorable, bien que les pluies se fassent toujours attendre dans la région de Niamey.

Le pire a été évité, mais, malgré des initiatives méritoires, notamment en matière de culture dites de contre-saison, c'est-à-dire en début de période sèche sur les bords des cours d'eau, le grand programme d'irrigation n'est pas réalisé. Le président Kountché a pris le pouvoir au moment où le Niger misait sur les ressources de son sous-sol. La découverte d'importants gisements d'uranium dans la région d'Arlit était un cadeau du ciel inespéré pour ce pays aux seules ressources agricoles. Il se voyait soudainement érigé au rang de *« zone stratégique »* en Afrique et, tant les imaginations travaillaient, certains attribuèrent la chute de M. Diori Hamani à son refus de brader à la France une matière première vitale pour elle dans le contexte économique de l'époque.

Il a fallu déchanter au début des années 80. Pauvre en teneur, situé dans une région inhospitalière, le minerai nigérien ne trouve plus preneur sur un marché devenu très sélectif. Principale actionnaire, avec l'Etat nigérien, des deux sociétés de service qui exploitent les gisements d'Arlit et d'Akouta, la France est pratiquement le seul pays à enlever les quelque 3 000 tonnes de « yellow cake » (le minerai concassé et enrichi avant de subir de nouvelles transformation hors du Niger) produits chaque année et vendues 600 F le kilogramme, un prix d'un tiers supérieur à celui du marché « spot ».

« Trésor » devenu inutile, l'uranium n'apporte plus que le dixième des recettes de l'Etat. Le président Kountché reconnaît que la COGEMA, principale partie prenante, *« fait des efforts »*, mais il n'a pas perdu espoir que les perspectives s'améliorent au cours de contacts informels avec la France. La question ne sera pas soulevée à son niveau au cours de sa visite d'Etat, car, explique-t-il avec un grand franc-parler, ce n'est pas au cours de ces *« mondanités »* que les affaires se traitent.

Inquiétude des commerçants français

Avec leurs familles, les ingénieurs et techniciens français d'Arlit ne sont guère plus de cinq cents. En diminution constante depuis des années, l'ensemble de la communauté française au Niger s'est réduite à trois mille personnes. Une quarantaine d'entreprises françaises font tourner l'essentiel de l'économie non agricole, dans les secteurs, fort modestes, du bâtiment, des transports et des services. Les grandes sociétés de commerce traditionnellement présentes en Afrique, telles que la CFAO, la SCOA, Peyrissac, se heurtent à la concurrence « sauvage » des « El Hadji », les riches Haoussas qui ont fait le pèlerinage à La Mecque.

L'appartenance du Niger à la zone franc a bien des avantages pour lui, mais un effet « pervers » est que le franc CFA peut s'échanger contre la faible monnaie du voisin nigérian à un taux parallèle avantageux. Echappant pratiquement à tout contrôle, les « El Hadji » s'approvisionnent à bon compte au-delà de la frontière et revendent la marchandise à des prix contre lesquels les commerçants français ne peuvent pas lutter. Une Peugeot passée par la frontière nigériane revient infiniment moins cher que celle importée de France. En 1985, les commandes ont été de 592 véhicules contre 2 430 en 1982.

A cette mévente s'ajoutent les amendes et la fiscalité nouvelle qui frappent durement les seules entreprises à tenir une comptabilité, celles des Européens. Entretenu de ces problèmes, le président Kountché répond que les consignes de rigueur de la Banque mondiale l'obligent *« à mettre de grosses lunettes, car, malheureusement, le monde des affaires est un monde de truands et de tricherie »*. Le propos ne s'applique pas seulement aux Français, mais il n'est pas de nature à rassurer des agents économiques dont le dossier semble plus sérieux que les habituelles doléances des expatriés dans une Afrique de plus en plus « dure ».

Avec la même absence de précautions oratoires, le président Kountché avait demandé en mai 1974, le départ immédiat du détachement militaire français stationné au Niger en vertu d'un accord de défense qu'il dénonçait, car *« tout accord militaire présuppose l'existence d'un ennemi potentiel »* ce qui, estimait-il alors, n'était pas le cas pour son pays.

Malgré la menace libyenne, le successeur de M. Diori Hamani n'est jamais revenu sur cette décision. Plus de cinquante militaires français travaillent actuellement au Niger, mais au titre de la coopération. Le président Koutché sait qu'il peut compter sur l'aide de la France en cas de demande de sa part, mais il ne tient pas à s'attirer les foudres du colonel Kadhafi. Il avoue qu'il a *« refusé quelque chose »* à Paris lors de l'opération Manta au Tchad, sans vouloir préciser quoi. Ce n'est pas le survol de son territoire, comme on l'a dit à tort, mais, peut-être, l'installation de moyens d'écoute. Il admet lui-même que les adversaires de M. Hissène Habré – un homme qui est, dit-il, *« sur la bonne voie »* – passent *« tout près du Niger pour descendre vers N'Djamena »*.

Visées américaines ?

S'ils tiennent leurs promesses, les Américains supplanteront cette année les Français en matière d'aide militaire avec 5 millions de dollars pour la formation et l'équipement. Mais, malgré la rumeur, il n'y a pas un Américain en uniforme au Niger. C'est aux Etats-Unis qu'une unité parachutiste est formée, et ce sont des civils qui sont appelés à refaire la piste de Dirkou, dans le grand erg du Ténéré, pour la rendre accessible aux avions gros porteurs en cas de besoin.

Né en 1931, le général Kountché a été formé dans une école d'enfants de troupe française, puis a été admis à l'école de formation des officiers de Fréjus. Il a servi sous l'uniforme français en Indochine. Les questions sur une éventuelle rivalité franco-américaine au Niger le font sourire. La France, dit-il, est un partenaire important, *« mais elle ne peut pas faire face à tous les besoins de l'Afrique »*.

Sa présence à Washington lors du sommet franco-africain de Bujumbura de 1984 avait été diversement commentée. Il a reçu le président Mitterrand en 1982, mais, depuis son accession au pouvoir, il n'a jamais accompli de visite officielle en France. Ce retard lui vaut d'être le premier chef d'Etat africain à faire l'expérience de la cohabitation à Paris.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

politique

LES CENT JOURS DE JACQUES CHIRAC

L'action avant la gestion

(Suite de la première page.)

Les mesures prises, ou annoncées, ont eu un effet d'autant plus fort qu'elles ont été rapprochées, et d'autant plus négatif qu'elles ont installé l'image d'un gouvernement qui agit pour les privilégiés, pour les « gros » contre les « petits » (pour reprendre une terminologie chère à Pierre Birnbaum). Trois chiffres sanctionnent en effet les trois mesures-chocs du gouvernement Chirac : l'annonce de la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, le vote de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement; et la prochaine privatisation de TF1 sont respectivement désapprouvés par 72 %, 62 % et 60 % des personnes interrogées (enquête SOFRES pour *le Nouvel Observateur)*.

S'ajoute à ce triple désaveu le fait que la « confiance » n'est toujours pas au rendez-vous. Au demeurant, il était pour le moins présomptueux de vouloir refaire le coup de 1958. Parce que M. Chirac n'est pas de Gaulle, aurait sans doute dit M. Raymond Barre. Parce que de Gaulle avait bénéficié d'un consensus politique assez large. Or la « coexistence », qui prend parfois des allures de combat, n'est pas la cohabitation : de Gaulle avait Guy Mollet et André Boulloche dans son gouvernement ! En lieu et place de cet œcuménisme, M. Chirac vit sous la surveillance d'un président qui a retrouvé l'état de grâce, et avec une majorité partagée entre chiraquiens, giscardiens, barristes et maintenant « léotardiens ».

Les déclarations péremptoires de la campagne électorale, auxquelles ont succédé des propos pessimistes, aussitôt corrigés par le premier ministre, les allées et venues contradictoires sur tel ou tel dossier (de préférence dans les domaines gérés par les « ultra-libéraux » que sont MM. Léotard et Madelin), ont donné l'image d'un gouvernement hésitant entre le frein et l'accélérateur. Comme pour ajouter à la maladresse, les appels à l'embauche adressés aux patrons pour prix des concessions qui leur étaient faites — c'était un peu un « Messieurs, faites votre devoir de classe » — ont achevé d'enfermer le gouvernement dans un schéma idéologique, la droite réussissant ce tour de force d'effacer son propre pragmatisme.

Quand bien même s'agirait-il d'être « libéral », encore faudrait-il éviter d'être passéiste. De 1974 à 1983, la France a, *grosso modo*, vécu sur son capital (ce qui est le signe le plus grave de l'affaiblissement). Ce n'est qu'à partir de 1983, et du second plan de rigueur Mauroy-Delors, que le partage du revenu national entre les ménages et les entreprises a commencé de s'inverser, au profit de ces dernières (1) ; cette évolution conditionne naturellement le renouvellement de ce capital. Dans le même temps, on est passé d'une priorité séculaire à la rente foncière, aux placements immobiliers, à une priorité à l'industrie : l'impôt sur les grandes fortunes, en pénalisant les rentes immobilières, y a aidé. Une rente foncière inférieure au profit industriel, c'est aussi le bilan du capitalisme version Fabius ; et c'est une évolution positive même si elle s'est traduite par un chiffre tragique, celui de la chute du nombre des logements.

Contresens

Et voilà que le capitalisme façon Chirac réhabilite l'or et la pierre, encourage (par ses projets fiscaux) ceux qui sont riches plutôt que ceux qui aspirent à s'enrichir ! Ce pourrait bien être là, à terme, le contresens majeur de nos gouvernants.

Pour l'heure, ils doivent s'accommoder d'un retour de la politique qui prend deux formes : l'agitation présidentialiste et la résurgence barriste. L'une et l'autre doivent beaucoup à l'allié privilégié, mais obligé, qu'est M. Léotard. Se servir du chef de file du PR comme d'un obstacle sur les routes de MM. Giscard d'Estaing et Barre n'était certes pas une mauvaise idée. Mais les effets pervers n'ont pas manqué, à commencer par l'impression fâcheuse que ce gouvernement n'était décidément préoccupé que par l'échéance présidentielle, au moment où les acteurs économiques comme l'opinion réclament la stabilité.

Surtout cette mise sur orbite d'un ministre de charme a *a contrario* permis à M. Barre de retrouver des adeptes, aux dépens de la solidarité gouvernementale. Et tandis que M. Barre, toujours globalement silencieux, retrouve une bonne cote dans l'opinion (elle est, selon l'IFOP, désormais supérieure à celle de M. Chirac), les barristes substituent une critique à une autre. Délaissant le champ des institutions (tant que la cohabitation perdure, ils ne peuvent que se taire), ils retrouvent un langage « social ». Eux ne céderaient pas à l'idéologie ; eux ne feraient pas la politique des « gros » ; eux, en un mot, ne seraient pas, comme le dit M. Millon, *« réactionnaires »* ou, comme le dit M. Alphandéry, *« ringards »*.

Qu'à cela ne tienne ! Le gouvernement, lui aussi, a décidé de donner une finalité « sociale » au libéralisme. Du « social », il fut donc question... devant les patrons réunis à Paris. Ce n'étain là que le point de départ d'un vaste effort de communication et d'explication qui mobilisera tous les membres du gouvernement.

A quoi l'on peut répondre (ce que certains ont déjà fait valoir auprès du premier ministre) : faites-moi une bonne politique, je vous ferai une bonne communication ! Une bonne politique ? M. Edouard Balladur en a peut-être donné la clé, samedi, lorsqu'il a lâché : *« Le sérieux doit tempérer le libéralisme. »* Le sérieux, personne ne lui en voudra.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) M. Raymond Barre y avait déjà réussi pour la seule année 1979.

Selon l'IFOP

M. MITTERRAND RETROUVE L'ETAT DE GRACE

Un sondage fait par l'IFOP du 2 au 7 juin auprès de mille huit cent trois personnes et dont les résultats ont été publiés par *le Journal du dimance*, le 22 juin, indique que 55 % des Français sont *« satisfaits de François Mitterrand comme président de la République »* (cette proportion était de 52 % en mai) et que 34 % d'entre eux en sont *« mécontents »* (30 % en mai).

M. Jean-Luc Parodi, conseiller pour les études politiques de l'IFOP, indique, dans son commentaire, que la « cote » de M. Mitterrand, qui dépasse d'un point son plus haut niveau antérieur, atteint en juin 1981, résulte de *« l'addition d'une popularité de leader de la gauche dans l'opposition et d'une popularité d'arbitre inactif à droite »*.

46 % des Français, selon cette enquête, sont *« satisfaits »* de M. Jacques Chirac (43 % l'étaient en mai), et 37 % d'entre eux en sont *« mécontents »* (28 % en mai). Le premier ministre conserve l'appui des électeurs du RPR et progresse chez ceux de l'UDF (+ 14), mais il fait des mécontents chez les socialistes (+ 18) et chez les communistes (+ 8). Il conserve, toutefois, un solde positif sans égal, dans le passé, à l'exception de celui de M. Pierre Maurois en 1981-1982. Les personnes interrogées estiment, en outre, que la cohabitation bénéficie au premier ministre (34 %) plutôt qu'au président de la République.

Parmi les personnalités de droite, M. François Léotard arrive en tête (49 % de *« bonnes opinions »*, 30 % de *« mauvaises opinions »*), suivi par M. Raymond Barre (47-38), Mme Simone Veil (47-34), et M. Valérie Giscard d'Estaing (40-48). A gauche, M. Michel Rocard (53-28) devance MM. Laurent Fabius (46-40), Jacques Delors (44-26), et Lionel Jospin (36-45).

Propos et débats

M. Fabius : Loto

M. Laurent Fabius, ancien premier ministre et député socialiste de Seine-Maritime, affirme dans un entretien publié par le quotidien marseillais Le Provençal *du lundi 23 juin, à propos de la politique du gouvernement :* « En cent jours, pas mal de choses ont commencé à être détruites, et pas grand-chose de construit ». *M. Fabius, qui se dit surtout frappé par* « les contradictions et un certain cafouillage » *dans l'action gouvernementale, ajoute :* « Le gouvernement est en train d'opérer vis-à-vis de sa plate-forme majoritaire un peu comme on joue au Loto, c'est-à-dire qu'il coche les cases. Mais ce n'est pas parce qu'il aura coché toutes les cases que la situation du pays sera satisfaisante. » *L'ancien premier ministre attend* « un retour du balancier », *après* « un effort soutenu de reconquête ».

M. Mauroy : utopie

M. Pierre Mauroy, ancien premier ministre et député socialiste du Nord, a affirmé, le dimanche 22 juin lors de l'émission « Forum » de RMC : « La grande erreur de Jacques Chirac, ce n'est pas d'avoir un gouvernement conservateur, c'est d'avoir un gouvernement réactionnaire ; c'est l'excès en tout dans sa politique depuis trois mois et je pense que c'est ça qui ne colle pas avec la mentalité des Français. »

A propos des élections présidentielles, M. Mauroy a affirmé : « Les socialistes n'ont pas à se poser le problème des présidentielles. C'est presque incongru, au PS, de se dire présidentiable (...) Je pense que les socialistes seraient bien inspirés, actuellement, de ne pas parler de la présidentielle, de ne pas se dire candidat à la présidentielle, et de soutenir le président de la République comme le font tous les Français. »

M. Mauroy juge qu'il ne faut pas « mélanger » « les problèmes d'adaptation *(du PS)* avec le problème de la présidentielle », *car il considère le PS* « comme au-dessus d'un septennat, au-dessus des gouvernements ». *L'ancien premier ministre a souligné :* « Moi, je suis pour que le Parti socialiste reste une idéologie, reste une utopie. »

M. Mermaz : sagesse

*M. Louis Mermaz, ancien président de l'Assemblée nationale et député socialiste de l'Isère, a déclaré, le samedi 21 juin lors de l'émission « Les cahiers du mégahertz-98 FM-*le Matin de Paris » : « Il faut mettre fin au climat de guerre civile larvée, que la gauche cesse donc de considérer qu'elle a tout perdu et que c'est la dictature. Qu'elle ne critique plus la droite n'importe comment et avec excès. Qu'elle apprenne l'alternance et sa sagesse. »

« Je demande aux socialistes, *a ajouté M. Mermaz,* de ne pas diminuer, par leurs propos ou leurs actes, la capacité présidentielle de François Mitterrand en en parlant comme d'un futur candidat. Le chef de l'Etat doit exercer pleinement ses prérogatives durant deux ans encore. C'est la moitié du mandat du président américain. »

Pour M. Mermaz, le PS « est devant un très grand choix : soit il prend la tête d'une grande coalition, type FGDS, qui le fédère avec des partis alliés, soit il se transforme en un grand parti ouvert à l'extérieur, un parti où pourront s'ancrer tous les talents ».

M. Fiterman : refaire 36

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du PCF, a jugé, le dimanche 22 juin, à Lyon, qu'« il faut recommencer 36 en plus fort, plus large et plus durable ». *M. Fiterman, qui participait à la fête de* l'Humanité Rhône-Alpes, *a ajouté :* « Il ne faut pas rabâcher son amertume, mais défendre nos droits. Le baromètre de la combativité remonte, alors que le PS tente en vain de se refaire une virginité bien perdue. Peut-être pensiez-vous que le PS était « moins pire » que la droite ? Nous ne voulons pas le mettre sur un pied d'égalité avec la droite. Mais quand le PS domine, il abandonne le terrain de la transformation sociale. Il faut sortir de ce faux choix. Seuls les communistes ne sont pas comme les autres. »

POINT DE VUE

LE ROLE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Coupons la poire en deux

par PASCAL CLÉMENT (*)

DIEU que le jugement est doux lorsque le demandeur obtient satisfaction ! L'inverse est encore plus vrai...

Il y a quelque chose de malséant à apprécier une décision du Conseil constitutionnel comme un justiciable. N'a-t-on pas vu en 1982 certains parlementaires de gauche laisser éclater leur colère en dénonçant le gouvernement des juges ! Peut-on rappeler que le Conseil constitutionnel ne se saisit pas lui-même d'un texte législatif et que, si la saisine a été ouverte à soixante députés ou sénateurs, ce sont les utilisateurs qui, par trop de saisines répétitives, peuvent conduire le Conseil à cette dérive dénoncée par la gauche et que réprouve le Parlement dans une unanimité rare.

En 1981, les parlementaires de l'opposition assistaient à un « changement de société ». Qu'il s'agisse des lois de nationalisation, de la loi sur la presse, de la Calédonie, à chaque fois, la soixantaine de députés ou de sénateurs qui saisissaient le Conseil constitutionnel s'estimaient fondés à le faire. De fait, les questions posées étaient d'importance. Personne ne prit garde qu'une déviation guettait l'institution : celle d'être saisie tellement souvent qu'elle obligeait le Conseil à une prudence juridique que d'aucuns interprétaient comme une prudence politique. Et de voir les neuf « sages » descendre au niveau de la procédure parlementaire et d'être appelés là où le constituant ne les attendait pas. Bref, le Conseil constitutionnel est peut-être en passe de devenir le lieu où se prolonge le débat politique. Il se prolonge par les différents et nombreux motifs invoqués par les signataires du recours.

Le conseiller constitutionnel nommé rapporteur prend connaissance de la saisine et parfois prend l'initiative de rencontrer tel parlementaire signataire du recours. Devant cet état de fait, le président Badinter, considérant la pratique des rapporteurs, pense qu'il serait plus équitable que l'intimé aussi soit entendu. En quelque sorte faire respecter les droits de la défense.

L'avocat que je suis ne reste pas insensible à ce souci d'équilibre. Pour autant, auditionner l'auteur de la saisine et le rapporteur en défense, n'est-ce pas s'acheminer vers une procédure ressemblant étrangement à celle de la Cour suprême des Etats-Unis : à l'occasion d'un litige qui lui est soumis, chaque partie est assistée ou représentée par son avocat. Pour chaque affaire, une durée d'une heure seulement (une demi-heure par avocat) est allouée pour l'exposé des arguments pour et des arguments contre.

Pendant ce laps de temps, le juge peut interrompre l'avocat pour l'interroger aussi souvent qu'il le veut, mais il ne fait appel à aucun témoin. Ceux qui ont élaboré la législation en cause ne sont donc pas convoqués devant la Cour suprême.

Le bureau de l'Assemblée nationale a rejeté à l'unanimité la proposition qui lui était faite par le président du Conseil constitutionnel, d'auditionner le rapporteur du projet de loi. J'approuve cette position dans la mesure où il ne faudrait pas — comme cela se passe si souvent aux Etats-Unis — que la seule force de conviction d'un défenseur influence la décision du Conseil constitutionnel. Notre bloc de constitutionnalité, dont le Conseil constitutionnel est le gardien et le garant, ne saurait se prêter à une interprétation fluctuante.

Pour autant, M. Badinter soulève un point intéressant : seul l'auteur du recours exprime, souvent longuement et largement (les moyens soulevés sont nombreux), les conditions qui lui paraissent fonder sa demande d'inconstitutionnalité. Les autres groupes parlementaires ne sont pas entendus. Les débats seuls constituent le matériau du conseiller constitutionnel. Il y a là une inégalité de traitement quelque peu choquante.

Coupons donc la poire en deux. Le Conseil constitutionnel est saisi d'un texte législatif qui ne doit pas être soumis à la subjectivité (talentueuse ?) d'un rapporteur parlementaire. Pour autant, lorsqu'il est saisi, un mémoire lui étant remis, les groupes parlementaires devraient pouvoir lui remettre dans un délai donné un mémoire en réponse. Tel est ce point de vue qui se voudrait constructif afin que les décisions des neuf sages puissent toujours être accueillies avec la sérénité qui s'impose à tout démocrate.

(*) Député UDF de la Loire.

LU

UNE COURONNE POUR DEUX
de Nicole Kern, Pierre Pellissier et Daniel Seguin

Les cent jours de la cohabitation

Il ne peut y avoir de sacre en notre République. Et pourtant, ils sont bien deux à se partager la couronne du royaume. Ou plutôt le détenteur prioritaire a dû accepter de renoncer à son monopole. Et voilà comment on a enfin réalisé cette innovation institutionnelle que, depuis un quart de siècle, les textes autorisaient mais que les électeurs refusaient. Cet aboutissement est décrit par nos trois confrères du *Figaro* avec talent et minutie.

Tel est donc le premier livre — car d'autres sont en préparation — qui décrit la genèse de cet insolite partage du pouvoir entre adversaires. L'ayant « bouclé » un mois seulement après l'alternance, les auteurs se gardent de préjuger l'avenir de la cohabitation, prévoyant seulement que ce n'est pas le plus fort mais le plus fin qui en tirera profit.

En revanche, ils révèlent des tractations souvent secrètes entre protagonistes d'un même camp. On apprend ainsi que M. Barre a dissuadé les centristes en leur disant : *« N'allez pas porter le chapeau des mesures sociales »*, que Mme Simone Veil a songé à devenir premier ministre et que l'Elysée pensait aussi à elle, que des contacts indirects ont eu lieu entre M. Mitterrand et M. Giscard d'Estaing. On suit la montée du Parti républicain et de M. Léotard comme interlocuteurs privilégiés de M. Chirac, à la place de l'UDF. On participe aux négociations, aux marchandages clandestins entre les équipes, on est mis dans les coups préparés et dans les ripostes échafaudées par chaque camp, et ils furent nombreux. Cet ouvrage, bien que trop rapidement écrit, permet de mieux connaître *« les secrets des grandes manœuvres »* qui ont précédé et accompagné le 16 mars 1986 pour en faire une date historique.

ANDRÉ PASSERON.

★ *Une couronne pour deux*, J.-C. Lattès, 223 pages, 89 F.

● *Rapatriés : le RECOURS s'impatiente.* — Le conseil national du mouvement du *RECOURS*, réuni le vendredi 20 juin à Montpellier, a *« déploré que l'espérance donnée par Jacques Chirac aux rapatriés, récemment renouvelée, ne se concrétise que d'une façon limitée au plan de la communication et de la concertation, dans la préparation des nouvelles lois, avec le secrétaire d'Etat aux rapatriés.*

Les propositions faites au cours des deux seules séances de travail n'ont trouvé à ce jour aucun écho de la part du secrétaire d'Etat aux rapatriés, indiquent les dirigeants de la confédération. *Le RECOURS estime qu'il serait préférable que les rapatriés soient plus étroitement associés à la préparation des lois »*.







POLITIQUE

AU « GRAND JURY RTL-*LE MONDE* »

M. Giraud n'exclut pas la perspective de devoir ralentir le déploiement de certaines forces nucléaires

« Les Français approuvent la cohabitation, parce qu'ils n'aiment pas les idéologies », a expliqué M. André Giraud, ministre de la défense, dimanche 22 juin au « Grand jury RTL-*Le Monde* ». *« L'approbation est beaucoup plus mesurée à l'heure actuelle, pour ne pas dire réduite, là où le gouvernement ne peut encore agir parce qu'il faut qu'il passe par le Parlement, qu'il y a obstruction (...). La cohabitation n'est pas un système idéal, et ce n'est certainement pas celui qui permet au pays d'être gouverné avec le plus de vigueur, ce que demanderaient les électeurs si cela était possible. (...) Les Français ont envoyé au Parlement une majorité pour gouverner et je ne pense pas qu'ils apprécient les manœuvres de retardement »*, a ajouté le ministre de la défense, qui veut *« témoigner que le gouvernement fonctionne : pas une voix n'a manqué à la majorité chaque fois qu'il a fallu que le Parlement approuve l'action du gouvernement »*.

Interrogé sur les candidatures aux futures élections présidentielles, M. Giraud a déclaré : *« François Léotard a fait un parcours particulièrement brillant jusqu'ici. Je suis bien placé pour savoir tout ce que représentent d'expérience et de compétence les fonctions présidentielles. L'itinéraire qui peut y conduire est une course de fond. Puisque c'est un marathonien, je peux employer ce terme, il a dit : « Pourquoi pas ? » Je dis : Pourquoi pas ?. Mais, pour l'instant, nous n'en sommes pas aux présidentielles et je crois que, pour l'instant, tout ce qui est susceptible de détourner les hommes politiques de la question essentielle, qui consiste à gouverner avec efficacité, n'est pas souhaitable. »*

« Dans le domaine de la défense, a encore expliqué le ministre, *il n'y a pas d'opposition réelle au niveau du pays. Il n'y a pas une défense de droite et une défense de gauche, il y a, avant tout, une défense nationale., (...) La Constitution fixe clairement les pouvoirs du président de la République, les pouvoirs du premier ministre, les pouvoirs du gouvernement. Jusqu'ici, je n'ai pas été confronté à des difficultés (...). S'il y avait une divergence d'opinion, elle ne pourrait porter que sur des modalités. Je fais confiance à la capacité d'homme d'Etat de ceux qui ont été portés à ces positions-là ».*

« La France a les moyens d'être une grande puissance mondiale et elle doit assurément poursuivre sa présence dans le monde », a déclaré M. Giraud, en émettant le vœu qu'en matière de défense *« il y aura de la continuité »* avec la préparation de la nouvelle loi de programmation militaire. *« La dissuasion nucléaire demeure plus que jamais la priorité de notre défense. Car, si nous n'avions pas cette composante-là, nous serions obligés d'avoir une défense horriblement plus coûteuse et elle serait certainement beaucoup plus faible. La possibilité de faire de la dissuasion stratégique est la caractéristique fondamentale de notre défense. Donc, il y aura sûrement priorité (...). Cela nous conduira-t-il à augmenter les programmes nucléaires actuels en poids financier ? Je ne le crois pas. Cela nous permettra-t-il de les réduire ? Je n'en sais rien. De les ralentir ? Non ! Plutôt accélérer, peut-être, le développement, mais peut-être ralentir le déploiement. »*

A propos de la situation dans les chantiers navals, le ministre de la défense a estimé que *« toute industrie en difficulté est considérée comme stratégique par ceux qui souhaitent la laisser inchangée ». « Je voudrais rappeler que Normed,* a expliqué M. Giraud en évoquant la situation actuelle aux Chantiers du Nord et de la Méditerranée (Normed), *a été formée en 1983 et que, six mois après sa formation, en décembre 1983, la société était déjà en faillite. Depuis cette époque, elle fait l'objet d'aides à fonds perdus qui, très curieusement, ont été allouées de telle sorte qu'elles s'achèvent le 30 juin 1986. Or nous sommes dans une situation où il n'y a pas de commandes et où l'aide de l'Etat représente 300 000 F par personne employée, c'est-à-dire plusieurs fois le salaire : 250 F à 300 F de l'heure de subvention de l'Etat pour une activité qui n'a plus de commandes. Voilà la situation qu'on nous a laissée. Les chantiers navals représentent l'un des plus beaux fleurons du modernisateur Fabius. »*

« Nous n'avons pas d'autre politique économique qu'une politique sociale, a conclu le ministre de la défense, *c'est-à-dire celle qui consiste à redresser l'économie et faire repartir la machine économique qui est en léthargie depuis plusieurs années, de façon à augmenter l'emploi et, au bout d'un certain délai, améliorer la situation du chômage, en particulier faire disparaître ou réduire ce fléau tragique que représente le chômage des jeunes. »* M. Giraud estime qu'il faut attendre la fin de l'année 1987, dans un an et demi, pour espérer voir si le gouvernement aura réussi à changer la tendance de l'emploi.

La bombe à neutrons et le SX en question

Tout en leur conservant la priorité parce qu'elles sont à la base de la défense nationale, M. Giraud n'exclut pas la possibilité de devoir ralentir le déploiement de certaines armes nucléaires, c'est-à-dire leur introduction dans les forces françaises et leur installation à des fins opérationnelles. C'est la première fois que le ministre de la défense laisse entendre, en public, qu'il pourrait être amené, au cours de sa réflexion préparatoire à la prochaine loi de programmation militaire qui sera soumise au Parlement à la fin de l'année, à proposer d'accélérer la mise au point de certains programmes nucléaires, sans pour autant les intégrer, au même rythme, dans la panoplie des forces actuellement en service.

M. Giraud n'en a pas dit davantage, sa réflexion personnelle et celle du comité des chefs d'état-major associé au travail préparatoire, n'étant pas achevées. Mais on peut penser que, parmi les systèmes d'armes nucléaires en question, le missible mobile SX et l'arme à rayonnements renforcés (autrement appelée bombe à neutrons) pourraient faire l'objet d'un calendrier de réalisation qui ne correspondrait pas à celui de la loi de programmation militaire 1987-1991 à l'étude.

Des considérations technologiques (dans le cas du SX, il s'agirait de concevoir un mode de déploiement susceptible de conserver toute son efficacité, malgré les progrès d'un bouclier spatial anti missiles) et des considérations internationales (dans le cas de la bombe à neutrons, il s'agit des conséquences eu Europe des négociations soviéto-américaines sur la limitation des armements stratégiques) sont à l'origine de ces nouvelles réflexions sur la modernisation de la panoplie nucléaire française. *« Nous avons à ajuster nos programmes à la cadence du progrès technologique »*, a dit M. Giraud au « Grand jury RTL-*le Monde* », à propos du projet SX. *« Si elle peut être considérée comme étant au point, la fabrication de l'arme neutronique et les modalités de sa mise en œuvre doivent s'insérer dans une perspective stratégique »*, a dit le ministre de la défense dans un entretien au journal du Parti républicain.

J. I.

SEPT ÉLECTIONS PARTIELLES

Bonne tenue de la gauche

Les trois seconds tours qui avaient lieu le dimanche 22 juin auront été marqués par le statu quo : le RPR a gardé le siège de Rozay-en-Brie (Seine-et-Marne) où sa candidate était restée seule en lice ; le PC en a conservé deux. Dans l'un (à Beausoleil), il s'agissait d'une succession que le premier tour prévoyait délicate ; dans l'autre (à Chalette-sur-Loing), même s'il lui a manqué des voix de gauche, le représentant du PC précédemment invalidé l'a emporté.

Restent deux ballottages : dans le canton rural de Laferté-sur-Amance, le PS enregistre une progression mais qui ne devrait pas remettre en cause le succès au deuxième tour d'un candidat de droite, dans celui (urbain) de Nantes 9, le PS rétablit sa domination traditionnelle aux dépens d'une majorité en proie à des difficultés liées à la crise municipale de Nantes.

Cinq cantonales...

ALPES-MARITIMES : canton de Beausoleil (2e tour).

Ins., 9 413 ; vot., 5 393 ; suffr. expr., 5 264 ; MM. Roger Bennati, PCF, maire de Beausoleil, 2 661 voix, *ELU* ; Victor Nicolaï, div. d., 2 529 ; Jean-Paul Bernardi, RPR, 74.

[Alors que la gauche totalisait 2 068 suffrages, soit 40,22 % des exprimés, dimanche 15 juin, le candidat communiste a rétabli la situation à son avantage en l'emportant avec 50,55 % des voix. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : ins., 9 413 ; vot., 5 219, suff. exp., 5 141 ; MM. Roger Bennati, PCF, 1 763 voix ; Victor Nicolaï, div. d., 1 188 ; Jean-Paul Bernardi, RPR, 1 086 ; Jean-François Cabrera, UDF-PR, 579 ; Claude Tchernatinsky, PS, 305 ; Paul Baroni, div. d., 220.

M. Bennati succède à M. André Vanco, décédé en avril dernier, qui, conseiller général de 1970 à 1982, avait retrouvé son siège en décembre 1983, à l'occasion d'un scrutin partiel organisé à la suite de l'invalidation de l'élection de M. Bernardi en mars 1982. En 1983, André Vanco avait obtenu 3 188 voix contre 3 114 à M. Bernardi, sur 6 302 exprimés, 6 439 votants et 9 750 inscrits.

M. Bernardi, arrivé en troisième position le 15 juin dernier, qui, ayant décidé de se maintenir, s'était vu retirer le soutien du RPR, avait appelé au dernier moment à voter pour M. Nicolaï.]

LOIRE-ATLANTIQUE : canton de Nantes 9 (1er tour).

Inscr., 15 689 ; vot., 5 973 ; suffr. expr., 5 891. MM. Albert Mahé, PS, 2 891 ; Alexis Deshayes, CNIP, 2 374 ; Joël Busson, PCF, 398 ; Ludovic Cassard, FN, 127 ; Yves Eveno, UDB, 63 ; Christian Compain, MPPT, 38. *Il y a ballottage.*

[Près de deux électeurs sur trois (61,92 %) se sont abstenus au premier tour de ce scrutin organisé à la suite de la décisioion du Conseil d'Etat d'annuler l'élection, en mars 1985, de M. Alexis Deshayes (CNIP), qui avait devancé de 8 voix M. Albert Mahé (PS), par 4 307 voix contre 4 299. Au premier tour, M. Mahé était arrivé, en tête avec 3 018 voix, contre 1 919 à M. Deshayes, 1 722 à Mme Elisabeth Hubert (RPR) – élue député en mars dernier, – 774 à M. Joël Busson (PCF), 505 à M. Alexandre Ducoudray (FN), 378 à M. Robert de Périer (sans étiq.), 127 à M. Christian Compain (MPPT), 112 à M. René Boulzennec (UDB), et 44 à Mme Madeleine Gaillard (POE) sur 8 599 exprimés, 8 820 votants et 15 594 inscrits.

Il a manqué quelque 55 voix au candidat socialiste pour l'emporter dès le premier tour. Il gagne près de 14 points par rapport à mars 1985. Dans ce canton traditionnellement à gauche, le PS avait réuni 45 % des voix, et la gauche, toutes familles confondues, 55 % aux législatives de mars 1986. Le PCF enregistre toutefois une perte de 2,75 points par rapport à mars 1985. Quant au Front national, c'est plus de la moitié de son électorat qui lui fait défaut (2,15 % contre 5,87 %).

Le candidat de la droite, avec 40,29 %, n'atteint pas les 42,33 % qu'il avait totalisés en mars 1985 avec Mme Hubert (RPR). La crise municipale nantaise n'y est sans doute pas la moindre des raisons.]

LOIRET : canton de Chalette-sur-Loing (2e tour).

Inscr., 12662 ; vot., 7595 ; suffr. expr., 7191. MM. Jean Louis, PCF, de Chalette, 4037 voix, *ELU* ; Maurice Lantourne, cons. mun. d'Amilly, 3154.

[Après un recours devant le tribunal administratif d'Orléans qui avait été rejeté, le Conseil d'Etat avait annulé le scrutin du 17 mars 1985, estimant que des irrégularités avaient été commises. La victoire du maire communiste de Chalette, M. Jean Louis, avec 56,13 % des suffrages sur le candidat de la majorité, M. Maurice Lantourne, RPR (43,86 % des suffrages), est cette fois très nette, alors que 132 voix sur 8 390 exprimés séparaient les deux hommes lors du scrutin litigieux. M. Lantourne perd près de 1 000 voix par rapport au scrutin de l'an passé. L'électorat de l'UDF et celui du Front national, qui n'avaient pas présenté de candidat au premier tour, ne s'est semble-t-il pas mobilisé. Les résultats de ce premier tour avaient été les suivants : insc., 12666 ; vot., 7312 ; suffr. expr., 7240. MM. Jean Louis, PCF, m. de Chalette, 3085 voix ; Maurice Lantourne, RPR, cons. mun. d'Amilly, 2624 ; Bernard Delaveau, PS, m. de Paucourt, 1438 ; Michel Joder, MPPT, 93.

Par rapport au 15 juin, M. Lantourne améliore son score de 530 suffrages. En revanche, M. Louis ne recueille pas l'ensemble des voix de gauche du premier tour : il lui en manque 579.]

HAUTE-MARNE : canton de Laferté-sur-Amance (1er tour).

Inscr., 1 567 ; vot., 1 095 ; suffr. expr., 1 075. MM. Christian Toussaint, div, d., 407 voix ; Pierre Sommier, PS, 308 ; Jean-François Guéniot, div. d. 288 ; Marcel Vautrin, PCF, 72. *Il y a ballottage.*

[Pour succéder à Jean Drapet (UDF), doyen du conseil général, décédé récemment, quatre candidats étaient en lice. En mars 1982, Jean Drapet avait été réélu au premier tour, avec 790 voix contre 211 à Maurice Dricot, PS, et 130 à M. Bernard Rapacinska-Claudel, PCF.

Par rapport à ce scrutin, le PCF perd 4,8 points, tandis que le PS progresse de 8,14.]

SEINE-ET-MARNE : Canton de Rosay-en-Brie (2e tour).

Inscr., 11 536 ; vot., 2 815 ; suffr. expr., 2 010. Mme Anne-Marie Schaffner, RPR, 2 010, ELUE.

[Arrivée en tête au premier tour, la candidate RPR était la seule à avoir franchi la barre des 10 % des inscrits. Arrivé en deuxième position, le candidat UDF, M. Lejeune, qui aurait pu se maintenir, a préféré se désister en faveur de Mme Schaffner, qui succède ainsi à Jacques Picard (RPR) récemment décédé lequel avait été réélu au second tour de mars 1985 par 4 505 voix contre 2 368 à M. Marciset (PS) sur 11 277 inscrits, 7 239 votants et 6 873 suffrages exprimés.

Au premier tour de ce scrutin partiel, les résultats avaient été les suivants : inscr., 11 537 ; vot., 5 013 ; suffr. expr., 4 942. Mme Schaffner, RPR, 1 634 ; MM. Lejeune, UDF, 1 047 ; Marciset, PS, 992 ; Leleux, PCF, 443 ; Moitre, div. d., 429 ; Konen, FN, 328 ; Senotier, MPPT, 69.]

... et deux municipales

ISÈRE : Tullins-Fures (2e tour)

Inscr., 3 738 ; vot., 2 585 ; suffr. expr., 2485. Liste conduite par M. Vallini, PS, 1 268 : 22 ÉLUS ; liste conduite par M. Couturier, ss étiq., 1 217 : 7 ÉLUS.

[A la suite de la démission collective, en mai dernier, de plus du tiers des vingt-neuf conseillers municipaux provoquée par la préférence donnée par le PS à M. Vallini aux dépens de M. Moulin, maire de Tullins-Fures, pour le représenter aux cantonales de mars 1985, les électeurs ont écarté leur maire pour lui préférer le candidat officiel du PS.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants :

Inscr., 3 738 ; vot., 2 388 ; suffr. exp., 2 269. Liste conduite par M. Vallini, PS, 843 ; liste conduite par M. Couturier, ss étiq., 752 ; liste conduite par M. Brice, ss étiq., 356 ; liste conduite par M. Moulin, m.s., ex-PS, 318.

La liste conduite par M. Couturier avait intégré des candidats de celle de M. Brice (à l'exception des représentants communistes qui y figuraient au premier tour) et de celle de M. Moulin. Toutefois, ce dernier n'était plus candidat.]

LOIRE ATLANTIQUE : Brouaye (2e tour)

Inscr., 2 251 ; vot., 1 940 ; suffr. expr., 1 922, liste conduite par M. Georges Le Guélaff, m.s., UDF-CDS, 909 voix, 20 ÉLUS ; liste conduite par M. Yves Prat, sout. PS, 819, 6 ÉLUS ; liste conduite par M. Clément Richardeau, sans étiq., 194, 1 ÉLU.

[Après deux ans de crise entre M. Le Guélaff, maire sortant, et quatorze dissidents, dont M. Richardeau, sur les vingt deux élus sur sa liste en mars 1983, les électeurs ont tranché en faveur du maintien du maire en place. Au premier tour de cette élection organisée à la suite de la dissolution du conseil municipal décidée par le conseil des ministres du 21 mai dernier, les résultats avaient été les suivants : inscr., 2 551 ; vot., 1 885 ; suffr. expr., 1 848. Liste conduite par M. Le Guélaff, m.s., UDF-CDS, 804 voix ; liste conduite par M. Prat, sout. PS, 745 ; liste conduite par M. Richardeau, sans étiq., 299.]

UN BANQUET DOMINICAL A L'EXTRÊME DROITE

« Jean-Marie Le Pen est un réformiste qui se trompe car la démocratie n'est pas amendable... »

M. Jean-Marie Le Pen a été voué aux gémonies par plusieurs de ses anciens compagnons d'armes, au cours d'un banquet qui a réuni, le dimanche 22 juin, dans une brasserie parisienne, les dirigeants et près de quatre-vingts sympathisants du groupe d'extrême droite *Militant*, à l'occasion du 200e numéro de la revue mensuelle qui porte ce titre et qui fut longtemps l'un des organes du Front national. Pour les animateurs de ce courant, entré en dissidence avec le Front national en 1981, le chef de file de l'extrême droite est devenu trop mou et ne représente plus qu'un *« conservatisme droitier socialement réactionnaire »*. Son « déviationnisme » a été dénoncé successivement par MM. Jean Castrillo, Patrice Chabaille et Pierre Pauty, qui ont surtout reproché au président du Front national d'*« utiliser le thème de l'immigration comme un tremplin électoral sans remettre en cause la sacro-sainte démocratie. » « Jean-Marie Le Pen est un réformiste qui se trompe*, ont-ils affirmé, *car la démocratie n'est pas amendable. » En effet, la devise « liberté, égalité, fraternité », constitue la plus grande foutaise jamais inscrite aux frontons de nos édifices*, a déclaré, par particulier, M. Castrillo, rédacteur en chef adjoint de *Militant*. *Et c'est en son nom que s'est faite la pénétration de l'immigration. »*

Pour pouvoir lutter contre le mal, il faut lutter contre un régime qui va à l'encontre des idéaux nationalistes. Jean-Marie Le Pen, en choisissant la respectabilité républicaine et démocratique, a renoncé à se donner les moyens d'une action afficace contre l'immigration. » M. Castrillo a ajouté *« à titre personnel » : « moi, Castrillo, j'affirme que pour combattre l'immigration sauvage, il faut être raciste »*. Ce racisme est bien entendu, selon les orateurs, le contraire de la haine. *« Lorsqu'un mouvement africain lutte pour son indépendance, il est nationaliste, et nous approuvons ce droit. Mais nous exigeons aussi la réciproque.*

La question de la race est au centre des préoccupations de ce groupe : *« La France est une nation de race blanche, et nous entendons bien qu'elle le reste. Que les Africains affirment leur négritude, mais chez eux ! »* D'où la réclamation de l'abrogation de la loi Pleven de 1972 réprimant toute discrimination raciale...

Les fondateurs de *Militant* reprochent aussi à M. Le Pen sa modération à l'égard du patronat : *« Le libéralisme de 1789, d'une révolution bourgeoise de merde ; en 1790, le fric s'est emparé du pouvoir en France et depuis, il l'a gardé (...). Le Pen s'est rattaché à cette idéologie : comment dès lors peut-on à la fois prôner un SMIC inférieur à 4 000 francs et demander aux Français de fonder une famille et de redresser la natalité ? »* Pour M. Pauty, ces propos sont *« non seulement scandaleux, mais honteux : on ne peut demander aux Français d'aimer et de défendre une patrie qui les laisserait crever de faim alors que les cadeaux pleuvent sur le grand patronat, un grand patronat qui n'offre rien en échange ».*

Deux militants du Front national, présents dans la salle, ont protesté contre cette *« démolition systématique ».*

Le combat de l'ancien Waffen-SS

Le président du groupe, M. Pierre Bousquet, s'est borné à quelques mots d'introduction : *« Je parle mal »*, nous a-t-il expliqué. Ses convictions demeurent pourtant aussi fortes qu'elles l'étaient quand il s'engagea volontairement dans la Waffen-SS : *« Si je cachais ce fait, je ne serais pas valable*, dit-il aujourd'hui. *J'ai fait cela quand j'étais jeune. Non, je ne considère pas cet acte comme une erreur de jeunesse, même si j'ai évolué depuis. Mes motivations ? Les idées de l'Europe nouvelle de l'époque, qui correspondaient à mes positions. Cela ne veut pas dire que je n'admette pas non plus les fautes de l'époque. Par exemple, en admettant – je dis bien en admettant – qu'il y ait eu des chambres à gaz et des tortures, je les condamne. J'étais un soldat, j'ai fait la guerre, un point, c'est tout. »*

Et cet homme tranquille se raconte : fils de militaire, il est révolté, en 1940, par le défaitisme des milieux de l'armée et entre au comité central des Jeunesses francistes à vingt et un ans. : *« Un beau jour, je me suis dit : faut qu'on y aille ; on ne va pas rester là comme des cons à envoyer les autres. »* Condamné à mort à son retour en France, il fait en réalité deux ans et demi de prison, en sort et se marie. Il n'a eu de cesse, depuis lors, de créer un parti *« pour maintenir la pensée nationale et la rendre plus compréhensible ».*

Directeur commercial aux Halles de Rungis, M. Pierre Bousquet a aujourd'hui soixante-sept ans. Il continue de militer pour *« l'Europe blanche, de Brest à Vladivostock »* et pour que *« dans cinquante ans, la France soit peuplée de* [ses] *descendants, non de ceux des autres ».*

Chaque samedi, il se déplace à travers le pays pour militer et se déclare *« sidéré par les pertes du Front National en province » : « Nous ne pouvons gêner ni Chirac, ni Mitterrand. Mais notre intention est de les chasser. J'ai peu de chances de voir la victoire, mais je reste convaincu qu'elle arrivera un jour. »* Et d'ajouter : *« Dernièrement, on m'a traité de nazi. Je me suis marré. De crypto-communiste. Je me suis marré aussi... »*

B. T.



(Publicité)



Françoise Delafosse et Pierre Homsy

A la recherche de l'excellence en publicité.

Le monde de la publicité évolue. Les agences se différencient de plus en plus. Comme les banques ou les restaurants, elles n'offrent pas toutes le même service ni la même qualité. Il nous a semblé utile pour les annonceurs et pour ceux qui ne nous connaissent pas encore très bien de préciser notre philosophie.

La perfection n'existe pas en publicité. On ne peut que l'approcher au plus près. Cette approche constante de la perfection, nous l'appelons l'excellence. Pour nous, elle tient en quelques points principaux.

1 - Créer des campagnes qui durent.

Une image de marque, ça se construit. Avec du talent mais aussi avec de la persévérance et du temps. Pas en faisant des "coups publicitaires" qui sont souvent dangereux et trompeurs. Nos campagnes durent plusieurs années parce qu'elles reposent sur des concepts qui positionnent fortement les produits et en définitive font les marques vedettes. Nos annonceurs y gagnent doublement. Leurs marques s'implantent solidement et ils réalisent souvent une économie importante sur les frais techniques en années 2,3,4, comme ce fut le cas pour les campagnes Marie Brizard, "33" Export, Camel, etc.

2 - Faire du sur-mesure à partir des produits.

Chez nous, c'est le produit qui est toujours la vedette de la campagne. La publicité que nous créons ne comporte rien de gratuit. Quand nous utilisons l'humour, le comparatif ou le suggestif, c'est toujours au bénéfice de la marque ou du produit.

3 - Aider les annonceurs à gagner de l'argent.

La publicité doit permettre aux annonceurs de valoriser fortement leur image de marque. Une publicité bien faite permet à l'annonceur de rentabiliser son investissement en donnant une "valeur ajoutée" à ses services ou à ses produits.

4 - Mettre en face des annonceurs des publicitaires professionnels qui ont fait leurs preuves.

Le rôle d'une agence de publicité est avant tout de faire de la bonne création. C'est pourquoi nous avons fortement investi dans ce domaine. La création est placée sous la supervision de Françoise Delafosse. Les équipes créatives de très haut niveau constituent un potentiel capable de diriger 3 agences de notre taille. Quelle que soit la taille de leurs budgets ou le service qu'ils demandent, nos clients sont assurés de trouver à l'agence, outre la Direction, des seniors qui sont des professionnels de talent. C'est pour tout annonceur un gain de temps et une sécurité.

5 - Créer des campagnes qui obtiennent des résultats commerciaux. Et pas seulement des prix publicitaires.

Nous n'envoyons nos travaux à aucun de ces "concours" car nous croyons avant tout au score d'impact des campagnes objectivement établi ainsi qu'aux résultats obtenus par les produits que nous défendons: progression de leur image, augmentation de leur demande par les consommateurs.

6 - Acheter l'espace au meilleur prix.

Notre agence est unanimement reconnue pour la qualité de son media planning et de son achat d'espace. Dans ce domaine, les besoins des annonceurs sont différents. Certains veulent les prix les plus bas. D'autres souhaitent le meilleur rapport qualité/prix, ou recherchent du rédactionnel. D'autres encore sont sensibles à la créativité media.

Or, nous sommes la seule agence en France qui réalise la quasi totalité de l'achat d'espace de ses clients. De grands groupes, qui ne sont pas nos clients en création, nous confient leur achat d'espace. Pourquoi ? Parce que nous sommes compétitifs quel que soit le problème média d'un annonceur.

7 - Refuser les campagnes spéculatives qui sont faites au détriment des clients acquis.

Refuser les campagnes spéculatives n'est pas une position facile à tenir, mais c'est pour nous avant tout une question de principe et de logique. Nous pensons que la publicité est aujourd'hui adulte. Alors, pourquoi choisir une agence sur une campagne spéculative quand on choisit un avocat ou un chirurgien sur ses succès et sa réputation ?

Lorsque les agences acceptent de faire des campagnes spéculatives, elles y consacrent leurs meilleures équipes. Cela au détriment des clients acquis.

8 - Proposer un système unique qui fait de notre agence une agence unique.

Est-ce qu'une agence qui appliquerait nos méthodes avec rigueur, qui débaucherait certains de nos collaborateurs, pourrait réaliser d'aussi bonnes performances ?

Nous ne le pensons pas. Le succès de notre agence est basé sur la fidélité de nos clients qui apprécient un système, un conseil de haut niveau, et aussi une ambiance de travail.

Notre objectif est d'attirer les meilleurs annonceurs, ceux qui comprennent la publicité, qui travaillent avec leur agence en partenaires et qui exigent la très haute qualité. Nous savons qu'avec de tels annonceurs, nous aurons des campagnes efficaces, de bons résultats financiers et une croissance assurée.

Enfin, nous voudrions répéter ici un principe à ne jamais perdre de vue: la compétence régulière et sûre d'une agence ne doit pas se mesurer à 3 ou 4 campagnes réussies mais à l'ensemble de sa production.

Pour recevoir la brochure qui contient la totalité de notre production, adressez simplement votre carte de visite à l'Agence Homsy Delafosse et Associés S.A. 216 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris ou bien téléphonez à Pierre Homsy, au (1) 45 44 38 67.

Nous avons 50 produits à défendre. Nous avons 50 campagnes à montrer.

Homsy Delafosse & Associés S.A.

sports

LA TREIZIÈME COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

Salut aux couleurs

Paris avait prévu de saluer en musique. Paris a salué la victoire en fanfare. Samedi, le football était harmonie, mais la joie était tintamarre. Les crécelles, les trompes et les airs incertains d'une *Marseillaise* massacrée à pleins poumons ont régné tard dans la nuit sur les Champs-Elysées, mais aussi à Lyon et à Marseille, à Toulouse, à Bordeaux, où les centres-villes étaient paralysés par des embouteillages joyeux. Jusque dans les plus petites localités, les supporters de l'équipe de France ont ainsi laissé déborder leur enthousiasme, trop longtemps contenu, en de bruyantes farandoles motorisées. Réactions à la mesure de l'angoisse précédemment endurée. Joie à l'ampleur sud-américaine, mue par une pointe évidente de nationalisme, mais partagée par d'inattendus francophiles.

A Beyrouth, les miliciens aussi bien chrétiens que musulmans ont célébré par des tirs d'armes automatiques la victoire de la France. Un milicien chiite de Beyrouth-Ouest a avoué qu'il souhaitait, au départ, un succès du Brésil, mais qu'il n'avait pas pu s'empêcher de saluer par une salve d'honneur le *« jeu superbe des Français »*.

Manifestation encore plus insolite à Hanoï, où cent cinquante Vietnamiens enthousiastes se sont rassemblés spontanément devant l'ambassade de France aux cris de *« Phap, Phap »* (France, France). A la fin du match, il était 4 heures du matin à Hanoï.

La *« performance héroïque des Français »* est évoquée par une presse italienne peu rancunière, qui considère que *« France et Brésil nous ont fait cadeau d'une rencontre pour cinémathèque »*. C'est la qualité du jeu tout autant que le résultat heureux qui a motivé la valse des messages de félicitations : François Mitterrand, Jacques Chirac et Christian Bergelin ont adressé aux joueurs français des télégrammes élogieux, sans dithyrambe, mais sincèrement heureux. Même le ministre marocain de l'intérieur n'a pu s'empêcher d'envoyer un message à son homologue, Charles

Double revanche

(Suite de la première page.)

Bats se battait alors contre un cancer. Et depuis sa chambre, il avait assisté à l'épreuve des tirs au but Franco-Allemande. Avec un certain détachement, une capacité toute évidente à faire le tri entre l'embêtant et l'essentiel.

Joël Bats sait tout de l'immense solitude du gardien de but. Joël Bats qui depuis écrit des poèmes, comme l'on pose un acte thérapeutique goûte dans l'exercice de ses fonctions, une activité assez secondaire, empêcher un ballon de franchir une ligne blanche, la manifestation évidente de sa plus grande victoire. Il sait tout cela dérisoire, par référence à sa vieille compagne et le dit : *« Encaisser un but, ce n'est rien à côté de la mort. Pour l'avoir côtoyée, ma vie à un autre sens. »*

Et bien Joël Bats, l'homme détaché, réservé, presque décalé par rapport à bien des gesticulations, est le seul, ce jour, à pouvoir murmurer *« j'ai gagné, j'ai gagné »*, quand les rues et les foules le scandent sur l'air des beaufs. Il est venu, lui, à Guadalajara, trancher le débat, réépouser la vie, nier cette consonne hésitante.

Joel Bats a battu le Brésil. Et ce ne sera pas son moindre titre de vie. Il l'a battu avec d'autres, avec cette fameuse *suerte* dans son dos. Mais il l'a fait, par une série d'arrêts-réflexe, dans cet état second qui est parfois l'atout majeur du grand gardien de but. Au grand moment, Joel Bats est un virtuose. Il paraissait absent, indifférent, vaguement hésitant au Mexique. Ailleurs en somme, à l'abri derrière une défense solide, et puis lorsque la partition est devenue meilleure, l'orchestre menacé, Joel Bats a surgi, sans se presser, Zorro masquant sous son allure nonchalante, un bien beau talent, c'était le bon jour et le bon moment.

Un match aussi dense, aussi fou que ce France-Brésil ne se raconte pas. Il peut se décrypter, selon une comptabilité épicière, la colonne des occasions manquées, celle des occasions réussies, avant inventaire de fin de rencontre. Sur ce plan, l'inventaire brésilien paraît un peu plus avantageux.

Ce n'est pas que les Brésiliens aient eu plus d'occasions que les Français. C'est, si l'on ose dire, qu'ils les manquèrent mieux, deux tirs sur le poteau, un pénalty raté par Zico. Ou plutôt arrêté par Bats : *« Il m'a semblé que Zico s'était légèrement décalé, donc qu'il allait tirer sur ma droite. Alors, j'ai anticipé »*.

Un match peut aussi se rapporter avec la minutie tatillonne d'un procés-verbal de gendarmerie. Savoir qui a franchi la ligne blanche et dans quel virage ? N'est-ce pas Socrates, l'insoumis au visage de faune, venu aux hymnes avec un bandeau frontal *« Non à la violence »* et reparti, maudit, pour avoir manqué en fin de prolongation une première balle de match, à trois mètres des buts français ? Et comme si cela ne suffisait pas au malheur de son pays, pour avoir aussi raté un tir au but, le premier de la série, Socrates sera pendu. Ou, à tout le moins, renvoyé à son second métier, la pédiatrie.

Un match, enfin, peut tout simplement se résumer à un grand mouvement symphonique. Et en ce sens, France-Brésil fut une symphonie inachevée, mais superbe. Les cuivres et les percussions étaient brésiliens, les cordes françaises. Le Brésil, celui de nos souvenirs, de ces footballeurs capables des gestes techniques les plus insensés avec une facilité déconcertante, le pays du football délié, enchaîné, comme dansé, était bien au rendez-vous.

Vers la vingtième minute, quand cela s'est mis à partir dans tous les sens, un feu d'artifice, quand les tambours des sambas faisaient trembler, vibrer ce stade comme marteaux-piqueurs, quand, comme dans ce navet terrifiant de notre enfance, la Marabounda grondait, le pire fut à redouter. Les cordes françaises gémissaient, miaulaient presque. Giresse, toujours lui, l'avait dit : *« On pourrait s'entraîner pendant cent ans, on n'arriverait pas à avoir cette facilité apparente, ce délié incroyable. Ils ne touchent pas la balle. Ils la caressent, l'enchaînent. »*

Ce moment-là, où tout le talent brésilien s'exprimait, ces déferlantes successives, fut réellement surperbe. Et inquiétant. Bossis, le bon Bossis, qui avait charge d'âme et ordre de maîtriser Careca, n'y pouvait rien. Autant contrôler un incendie de forêt un jour de mistral. Careca caramba !, lui en faisait tant voir au pauvre Maxime qu'on le crut en perdition. Un Careca passe encore, trois Careca, cet attelage brésilien, enchaîné par des séries de passes, bonjour les dégâts.

Henri Michel, l'entraîneur français, avait fait un pari. Et une petite faute. Pour remplacer Ayache suspendu, il avait choisi une solution originale : ne point le remplacer à son poste. Faire jouer l'équipe de France avec seulement trois arrières et cinq demis. A charge pour Fernandez, l'inusable, d'être au four et au moulin. La solution, paraît-il, fit merveille, naguère contre les Belges. Certes, mais là les Belges étaient Brésiliens. Arrière, c'est un métier. Bref, l'essai dura ce que durent les aventures. A la dix-huitième minute, une combinaison Junior-Socrates-Careca, superbe et imparable, comme un décalage créé en rugby, mit fin à l'expérimentation. But de Careca (1-0) et grandes manœuvres françaises : Amoros à droite toute, Tusseau en arrière toute, l'ordre était restauré.

Mais pas le score. Les Brésiliens menaient. Ils avaient le stade pour eux. Gentiment, mais pour eux. Ils avaient le vent, la musique, l'espoir pour eux. Et, évidemment, le talent. Il faut une équipe diablement forte pour, dans ces moments-là, ne pas se laisser emporter, ne pas sombrer, ne pas paniquer. La France l'a, cette équipe, composée de vieux briscards, tout couturés, tout médaillés, vingt-huit ans de moyenne d'âge. Et donc le sang-froid nécessaire pour écoper.



Ouf ! Le gardien français Joël Bats est sorti vainqueur de l'épreuve des tirs au but.

Alors, à sa manière, la petite musique de l'équipe de France, entêtante, parfaite, commença à se faire entendre. A la virtuosité du talent pur répliquait celle de l'exécution en finesse. Le quatuor central enchaînait les mouvements allègrement. Fernandez, à l'allure de chameau, à l'élégance raboteuse, mais à l'efficacité d'une moissonneuse- batteuse-lieuse, Tigana, cousin germain des surdoués d'en face, Giresse, tenant en permanence le ballon sous son maillot ou entre ses pieds, ce qui revient au même. Et, enfin, Michel Platini, venu fêter sur ce terrain son trente et unième anniversaire. Michel Platini n'est pas au mieux de sa forme. C'est peut-être pour cela qu'il n'a marqué qu'un but, planté qu'une bougie sur ce match-gâteau.

On dit cela pour tous ceux qui n'en finissent plus de disserter sur les langueurs platiniennes, ce mal étranger, la vieillerie peut-être, dont il serait atteint. Michel Platini était où il faut être et quand il le fallait : démarqué, au coin des bois, pour inscrire un but canaille, une balle centrée par Rocheteau, tout ravigoté ces temps-ci, convoitée par Stopyra, sa tête de page dans les crampons du goal brésilien, histoire de le fixer là. Michel Platini, lui, finit le travail, poussant le ballon dans le but vide (42e minute).

On a vu de plus beaux buts. Rarement d'aussi bien venus. C'était remettre le revolver sur la tempe brésilienne. Recommencer le match. Le reste fut comme un long suspense, un constant balancement, l'oscillation permanente du pendule. La chance, la *« suerte »*, ne voulut point choisir entre deux équipes pareilles. Ni pendant la partie « légale » ni pendant les prolongations, sorte de supplément de plaisir et de surcroît de torture. Il ne restait plus que les tirs au but, le jugement de Dieu, la main dans l'huile bouillante et que meure le plus douillet. Pour dire comme c'est sérieux les tirs au but. Zico avait manqué un penalty dans le match. Socrates en manqua un après, Julio César, le meilleur des Brésiliens, expédia un boulet sur la barre. Et Michel Platini envoya un satellite à Guadalajara. Bref, ce fut la loterie, et pour qu'elle soit parfaitement parodique, la qualification française vint d'un coup de billard, un tir de Bellone, le poteau droit, un ricochet sur le dos du gardien, le ticket pour France-Allemagne.

Ce sera donc la revanche. Avec remontée en ligne pour les sept survivants de 1982 : Bossis, Battiston, Amoros, Tigana, Platini, Giresse, et Rocheteau. Avec déjà le regard sur la ligne bleue de Guadalajara où l'Allemagne sera l'hôte des Français. Avec déjà comme un slogan, la vieille ritournelle *« l'Allemagne paiera »*. Comme on ne doute pas un instant que la France entière attend désormais la reprise des hostilités et la reconquête de Séville, inutile d'en rajouter. Simplement, en tant que correspondant de football, sur la ligne de front, une remarque. Il se peut bien que les troupes du kaiser Beckenbauer ne soient plus ce qu'elles étaient. Il se peut que l'un de ses meilleurs éléments, Berthold, puni pour avoir boxé un Mexicain, soit suspendu. Il se peut que Karl-Heinz Rummenige, son joker, ait des petits ennuis de santé.

Il n'empêche, les Allemands sont arrivés pour la septième fois depuis la guerre en demi-finale, record absolu. Même devant les Brésiliens. Là ce n'est plus de la *« suerte »*, de la chance, mais une manie. Et la France, qui en une semaine a battu l'Italie et le Brésil, jolie série, ferait bien de ne pas l'oublier. Elle en a les moyens désormais.

PIERRE GEORGES.

RFA BAT MEXIQUE 0-0 (4-1), A MONTERREY

La fiesta est finie

De notre envoyé spécial

Mexico. – Sur l'estrade dressée au pied de la colonne de l'ange, place de l'Indépendance, pour célébrer les succès mexicains et, accessoirement, la Fête de la musique, l'animateur de la *« banda azteca »* s'efforce en vain de créer l'ambiance : *« Nous sommes heureux parce que la fête continue dans l'allégresse qui caractérise les Mexicains. Tous ensemble : à la bim, à la bam, à la bim-bam-bao ! Mexico, Mexico, Ra, Ra, Ra ! »* Seules quelques très jeunes filles ont repris le refrain du Mundial 86. Les Mexicains n'ont pas le cœur à agiter les petits drapeaux distribués sur le Paseo de la reforma. D'ailleurs, un orage tropical qui va se prolonger tard dans la nuit mettra bien vite fin à ce simulacre de fête.

Ville morte durant la rencontre de quart de finale entre le Mexique et la RFA, disputée à mille kilomètres de là, à Monterrey, Mexico n'a pas réussi à reprendre vie samedi soir. Comme abasourdie par ces deux heures d'un suspense qui a mal fini avec la victoire des Allemands dans l'épreuve des coups de pied au but (0-0 après prolongation et 4-1).

Dix-huit mois de préparation en commun pour les sélectionnés, une belle série de victoires sur quelques-unes des meilleures équipes du monde venues se tester en altitude entre deux avions, le retour au pays de l'avant-centre Hugo Sanchez, après une saison triomphale sous le maillot du Real Madrid, avaient fait naître l'espoir démesuré de voir le Mexique tenir un rang de favori dans la treizième Coupe du monde de football.

Les difficultés rencontrées par les Allemands de l'Ouest pour venir à bout des Marocains avaient encore renforcé cet espoir. Comme les Maghrébins, les Latino-Américains pouvaient miser sur leur vivacité, sur leur meilleure acclimatation à la chaleur, pour bousculer l'organisation allemande.

Les premières escarmouches du match ont d'ailleurs été à l'avantage des Mexicains, combatifs jusqu'à l'excès puisque l'arbitre colombien, Jesus Diaz, devait distribuer les premiers avertissements. Mais le premier coup dur survenait pour les Centre-Américains après une demi-heure de jeu avec la sortie sur blessure de leur capitaine Tomas Boy. A défaut de compter parmi les grandes vedettes de ce Mundial 86, le numéro 10 mexicain apportait sa lucidité au centre du terrain où ses jeunes coéquipiers ne faisaient pas toujours preuve de discernement.

Le deuxième tournant du match sera l'expulsion, à la soixante-cinquième minute, de l'arrière droit allemand, Thomas Berthold, pour une brutalité sur un adversaire qui venait de commettre une faute sur lui. Paradoxalement, cette expulsion qui aurait dû avantager les Mexicains allait au contraire permettre aux Allemands de serrer leurs rangs et d'opter résolument pour la résistance.

L'expérience des Allemands, maladroits et peu inspirés dans l'offensive, mais beaucoup mieux organisés et efficaces pour défendre leur but, allait dès lors se révéler prépondérante. En dépit de la rentrée de Francisco Javier Cruz, idole de Monterrey, celui-ci, âgé de vingt et un ans, a fait part, avant le Mundial, de son intention de renoncer à sa carrière professionnelle pour devenir pasteur évangéliste. Les Mexicains ont malgré tout perdu leur sang-froid au fil des minutes. Dans ce combat de tranchée, le plus affairé a encore été l'arbitre : il a distribué dix avertissements – dont un à Hugo Sanchez qui a privé le public mexicain du moindre coup d'éclat durant la compétition – et a même dû expulser Javier Aguirre durant la première mi-temps des prolongations.

Comme quatre heures plus tôt entre le Brésil et la France, c'est l'épreuve des coups de pied au but qui devait désigner le deuxième qualifié pour la demi-finale du 25 juin à Guadalajara. Le suspense a cette fois été de courte durée. Dès la deuxième tentative mexicaine, Fernando Quirarte, le capitaine, a vu son tir repoussé par Harald Schumacher. Les nerfs de son partenaire Raul Servin, désigné pour lui succéder, n'y ont pas résisté. Son tir, peu appuyé et mal placé était une aubaine pour le gardien de but allemand.

Dix-huit mois de péparation et le soutien inconditionnel d'un public « mobilisé » pour l'aventure n'avaient pu compenser l'expérience des grands rendez-vous. Comme en 1970, où le pays avait accueilli pour la première fois la Coupe du monde, l'aventure mexicaine a pris fin en quart de finale.

GÉRARD ALBOUY.

BELGIQUE BAT ESPAGNE 1-1 (5 à 4), A PUEBLA

Le grand jeu de Pfaff

Puebla. – La Belgique s'est qualifiée pour la première fois de son histoire pour les demi-finales d'une coupe du monde en battant, le dimanche 22 juinà Puebla, l'Espagne 5-4 lors de l'épreuve des tirs au but (1-1 à l'issue des prolongations).

Les Belges, qui avaient pris l'avantage par leur capitaine Jan Ceulemans après trente-cinq minutes de jeu, n'ont été rejoints qu'à cinq minutes de la fin du temps réglementaire sur un tir victorieux de Juan Antonio Senor.

Des cinq tireurs de penalty belges, Nico Claesen, Enzo Scifo, Hugo Broos, Patrick Vervoort et Leo Van der Elst, aucun n'a failli, tandis que Jean-Marie Pfaff a qualifié son équipe en arrêtant le tir d'Eloy Olaya.

Avant d'être le héros de l'épreuve des coups de pied au but, Pfaff avait réalisé un grand match, sauvant à plusieurs reprises son camp par ses interventions dans les pieds des attaquants espagnols. Dès le coup d'envoi, les hommes de Miguel Munoz se montrèrent en effet très pressants, et Ramon Caldere adressa le premier tir du match après trente secondes de jeu. Puis Michel tirait un bon coup-franc qui passait de peu à côté du but belge et Emilio Butragueno manquait un tir après une belle percée.

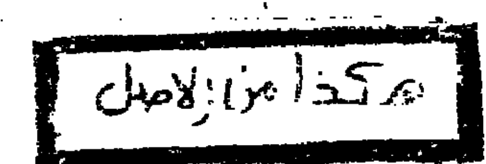
A partir, de la vingtième minute, les Espagnols baissaient de rythme et les Belges ouvrirent la marque. Au départ, Nico Claesen s'échappait sur la droite puis donnait en retrait à Eric Gerets, dont le centre passait devant le but espagnol. Mais Frankie Vercauteren pouvait le récupérer sur l'aile gauche et déposait le ballon sur la tête de Jan Ceulemans, qui marquait devant Andoni Zubizarreta, absolument sans réaction.

Les Espagnols tentaient bien de refaire leur retard, mais sans réussir grand-chose jusqu'au repos.

Après cinq minutes en seconde mi-temps, les Belges obtenaient une occasion unique de porter le coup de grâce, mais Daniel Veyt la gâchait d'un tir trop mou qu'Andoni Zubizarreta pouvait dévier.

Pfaff lui a fini par s'incliner à la quatre-vingt-cinquième minute de jeu. Victor donnait un coup-franc en retrait à Senor, qui décochait un tir violent du gauche de 25 mètres. Le gardien du Bayern de Munich, masqué par une forêt de jambes, ne voyait pas venir le coup assez fort pour pouvoir s'interposer.

Pendant les prolongations, chaque équipe eut une occasion : les Espagnols, par Caldere, qui tirait à côté : les Belges, par Georges Grun, qui ne parvenait pas à exploiter une erreur de la défense adverse, mais la fatigue pesait de plus en plus sur le jeu, et les deux camps se résignèrent rapidement à se départager aux tirs au but.



AU MEXIQUE

Pasqua, pour le féliciter de la *« brillante prestation de l'équipe nationale française »*.

Pendant ce temps, le Brésil comptait ses morts (quatre crises cardiaques à Rio et un tué par balle dans une dispute) et ses blessés (une centaine de personnes en état de choc nerveux ont été hospitalisées). La presse brésilienne *« pleure de l'encre »* et le présentateur du journal de TV Globo, écrasant une larme en direct, symbolise la détresse du pays. Devant les caméras de télévision, supporters et joueurs mêlaient leurs pleurs, et dans Brasilia, déserte et silencieuse, une trompette fit résonner, dit-on, *la Marche des morts*.

ARGENTINE BAT ANGLETERRE (2-1), A MEXICO

Signé Maradona

De notre envoyé spécial

Mexico. – Risquait-on une nouvelle guérilla pour les îles Malouines, dimanche 22 juin au stade Aztèque de Mexico, à l'occasion du quart de finale de la Coupe du monde de football, entre l'Angleterre et l'Argentine ? Le cessez-le-feu n'ayant toujours pas été signé et les deux pays n'ayant plus de relations diplomatiques depuis avril 1982, le caractère hautement symbolique de la rencontre n'avait pas échappé aux milieux politiques.

A Buenos-Aires, huit sénateurs péronistes (principal parti d'opposition) avaient demandé au président de la République, M. Raoul Alfonsin, de retirer la sélection argentine de la Coupe du monde afin de faire *« un acte démontrant l'affirmation permanente des droits du pays sur les Malouines et les îles de l'Atlantique sud »*. A défaut, ils réclamaient avant le coup d'envoi une minute de silence en mémoire des victimes de la guerre.

Après la réponse du secrétaire d'Etat aux sports, M. Rodolfo O'Reilly, qui estimait que l'Argentine *« ne gagnerait rien »* dans ce conflit si elle rappelait son équipe du Mexique, le président argentin avait lui-même exhorté les footballeurs de son pays à jouer *« avec beaucoup de calme »*, mais à faire *« tout ce qu'ils peuvent pour gagner »*.

Sifflets

En fait, si joueurs et entraîneurs des deux équipes avaient affirmé leur intention de disputer leur quart de finale sans arrière-pensées, le risque pouvait venir de la présence dans les tribunes de quelque cinq mille jeunes Britanniques et de huit milles Argentins, dont cinq mille résidants au Mexique. A la veille de la rencontre, quelques provocations dans les rues faisaient redouter des affrontements. Des Sud-Américains avaient brûlé des drapeaux britanniques tandis que les Anglais chantaient : *« Argentins, qu'est-ce que ça vous fait, de perdre une guerre ? »*

Comme son homoloque britannique, c'est à eux que l'ambassadeur d'Argentine au Mexique avait adressé un message : *« Ce sera une rencontre de football et pas une guerre, on devra jouer et se comporter dans les tribunes avec esprit chevaleresque et sérénité, pour démontrer que les peuples s'entendent mieux dans certaines occasions que leurs propres gouvernements. »*

Cela n'avait pas empêché les Argentins et sans doute quelques Mexicains sensibilisés par les articles de presse sur les *Hooligans*, ou désireux de soutenir le dernier représentant du continent américain après les éliminations, la veille, du Mexique et du Brésil, de siffler copieusement le *Go Save the Queen* avant le coup d'envoi.

De la main

Sur le terrain, le pacte de non-agression était respecté au-delà du souhaitable. Grâce à leur incomparable technique individuelle, les Argentins monopolisaient le plus souvent le ballon, sans toutefois parvenir en position de tir. Comme les Anglais ne se montraient pas plus dangereux sur leurs contres, le spectacle se déplaçait dans les tribunes où des supporters des deux équipes, sans doute pour tromper leur ennui, se livraient à quelques échauffourées, vite réprimées par les militaires ou les forces de police.

Heureusement, Diego Maradona, seule star du football égale à sa réputation dans ce Mundial 86, allait accaparer l'attention du public et faire basculer le match en deuxième mi-temps. A la 51e minute tout d'abord, où il sollicitait un « une-deux » avec Jorge Valdano et devançait la sortie de Peter Shilton pour inscrire, de la... main, le premier but.

Trois minutes plus tard, il récidivait et s'élançant de son propre camp au milieu de trois défenseurs anglais qu'il prenait de vitesse. Dans sa course, il en dribblait deux autres, puis Peter Shilton sorti à sa rencontre et, toujours avec son pied gauche magique, il poussait le ballon dans le but vide.

Cent mille spectateurs debout pouvaient acclamer l'auteur de ce but d'anthologie. Malgré un but à dix minutes de la fin de Gary Lineker – son sixième depuis le début du Mundial dont il est le meilleur marqueur à l'issue des quarts de finale, – l'Angleterre n'a pu se relever de ce doublé de Maradona, qui fait de l'Argentine le seul qualifié pour les demi-finales qui n'ait pas eu recours aux coups de pied au but.

G. A.

COMMENTAIRE

De nombreux téléspectateurs du match de quart de finale de la Coupe du monde Argentine-Angleterre, diffusé en direct dimanche sur TF 1, ont été choqués des propos *« racistes »* du commentateur Thierry Roland, à l'adresse de l'arbitre tunisien, M. Ali Bennacer. *« Dans un monde grand comme il est, est-ce qu'il n'y a pas autre chose qu'un arbitre tunisien pour arbitrer un match de quart de finale de la la Coupe du monde ? »* avait lancé le journaliste, après que M. Bennacer eut validé le premier but argentin marqué de la main par Diego Maradona. Le premier secrétaire de l'ambassade de Tunisie a protesté auprès de TF 1.

En 1977, au cours d'un match Bulgarie-France, Thierry Roland avait été sévèrement critiqué pour avoir traité l'arbitre britannique Ian Foot de *« salaud »*. On l'avait également critiqué après les affrontements du Heysel en mai 1985, jugeant que ses commentaires sportifs n'étaient pas adaptés au drame qui venait de se produire.

LES DEMI-FINALES

(25 juin)

● France-RFA à Guadalajara, TF1 à 19 h 55*.

● Argentine-Belgique à Mexico, A2 à 23 h 55*

* Sauf modification en cas de grève.

AUTOMOBILISME

Ayrton Senna repasse en tête

Vingt-quatre heures après le football toujours aux Amériques, mais cette fois plus au nord, dans les rues de Detroit, baptisé *« Motown »*, la capitale mondiale de l'automobile le Brésil et la France étaient à nouveau en compétition.

Le Brésil d'abord, avec la victoire du pilote Ayrton Senna au volant de sa Lotus, qui, lors de son tour d'honneur drapeau jaune et vert à la main, manifestait sa joie d'avoir *« vengé »* la défaite de la sélection de football.

La France ensuite, avec le joli début de course des deux Ligier-Gitane pilotées par René Arnoux et Jacques Laffite, ce dernier finissant d'ailleurs deuxième de l'épreuve.

La France toujours avec la troisième place d'Alain Prost au volant de sa McLaren, qui perd toutefois la première place au championnat du monde de formule 1 au profit de Senna.

Dès son arrivée à Detroit, jeudi 19 juin, Alain Prost expliquait qu'il avait en horreur ce circuit urbain. *« De plus en plus bosselé, il est encore pire que l'année dernière »*, assurait le pilote. Les 4,023 km du parcours entourant les gratte-ciel de Renaissance Center sont, en effet, une succession de lignes droites, trop courtes pour la puissance des formules 1 et de virages nombreux la plupart à angle droit. Mauvaise qualité du revêtement routier, plaques d'égout (148 au total) et utilisation fréquente des freins mettent les monoplaces à rude épreuve.

Les bleus en fête

« Je suis très ftigué, expliquait Senna après sa victoire. *Cela a été un grand prix épuisant pendant lequel j'étais partagé entre le désir d'attaquer et celui de conduire prudemment pour ne pas taper les murs qui bordent la chaussée, dont j'ai eu peur pendant toute la course. »* Parti en pole-position le Brésilien n'a pas gardé longtemps la tête de la course. Au quatorzième tour il s'arrêtait à son stand pour un changement de pneus.

C'est à ce moment que les deux Français René Arnoux et Jacques Laffite prenaient la tête et la gardaient pendant quatre tours. On n'avait pas vu les bleus à pareille fête depuis longtemps. Les deux Ligier battaient les records du tour et Jacques Laffite passait son coéquipier (18e tour) pour se porter en tête. Mais, derrière, la bataille faisait rage. Arnoux, Mansell, Prost et Piquet se retrouvant « dans un mouchoir », Senna remontant à une vitesse vertigineuse. Le champion du monde, d'ailleurs, ne pouvait pas résister aux deux Brésiliens, tandis que René Arnoux laissait un instant ses adversaires s'expliquer pour un arrêt au stand (pneus), tout comme, un peu plus tard, Prost (30e), Mansell et Laffite (31e).

Piquet en tête devant Senna, le sort de la course s'était peut-être joué dans les stands. Un arrêt de près de 20 secondes pour la Williams, 8 seulement pour la Lotus. En voulant combler ce handicap, Piquet était victime d'un accident qui l'obligeait à abandonner et à laisser son compatriote face à trois Français, Arnoux, Prost et Laffite.

Avec 15 secondes de retard, Arnoux accélérait l'allure afin de tenter de revenir sur le Brésilien. Mais lui aussi allait être victime d'un accident (47e). Les freins, particulièrement mis à l'épreuve à Detroit, étaient la cause de ces incidents. Les poursuivants de Senna (Prost, Laffite, Mansell et Alboreto) avaient décidé de réduire considérablement l'allure, de laisser filer la Lotus-Renault qui prenait même un tour à la Ferrari de Michele Alboreto et à la Williams-Honda de Nigel Mansell.

Désireux de ne pas perdre l'occasion de marquer des points au championnat, Prost évitait tout risque, les freins de la McLaren ne lui permettant plus de garder un rythme normal. Prost ne résistait pas à Laffite qui s'installait à la deuxième place derrière Senna, à huit tours de l'arrivée. *« Quand j'étaits devant Prost, je me suis contenté de lui montrer que je pouvais accélérer dès qu'il s'approchait de trop près »*, expliquait le *« Vieux »*, comme il s'est défini lui-même à la fin de la course, ajoutant avec un sourire : *« De toute façon, je ne l'aurais jamais laissé passer »*.

ATHLÉTISME

La saison des records

La saison athlétique, qui doit culminer en septembre prochain avec les championnats d'Europe à Athènes, est déjà bien lancée. Deux records du monde ont en effet été améliorés ce week-end au cours de la rencontre URSS-RDA disputée à Tallin (Estonie) et gagnée 210 à 168 par les Soviétiques.

Samedi 21, l'Allemande de l'Est Heike Dreschler a réussi un saut en longueur de 7,45 mètres, soit 1 centimètre de plus qu'il y a neuf mois à Berlin-Est. Depuis que la Soviétique Wilma Bardauskene (7,07 m) a été la première femme à passer la barre des 7 mètres en 1976, la spécialité a donc progressé de près de 40 centimètres, grâce successivement aux Roumaines Anisoara Cusmir (7,15 m, puis 7,21 m et 7,43 m) et Vali Ionescu (7,20 m), avant de redevenir l'apanage d'une Allemande de l'Est avec Dreschler.

Dimanche 22, c'est le Soviétique Youri Sedykh qui a amélioré de 32 centimètres son record du monde du lancer du marteau en réalisant un jet de 86,66 mètres. C'est la cinquième fois que Sedykh a fait progresser ce record depuis qu'il l'a détenu pour la première fois en 1980 avec un jet de 80,36 mètres. Son principal rival dans cette spécialité est son compatriote Sergei Litvinov, qui, entre-temps, s'est approprié trois fois le record avec des lancers allant de 81,66 mètres à 84,14 mètres.

A l'occasion de la réunion internationale de Saint-Denis, le 21 juin, aucune performance de niveau mondial n'a été enregistrée. Toutefois, outre les bonnes prestations du *hurdler* Stéphane Caristan (13 s 42 sur 110 mètres haies) et du sauteur en longueur Norbert Brige (8,02 mètres), il faut relever le record de France du triple saut établi par Serge Hélan. En dépit d'un vent défavorable de 1,34 mètre par seconde, il a atteint 16,95 mètres, soit 1 centimètre de plus que Bernard Lamitié en 1979. Agé de vingt-deux ans, Serge Hélan, originaire de la Guadeloupe, devrait être en mesure de dépasser les 17 mètres prochainement grâce à la vélocité de sa course d'approche et à sa maîtrise technique, ainsi qu'aux facilités d'entraînement que lui procure un emploi à horaires aménagés à l'UAP. Toutefois, son gabarit modeste (1,76 mètre pour 70 kilos) ne devrait pas lui permettre d'atteindre le niveau mondial, proche des 18 mètres. Au cours des championnats des Etats-Unis ce même week-end, trois triple-sauteurs ont franchi 17,50 mètres, le vainqueur, Charles Simpkins, atteignant 17,97 mètres, soit la seconde meilleure performance de tous les temps.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

CHAMPIONNAT DE FRANCE DES 25 KILOMÈTRES
(A Moissy-le-Neuf)

● **Hommes.** – 1. Louison (CSCGC), 1 h 18 mn 25 s ; 2. Piètrement (V-B), 1 h 18 mn 30 s ; 3. Madelon, 1 h 18 mn 31 s.

● **Femmes.** – 1. Langlacé (AUC), 1 h 32 mn 6 s ; 2. Rapet (ENGAB), 1 h 33 mn 32 s ; 3. Saugnac (ASPTTB), 1 h 36 mn 30 s.

Automobilisme

GRAND PRIX DE FORMULE 1 DE DETROIT

1. Senna (Lotus-Renault), les 253,465 km en 1 h 51 mn 84 s (moyenne 136,753 km/h) ; 2. Laffite (Ligier-Renault), à 31 s ; 3. Prost (McLaren-TAG-Porsche), à 31 s 8 ; 4. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 30 s 9 ; 5. Mansell (Williams-Honda), à 1 tour ; 6. Patrese (Brabham-BMW) ; 7. Dumfries (Lotus-Renault), à 2 tours ; 8. Palmer (Zakspeed) ; 9. Streiff (Tyrrell-Renault) ; 10. Warwick (Brabham-BMW), à 3 tours.

● **Classement provisoire du championnat du monde.** – 1. Ayrton Senna (Bré.), 36 pts ; 2. Prost (Fr.), 33 ; 3. Mansell (G-B), 29 ; 4. Piquet (Bré.), 19 ; 5. Rosberg (Fin.), 14 ; 6. Laffite (Fr.), 13.

Golf

CHAMPIONNAT DE FRANCE PROFESSIONNEL
(à Villeneuve-d'Ascq, Nord)

Le Tarbais Michel Tapia a remporté le championnat de France professionnel PFA de golf, le 22 juin, en coiffant sur le fil Gery Watine, qui possédait 5 coups d'avance sur lui avant la quatrième et dernière journée de compétition. Il fallut attendre le putting du 72e et dernier trou pour que Tapia, qui n'avait pas gagné de tournoi depuis 1981, remporte son premier titre de championnat de France avec 279 coups. Marc Farry est troisième avec 284 coups, Stéphane Demarbœuf et Emmanuel Dussart sont quatrièmes avec 285 coups.

Motocyclisme

SIX HEURES DE ZELTWEG
(Autriche)

L'équipage français Gérard Coudray - Patrick Igoa (Honda), tenant du titre mondial et vainqueur des dernières 24 heures du Mans, s'est une nouvelle fois imposé, le 22 juin, dans la deuxième épreuve du championnat du monde d'endurance, les Six Heures de Zeltweg. Ils ont précédé de deux tours les Français Moineau et Le Bihan (Suzuki) et de six tours l'équipage anglo-suédois Oxley-Kultalahti (Yamaha).

CYCLISME

L'autre Madiot

On attend du championnat de France qu'il désigne le meilleur Français de l'année, mais il est rare que ce résultat soit aussi évident, une épreuve d'un jour restant ouverte à toutes les incertitudes.

A Châteaulin (Finistère) dimanche 22 juin, sur le très beau circuit de l'Aulne envahi par plus de 70 000 spectateurs, la victoire a récompensé Yvon Madiot, vingt-quatre ans – frère de Marc, l'ex-vainqueur de Paris-Roubaix, – qui obtient son premier succès de la saison. Succès usurpé ? Certainement pas. Le coureur angevin s'était classé neuvième du Tour des Flandres, puis treizième de Liège-Bastogne-Liège, terminant chaque fois en tête des « tricolores », et il avait démontré à différentes reprises sa valeur grandissante.

Ce très bon équipier de Laurent Fignon, installé aux avant-postes pour contrôler les mouvements offensifs, fut d'ailleurs le plus prompt à enrayer l'attaque décisive de Jean-Claude Bagot, une dizaine de kilomètres avant l'arrivée. Il devait finalement gagner au sprint devant Jean-Claude Leclercq, qui complétait le trio de pointe. Or, ce même Leclercq n'était autre que le tenant du titre. Assez discret à la suite de ce coup de force inattendu de l'été passé, il a recouvré opportunément une forme satisfaisante et le doit sans doute à sa participation au Tour de Suisse, dont il porta le maillot de leader l'espace d'une étape.

Moment fort de ce championnat de France, l'action conjuguée de Bagot, Yvon Madiot et Leclercq condamna immédiatement Gomez, Pensec, Caritoux, Jean-François Bernard, Barteau et Fignon, qui faisaient partie du premier groupe. Ayant tenté sa chance sans parvenir à conclure, Fignon accepta ensuite de se mettre au service de Madiot et de protéger son échappée. Sa place de sixième dans le sillage de Pensec et de Dominique Arnaud constitue néanmoins un résultat honnête. Mais, à deux semaines du Tour de France, on continue de s'interroger sur ses réelles possibilités.

En ce sens, l'épreuve de Châteaulin aura confirmé les résultats du *Dauphiné libéré* et du *Midi libre*. Elle nous a montré un Laurent Fignon successivement brillant et vulnérable et qui envisage l'avenir immédiat avec confiance. Bernard Hinault se montre tout aussi optimiste. Il a pourtant effectué une course en retrait, peut-être volontairement effacé, histoire de brouiller les cartes à la veille de la grande boucle, qui risque de s'engager comme une partie de pocker menteur. Quant à Gilbert Duclos-Lassalle, le favori parce que le meilleur Français de la saison, il fut éliminé par une chute.

Avant Yvon Madiot, Jeannie Longo avait remporté pour sa part son huitième titre national. Sans le moindre problème. Et sur un parcours qui ne lui convenait guère, la championne du monde de vitesse Isabelle Nicoloso s'est classée troisième.

JACQUES AUGENDRE.

● SPORTS ÉQUESTRES : *mort d'un cavalier.* – Dariusz Soroka, un cavalier polonais de dix-neuf ans, est mort écrasé sous son cheval, samedi 21 juin, pendant l'épreuve de cross du concours complet international du Touquet. Son cheval, Tajfun, a trébuché sur l'avant-dernier obstacle, à 300 mètres de l'arrivée, et est retombé lourdement sur son cavalier, un étudiant de Drzonkow (Silésie), qui est mort sur le coup.

société

MÉDECINE

UN CONGRÈS MONDIAL A PARIS

L'épidémie de SIDA ne cesse de progresser

Deux mille cinq cents participants, dont de nombreux Africains, deux cents communications en séances, sept cents autres par panneaux spéciaux. Le succès que rencontre le congrès sur le SIDA, qui s'ouvre ce lundi 23 juin au Palais des congrès de Paris, traduit la prise de conscience mondiale de ce problème de santé publique parmi les plus préoccupants de ce siècle.

L'Organisation mondiale de la santé, co-organisatrice du congrès – présidé par les professeurs Jean-Claude Gluckman et Luc Montagnier – et dont les représentants sont tous à Paris, vient de publier le bilan des cas de SIDA dont le nombre ne cesse de progresser, à l'Est comme à l'Ouest, dans les vingt-neuf pays d'Europe qui adhèrent à présent au centre spécifique d'épidémiologie qu'elle a créé pour surveiller la progression de la maladie.

Le nombre des malades atteints de SIDA avéré représente, au 31 mars 1986, plus de 50 000 en Afrique, 22 500 aux Etats-Unis et 2 542 pour les 17 pays d'Europe (de l'Est et de l'Ouest) qui collaborent au centre spécial constitué par l'Organisation mondiale de la santé (1). L'augmentation du nombre des cas – continue depuis 1981 – atteint 163 % en un an en Europe, et l'on estime, de part et d'autre de l'Atlantique, que 20 à 30 % des cas ne sont pas déclarés comme tels au moment du décès, pour des raisons multiples d'ordre sociopsychologique.

Le SIDA est devenu la première cause de mortalité chez les hommes âgés de trente à trente-neuf ans dans la ville de New-York et le ministère américain de la santé estime que, dans cinq ans, les Etats-Unis compteront 145 000 malades (dont 3 000 enfants) avec plus de 55 000 décès par an, soit nettement plus que ceux qu'entraînent les accidents de la route (45 000 morts en 1985).

La France dénombrait au 31 mars, 707 cas, dont 320 décès, avec une progression continue de dix nouveaux cas par semaine. La plupart des malades sont homosexuels ou bisexuels (68 %), mais de 60 à 75 % des hémophiles ont été contaminés par leur traitement et la moitié des toxicomanes par leurs seringues. Selon les données des centres de transfusion (dépistage systématique des donneurs de sang) de 100 000 à 200 000 Français sont contaminés.

Ils sont deux millions aux Etats-Unis et plus encore en Afrique où la pauvreté des budgets de santé interdit pour l'instant la mise en place d'un dépistage protecteur. Le président Reagan vient d'adresser 2 millions de dollars à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour contribuer à cette mise en place. Cette somme est équivalente à ce que rapporte, par an, le revenu du brevet sur les tests de dépistage, revenus que se disputent Français et Américains.

« Plus que les accidents de la route »

Outre le poids de souffrances physiques et psychologiques qu'implique cette maladie, son impact économique pour les pays concernés est considérable, en raison même de sa gravité et de la mobilisation hospitalière et thérapeutique qu'elle implique.

Une étude portant sur les dix mille premiers cas enregistrés aux Etats-Unis indique que le coût de leurs soins s'est élevé à 6,3 milliards de dollars (44 milliards de francs), et que ceux-ci ont nécessité un million six cent mille journées d'hôpital, dans des services lourds, de réanimation souvent. Aux fins de comparaison, le coût total pour les Américains atteints du cancer du poumon s'est élevé à 1,6 milliard de dollars (soit quatre fois moins) et celui des accidentés de la route à 6,7 milliards de dollars.

A l'heure actuelle, le coût du SIDA a, à lui seul, atteint et même dépassé le coût total pour le budget de la santé des Etats-Unis de l'ensemble de toutes les maladies infectieuses.

En outre, 90 % des malades (et des morts) ont entre vingt et quarante-neuf ans. « *Jamais auparavant,* écrit un jeune médecin hospitalier américain, *nous n'avions vu autant de sujets jeunes, jusqu'alors en bonne santé, mourir aussi vite sans que la médecine, que nous pensions toute-puissante, puisse faire quoi que ce soit pour eux...* » Et il demande une formation spéciale pour les médecins résidents, confrontés à une situation de stress sans précédent, tant sur le plan technique que sur le plan psychologique.

Situation sans précédent également aussi pour les mutuelles et les compagnies d'assurances dont les représentants seront présents à Paris, comme ils l'étaient à Atlanta ou à Bruxelles aux autres congrès internationaux sur le SIDA. Plusieurs de ces compagnies (anglaises notamment) veulent exiger, avant d'accorder un contrat, la preuve que leur client n'a pas un test positif au virus. Devant les protestations d'ordre éthique que soulève cette décision, elles envisagent de constituer un *high risk pool*, ou fonds commun de réassurance, qui assumerait les quelques 150 000 dollars (1 050 000 F) que coûte en moyenne un malade atteint du SIDA (2).

La sombre perspective d'un demi million de malades répartis, dans cinq ans, entre l'Afrique, l'Amérique et l'Europe, sans compter les quatre à cinq millions de personnes contagieuses et dont on ne sait pas auront dans quelle proportion elles feront la maladie, justifie l'ampleur de l'effort scientifique entrepris pour mettre au point au plus vite, si cela se révèle possible, tant un vaccin qu'une thérapeutique efficace.

« Génocide en puissance »

En attendant cette victoire, à laquelle croient les chercheurs que nous avons interrogés, mais qui pourrait ne se produire qu'à échéance de cinq à dix ans, le seul élément positif réside dans la très faible contagiosité du virus, qui ne se propage que par le sang ou le sperme.

Le bilan qui vient d'être publié sur l'étude entreprise durant deux années chez tous les personnels soignants de Californie amenés à côtoyer journellement les malades atteints de SIDA est, sur ce plan, explicite. Sur les quelque mille personnes suivies mensuellement tant sur le plan clinique que sur le plan du dépistage, deux seulement ont présenté un test positif. Un accident s'était produit chez ces deux infirmières, qui avaient subi à la suite d'une erreur de manipulation une piqûre profonde par une seringue infectée ayant servi à prélever le sang d'un malade... Or ces hommes et ces femmes qui côtoient jour et nuit, avec un dévouement inouï, de grands malades, leurs crachats, leurs saignements, leurs plaies infectées, leurs diarrhées et leurs vomissements, sont à l'évidence plus exposés que quiconque dans la population...

Les cas de SIDA avéré observés en France concernent pour 68 % des homosexuels, pour 4 % des drogués, pour 3,6 % des sujets qui ont subi une transfusion contaminée et pour 0,5 % des hémophiles. La mise au point de tests de dépistage permettra de protéger dorénavant ces deux dernières catégories de victimes. La crainte du SIDA apportera peut-être aux drogués une raison valable pour, selon leur expression, « *s'éclater autrement* ». Les efforts de prévention que déploie la communauté homosexuelle internationale devraient permettre pour leur part – sinon de supprimer – du moins d'endiguer l'extension de la maladie.

La situation est malheureusement plus préoccupante en Afrique, où les femmes (et donc les enfants qu'elles portent) sont atteintes au même degré que les hommes. L'Afrique place dès lors tous ses espoirs dans la découverte d'un vaccin...

En ce qui concerne le continent noir, le terme de « *génocide en puissance* » utilisé dans les couloirs de l'Organisation mondiale de la santé n'est sans doute pas excessif, et il explique à la fois le geste du président Reagan et le projet de consacrer tous les bénéfices qui pourraient être tirés de tests ou de vaccins à un double objectif : l'amplification des recherches et l'aide à l'Afrique.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) Vingt-neuf pays adhèrent à présent au Centre collaborateur OMS sur le SIDA (la RDA, Israël et la Roumanie sont les derniers adhérents). Son dernier bilan épidémiologique vient d'être publié par les docteurs J.-B. Brunet et R. Ancelle (hôpital Claude-Bernard, à Paris).

(2) Cette somme représente le seul coût hospitalier moyen. Il faut y ajouter les soins à domicile, les médicaments divers, la mise en invalidité et, bien entendu, l'assurance-vie.

Le « Monde de la médecine », qui paraîtra exceptionnellement demain (daté 25 juin), publiera un entretien avec le professeur Luc Montagnier et le bilan épidémiologique de l'Organisation mondiale de la santé.

ÉDUCATION

LES RÉSULTATS DU CONCOURS GÉNÉRAL

• Près de la moitié des nominations récompensent la région parisienne
• Les vedettes de la province : les lycées Branly à Lyon et Georges-de-la-Tour à Metz.

La cuvée 1986 du Concours général confirme les tendances observées depuis plusieurs années. Les candidats ont été cette année encore un peu plus nombreux à se présenter (4 518 au lieu de 4 274 l'an dernier) et les lycées qui s'inscrivent habituellement en haut du tableau gardent la vedette. Ainsi, Louis-le-Grand de Paris, qui s'adjuge cette année treize mentions (six prix et sept accessits) devant le lycée Henri-IV et l'École de chimie de Paris, deuxièmes *ex aequo*. Vient ensuite le lycée international de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).

Sur cent quatre-vingt-une nominations, quatre-vingt-quatre récompensent des élèves de Paris (cinquante-trois prix et accessits) et de la région parisienne. En province, les lycées le plus souvent cités sont Branly à Lyon, Georges-de-la-Tour à Metz (cinq citations chacun), Pontus-de-Thiard à Chalon-sur-Saône, Carnot à Dijon et Pontonniers à Strasbourg. Parmi les lauréats les plus remarquables, on relève quelques brillants « cumulards », comme Julien Carmona, du lycée Victor-Duruy de Paris (second prix de français et d'histoire), et Stéphane Wandriesse, du lycée Rabelais de Meudon (troisième accessit en dessin et deuxième prix de musique). Il n'y a pas eu de premier prix en anglais, en espagnol, en sciences économiques et aucun prix en arabe.

Classes de première

COMPOSITION FRANÇAISE

1er prix : Hélène Frappat (1re A 1, Michelet, Vanves) ; *2e prix :* Julien Carmona (1re A 1, Victor-Duruy, Paris) et Isabel Violante (1re A 1, Pontonniers, Strasbourg).

ALLEMAND

1er prix : Kira Taszman (1re, Lycée international, Saint-Germain-en-Laye) ; *2e prix :* Stefan Ullrich (1re S, Lycée international de Ferney-Voltaire) ; Patrick Boeglin ((1re S, Montaigne, Mulhouse).

ITALIEN

1er prix : Isabel Violante (1re A1, Pontonniers, Strasbourg) ; *2e prix :* Frédérique d'Ascenzo (1re A, Voltaire, Paris) ; *3e prix :* non décerné.

PORTUGAIS

1er prix : Manuel Jorge (1re S, Camille-Jullian, Bordeaux) ; 2e prix : François Gomes (1re A, Molière, Paris) ; *3e prix :* non décerné.

RUSSE

1er prix : Pierre Toromanoff (1re S, Hélène-Boucher, Paris) ; *2e prix :* Fabienne Alcaraz ((1re S, Vaugelas, Chambéry) ; *3e prix :* non décerné.

ARABE

Aucun prix décerné.

ESPAGNOL

1er prix : non décerné ; *2e prix :* Divina Cabo (1re S, Lamartine, Paris) ; *3e prix :* non décerné.

ANGLAIS

1er prix : non décerné ; *2e prix :* Larisa Dryansky (1re A, licyée internatinal, Saint-Germain-en-Laye) ; *3e prix :* non décerné.

VERSION LATINE

1er prix : Jean Hadas-Lebel (1re S, Victor-Duruy, Paris) ; *2e prix :* Mathilde Catz (1re S, Henri-IV, Paris) ; *3e prix :* Eléna Zeiger (1re S, Jean-Moulin, Lyon).

THÈME LATIN

1er prix : Anne Pradoux (1re S, Blaise-Pascal, Clermont-Ferrand) ; *2e prix :* Christel Dabauvalle (1re S, Pothier, Orléans) ; *3e prix :* non décerné.

VERSION GRECQUE

1er prix : non décerné ; *2e prix :* Philippe Gensane (1re S, Jean-Lurçat, Perpignan) ; *3e prix :* non décerné.

HISTOIRE

1er prix : David Spector (1re S, Louis-le-Grand, Paris) ; *2e prix :* Julien Carmona (1re A1, Victor-Duruy, Paris) ; *3e prix :* Benoît Hazebrouck (1re S, Le Corbusier, Poissy).

GÉOGRAPHIE

1er prix : Pascal Poupet (1re S, Camille-Sée, Paris) ; *2e prix :* non décerné ; *3e prix :* Christophe Brulliard (1re S, Georges-de-la-Tour, Metz).

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

1er prix : non décerné ; *2e prix :* Laurent Frosi (1re B, Joffre, Montpellier) ; *3e prix :* non décerné.

CONSTRUCTION

1er prix : non décerné ; *2e prix :* Ludovic Demangel (1re F1, lycée technique Pierre-Mendès-France, Épinal) ; *3e prix :* non décerné.

MUSIQUE

1er prix : Marc Coppey (1re A, Racine, Paris) ; *2e prix :* non décerné ; *3e prix :* non décerné.

LE PROJET DE LOI DEVAQUET AU CONSEIL DES MINISTRES LE 11 juillet

Le projet de loi sur l'enseignement supérieur ne sera pas examiné par le conseil des ministres le 25 juin comme prévu, mais le 11 juillet. En effet, le Conseil d'Etat, qui n'a pas fini d'étudier le texte, a fait observer qu'il devait d'abord être soumis au Conseil supérieur de l'éducation nationale, ce qui sera fait le 2 juillet. Bien que ce ne soit pas obligatoire, il passera ensuite devant le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER).

On affirme, au ministère des universités, que ce retard ne devrait pas empêcher que le projet de loi soit discuté par le Parlement cet été.

Classes terminales

COMPOSITION FRANÇAISE

1er prix : Olivier Zegna (C, Saint-Exupéry, Lyon) et David Fontaine (A, Henri-IV, Paris) ; *3e prix :* non décerné.

PHILOSOPHIE (Série A)

1er prix : Julien Cueille (A, Edmond-Perrier, Tulle) ; *2e prix :* René Chiche (A, Charles-le-Chauve, Roissy-en-Brie) ; *3e prix :* Mathieu Potte (A, Le Pontel, Thiers).

PHILOSOPHIE (Séries B, C, D, E)

1er prix : non décerné ; *2e prix :* non décerné ; *3e prix :* Laurent Oules (C, Louis-le-Grand, Paris) et Séverine Lebre (B, Carnot, Dijon).

SCIENCES NATURELLES

1er prix : Karine Lignel (D, Le Parc, Lyon) ; *2e prix :* non décerné ; *3e prix :* Fabienne Trivi (D, Robert-Schuman, Metz).

SCIENCES PHYSIQUES

1er prix : Jean-Marc Daul (C, A.-Châtelet, Douai) ; *2e prix :* non décerné ; *3e prix :* Marc Czarnecki (C, Lakanal, Sceaux).

MATHÉMATIQUES

1er prix : David Harari (C, Louis-le-Grand, Paris) ; *2e prix :* Nathanaël Enriquez (C, Saint-Charles, Marseille) ; *3e prix :* Paul Broussous (C, Thiers, Marseille).

GÉOGRAPHIE

1er prix : Dominique Sanchez (C, Louis-Rascol, Albi) ; *2e prix :* Stéfane Fermigier (C, Louis-le-Grand) ; *3e prix :* non décerné.

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

1er prix : non décerné ; *2e prix :* Michel Ruis (B, Lycée international, Saint-Germain-en-Laye) ; *3e prix :* non décerné.

MUSIQUE

1er prix : Pierre Farago (A, Racine, Paris) ; *2e prix ;* Stéphane Wandriesse (B, Rabelais, Meudon) ; *3e prix :* non décerné.

ÉCONOMIE GÉNÉRALE OU ORGANISATION DE L'ENTREPRISE

1er prix : non décerné ; *2e prix :* Yves Giuliani (G2, Grand-Chênois, Montbéliard) ; *3e prix :* Christophe Dagues (G3, lycée d'Etat mixte, Montoise).

CONSTRUCTION

1er prix : non décerné ; *2e prix :* Jean-René Rouet (E, LEGT, Troyes) ; *3e prix :* non décerné.

CONSTRUCTION MÉCANIQUE

1er prix : Laurent Bizet (F1, Œhmichen, Châlons-sur-Marne) ; *2e prix ;* Michel Dorget (F1, Victor-Hugo, Besançon) ; *3e prix :* Xavier Balsegur (F1, Jules-Ferry, Versailles).

ÉLECTRONIQUE

1er prix : Jean-Pierre Martinez (F2, E.-Branly, Lyon) ; *2e prix :* Pierre Barnier (F2, E.-Branly, Lyon) ; *3e prix :* non décerné.

ÉLECTROTECHNIQUE

1er prix : Christophe Guillet (F3, E.-Branly, Lyon) ; *2e prix :* Christophe Issartel (F3, E.-Branly, Lyon) ; *3e prix :* non décerné.

GÉNIE CIVIL

1er prix : non décerné ; *2e prix :* non décerné ; *3e prix :* Patrick Fontbonne (F4, P.-Caraminot, Egletons).

PHYSIQUE ET ÉLECTRICITÉ

Pas de prix décerné.

CHIMIE

1er prix : Hervé Cantin (F6, Ecole nationale de la chimie, Paris) ; *2e prix :* Eric Leccair (F6, Ecole nationale de la chimie, Paris) et Franck Charpentier (F6, Lycée technique A.-Varoquaux, Toublaine).

BIOLOGIE

1er prix : non décerné ; *2e prix :* Corinne Bernard (F7, La Martinière-Duchère, Lyon)) ; *2e prix :* Guy Patra (F7, Ecole nationale de chimie, Paris).

SCIENCES MÉDICO-SOCIALES

1er prix : Séverine François (F8, Georges-de-la-Tour, Metz) ; *2e prix :* non décerné ; *3e prix :* Anne David (F8, La Martinière-Duchère, Lyon) et Nadia Taïbi (F6, Lycée Lumière, Lyon).

EQUIPEMENT TECHNNIQUE DU BATIMENT

1er prix : non décerné ; *2e prix :* Thierry Richard (F 9, Gustave-Eiffel, Talange).

MICROTECHNIQUES

1er prix : Patrick Oudoire (F 10, Diderot, Paris) ; *2e prix :* Frank Le Goff (F 10, Jean-Perrin, Saint-Ouen-l'Aumône) ; *3e prix :* Eric Marchand (F 10, Diderot, Paris).

INFORMATIQUE

1er prix : Lilian Prud'homme (H, Léonard-de-Vinci, Melun) ; *2e prix :* Frédéric Masson (H, Ecole nationale de commerce, Paris) ; *3e prix :* non décerné.

BIOCHIMIE

1er prix : Frédéric Mathis (F 7, Georges-de-la-Tour, Metz) ; *2e prix :* Jacques Mucciante (F 7, Georges-de-la-Tour, Metz) ; *3e prix :* non décerné.

CLASSES DE PREMIÈRE ET TERMINALE

1er prix : Sandrine Ramoin (terminale A, H-d'Estienne-d'Orves, Nice) ; *2e prix :* Valérie Sanetra (1re A, Jean-Jaurès, Montreuil, et Philippe Antheaume (1re A, lycée d'Etat, Gonesse).

REPÈRES

NUCLÉAIRE

Les retombées de Tchernobyl

Le travail a repris dans six fermes d'Etat proches de la centrale nucléaire de Tchernobyl, mais les ouvriers agricoles sont relevés tous les dix jours, indique la publication soviétique de langue anglaise *Moscow News*. Des pompiers américains de Schenectady, dans l'Etat de New-York, ont décidé de remettre à leurs collègues soviétiques une plaque rendant hommage aux six pompiers ukrainiens morts dans l'incendie de la centrale.

En Grande-Bretagne, la vente d'agneaux vient d'être interdite pendant trois semaines dans deux régions de l'Ouest du pays, parce qu'un taux anormal de césium a été détecté après le passage du nuage radioactif. En France, plusieurs milliers d'antinucléaires ont manifesté dimanche 22 juin à Saint-Jean-du-Doigt (Finistère) pour protester contre le projet d'implantation d'une centrale nucléaire.

IMMIGRATION

Signatures contre le projet de loi

Divers partis politiques, associations et mouvements se sont joints à l'appel contre le projet de loi sur les étrangers (*le Monde* du 20 juin). Les nouveaux signataires sont : France Pluriel, la Fédération des travailleurs africains en France, l'Association démocratique des Français de l'étranger, Génération 2 000, les Verts, le Parti communiste français, le PSU, le Fédération anarchiste, Droits socialistes de l'homme, la Ligue de l'enseignement, la Ligue communiste révolutionnaire, le Mouvement gaulliste populaire, le Mouvement des radicaux de gauche, la Nouvelle Action royaliste, la fondation Civisme et démocratie (CIDEM), le théâtre AIR, le SNES, l'Association française d'anthropologie, le Syndicat unifié des impôts, le conseil de la Communauté portugaise et le CEDETIM.

RELIGION

Le pape chez les drogués

Le pape a inauguré un centre de réinsertion de drogués, le samedi 21 juin à Rome, fondé par un prêtre italien, Don Mario Picchi. Des ambassadeurs, le ministre Giulio Andreotti, le maire de Rome et le président de la Fiat Giovanni Agnelli étaient venus marquer leur volonté de collaborer en faveur de la réhabilitation des toxicomanes. Jean-Paul II a insisté sur la responsabilité personnelle du consommateur de drogue : « *Personne ne pourra lui tendre la main s'il ne décide pas de la saisir avec la force de celui qui cherche à se sortir de l'eau.* » Il a surtout demandé un renforcement de l'information sur « *une tragédie qui s'étend dans une société si angoissée et si pauvre moralement* ». Médias, écoles, organisations humanitaires et familles sont invitées à coopérer davantage.

RECHERCHE

Le SGEN : pour le maintien des concours

A la suite de l'annulation par le Conseil d'Etat de l'élection du Comité national de la recherche scientifique (*le Monde* du 21 juin), le ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur a décidé d'interrompre les concours de recrutement des chercheurs, et de proposer une embauche temporaire aux candidats qui seront jugés aptes par des commissions d'experts. Le SGEN-CFDT vient d'écrire au ministre, M. Alain Devaquet, pour contester cette procédure. Il soutient que les jurys d'admission ont une existence légale indépendante du Comité national dont ils sont issus, et en veut pour preuve que, dans l'enseignement supérieur, des jurys convoqués pour octobre 1986 sont issus d'un conseil supérieur des universités dont l'existence légale cesse le 30 juin. Au contraire, « *les commissions d'experts que vous mettez en place n'ont aucune base légale ou réglementaire* », écrit le SGEN. Ce dernier rappelle aussi qu'il est de tradition « *qu'un concours se déroule selon les modalités annoncées* » et que les candidats seront donc fondés à se plaindre de la solution retenue. Le SGEN demande enfin au ministre de faire voter une loi de validation qui permettrait au Comité national de rester en fonctions jusqu'à de prochaines élections.

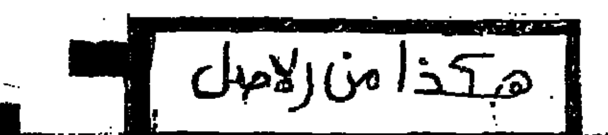
VIEILLESSE

La doyenne avait cent douze ans

La doyenne des Français, Mme Eugénie Roux, s'est éteinte, samedi 21 juin, à son domicile du quartier de Montchat à Lyon. Elle avait cent douze ans.

Née le 24 janvier 1874 dans le Jura, quatre ans après la chute de Napoléon III, Mme Roux était retraitée du ministère de l'agriculture. Ses obsèques seront célébrées le 24 juin.

OPERATI
POUR
A DEM
CO
LES R
VOS EN
DE



OPERATION **SECURITE VOLVO**



DANS LE CADRE DE L'ANNÉE EUROPÉENNE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

POUR LA PREMIÈRE FOIS VOLVO AVEC RTL A DEMANDÉ AUX JEUNES COMMENT RENDRE LES ROUTES PLUS SÛRES.

VOS ENFANTS VOUS PARLENT DE LEUR SÉCURITÉ.

Et des idées, ils en ont : nous avons reçu 5600 propositions concrètes pour améliorer la sécurité sur la route! Difficile après cela de continuer à parler de manque de maturité chez les jeunes conducteurs. Ces filles et ces garçons qui ont répondu à l'initiative de Volvo avec RTL ont entre 14 et 18 ans. Ce sont eux qui seront sur les routes demain. C'est assez rassurant.
4 grandes priorités, parmi les mesures existantes, ont été largement plébiscitées : la lutte contre l'alcoolisme au volant, le port obligatoire de la ceinture de sécurité, celui du casque pour les motards, la limitation de vitesse sur route et autoroute.

En plus de ces mesures, Volvo avec RTL a demandé aux jeunes d'imaginer celles qui, selon eux, pourraient rendre les routes plus sûres. 4 idées fortes se dégagent :

- l'amélioration technique des véhicules, pour .... 38 %
- un meilleur contrôle des véhicules et des conducteurs, pour .... 37 %
- un meilleur aménagement du réseau routier, pour .... 26,1 %
- une formation et un permis de conduire plus efficaces, pour 20,5%

Parmi les 5600 réponses, 10 propositions ont particulièrement séduit le Jury de l'opération Sécurité Volvo/RTL.

VOICI LES NOMS DES DIX GAGNANTS ET LES MESURES QU'ILS PRECONISENT. POUR EUX ET POUR LES AUTRES :

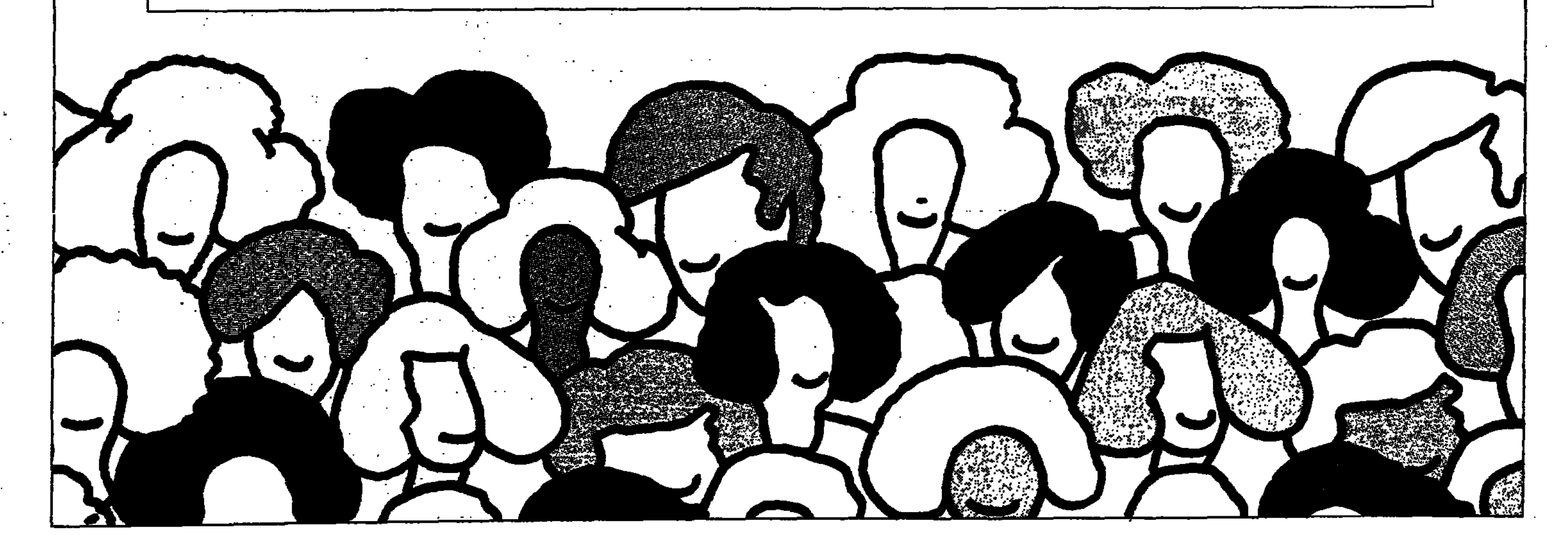
LE VEHICULE
- Jean-François TROCHON 08200 SEDAN : un système sonore associé au volant qui permette de "diagnostiquer" l'état physique du conducteur (fatigue, alcool) par simple pression tactile.
- Étienne LAURENT 88380 ARCHES : le bouclage de la ceinture de sécurité du côté de la portière et adaptation d'une barre verticale entre les deux sièges qui pourrait servir d'arceau de sécurité.

LA FORMATION
- Hervé RODRIGUEZ 58000 NEVERS : incorporation au permis de conduire d'un examen de pilotage de nuit et sur routes difficiles.
- Liliane RASZUL 59163 CONDE/ESCAUT : établir des cours obligatoires de sécurité routière par la Gendarmerie Nationale dans les lycées et collèges.
- Philippe MARTIN 56000 VANNES : une réforme globale du permis de conduire par étapes correspondant à la puissance développée et associée à des contrôles de la santé du conducteur et de l'état du véhicule.

LA REGLEMENTATION
- Mario VEZIN 37700 ST-PIERRE-DES-CORPS : créer un adhésif à appliquer sur le côté du casque comportant l'identité et le groupe sanguin du motocycliste.
- Orith-Hellen CHEMOUNI 95200 SARCELLES : instaurer la surveillance des sorties d'écoles par les écoliers eux-mêmes.
- Chrystel SGARO 62730 MARCK : un baudrier fluorescent obligatoire pour les cyclistes, cyclomotoristes et piétons circulant la nuit.

L'INFRASTRUCTURE ROUTIERE
- Johanne SEBAG 75006 PARIS : délimiter les côtés des routes nationales par des bandes réfléchissantes.
- Ludovic LANGLOIS 76450 CANY-BARVILLE : installer des ralentisseurs à l'approche des carrefours pour obliger l'automobiliste à réduire sa vitesse.

Cette opération nationale, menée par Volvo avec RTL, a révélé que les jeunes sont aujourd'hui plus sensibles aux arguments touchant la sécurité, la fiabilité ou la longévité qu'à l'attrait de la vitesse. Quand on s'appelle Volvo, on ne peut qu'approuver.



culture

La Fête de la musique entre le Mundial et l'orage

L'orage et le Mundial ont donné un caractère particulier à la Fête de la musique que célébraient des milliers de professionnels et d'amateurs, samedi 21 juin, dans toutes les villes de France et dans le monde entier.

A Paris, M. François Léotard, reprenant une tradition établie par son prédécesseur, a fait dans l'après-midi la tournée de différents lieux qui allaient accueillir les festivités : musique de chambre pour les malades de l'hôpital Laennec, Vivaldi joué par soixante enfants dans les jardins du Luxembourg, chœur de l'Opéra de Paris sur le parvis du palais Garnier. Dans les églises aux portes grandes ouvertes, les passants venaient s'abriter de la canicule en écoutant Bach. Un carnaval antillais s'ébranlait dans la joie porte Dorée.

A l'heure du match, néanmoins, les rues étaient quelque peu désertées et les passants restaient agglutinés à la terrasse des cafés devant les postes de télé. Après la victoire de la France sur le Brésil, l'allégresse éclatait dans les rues avec une telle violence que la musique, particulièrement sur les grandes artères, fut souvent réduite au silence. A la Bastille, des dizaines de stands de merguez-frites se révélaient inutiles. Au Trocadéro, ronronnaient surtout les cars de touristes. A Saint-Germain-des-Prés, la traditionnelle fanfare des Beaux-Arts, seule, se produisait. Au siège de la direction de la musique, rue Saint-Dominique, dès 23 heures, les bouteilles de champagne étaient vides et un unique permanent veillait.

Même scénario en province, comme nous le signalent quelques-uns de nos correspondants. Au Havre, où six cents instrumentistes devaient participer à la création d'une œuvre géante de Pierre Gaudin, une pluie diluvienne a tout annulé. En Argentine, enfin, qui se joignait pour la première année au grand concert mondial, la Fête de la musique est restée introuvable.



PHOTO MARC ENGUERAND

Treize heures de guitare pour voir le jour se lever sur la tour Eiffel

PARIS : le carnaval des supporters

Pluie de confettis verts, maquillages bleu blanc rouge et concerts de klaxons... De l'Hôtel de Ville à l'Etoile, la Fête de la musique a été un immense carnaval de supporters, fendant les rues de banderoles, de cris et de hourrah cocardiers. « *On va brûler un cierge pour que la France gagne en demi-finale* », proposait un mari à son épouse, en franchissant la nef de l'église Saint-Leu-Saint-Gilles, rue Rambuteau. Curieuse ambiance aux Halles. Patriotes à la coupe iroquois, copines bondissantes, tous applaudissaient le passage des voitures bardées de drapeaux, déchirant une foule surexcitée. La rockeuse, plantée devant une poissonnerie normande, avait beau s'égosiller, son *la* ne passait pas. La Fête de la musique faisait penser à une petite fille qui n'arrête pas de boire la tasse, à un chanteur qui attend éternellement son tour. On regardait les musiciens, on ne les écoutait pas. Les voitures toussaient de joie, écrasant les malheureuses flûtes incas de pin-pon et de vroum-vroum épuisants. C'était la libération à Daytona-Beach, un samedi soir gros comme dix samedis soir, un torrent de bière et de folie.

Sur l'avenue des Champs-Elysées, les bras des « fans » enveloppaient les réverbères parce qu'on voulait, tendu vers le ciel, décrocher le fanion de la victoire.

Autour, des paquets de touristes ébahis, des enfants aspirés par un vent rageur. La journée caniculaire explosait. On tapait sur des casseroles, on s'enfournait dans le dernier métro en mâchonnant hamburgers et rengaines franchouillardes. Les marcheurs fous eurent raison de la fête. On a vu des punks faire le petit train devant un îlot de tam-tams, des partitions s'envoler et des piétons presser leurs avertisseurs à poire.

Au milieu de ce délire cocardier, quelques filets d'émotion : le gros camion des Restos du cœur avançant comme un paquebot fatigué dans la rue de Rivoli, des petits garçons aux Halles : « *Coluche est mort, vive Coluche !* », un clochard chantant du bel canto près du BHV, un guitariste de la station Concorde qui, à 1 heure, n'avait récolté que 4 francs. Sourires fugitifs, étrangers à cette formidable pression, qui ne fut, au dire d'un supporter, qu'un léger frémissement. « *La vraie fête, c'est mercredi prochain...* »

LAURENCE BENHAIM.

La trêve

A 22 h 7, boulevard Saint-Michel, rien ne bougeait. Des grappes humaines, agglutinées à la terrasse de quelques cafés, regardaient fixement la télé. D'autres étaient penchées sur un récepteur posé au sol. D'autres encore s'étaient répandues jusqu'au sommet des lampadaires. Tous, en chœur, brusquement, hurlaient.

A 22 h 42, les terrasses s'étaient vidées, une contrebasse avait remplacé la télé, les trottoirs ondulaient sous la foule, les corps ne cessaient plus de bouger. Depuis la Closerie des Lilas jusqu'au bout de la rue Saint-Denis, la musique – du rock et du blues en français à l'amorce d'un carnaval brésilien et à Debussy à quatre mains dans une église – allait suffire à fêter la victoire.

Si cette Fête de la musique a un sens, c'est évidemment dans des quartiers comme celui-là qu'elle peut au mieux l'exprimer. Il faut des jeunes pour danser sans transpirer, pour larguer les amarres sans vulgarité. Il faut de belles Américaines bronzées pour rendre le port du short supportable. Il faut des immigrés pour crier des « on a gagné » qui ne peuvent pas être mal interprétés. Il faut des Noirs, beaucoup de Noirs, pour faire exploser le rythme sans donner l'impression de se défouler.

« *Je ne suis qu'un minable étudiant* », disait ce grand sorcier mauritanien officiant devant des tambours crépitants, sur le flanc de la fontaine Saint-Michel. Tout en parlant de Camus et de Saint-Exupéry, il dessinait, tantôt fauve, tantôt gallinacée, des pas compliqués, des figures aériennes, puis s'interrompait pour bien montrer qu'il n'était pas ensorcelé. Redevenu homme, il nous glissait : « *Quelle drôle d'invention que votre Fête de la musique... Chez nous, on joue et on danse tous les soirs.* »

ANNE REY.

DANEMARK : l'année prochaine, peut-être...

Pour la troisième fois, le Danemark a figuré officiellement sur la liste des nombreux pays qui ont célébré la Fête de la musique le 21 juin. Cependant, cette participation, en dépit d'un progrès très net sur 1984 et 1985 et de signes encourageants pour l'avenir, n'a encore été qu'assez modeste.

A Copenhague, les quelques rares manifestations ont eu lieu essentiellement dans le centre, à l'intérieur du périmètre étroit des rues piétonnières. Le plus audacieux des amateurs à s'y produire aura sans doute été un ténor léger au beau velouté, campé pour pousser la note devant la poste centrale. Quant à la municipalité, elle a patronné un concert d'instruments à vent de la Renaissance dans une cour de l'Ecole des beaux-arts.

S'il fallait décerner la palme du succès 1986, elle devrait plutôt revenir à la province, et plus spécialement à la ville de Silkeborg en Jutland, théâtre d'une véritable explosion de jazz, où se sont fait entendre une vingtaine de groupes, certains jouant sur des barques rétro qui sillonnent la Gudenaa, la rivière la plus pittoresque du royaume.

Mais, malgré tout, comparé à ce qui s'est déroulé dans d'autres régions d'Europe, le bilan reste maigre. Le Danemark est pourtant loin de manquer d'intérêt pour la musique, au contraire, on n'y compte plus les chorales, les fanfares, les formations de majorettes, les cours largement subventionnés par les communes où il est possible à tous d'apprendre à jouer d'un instrument, du piano à la guitare électrique. Mais, à cette latitude, les idées inspirées du dehors sont souvent lentes à se frayer un chemin, au sein d'un public habitué à se mouvoir dans un cadre superorganisé où tout doit être prévu en détail longtemps à l'avance.

Le vendredi 20 juin, la radio nationale danoise avait consacré à la Fête de la musique une longue émission où le conseiller culturel de l'ambassade de France, M. Chantefort (un nom prédestiné), avait évoqué les expériences déjà faites un peu partout les 21 juin précédents. Mais n'était-ce pas un peu tard ? D'autant plus que les autres médias, principalement la presse écrite, courroie de transmission indispensable, n'avaient pas soufflé mot pour ainsi dire, de l'événement, qui leur avait pourtant été signalé. Il faut souhaiter qu'un réveil s'opère à temps en 1987, afin que la Fête de la musique puisse constituer au Danemark un prélude tout trouvé aux festivités, ultratraditionnelles celles-là, de la Saint-Jean scandinave (23-24 juin).

CAMILLE OLSEN.

« Halle that jazz »

Miles Davis avait marqué en juillet 1985 la rencontre magique du jazz et de la grande halle de la Villette. « Hall that jazz » – c'était le nom donné à ce rendez-vous – revient cette année avec un programme réparti sur deux jours. Vendredi 4 juillet seront présents : McCoy Tyner trio, Freddie Hubbard, Joe Henderson et Archie Shepp; à partir de minuit, Eddie Palmieri et Eddy Louiss animeront un bal. Samedi 5 juillet, l'affiche réunira Wayne Shorter, Daniel Humair, Jean-François Jenny Clark, Larry Schneider, John Lurie et The Lounge Lizards.

STRASBOURG : brèves rencontres

Cette année, à 20 heures, Strasbourg avait voté pour ses pantoufles : le foot d'abord, après on verrait.

Place Broglie, devant le podium de l'APRA (Association pour la promotion du rock en Alsace), c'est l'ambiance des retours de piscine. Moyenne d'âge quinze ans, devant quelques musiciens ahanant sur deux guitares électriques. On joue les badauds, on se salue. Première étape désinvolte. Amoros tire, mais passe à ras du poteau droit.

Place Kléber, il n'y a encore rien. L'ambiance hamburgers du samedi soir attend le chaland. Rares même sont les voitures. Les groupes furètent, s'interrogent. « *Il paraît qu'il n'y a personne à la cathédrale !* » « *A l'Opéra, tout à l'heure, on nous promet des airs...* » Dix-septième minute : Careca conclue l'attaque Muller-Junior, Bats ne peut rien faire, la France encaisse.

Alors on attrape au passage, par la fenêtre ouverte, la musique d'un autoradio. Radio France-Alsace retransmet toute la fête : à la MJC de la Meinau, soixante musiciens de jazz doivent se succéder. Mais l'animateur est interrompu : Platini a forcé le destin, les Français égalisent à la quarante et unième minute. On crie autour des voitures.

Deux violoncelles bavardent

Direction la cathédrale. Les rues s'emplissent petit à petit. Les bruits courent : « *Le rock place Gutenberg, c'est plutôt style french-cancan.* » « *Oui, mais ils racontent le match entre les morceaux...* » Devant la cathédrale, Claude Lergenmuller, musicien-équilibriste, est en train de monter les grandes tubulures de son portique. Sous le portail nord de la façade, on fait demi-cercle autour d'une chorale. Près du transept nord, deux violoncelles bavardent. Au portail sud, la foule glisse vers le château des Rohan. Le premier succès populaire, il est là, dans une cour d'honneur offerte à la foule des grands jours : métaux, cuirs et bois, ce sont les Percussions de Strasbourg. Bats fauche Zico, écope d'un pénalty, mais l'arrête. On a eu chaud.

Alors, on déambule dans les petites rues piétonnières. Un groupe de rock, quelques guitares devant les terrasses des bistrots. A la Petite France, autour des maisons à colombage, la foule s'est enfin décidée, apprend-on d'une oreille. Et de l'autre, qu'il faut jouer les prolongations.

Passage à l'Opéra, dans la fraîcheur de la grande salle rouge et or. En tenue de ville, visiblement amusés, les chanteurs se succèdent près du piano pour interpréter Verdi ou Rossini. On calcule sur sa montre : et il faut expliquer aux néophytes que le match n'est pas fini, que dix coups de pied décident maintenant de la couleur de la joie.

Onze heure moins vingt. Les pantoufles ont sauté en l'air. Strasbourg enfin descend dans la rue. Coups de klaxon, cris, groupes en délire. La place Kléber fait le plein. Le rock se marie au hamburger, et l'on danse la victoire.

Quelque part, un musicien désabusé range sa flûte.

JACQUES FORTIER.

LILLE : Opéra, dernier round

Le promeneur avait beau errer au long des places et des rues piétonnes du centre-ville, il n'allait pas retrouver à chaque pas ces artistes d'un soir qu'il avait découverts l'année précédente au détour d'une rue ou au bord d'un trottoir, qui grattant la guitare, qui soufflant dans l'harmonica, qui encore s'en donnant à cœur joie sur une batterie. Certains étaient là, bien sûr, mais une fois le dernier tir au but encaissé à quelques milliers de kilomètres de là, ils n'étaient plus tout à fait les héros de la fête...

Malgré tout, le miracle de la Fête de la musique avait eu lieu quelques heures plus tôt. Avec Ravel et les chants-poèmes catalans interprétés au Palais des Congrès par l'Orchestre de Lille, sous la direction de Jean-Claude Casadesus, et le chanteur Lluis Llach en prélude à une tournée qui les conduira de Paris (le Zénith, le 24 juin) à Barcelone (les 30 juin et 1er et 2 juillet) en passant par Pau (le 26) et Toulouse (le 27). Et tout autant avec l'Opéra de Lille qui accueillait, toutes portes ouvertes en cette première soirée d'été, la foule des grands jours sous ses lambris dorés et le regard de ses angelots joufflus. Lieu prestigieux qui, s'ouvrant ainsi à la ville, semblait retrouver vie et pleine splendeur : peut-être une façon de dire à chacun « regardez cet opéra aujourd'hui menacé (*le Monde* du 24 mai), regardez comme il vit et comme il respire ! ». Pour le dire encore plus fort, il rivaliserait même en décibels avec les groupes de rock qui se produisaient de l'autre côté de la Grand'Place, en diffusant par haut-parleur des œuvres de Mozart, Beethoven et Rossini interprétées par les musiciens, les chanteurs de l'Opéra et le collège instrumental de Bruges, invité du jour.

Il est vrai qu'avec la nuit les rockers pouvaient espérer reprendre pleinement le terrain. Mais les lois du football allaient en décider autrement et les tricolores leur ravir la vedette à des milliers de kilomètres de là.

JEAN-RENÉ LORE.

BREST : kenavo-rock

Ploudaniel était une des rares communes de l'arrière-pays brestois à célébrer la Fête de la musique. Une fête du rock, animée par des groupes amateurs qui se sont succédé sans relâche jusqu'à 3 heures du matin dans la salle omnisports.

« *On a fait ça,* soulignait Daniel Loaëc, président de l'association Sports, loisirs, détente, *pour les petits orchestres qui foisonnent dans la région, mais ne jouent que dans les garages et, à la limite, dans un bar ou un bal. La musique, par ici, c'est avant tout le rock. Ainsi, on a été obligé de limiter le plateau à dix groupes. On aurait pu en avoir quinze.* »

Aussi, cette fête avait-elle des allures de mini-festival avec ses valeurs sûres, ses nouveautés, ses odeurs de frites et de merguez, son service d'ordre, sa « sono qui crache », ses coiffures punk pour faire plus vrai et, au fond de la salle, tout de même quelques parents. A l'affiche : *Kerazan* (rock breton), *Opium Nocturne* (new wave), *Kommando Syncope* (punk), etc.

La mairie avait donné son feu vert. Mais elle ne s'était pas trop engagée financièrement en octroyant aux organisateurs une somme de 750 francs sur un budget de 7 000 francs que l'on prévoyait d'équilibrer grâce à la recette des buvettes. « *C'est la fête de la musique,* précisait Daniel Loaëc. *Pas question de faire payer l'entrée. On souhaite simplement rentrer dans nos frais dus à la location de la sono et au buffet campagnard offert aux groupes.* »

A Brest, le rock constituait aussi l'événement de cette fête des musiciens, bâtie comme un tremplin pour les groupes locaux décidés à créer une association comprenant un centre de ressources (instruments, sono), des locaux de répétition, un service de promotion et, pourquoi pas ? un studio d'enregistrement.

GABRIEL SIMON.

Un chef japonais remporte le concours Malko

Le premier prix du 8e concours Nicolaï Malko, d'un montant de 4 000 dollars, réservé aux jeunes chefs d'orchestre de moins de trente-et-un ans, a été attribué à Copenhague au Japonais Kazafumi Yama Shita. C'est un Néerlandais, Jules Von Essem, qui a remporté le deuxième prix, ainsi qu'un prix spécial couronnant le candidat le plus apprécié des musiciens de l'orchestre symphonique de la radio danoise, qui ont participé, comme à l'ordinaire, à toutes les épreuves imposées aux concurrents. Le troisième prix est allé à Nicoletta Conti (Italie), la première femme qui ait réussi à être finaliste de ce concours qui a lieu tous les trois ans et a été créé en 1965 par la veuve du chef Nicolaï Malko (décédé en 1961). Ce dernier contribua à mettre sur pied, vers la fin des années 20, l'Orchestre symphonique de la radio danoise dans sa forme actuelle, avant d'aller terminer ses jours aux Etats-Unis.

Cette année, le jury avait sélectionné vingt-sept candidats appartenant à dix-huit nations. Les participants français se sont fait éliminer le premier jour.

C.O.

Le vent de l'amitié aux Journées Brassens

Les Journées internationales Georges Brassens qui se sont déroulées à Sète, la ville natale du poète, du 16 au 22 juin, ont le privilège de ne pas ressembler à un autre de ces innombrables festivals où l'on décerne prix et médailles.

Certes, ces rencontres annuelles sont en principe destinées à donner un coup de projecteur sur un chanteur (Karim Kacel), un cinéaste (Denys Arcand pour *le Déclin de l'empire américain*) et un écrivain (Pierre Berruer pour *Le bon Dieu n'a pas d'oreille*). Mais dans une région de soleil, de contrastes et de joie de vivre, l'essentiel n'est pas là. Ce qui importe c'est une disposition d'esprit, c'est la liberté et l'amitié telles que les concevaient Brassens. Artistes (Richard Berry, Moustaki, Charlélie Couture, Bécaud), écrivains (Yves courrière, Robert Sabatier), cinéaste (Claude Lelouch) étaient simplement là heureux d'être ensemble, libres ou plutôt indépendants dans le sens où personne ne demandait de compte à qui que ce soit. Des colloques, peut-être mémorables, auraient pu s'y dérouler. Mais tout demeurait suspendu en l'air. Avec beaucoup d'humour et un peu d'insolence. Et le désir d'écouter les autres, de laisser courir un vent de légèreté.

C. F.

Aux Fêtes musicales de Touraine

Richter décevant Scott Ross lumineux

Les Fêtes musicales de Touraine ont désormais pour cadre deux granges, l'une du treizième siècle, l'autre, récemment construite à son exemple. Dans l'une jouait ce week-end un pianiste soviétique ; dans l'autre, un claveciniste américain.

A quelque 20 kilomètres de la Grange de Meslay, dans le repli d'un vallon de la plaine tourangelle, une autre grange a été construite à son exemple par un amateur d'art pour servir d'écrin à un orgue extraordinaire du siècle d'or espagnol de la région de Burgos, prise de guerre des troupes de Napoléon et envoyé en France dans des caisses où on l'oublia. Acheté lors d'une vente aux enchères, il trône maintenant, scintillant comme un autel baroque, sous les voûtes de bois à trois nefs de la Besnardière, qui le mettent dans une perspective idéale.

C'est là que Sviatoslav Richter a choisi de donner deux récitals pour les Fêtes musicales de Touraine. Devant un millier d'amis, venus pour l'occasion de nombreux pays, le grand pianiste russe, toujours très grave et cérémonieux, joue, sur un Yamaha un peu lourd, trois sonates de Josef Haydn (en la bémol, en do et en mi bémol). Honneur redoutable qui semble assimiler le maître épisodique de Beethoven à son élève. Chacune de ces sonates a du charme, une grâce mélancolique, de la vitalité et, sur la dernière, règne un sentiment préromantique assez fort.

Mais ainsi jouées ensemble, avec toutes leurs reprises, elles tendent à se neutraliser, et l'on n'en peut plus d'entendre toutes ces formules, ces sages variations brodées, ces arpèges et ces trilles ; malgré des prodiges de sonorité et le caractère qu'il donne à chaque détail, Richter semble d'ailleurs davantage « lire » ces sonates que les interpréter, et l'on ne ressent pas ce magnétisme intime par lequel il transfigure les œuvres où il s'engage pleinement.

Les Fêtes musicales de Touraine se consacrent cette année aux « musiques de cour », ce qui a permis de rameuter la foule des mélomanes (et de combler les trous budgétaires creusés l'an passé par un programme de musique contemporaine). Le soir, nous nous retrouvions à Mesley dans la « grange mère » du treizième siècle pour un récital de Scott Ross.

Le claveciniste américain blond et barbu, en pull-over et pantalon blancs, jouait Couperin, Rameau, Haendel et Scarlatti sur un délicieux instrument de Reinhard von Nagel. Et cette musique semblait tellement plus libre, fraîche et spirituelle que les détours alambiqués des sonates de Haydn ! Les portraits si ressemblants — on en est sûr — et malicieux de Couperin, les nobles déploiements de Rameau et son tempérament vigoureux, la grande sagesse harmonieuse de Haendel, le lyrisme pétillant, les voix intérieures de Scarlatti qui semble capter dans ses pluies d'or toute la beauté éparse du monde, tout cela passait à travers le jeu très sobre de Scott Ross, ce flot limpide où chaque note a un goût de miel, où tout est si parfaitement assimilé, et accentué avec tant d'esprit, qu'on pénètre jusqu'au cœur de rêves transmués en musique.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Les Fêtes musicales de Touraine se poursuivent cette semaine avec Natalia Gutman et Richter (le 26 juin), les Arts florissants (le 27), Richter encore et le Linde Consort (le 28), William Christie et le Concerto vocale de René Jacobs, qui interprétera *Xerse* de Cavalli (le 29).

« Uncas », de François-Bernard Mâche

Les claviers parlants

La dernière œuvre d'un indépendant, attentif à sauvegarder tous les systèmes sonores, y compris celui des langues mortes ou moribondes.

Non seulement, la tribu des Mohicans a disparu depuis longtemps, mais encore il paraît que la race des lecteurs du roman de Fenimore Cooper est, à son tour, en voie d'extinction.

Aussi François-Bernard Mâche croit-il devoir préciser que le nom de sa nouvelle œuvre, *Un cas*, n'est autre que celui du dernier des Mohicans, car *« Il symbolise ces peuples qui, comme les espèces animales, d'année en année, disparaissent du monde et les appauvrit, tandis que leur langue meurt avant eux. Or, chaque langue est un système sonore porteur d'une musique spécifique, qui est tout autre chose que les signes dont s'occupent les linguistes. »*

Agrégé de lettres classiques, ce compositeur né en 1935 connaît le fragile pouvoir des langues qu'on se résigne difficilement à déclarer mortes. Celles qu'il utilise dans sa composition sous forme de brèves citations, le dargwa, l'eskimo, le lude et sept autres encore, ne laisseront pas de traces aussi durables que le grec ou le latin, mais, étant encore parlées, elles offrent sur ces dernières l'inestimable avantage musical de posséder encore une réalité sonore.

Parmi les traits distinctifs de François-Bernard Mâche, on relève généralement la place accordée aux modèles naturels — bruits, sons, langages, chants — enregistrés sur le vif, et souvent diffusés au cours de l'exécution de l'œuvre qui s'en inspire.

L'auteur peut ainsi comparer le matériau élémentaire et son imitation plus ou moins libre ou serrée. Le procédé n'est pas sans danger, car l'anecdotisme menace toujours ; il faut un temps d'accoutumance lorsqu'on a compris que l'instrument suit ou reproduit les inflexions d'une phrase parlée, pour discerner que ces effets successifs sont au service d'une conception supérieure, qu'ils empêchent d'apercevoir si on s'y attache trop.

On découvre alors une poésie sonore d'une fraîcheur rare, qui oblige à une attitude d'écoute débarrassée d'emblée des critères traditionnels : les instruments semblent parler et les paroles se mettent à chanter.

Il y a pourtant une nouveauté purement technique dans cette œuvre, sans laquelle elle ne serait pas ce qu'elle est, mais qui n'en résume pas l'originalité. Grâce à de petits disques où sont consignées un certain nombre de données, les deux solistes (qui jouent sur des claviers électroniques) peuvent faire dire à chaque touche une syllabe parlée, choisie parmi celles des mots dont on avait entendu auparavant l'enregistrement original.

Le compositeur peut ainsi faire arpéger les paroles, raccourcir ou prolonger les syllabes, avec toute la vélocité du jeu pianistique. Pour obtenir jusqu'à présent un tel résultat, on devait mettre bout à bout d'infimes fragments de bandes magnétiques. Les échantillonneurs Mirage apportent donc une révolution considérable pour la production en direct de ce qui relevait autrefois du montage en studio.

Au programme de l'ensemble 2e2m au cours duquel *Uncas* a été créé figurent plusieurs œuvres. Il faut signaler *Bouts rimés, burinés*, de Jean-Marc Singier (né en 1954), pour clarinette seule, joué par Michel Arrignon. Avec une grande économie de moyens et un sens aigu du développement, le compositeur part d'un climat rythmique obstiné et nerveux, pour déboucher insensiblement sur des phrases plus amples, dans une tout autre atmosphère. Ainsi l'auditeur, qui n'attendait qu'un solo comme il y en a tant, mesure rétrospectivement le chemin parcouru, et conclut qu'il s'est passé quelque chose. Cela n'est pas si fréquent.

Des trois courtes pièces de Donatti, *Still*, pour soprano coloratur et six instruments, est la plus singulière. Il s'agit d'une paraphrase sur deux mots de *la Flûte enchantée*, qui s'achève par un clin d'œil aux vocalises de la Reine de la nuit, et dont l'écriture arachnéenne exerce une véritable fascination. Liliane Mazeron chante cette page avec une aisance confondante.

Le concert, qui comportait en outre des pages de Jean Barraqué, Karl Ruggles et Guy Reibel, sera diffusé sur France-Musique le 23 juin, à 20 h 30.

COMMUNICATION

La réforme de l'audiovisuel

Le CNCA amende le projet du gouvernement

Le Conseil de la communication audiovisuelle (CNCA) est l'une des rares institutions héritées de la loi de juillet 1982 qui ait trouvé grâce auprès du nouveau pouvoir puisqu'il voit son existence reconduite dans le projet de loi sur la communication. Cela n'empêche pas ce mini-Parlement — représentant les mouvements syndicaux, associatifs, spirituels et professionnels — de se montrer critique envers la politique du ministre de la culture et de la communication. Dans un rapport remis le 20 juin au président de la République, le CNCA exprime *« ses inquiétudes et ses réserves »* sur la privatisation de TF 1, de Télédiffusion de France et de la Société française de production (SFP).

Toutefois, le CNCA se garde d'entrer dans la polémique politique. Il entend défendre quelques grands principes qui lui semblent faire aujourd'hui consensus à droite comme à gauche : la défense de la production nationale, l'équilibre entre secteur privé et service public, la liberté des télévisions et l'indépendance de l'autorité chargée de garantir cette liberté. C'est au nom de ces principes que le Conseil se permet de proposer quelques amendements au projet de M. François Léotard : maintien des obligations des chaînes envers la SFP et des coproductions cinématographiques; limitation du volume publicitaire, affectation du produit de la vente de TF1 à l'industrie de programmes. Autant de contrepropositions qui, sans remettre en question les objectifs du projet de loi, cherchent à en atténuer les effets les plus dérégulateurs. Dans le même esprit et pour éviter que le système audiovisuel ne soit remis en question à chaque alternance politique, le CNCA souhaite le maintien de la Haute Autorité, le renforcement de ses pouvoirs, la démocratisation de sa composition et son inscription dans la Constitution.

Au-delà de ces propositions, le grand intérêt de ce rapport est qu'il s'appuie sur une copieuse étude de l'avenir économique de l'audiovisuel. La France peut-elle s'offrir six chaînes de télévision auxquelles s'ajouteraient des stations locales constituées en réseau, le câble et le satellite ? *« Equilibre très instable »*, diagnostique l'étude qui présente plusieurs simulations à partir de l'évolution des sources de financement. Dans l'hypothèse considérée aujourd'hui comme la plus plausible (baisse de plus de 20 % de la redevance et un investissement publicitaire doublant en quatre ans), TF1 privatisée et A2, chaîne de service public se tirent d'affaires en 1990 avec des bénéfices de plus de 200 millions de francs. La « 5 » (— 15 millions de francs) et FR 3 (— 68 millions de francs) sont encore dans le rouge. TV 6 et tous les autres ne semblent avoir aucune chance de salut. Seul Ccanal Plus, qui ne dépend que de ses abonnements, afficherait une santé florissante (1,4 milliards de bénéfices).

L'étude précise que l'équilibre obtenu par TF 1 et A 2 risque de se faire aux dépens de la création française. Pour contenir les charges dans une limite compatible avec une marge bénéficiaire, les deux chaînes n'auront pas d'autres moyens que de réduire légèrement leurs dépenses de programmes (— 5 % en quatre ans selon le rapport). L'évolution est surtout sensible pour la chaîne privée qui devra *« choisir entre une rapide rémunération des actionnaires et l'investissement dans la production »*. Les auteurs soulignent que si TF 1 passe 100 heures à 200 heures de fiction originale, elle ampute des deux tiers son bénéfice d'exploitation. Pour sortir de l'impasse, le rapport recommande un maintien du taux actuel de la redevance et une sensible augmentation des tarifs publicitaires des chaînes de télévision.

Comme dans ses précédents avis sur les coproductions internationales ou sur les télévisions privées, le CNCA a fait œuvre utile en préférant l'expertise économique aux passions politiques ou idéologiques qui obscurcissent trop souvent le débat sur l'audiovisuel. Il sera intéressant de voir quel sort M. Léotard — qui se dit très ouvert au débat sur son texte — réservera à ces propositions, en particulier au souhait du CNCA de voir son président, M. Lucien Sfez, siéger au sein de la future autorité chargé de veiller sur la radio-télévision.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.



ROCK

Un entretien avec Peter Gabriel

« La technologie multiplie les perspectives de création »

Chanteur, musicien, touche-à-tout. Depuis qu'il a quitté, en 1975, le groupe Genesis, Peter Gabriel se partage entre les hit-parades et son studio d'enregistrement transformé en laboratoire sonore. So, *son nouvel album, vient de sortir.*

— « *So*, votre nouvel album, est plus traditionnel, plus serein aussi, que les précédents. Est-ce une volonté d'être plus accessible ?

— J'ai toujours été partagé dans mes goûts, je le suis dans mon inspiration. J'ai, en moi, un besoin d'expression très physique, qui se traduit surtout par les pulsions rythmiques. L'autre est plus posé, analytique et passe souvent par une recherche sur le son. Les deux ne sont pas incompatibles, au contraire. Simplement, la musique que j'ai composée pour *Birdy*, le film de Alan Parker, m'a permis de développer dans ce sens un travail d'exploration et d'atmosphère. Comme pour faire la balance, avec mon nouvel album, je suis revenu à un format de chansons plus simple et direct. Le prochain sera peut-être de nouveau à la jonction des deux.

— Si l'on excepte votre album enregistré en public et la musique de *Birdy*, pourquoi avoir attendu quatre ans pour sortir un nouveau disque ?

— Les règles du marché qui consistent à enchaîner disque après tournée chaque année ne me concernent pas même si j'ai conscience d'appartenir à ce marché. Je ne suis pas seulement un chanteur pop. J'ai trente-six ans et mes intérêts sont divers. J'ai notamment travaillé ces deux dernières années sur un projet de parc d'attractions à dimension culturelle, une sorte de Disneyland alternatif où le public au lieu d'être un observateur passif serait un participant actif. Ce projet, qui m'a été demandé et qui devrait trouver sa place à Sydney, est actuellement entre les mains du ministre australien des sciences et des techniques. L'idée est de réunir des musiciens, des peintres, des cinéastes, des scientifiques, des psychologues, des architectes pour le réaliser. Aujourd'hui, on peut tout simuler avec la technologie. Au lieu de faire piloter des avions par exemple, il est facile d'imaginer que l'on va emmener des gens à l'intérieur de l'univers d'un peintre ou d'un musicien.

— Votre intérêt pour la technologie dépasse le cadre des instruments de musique ?

— Du point de vue politique, économique et culturel, l'enjeu est essentiel. Parallèlement ou face à la crise, nous vivons de plus en plus dans une société tournée vers les loisirs. Au-delà d'un comportement de vie, c'est une source de travail et de revenus très importante qu'il faut prendre au sérieux.

Pendant la révolution industrielle, on n'a pas pu lutter contre les machines : elles faisaient plus vite, plus efficace et moins cher que nos corps. Avec la révolution technologique, ce sont nos fonctions mentales qui sont en jeu. L'important étant de ne pas entrer en compétition avec les ordinateurs mais de travailler avec, de les mettre au plus vite à notre service plutôt que d'en être les esclaves en les vivant comme des ennemis.

— La préparation des programmes prend beaucoup de temps, les enregistrements sont de plus en plus longs. N'y perd-on pas en émotion et en spontanéité ?

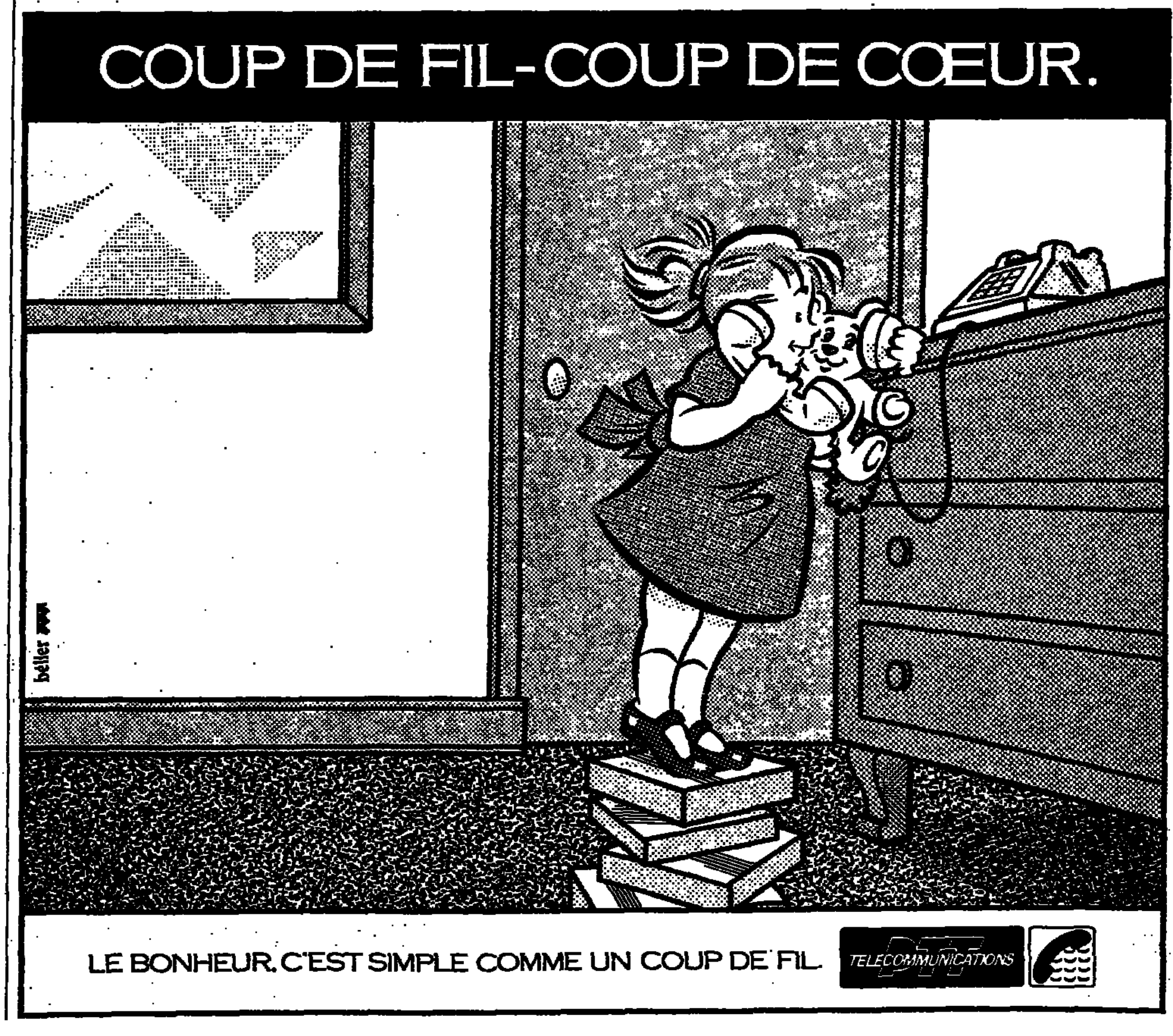
— La notion de temps n'a rien à voir avec l'émotion ou la spontanéité. Les peintres zens au Japon passent leur journée à préparer les pinceaux, l'encre, le papier, leur esprit, et, au moment de la réalisation, c'est terminé en cinq minutes. On peut adapter ce principe à la musique : une longue préparation pour une réalisation immédiate. Encore une fois, la technologie multiplie les perspectives de création, elle ne la remplace pas.

— On dit souvent que la musique est le plus court chemin vers Dieu, l'autre idée est que la science est son pire ennemi. Comment vous sentez-vous au milieu de ça ?

— Je ne sais pas, c'est une question de culture. Je suis continuellement à la recherche de nouveaux rythmes. Je puise beaucoup dans la musique africaine qui a souvent une fonction religieuse. La musique a toujours été une source spirituelle qui rapproche les gens. J'aime l'idée d'une musique, comme le blues, qui soulage les peines de celui qui la chante et de ceux qui l'écoutent. »

ALAIN WAIS.

★ Disque chez Virgin.





SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (42-96-06-11), 19 h 30 : la Flûte enchantée.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : le Bourgeois gentilhomme.

BEAUBOURG (42-77-12-33). Débats-Rencontres : 21 h : Pour Henri Pocillon : Cinéma-vidéo, Vidéo-information : tous les jours à 13 h : Carnets du Maroc. Mémoire à rebours, de J. Bensimon ; à 16 h : Un vigneron en hiver, de J. Donjon ; Dans la forêt de Bourgon, le charbon de bois, de G. Silvanie, V. Pichot ; L'art et la matière, de M. Lacroix ; 19 h : Abel Gance et son Napoléon, de N. Kaplan ; Vidéo-Musique : tous les jours à 13 h : Charles Trenet, de J. Ertand, P. Bouteiller ; à 16 h : Peter Grimes, de Britten ; à 19 h : Spartacus, de Aram Khachaturian.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), théâtre : 20 h 30 : Porte ouverte sur le mime (entrée libre).

Les autres salles

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (47-00-19-31), 20 h 30 : Phèdre.

FONTAINE (48-74-74-40), 20 h 30 : les Mystères du confessionnal ; 22 h : les Chaussures de Madame Gilles.

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : les Mystères de Paris.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), II. 19 h : les Désirs de l'amour ; 20 h 45 : Témoignages sur Ballyberg ; 22 h : Pas de balcon pour Roméo. Petite salle, 21 h 30 : Si on veut aller par là ; 18 h 30 : Pardon m'sieur Prévert.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), 21 h : Laissez-les vivre.

TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79), 20 h 30 : Bail à céder.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 15 : Tohu-Bahut 2 ; 21 h 45 : En manches de chemise ; 23 h : Banc d'essai des jeunes.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou II ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : les Pieds nickelés.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II. 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes. – III. 20 h 15 : Pierre Salvadori.

L'ÉCUME (45-42-71-16), 23 h : Et puis après ce jour.

ESCALE (43-54-63-47), 20 h 30 : Ainsi naquit l'ornithorynque.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Nos désirs font désordre ; 22 h 30 : Pièces détachées.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : Touche pas à mon vote.

DON CAMILO (42-60-20-31), 20 h 30 : Spectacle Don Camilo.

Music-hall

MAISON DES CULTURES DU MONDE (55-44-72-30), 21 h : Chants yiddish et judéo-espagnol.

La danse

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35), 20 h 30 : : Dissonances.

Les concerts

Académie des Beaux-Arts, 18 h 30 : Quatuor Via Nova (Sanguet, Gallois-Montbrun, Lesur).

Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars Antiqua de Paris (chanson poétique française du XIIe au XIVe siècle).

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30 : N. Magaloff (Chopin).

Maisons des cultures du monde, 19 h : Hazzanout, art cantorial des synagogues.

Jazz, pop, rock, folk

BAINS (48-87-01-80), 22 h : Susha.

BAISER SALE (42-33-37-71), 23 h : Chik Chek.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : F. Gwin Swing Quartet.

CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-24-24), 22 h 30 : Kaba ; Viva Maria.

MÉRIDIEN (47-58-12-30), 22 h : Eddie Cleanhead Vinsow.

MONTANA (45-48-93-08), 20 h 30 : Quartet Hal Singer Trio.

MONTGOLFIER (45-54-95-00), 22 h : R. Franc.

NEW MORNING (45-23-51-41), 20 h 30 : Toots Thielemans.

PETIT JOURNAL (43-26-28-59), 21 h 30 : Kangourou Swing Orchestra.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), à 21 h 30 : Big Band C. Bolling.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), 23 h : C. Loos, J. Ruocco, S. Lazarevitch, Ph. Aets, E. Ineke.

REX CLUB (47-93-59-34), 20 h 30 : Drean Syndicate.

SUNSET (42-61-46-60), 23 h : Cesarius Alvin Conexion Featuring.

Festival de l'Ile-de-France

(47-23-40-84)

Eglise Saint-Louis-en-l'Ile (Paris), Ens. de cordes de l'Orchestre philharmonique de Berlin.

Festival de Ville-d'Avray

(47-50-44-28)

Château, 21 h : Quintette à vent de Paris et J. Castagner (Schmitt, Durey).

Festival de Saint-Denis

(48-09-26-40)

Basilique, 20 h 30 : J.-C. Casadesus (Beethoven).

XXIIIe Festival du Marais

(48-87-74-31)

Théâtre, centre culturel Wallonie-Bruxelles 20 h 30 : les Exaltés.

Jeune Public, hôtel de Marle, 14 h 30 : le Petit Samouraï.

IXe Festival de la Foire Saint-Germain

(43-29-12-78)

Salle du Monnayage, 22 h : A quoi rêvent les jeunes filles ?

Jazz dans la ville

(42-77-19-90)

Palais des Glaces, 20 h 30 : M. Portal Unit.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)
LUNDI 23 JUIN

Relâche.

BEAUBOURG (42-78-35-57)
LUNDI 23 JUIN

17 h, Twentieth Century, de H. Hawks (v.o.) ; 19 h, Rétrospective du cinéma argentin : Cronica de un nino solo, de L. Favio (Vostf).

SALLE GARANCE

Tlj, 17 h 30, 20 h 30 : Le cinéma yougoslave (programmation détaillée au 42-78-37-29).

Les exclusivités

ABSOLUTE BEGINNERS (Brit., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

A DOUBLE TRANCHANT (A., v.o.) : Lincoln, 8e (43-59-36-14).

AFTER HOURS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-36-30-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06).

L'AMANT MAGNIFIQUE (Fr.) (*) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86). Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

L'AME SŒUR (Suis.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Studio Cujas, 5e (43-54-89-22) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).

LES BALISEURS DU DÉSERT (Tunisien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

BERLIN AFFAIR (*) (v.o.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

BIRDY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82). – V.f. : Opera Night, 2e (42-96-62-56).

BLACK MIC-MAC (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LE DERNIER SURVIVANT (Néo-Zélandais, v.f.) : Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

LE DIAMANT DU NIL (A., v.f.) : Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Espace Gaîté (H. sp.), 14e (43-27-95-94).

EN DIRECT DE L'ESPACE (Fr.) : La Géode, 19e (42-45-66-00).

ÉTATS D'AME (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

FINAL EXECUTOR (It., v.f.) : Paris Ciné, 10e (47-70-21-71).

FOOL FOR LOVE (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

FLAGRANT DÉSIR (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-35-59-83) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-26-10-30) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

Lundi 23 juin

GARDIEN DE LA NUIT (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

GINGER ET FRED (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; PLM Saint-Jacques, 14e (45-89-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06). – V.f. : Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).

HAVRE (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

HIGHLANDER (Brit., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82). – V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Gaîté Boulevard, 2e (45-08-96-45).

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

L'HONNEUR DES PRIZZI (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95). – V.f. : Le Club, 9e (47-70-81-47).

I LOVE YOU (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; City Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LE LIEU DU CRIME (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

MACARONI (It. v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

LA MACHINE A DÉCOUDRE (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (43-26-48-18).

MAINE OCÉAN (Fr.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16). – V.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52).

NOMADS (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

PIRATES (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-04-67) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES PLAISIRS DE LA CHAIR (J., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 14e (43-26-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6e (43-25-19-68) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).

POLICE FÉDÉRALE LOS ANGELES (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82).

POURVU QUE CE SOIT UNE FILLE (Fr.-It.), UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-52-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

LES FILMS NOUVEAUX

LE DIABLE AU CORPS (*), film italien de Marco Bellocchio (v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; 14 Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Victor-Hugo, 16e (47-27-49-75) ; Pathé Wépler, 18e (45-22-46-01).

LES FANTASMES DE MISS JONES, (**) film français de Gérard Loubeau : City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00).

LE COUTEAU SOUS LA GORGE, film français de Claude Mulot : Forum, 1er (42-97-53-74) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; La Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00).

QUI TROP EMBRASSE... (Fr.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (43-59-19-08).

ROSE BONBON (A.), Forum, 1er (42-97-53-74) ; George V, 8e (45-62-41-46). – (V.f.) : Français, 9e (47-70-33-88) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

RUNAWAY TRAIN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21). – (V.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE SACRIFICE (Franco-suédois) : (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

SALVADOR (A., v.o.) : Studio de La Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Mercury, 8e (45-62-75-90) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

SOLEIL DE NUIT (A., v.o.) : Opera Night, 2e (42-96-62-56).

LE SOULIER DE SATIN (Franco-portugais, v.o.) : Republic Cinema, 11e (48-05-51-33).

SOUVENIRS SECRETS (Ang., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04), h. sp.

TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

TENUE DE SOIRÉE (Fr.) (*) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Clichy Pathé, 18e (45-22-46-01).

THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

TOUBIB ACADEMY I (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46). – V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86).

37°2 LE MATIN (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-35-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Capri, 2e (45-08-11-69) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

ULTRAVIXENS (A., v.o.) (**) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : City Triomphe, 8e (45-62-45-76).

UNE FEMME POUR MON FILS (Algérien, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25).

UN HOMME ET UNE FEMME : 20 ANS DEJA (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16).

YOUNG BLOOD (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16). – (V.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).

Z O O (Brit., v.o.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).

Les grandes reprises

ANGEL (A., v.o.) : Action-Christine Bis, 6e (43-29-11-30).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

LE BAL (Fr.-It.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LA BELLE DE MOSCOU (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77), Mac Mahon, 17e (43-80-24-81).

LES BRANCHES DU BAHUT (A., v.o.) : City Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

LA CAGE AUX FOLLES II (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; George V, 8e (45-62-41-46).

COMMENT ÉPOUSER UN MILLIONNAIRE (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (43-25-78-37) ; Colisée, 8e (43-59-29-46).

CONAN LE BARBARE (A. v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; (v.f.) : Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Gare de Lyon, 2e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

DELIVRANCE (A. v.o.) (*) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

DON GIOVANNI (Fr.-It.-All, v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-92-52).

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23). – V.f. : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

L'ENFER EST A LUI (A., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A. v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LA FIÈVRE AU CORPS (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

GILDA (A. v.o.) : Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

GLORIA (A., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

GOLDFINGER (A. v.o.) : Danton, 6e (42-35-10-30) ; Ermitage, 8e (45-63-16-16). – V.f. : Arcades, 2e (42-33-54-58) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (Brit., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; La Boîte à films, 17e (46-22-44-21) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

GUN CRAZY (A., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) : Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

LADY EVE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

LIEN DE PARENTÉ (Fr.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

LOLA MONTES (Fr.-all.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

LOULOU (Pabst, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.) : Epée de Bois (Hsp), 5e (43-37-57-47).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Ang., v.o.) : Studio Galande (h.sp.), 5e (43-54-72-71) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-80-00).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (45-08-11-69).

MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

MONTY PYTHON SACRÉ GRAAL (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

NATTY GANN (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

NOBLESSE OBLIGE (Ang., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (43-54-42-34).

NOSFERATU (All., v.o.) (h. sp.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71) ; v.f. : Arcades, 2e (42-33-54-58).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES (You., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

PAROLES ET MUSIQUE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03).

PETER PAN (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-40).

POURQUOI PAS (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

PRENDS L'OSEILLE ET TIRE-TOI (A., v.o) : Reflet La Fayette, 9e (48-74-97-27).

RETOUR VERS LE FUTUR (A, v.o.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08).

LA ROUTE DES INDES (Ang., v.o.), Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

SALO OU LES 120 JOURS DE SODOME (It., v.o.) ** : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

THAT UNCERTAIN FEELING (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

THIS IS ARMY (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (45-27-77-55).

TOP SECRET (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46). – V.f. : Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

TOOTSIE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : Capri, 2e (45-08-11-69) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE 3e HOMME (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34), Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).

UN, DEUX, TROIS (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-36).

LA VIE EST A NOUS (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) (*) : Forum, 1er (42-97-53-74), Quintette, 5e (46-33-79-38), Marignan, 8e (43-59-92-82), Parnassiens, 14e (43-35-21-21). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

Les festivals

CLASSIQUES ET FILMS RARES (v.o.), Olympic-Entrepôt, 14e (45-43-99-41) : 16 h et 20 h : Victor Victoria ; 18 h et 22 h : Jeunes Filles en uniforme (v.f.).

C. EASTWOOD Action Rive-Gauche, 5e (43-29-44-40) : Firefox, l'arme absolue.

CINQ FILMS POUR LE PRIX D'UN – VIVE LA REPRISE ! (v.o.), Studio Bertrand, 7e (47-83-64-66), 16 h : l'Homme aux bras d'or ; 18 h 05 : Ligabue ; 20 h 45 : En marge de l'enquête ; 22 h 20 : les Tueurs.

ÉCRANS GAI 86 (v.o.), Olympic-Marilyn, 14e (45-43-99-41), 16 h et 20 h : Un endroit sans limites (v.o.), 18 h et 22 h : Un homme comme Eva (v.o.) (s.-t. angl.).

F. LANG, (v.o.), Reflet-La-Fayette, 9e (48-74-97-27) : la 5e Victime.

GODARD, Denfert, 14e (43-21-41-01), sam. 20 h 10, + Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; 20 h : Sauve qui peut la vie.

HOMMAGE AUX TROIS CINÉASTES RUSSES DE CANNES 1986 : Bondartchouk, Kontchalovski, Tarkovski : Cosmos, 6e (45-44-28-80), Stalker.

LUBITSCH (v.o.), Champo, 5e (43-54-51-60) : To be or not to be.

RENOIR, Latina, 4e (42-78-47-86), mer., ven. : le Déjeuner sur l'herbe.

ROHMER, Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), 16 h : la Marquise d'O ; 18 h : les Nuits de la pleine lune.

TARKOVSKI (v.o.), Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), 21 h 40 : Nostalghia ; + Denfert, 14e (43-21-41-01) : 19 h 30 : l'Enfance d'Ivan ; 18 h 30 : le Rouleau compresseur et le Violon.

VOIR ET REVOIR BERGMAN (v.o.), Olympic, 14e (45-43-99-41) : Toutes ces femmes.

PARIS EN VISITES

MARDI 24 JUIN

« De la place des Vosges aux hôtels Rohan-Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, sortie Marché aux fleurs du métro Cité (M. Pohyer).

« Le quartier de la Bibliothèque nationale », 15 heures, 58, rue de Richelieu (Mme Vermeersh).

« Le musée Cognacq-Jay », 14 h 30, 25 boulevard des Capucines (Mme Hulot).

« L'Hôtel de Lauzun », 15 h, 17, quai d'Anjou tél. le matin, 48-87-24-14 (Mme Henri).

« Les décors somptueux des salons de l'Arsenal », 15 heures, 1, rue de Sully et « Les tombes célèbres du cimetière Montparnasse », 15 heures, 3, boulevard Edgar-Quinet (Paris et son histoire).

« Salons des réceptions officielles de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, place de l'Hôtel-de-Ville face à la poste (I. Hauller).

« Le quartier Mouffetard », 15 heures, métro Monge (Approche de l'art).

« Promenade parisienne autour de la colonne Vendôme », 14 h 45, métro Tuileries (V. de Langlade).

« Le Palais de justice, en activité », 14 h 30, devant grilles (Ch. Merle).

« Le vieux Ménilmontant », 14 h 30, métro Saint-Fargeau (Mme Leblanc).

« La seule forêt du quinzième siècle à Belleville parvenue jusqu'à nous », 14 h 30, métro Belleville (M. Banassat).

« L'Opéra, parties publiques et dessous de scène », 15 heures, haut des marches (réservé membres AITC).

« Le vieux village de Charonne », 15 heures, métro Porte-de-Bagnolet, sortie Mortier (G. Botteau).

CONFÉRENCES

Hôtel national des Invalides, salle des conférences de la 1re région « Les contraintes de la rivalité Est-Ouest », conférence-débat animée par Zaki Laidi, chercheur au CERI.

Espace Diderot de la Cité des sciences et de l'industrie, salle de projection à 15 heures « Vaccination et tiers-monde » (docteur Stoekel de la fondation Mérieux) et à 16 heures « Campagne de vaccination d'urgence et tiers-monde » (docteur Caroline Six de Médecins sans frontières).

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Le dernier jour

Dimanche soir, sur FR 3, on a vu la dernière émission « Histoire d'un jour ». Cela fait dix ans, presque jour pour jour, que Philippe Alfonsi et Maurice Dugowson menaient cette aventure — d'abord sur Europe 1 depuis deux ans, ensuite sur FR 3. Entreprise périlleuse, et rarement prise en défaut. Une formule originale, un goût pour la mise en scène et, surtout, des face-à-face entre protagonistes exceptionnels.

Cette « spécial dernière », sous forme de rétrospective de quarante ans d'histoire, nous a permis de revoir quelques-uns de ces duels épiques. Mᵉ Descubes défendant le double jeu du maréchal Pétain — qui a *« reculé pour mieux sauver »* — face à Roger Stéphane, pourfendant celui qui *« a berné la France »* ; Mᵉ Jacques Vergès, avocat de Klaus Barbie, ferraillant avec son confrère Paul Bouchet, bâtonnier de Lyon, sur le sens à donner au procès qui nous attend ; le dialogue de sourds entre M. Abba Eban et Mme Raymonde Tawilt sur la création de l'Etat d'Israël et le drame palestinien.

Les guerres (Algérie, Vietnam), les années froides (Cuba), les années chaudes (Saint-Germain-des-Prés, l'existentialisme, mai 68) : après ce défilé de l'histoire récente, tragique ou nostalgique, pourquoi s'arrêter en juin 1986 ? Pourquoi interrompre le bel élan d'Alfonsi, alors qu'il projetait d'affiner la formule, en introduisant de la fiction dans les documents d'archives ?

La raison officielle : restriction budgétaire. *« J'ai été amenée à choisir entre « Taxi » et « Histoire d'un jour »*, explique le PDG, Mme Janine Langlois-Glandier. *Cette dernière reprendra tout simplement quand j'en aurai les moyens. »* Pour Philippe Alfonsi, on n'a pas laissé toutes ses chances à « Histoire d'un jour ». Comment voulez-vous, en effet, fidéliser le public d'une émission qui est programmée jeudi, puis vendredi, puis dimanche ?

Elle a pourtant eu jusqu'à huit millions de téléspectateurs, même si dimanche elle est tombée à 2 %, victime de *Banzaï* (42 % sur A 2) — on aurait pu, soit dit en passant, trouver un film moins débile pour rendre hommage à Coluche — et du Mundial (29 % sur TF 1). Concurrence déloyale...

ALAIN WOODROW.

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre numéro du samedi daté dimanche-lundi.

Lundi 23 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 Cinéma : Passion sous les tropiques.
Film américain de R. Maté (1952), avec R. Mitchum, L. Darnell, J. Palance, S. Giglio, R. Hoyos junior.
Un tueur poursuit, au Venezuela, l'ancienne maîtresse d'un gangster, amoureuse d'un boxeur qui la protège. L'histoire ne tient pas debout, mais les scènes d'action peuvent impressionner, et les acteurs, tout de même...

21 h 50 Magazine : Étoiles et toiles.
De Martine Jouando et Frédéric Mitterrand.
Attention kitch : Brésil, les « chunchadas » sont des comédies qui ont fait découvrir le cinéma aux Brésiliens de 1940 à 1960 ; Amérique, quarante ans après, on retrouve à Los Angeles les deux acteurs fétiches de John Ford : Harry Carrey et Ben Johnson ; Italie, Sylvana Pampanini, miss Italie 1946, fut vouée dès le début à des emplois de vamp.

22 h 50 Jazz à Juan-les-Pins.
Hommage à Benny Goodman.

23 h 50 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Série : Les cinq dernières minutes : le Lièvre blanc aux oreilles noires.
Réal. C. Loursais (rediff.). Avec J. Debary, M. Vitold.
Un crime a été commis dans un petit village de Savoie. L'inspecteur Cabrol découvre que la victime, un homme d'affaires étranger au pays et qui souhaitait acheter tout le hameau dans lequel il s'était installé, avait quelques ennemis.

22 h 15 Documentaire : Islam 86.
Deuxième partie : L'ennemi intime.
Après l'islam conquérant, voici l'islam intime. Dans son film, le réalisateur syrien Omar Amiralay s'est intéressé à la dimension culturelle de l'islam comme facteur d'intégration à la modernité.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Cinéma : L'affaire Dominici.
Film français de Claude Bernard-Aubert (1972), avec J. Gabin, V. Lanoux, G. Darrieu, G. Depardieu, G. Fontanel, P. Granchet.
Un vieillard, chef d'une famille de fermiers en Haute-Provence, est, sur accusation de ses fils, arrêté et jugé pour le meurtre de touristes anglais commis en août 1952. Reconstitution honnête, un peu appliquée, d'une affaire criminelle restée mystérieuse et d'un procès mal conduit. Gabin est étonnant dans le rôle de Dominici.

22 h 20 Journal.

22 h 45 Tous en scène.
Magazine du théâtre de Pierre Laville.
A l'occasion du bicentenaire du Conservatoire d'art dramatique, Pierre Laville et Georges Paumier ont suivi les classes de théâtre (troisième année) de Michel Bouquet, Daniel Mesguich et Jacques Sereys. Avec Jean-Pierre Miquel, directeur du Conservatoire d'art dramatique.

23 h 45 La clef des nombres et des tarots.

23 h 50 Prélude à la nuit.
Pavane pour une infante défunte, *de Maurice Ravel, par l'Orchestre des concerts Lamoureux, sous la direction de Jean-Claude Bernède.*

CANAL PLUS

20 h 35, Girls, film de J. Jackin ; 22 h 15, Boxe : les KO de Canal Plus ; 23 h, Hockey ; 0 h, le Déclic, film de J.-L. Richard ; 1 h 15, Assaut, film de J. Carpenter ; 2 h 40, Musiques.

LA « 5 »

20 h 30, Téléfilm : Haute fortune (troisième partie) ; 22 h 30, Série : La cinquième dimension ; 23 h 30 à 3 h 30, rediffusions.

TV 6

20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRJ 6 (rediff.).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le cri du Phoenix, de Tennessee Williams (traduction F.-J. Temple). Avec M.-H. Breillat, R. Coggio, E. Hirt.

21 h 30 Latitudes : musiques traditionnelles.

22 h 30 Nuits magnétiques : spécial Jorge Luis Borges.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné le 9 juin au Centre Georges-Pompidou) : œuvres de Jean Barraqué, Jean-Marc Singier, Guy Reibel, Franco Donatoni, François-Bernard Mache, par l'ensemble 2e2m, chœurs de femmes, direction Paul Méfano, solistes Anne-Marie Liautaud, Jane Manning et Liliane Mazorow.

23 h Les soirées de France-Musique, et à 24 h, le Musicien de minuit : Claude Courtot.

Mardi 24 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 40 Les grands écrans de TF1 : le Père Amable.
D'après Guy de Maupassant, réalisation C. Santelli. Avec F. Ledoux, G. Fontanel, J.-P. Sentier... (rediff.).
L'affrontement de deux générations dans la campagne normande de la fin du dix-neuvième siècle. Le père Amable accepte de mauvais gré le mariage de son fils. L'accueil est rude à la ferme pour la jeune Céleste.

22 h 20 Vida Nova.
Documentaire de R. Copans, d'après « le Sucre et la Faim », de R. Linhart.
La vie au quotidien des centaines de milliers de travailleurs du sucre et de leurs familles dans le Nord-Est brésilien. Une vie de misère, de mort, d'humiliation, au nom du « Grand Brésil », le premier pays à utiliser, à échelle industrielle, les voitures avec moteur à alcool... Un document important et très dur.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Cinéma : le Distrait.
Film français de P. Richard (1970), avec P. Richard, B. Blier, M. Pacôme, P. Préboist, M.-C. Barrault.
Un jeune homme extrêmement distrait commet de nombreuses bévues dans une agence de publicité. Scénariste, réalisateur et comédien, Pierre Richard a brodé des variations farfelues sur un thème de La Bruyère. On en rit moins aujourd'hui, encore que l'esprit satirique et les numéros de comédiens tiennent le coup.

22 h Mardi cinéma.
Pour ses jeux et pour commenter l'actualité cinématographique, Pierre Tchernia a invité Francis Perrin, Michel Boujenah, Fanny Cottençon.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Cinéma : Duel dans la boue.
Film américain de Richard Fleischer (1958), avec D. Murray, R. Egan, S. Whitman, L. Remick, P. Owens.
Vers 1880, un gardien de bétail se fixe dans une ville du Montana, s'enrichit, devient un gros éleveur. Il aura des comptes à régler. Ce film date de l'époque où Hollywood commençait à remettre en question les mythes héroïques du western. Alors, il n'y a plus que des hommes qui s'affrontent et se battent. Mais ce n'est pas terrible.

22 h 15 Journal.

22 h 45 Emissions régionales.

23 h 40 La clef des nombres et des tarots.
Le numéromètre de Mozart.

23 h 45 Prélude à la nuit.
Lullaby, *de George Gershwin, par le Quatuor Enesco.*

CANAL PLUS

20 h 35, le Gendarme et les Extra-terrestres, film de J. Girault ; 22 h 10, Josey Wales, hors-la-loi, film de C. Eastwood ; 0 h 20, Parole d'homme, film de P. Hunt ; 2 h 20, Série : Lili petit à petit.

LA « 5 »

20 h 30, Feuilleton : Flamingo Road ; 21 h 25, Spécial record, le grand show du sport : boxe en direct de Las Vegas ; 23 h 20 environ, rediffusion de la soirée, l'horaire est fonction de la durée de la boxe.

TV 6

20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRJ 6 (rediff.).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le journal du corps ; dossier : Les colonies de vacances.

21 h 30 Diagonales : l'actualité de la chanson.

22 h 30 Nuits magnétiques : La nuit et le moment ; les oiseaux.

0 h 10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné le 23 mai au Théâtre musical de Paris) : *Manfred*, ouverture op. 115 ; *Concerto pour piano et orchestre en la mineur* op. 54 ; *Symphonie nº 3 en mi bémol majeur* op. 97, de Robert Schumann, par le Nouvel Orchestre philharmonique, direction Marek Janowski, soliste Maria Joao Pires, piano.

22 h 30 Les soirées de France-Musique : Chico Buarque, et à 0 h, Poissons d'or.



INFORMATIONS « SERVICES »

Assurances

5 MILLIONS DE FRANCS POUR LES VICTIMES DE VIOLENCES

Les associations d'aide aux victimes de violences (agression, vol, accidents de la circulation) devraient recevoir plus de 5 millions de francs en 1986, indique le Centre de documentation et d'information de l'assurance, soit 20 % de plus que l'an passé. Les victimes ont donc intérêt à s'adresser aux quatre-vingt-sept structures d'accueil mises en place depuis 1981 dans toute la France pour connaître leurs droits, et s'informer des démarches indispensables.

Dans le cas où les victimes d'une agression ou attentat ne perçoivent aucune indemnité (ou une indemnité insuffisante), elles peuvent faire appel à l'Etat. Il existe, en effet, depuis 1977, un régime d'indemnisation en faveur des victimes d'infractions dont l'auteur est inconnu ou insolvable. Le plafond d'indemnisation est actuellement fixé à 400 000 F. Les personnes concernées doivent présenter une demande au tribunal de grande instance de leur domicile.

Le Centre de documentation et d'information de l'assurance indique que, au cours de l'année 1985, quatre cent trente-six personnes ont ainsi perçu une indemnité globale de près de 31 millions de francs.

EN BREF

FORUM

PSYCHOLOGIE. — Le deuxième Forum de la psychologie se tiendra du vendredi 27 juin à 14 heures au dimanche 29 juin inclus à l'hôtel Sofitel. L'enfant, l'adolescent, la famille, le travail seront les principaux thèmes traités au cours des quelque trente-cinq conférences-débats assurées par des chercheurs en psychologie et des enseignants. Des stands d'information et échanges et des expositions permettront au public de prendre connaissance des principaux travaux et recherches.

★ Hôtel Sofitel, 12, rue Louis-Armand, 75015 Paris, 27 juin de 14 heures à 19 heures, 28 juin de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures, 29 juin de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Prix d'entrée : 32 F par journée.

VACANCES

HERBORISER DANS LA VANOISE. — Au hasard des chemins de la Vanoise, reconnaître les plantes qui soignent. C'est le but du stage de plantes médicinales organisé par le club Images et connaissance de la montagne. Des spécialistes accompagnent les stagiaires. Une semaine, entre le 6 juillet et le 3 août, coûte, en pension complète et en hôtel, pour deux personnes, 2 455 F.

★ Yvon Mattis, BP 47, 73315 Val-d'Isère. Tél. : (79) 06-00-03.

VOYAGEL. — Toute nouvelle, la rubrique de Voyagel « les promotions de dernière minute ». Huit jours avant de départ, il peut rester quelques places libres sur certains vols charters ou circuits. Pour les voyagistes, c'est un délai trop court pour une campagne parmi les agents de voyages ou dans la presse, mais suffisant pour un réseau télématique. A noter que les prix annoncés doivent être de véritables promotions.

★ Voyagel. Accessible de Paris et de province par le 36-14-91-66 + VGL.

VOYAGES

GONFLÉS... — En 1783, les frères Montgolfier présentaient publiquement le premier vol (sans passager) d'un ballon de 900 mètres cubes d'air chaud. Le second vol emportait un coq, un mouton et un canard... Deux siècles plus tard « Hors pistes » propose des week-ends pas comme les autres : la visite pendant trois jours des châteaux de la Loire avec un vol d'au moins une heure en montgolfière. Le prix de 2 690 F comprend le transport en mini-car, l'hébergement en demi-pension, la visite des quatre châteaux avec des guides, le vol, des diaporamas, des conférences et des spectacles son et lumière. Les 28 et 29 juin, d'autre part, aura lieu le troisième rassemblement international de montgolfières dans le Vercors avec des vols libres, de précision et captifs à Autrans et Villars-de-Lans.

★ Tour Maubourg Voyages « Hors pistes », 27, boulevard Latour-Maubourg, 75007 Paris, 45-05-95-07 ou 14, rue de Lamblardie, 75012 Paris, 43-42-32-00.

★ Montgolfières du Vercors. Téléphoner pour tous renseignements au : (16) 76-95-38-70, Mᵐᵉ Imardi ou M. Repellin.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 23 juin à 0 heure et le mardi 24 juin à minuit :

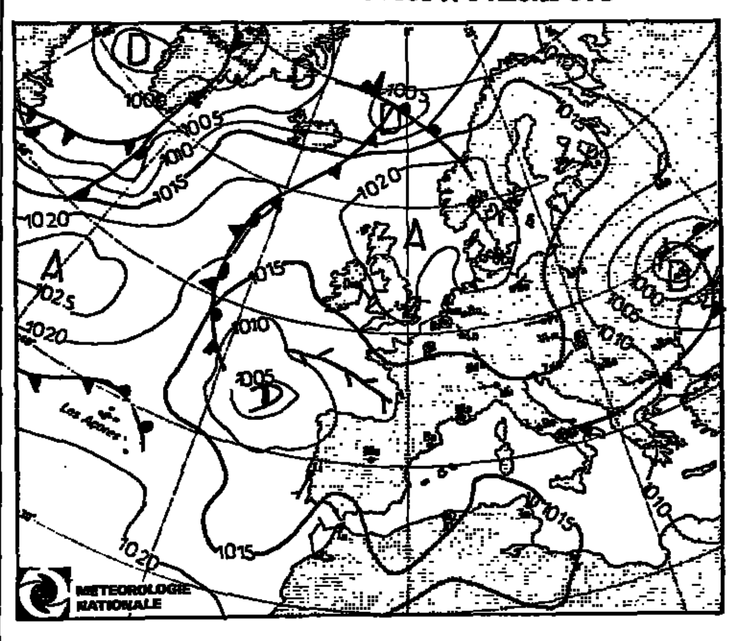
Le minimum atlantique va se décaler vers l'ouest de l'Irlande. De ce fait, l'air frais et instable régressera vers le nord-ouest du pays.

Mardi matin : le ciel sera très nuageux avec quelques ondées localement orageuses sur la Bretagne. Ces ondées gagneront la Basse-Normandie, puis le Nord en cours de journée. Sur le reste du pays, les brumes et les brouillards seront nombreux en début de matinée, mais ils se dissiperont assez rapidement, laissant place à un temps bien ensoleillé et chaud. Toutefois, des orages isolés éclateront en fin de journée sur les Pyrénées et dans le Nord-Est.

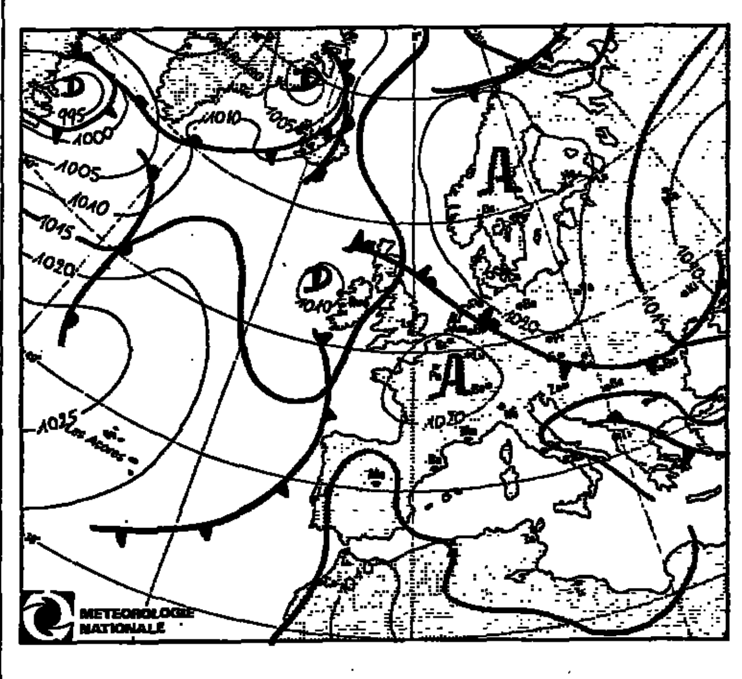
Les vents seront modérés de sud-ouest, de la Bretagne aux frontières du nord-est et de la Côte-d'Azur à la Corse,de-nord, faibles ailleurs.

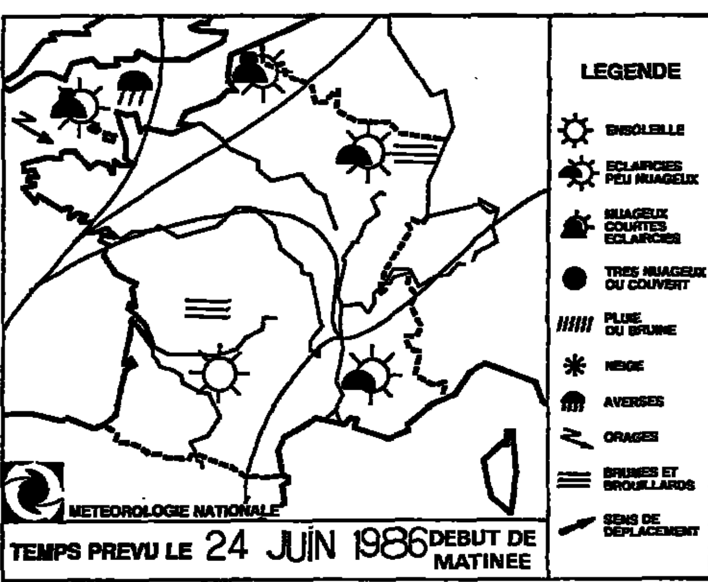
Les températures minimales seront voisines de 11 à 13 degrés près de la Manche, de 13 à 16 degrés sur le reste du pays, sauf près de la Méditerranée, où elles iront de 16 à 20 degrés. Les températures maximales seront fraîches de la Bretagne du Nord (18 à 20 degrés). Sur le reste du pays, il fera assez chaud : de 24 à 26 degrés en général, de 26 à 30 degrés dans le Sud-Est.

SITUATION LE 23 JUIN 1986 A 0 HEURE UTC



PRÉVISIONS POUR LE 25 JUIN A 0 HEURE UTC





TEMPÉRATURES maxima - minima - temps observé

FRANCE	max.	min.	temps
AJACCIO	27	15	S
BIARRITZ	23	18	N
BORDEAUX	24	16	O
BOURGES	29	16	S
BREST	16	10	P
CAEN	20	11	B
CHERBOURG	17	10	B
CLERMONT-FERR.	29	14	S
DIJON	30	18	S
GRENOBLE-St-M-H	32	16	S
LILLE	29	15	B
LIMOGES	25	16	S
LYON	30	17	S
MARSEILLE-MAR.	29	20	C
NANCY	30	18	P
NANTES	23	11	O
NICE	25	20	C
PARIS-MONTS.	25	16	N
PAU	26	14	S
PERPIGNAN	26	19	C
RENNES	22	10	A
ST-ÉTIENNE	31	19	S
STRASBOURG	30	18	C
TOURS	27	11	O
TOULOUSE	29	19	S
POINTE-A-PITRE	31	25	N

ÉTRANGER	max.	min.	temps
ALGER	28	17	S
AMSTERDAM	25	15	S
ATHÈNES	27	20	S
BANGKOK	35	26	C
BARCELONE	25	16	B
BELGRADE	27	16	S
BERLIN	23	11	S
BRUXELLES	27	16	N
LE CAIRE	34	23	S
COPENHAGUE	25	12	S
DAKAR	27	23	S
DELHI	39	30	P
DJERBA	28	22	N
GENÈVE	31	16	S
HONGKONG	32	28	A
ISTANBUL	24	19	S
JÉRUSALEM	28	16	S
LISBONNE	20	13	N
LONDRES	19	13	C
LOS ANGELES	24	15	C
LUXEMBOURG	28	18	B
MADRID	25	15	S
MARRAKECH	29	16	N
MEXICO	—	—	—
MILAN	31	20	S
MONTRÉAL	27	13	S
MOSCOU	19	10	O
NAIROBI	16	14	P
NEW-YORK	28	16	S
OSLO	22	9	S
PALMA-DE-MAL.	26	19	N
PÉKIN	23	19	S
RIO-DE-JANEIRO	27	19	S
ROME	26	16	S
SINGAPOUR	32	27	C
STOCKHOLM	16	10	P
SYDNEY	14	6	N
TOKYO	27	18	A
TUNIS	30	22	S
VARSOVIE	29	14	N
VENISE	28	19	S
VIENNE	29	18	S

A	B	C	N	O	P	S	T	*
averse	brume	couvert	nuageux	orage	pluie	soleil	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

INFORMATIONS « SERVICES »

MAISON
Le tissu prend du relief

Le tissu est en mutation. D'une surface traditionnellement plate, il est en train de prendre un relief décoratif, par des recherches de structure ou de tissage.

Deux entreprises fêtent leur centenaire par la création de ces tissus totalement nouveaux. Une façon dynamique de garder un esprit inventif, soutenu par un long passé d'expérience textile.

C'est à Langenthal, en Suisse, que commence en 1886 l'histoire des tissus Baumann. Après des décennies passées à faire des toiles de lin puis du linge de maison, la firme s'oriente vers les tissus de décoration, dans les années 50. Aujourd'hui, c'est la troisième génération, en la personne de Jörg Baumann, qui dirige l'entreprise familiale. A l'issue de ce siècle d'existence, le succès est international, avec des filiales en Europe, au Canada et en Australie et des exportations vers trente-cinq pays. Toutes les phases de la production sont exécutées dans les usines Baumann, depuis le fil brut jusqu'au tissu fini.

Chez Baumann, la création est une préoccupation essentielle. La recherche des coloris et des dessins est menée par une équipe de six designers, travaillant au cœur de l'unsine en symbiose avec toute l'entreprise. L'apparition des « tissus-reliefs » célèbre son centenaire. Ce sont des toiles de coton très fines, rehaussées de petits plis couchés et surpiqués à la main, le long de traits de couleur imprimés.

Dans cette collection très raffinée, « Piega » est zébré de grands traits surpiqués en gris, rose ou jaune sur fond blanc, bleu ou gris. Sur « Palito », des plis surpiqués d'un gris doux dessinent de grands carreaux réguliers, ton sur ton ou sur fond blanc ou écru (390 F le mètre en 150 centimètres de large).
« Vista » est une légère toile de coton agrémentée de trous — ellipses et petits carrés irréguliers — soulignés d'un large trait de couleur en relief.

Recherche et création sont, aussi, les mots clés de l'entreprise Deschemaker. Cette autre centenaire, originaire de Tourcoing, est restée également une affaire de famille. Dès sa naissance, en 1885, la petite société de tissage choisit de produire des tissus d'ameublement. Au fil des ans, elle acquiert une bonne image de marque, très classique.

En 1972, la troisième génération prend les rênes de l'entreprise. Jean Deschemaker va la restructurer complètement pour devenir éditeur-créateur de tissus. Par un renouveau des textures, des coloris et des dessins, il parvient à créer des tissus répondant aux goûts actuels de la décoration. Très apprécié en France, Deschemaker est aussi diffusé dans trente-deux pays.

Si la nouvelle collection s'appelle « Sculpture », c'est qu'une technique inédite de tissage apporte un relief qui transforme l'aspect et le toucher des tissus. Pour une tenture murale ou des rideaux, « Amplitude » a des plis plus ou moins épais suggérant des rayures verticales (655 F en 280 centimètres de large). Pour des sièges, « Indice » est un jeu de plis et de nervures de diverses épaisseurs, tandis que « Partition » a des plis, groupés ou isolés, formant un dessin très rythmé (385 F le mètre en 148 centimètres).

Tous ces tissus, en acrylique, ont des combinaisons de couleurs qui renforcent la structure textile. Deux ambiances différentes sont données par des tons chauds et cuivrés ou par des pastels, allant de tons acidulés aux grisés.

Ces nouveaux tissus, suisses et français, sont vendus par les tapissiers-décorateurs et boutiques spécialisées. Ils sont aussi présentés dans les salles d'exposition de ces éditeurs-créateurs.

JANY AUJAME.

★ Baumann, 48, rue de Grenelle, 75007 Paris.

★ Deschemaker, 22, rue du Mail, 75002 Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4253

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II							■		
III									
IV				■				■	
V			■						
VI					■			■	
VII				■					
VIII						■			
IX					■				
X				■					
XI		■							

HORIZONTALEMENT

I. Assemblage de tubes. — II. Enorme ou très forte. Dans le vent. — III. Jeu des plus « mignons ». — IV. Temps de saison. Donnés par annonce. — V. Passé heureux. Courir au lieu de « voler ». — VI. Une manière de cuire ou de se rafraîchir. Un peu de tendresse. — VII. Ville de Belgique. Petit jour. — VIII. Qualifie une personne sans « cœur ». Oncle éloigné. — IX. Lettre grecque. Humeur amère. — X. Forme d'avoir. Produit de la terre. — XI. Qualifie un homme rond.

VERTICALEMENT

1. Le fait, par exemple, de dormir comme un loir. — 2. Instruction primaire. — 3. Cage plus ou moins grande. Résidence forcée ou quartier de haute surveillance. — 4. Café irlandais. Saint. Partie de dames. — 5. Préparation assez relevée. Symbole chimique. Poussé. — 6. Démarche pas du tout assurée. Unité de puissance. — 7. Objet d'usage courant ne faisant pas usage du courant. — 8. En France. Bas de bas. — 9. Transport de bière.

Solution du problème n° 4252

Horizontalement

I. Home-trainer. Fô. — II. Ecumoire. Marais. — III. Lagan. Annulaire. — IV. Ires. Iole. Ton. — V. Ci. Caïds. Auvent. — VI. Insultes. Tri. — VII. Caille. Episcope. — VIII. Us. Aï. Miro. Tuer. — IX. Otage. Encore. — X. Ta. Inouïs. Li. Le. — XI. Estocade. Mare. — XII. Usine. Ondemètre. — XIII. Ras. Ana. Ré. Roi. — XIV. Usuel. Ecumeur. — XV. Eternels. Irisée.

Verticalement

1. Héliciculteur. — 2. Ocarinas. Assaut. — 3. Muge. Si. Tisse. — 4. Emasculation. Ur. — 5. Ton. Alliance. En. — 6. Ri. Mite. Goa. Ale. — 7. Ara. Dé. Meudon. — 8. Ienisseï. Iéna. — 9. Nô. Prés. — 10. Emulation. Merci ! — 11. Râleurs. Clameur. — 12. Râ. Victoire. Mi. — 13. Faîte. Our. Etres. — 14. Oiron. Peel. Roue. 15. Sentier. Epeire.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 22 juin 1986 :

DES ARRÊTÉS

● Du 29 avril 1986 modifiant les arrêtés du 4 et du 6 novembre 1980 fixant la liste des actes réservés de bactériologie, de virologie et à l'hématologie.

DES LISTES

● D'admissibilité au concours d'admission à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr en 1986.

LE CARNET DU Monde

Naissances

— Jérôme ASSEMAT et Anne, née Dejean,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Laura,

le 15 juin 1986.

6, rue Nansouty, 75014 Paris.

Mariages

— Eve GUÉRIN et Michel BERTHOD

sont heureux de faire part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité, le 20 juin 1986.

15, rue de l'Abbé-Grégoire, 75006 Paris.
4, rue Rabelais, 92170 Vanves.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. André BEAUGUITTE,
ancien ministre,
conseiller général de la Meuse,
membre honoraire du Parlement,

survenu à Paris, le 20 juin 1986.

La levée de corps aura lieu le mercredi 25 juin, à 10 heures, à l'hôpital de l'Hôtel-Dieu, 25, quai de la Corse, Paris (4e).

La cérémonie religieuse sera célébrée le même jour à 15 heures, en l'église paroissiale de Rarécourt (Meuse), où l'on se réunira, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, avenue Hoche, 75008 Paris.

[Né le 6 juillet 1901, à Paris, André Beauguitte, membre de l'administration préfectorale après des études à l'école de droit de Mayence, avait appartenu à plusieurs cabinets ministériels, avant de devenir sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur en 1935-1936, dans le gouvernement dirigé par M. Albert Sarraut.

André Beauguitte avait été député de la Meuse de 1932 à 1940, puis de 1956 à 1958, dans le groupe des Républicains de gauche. Réélu en 1958, il avait siégé sans interruption dans le groupe des Républicains indépendants jusqu'en 1978. Membre du PR, il avait alors refusé de céder la place, dans la deuxième circonscription de la Meuse, au général Bigeard, puis s'était retiré entre les deux tours.

Conseiller général du canton de Montfaucon de 1928 à 1987, André Beauguitte avait été maire de Verdun de 1965 à 1977. Directeur de plusieurs publications, André Beauguitte était également l'auteur de plusieurs ouvrages qui lui avaient valu d'être lauréat de l'Académie française.]

— Le docteur Philippe Coquard,
M. et Mme Christian de Villemandy et leurs enfants,
Mlle Edith Hourdequin,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Philippe COQUARD,
née Christiane Hourdequin,

survenu à Paris, le 20 juin 1986.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 25 juin, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, Paris (16e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

24, avenue de Suffren, 75015 Paris.
160, rue Gallieni, 92100 Boulogne.
30, rue des Cordelières, 75013 Paris.

— Marie-Jeanne Dypréau,
Pierre-Philippe et Michel Jean,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean DYPRÉAU,
écrivain,
directeur
de la Libre académie de Belgique,
président de la Société des expositions du Palais des beaux-arts de Bruxelles,
membre de l'AICA et de l'ABCA,

survenu à Bruxelles, le 30 mai 1986, dans sa soixante-neuvième année.

— M. Paul Hulet,
son époux,
Le docteur et Mme Pierre Hulet,
François Xavier-Hulet,
Le docteur et Mme Patrice Faulque,
M. et Mme Antoine Hulet,
Christophe et Nicolas Hulet,
Mme Claude Hulet,
Mlle Patricia Hulet,
Le docteur et Mme Pierre Philip,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Micheline Guibert
et ses enfants,

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Mme Paul HULET,
née Emilie Dricot,

survenu le 18 juin 1986, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, à son domicile, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse a eu lieu, selon sa volonté, dans l'intimité familiale en l'église Saint-Augustin, Paris (8e), le 21 juin 1986, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, rue du Général-Foy, 75008 Paris.

— Mme Louis Moutte,
Ses enfants et petits-enfants,
Les familles parentes et alliées,
Ses amis de l'American Center,

ont la douleur de faire part du décès de

JEAN-LOUIS,

survenu accidentellement le 15 juin 1986, dans sa vingt-sixième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité au temple de Beaurières (Drôme), le 18 juin.

Anniversaires

— A l'occasion du premier anniversaire de la disparition, le 29 juin 1985, de

Arthur-Welesley BARNETT,

Mme Arthur-W. Barnett demande une pieuse pensée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu, le 22 juin 1985, de

Georgette CORDIER-BOULLANGIER,

chevalier de la Légion d'honneur,
docteur ès sciences
directrice honoraire
de l'Institut Arloing de Tunis,

une pieuse pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

— Pour le premier anniversaire de sa mort, le 24 juin, que tous ceux qui ont connu et aimé

Francis VIAUD,
ingénieur des arts et manufactures,
ingénieur général honoraire
du ministère de l'industrie,
commandeur de la Légion d'honneur,
ancien grand maître
du Grand-Orient de France,
ancien grand commandeur d'honneur *ad vitam*
du Grand-Orient de France,

aient une pensée pour lui.

Avis de messes

— Rodrigo Lopez,

Francis Lopez,

vous prient d'assister à la messe qui sera célébrée en l'église Saint-Philippe du Roule (154, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris), pour le souvenir de

Anja LOPEZ,

décédée le 20 mai 1986.

On se réunira le mercredi 25 juin, à 11 heures.

Messes anniversaires

— A l'occasion du premier anniversaire du décès du président

Elias SARKIS,

une messe sera célébrée à l'église Notre-Dame du Liban, 17, rue d'Ulm, 75005 Paris, le vendredi 27 juin 1986, à 19 heures.

Ceux qui, dans la fidélité à sa mémoire, ont pris cette initiative espèrent qu'ils seront rejoints par un grand nombre de ses compatriotes et de ses amis.

Soutenances de thèses

— Université Paris-II, mardi 24 juin, à 14 heures, salle des Fêtes, M. Jean-François Guillermin : « Prix et concurrence dans les ventes commerciales ».

— Université Paris-V, jeudi 26 juin, à 14 heures, salle L.-Liard, Mlle Michèle Carlier : « L'adoption : une méthode d'étude de l'origine des différences individuelles ».

— Université Paris-I, samedi 28 juin, à 10 heures, M. Mongi Tarchouna : « La négociation collective en Tunisie ».

— Université Paris-V, samedi 28 juin, à 9 heures, Mlle Hélène Sella : « Le grec parlé par les turcophones du Nord-Est de la Grèce (Thrace occidentale) ».

— Université Paris-V, lundi 30 juin, à 14 heures, amphi Durkheim, M. Abdelhamid Helali : « La littérature enfantine extrascolaire dans le monde arabe : analyse formelle et thématique des revues pour enfants ».

Distinctions

Légion d'honneur

Ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur :

Est promu officier :

M. Frédéric d'Allest, président de la société Arianespace.

Sont nommés chevaliers :

MM. Philippe Aubay, chef de projet dans une société de construction aérospatiale; Gérard Brachet, PDG de la société Spot-Image; Philippe Couillard, directeur de programme au Centre national d'études spatiales; Michel Courtois, chef de division au Centre national d'études spatiales; Jean-Jacques Sussel, directeur du centre spatial de Toulouse.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

PRESSE

RACHAT DU GROUPE SELISER ET RESTRUCTURATION DU CAPITAL

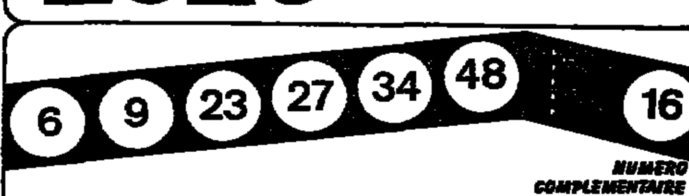
La Compagnie européenne de publication bientôt cotée en Bourse

La Compagnie européenne de publication (CEP), deuxième éditeur français derrière le groupe Hachette, consolide sa place dominante dans la presse professionnelle. Elle vient de prendre le contrôle du groupe Seliser, leader de la presse de distribution *(Libre-service actualités)* et de la presse alimentaire *(Néo-restauration, Filière-viande, Grandfroid)*, dont elle possédait auparavant 37 % des parts. En outre, le groupe britannique Reed International Pic cède les 25 % qu'il détenait dans le capital de la CEP. Les deux groupes garderont des « *relations professionnelles* ».

La majorité de ces 25 % sont répartis entre des banques (notamment le CCF, la banque Barclay et la banque Neuflize-Schlumberger-Mallet). Ces nouveaux investisseurs prennent place aux côtés des principaux actionnaires de la CEP, le groupe Havas (35 %), la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (8,5 %), le groupe bancaire Suez (10 %) et le quotidien *Ouest-France* (6 %), et des personnes physiques actionnaires, qui se regrouperont dans une structure propre.

Editeur de soixante-dix titres (de *l'Usine nouvelle* à *01 Informatique*), la CEP a pris le contrôle de la Librairie Nathan en 1979 et du groupe Larousse en 1983. Elle a réalisé un bénéfice net consolidé de 84 millions de francs en 1985 (pour un chiffre d'affaires de 2,95 milliards de francs). Le deuxième éditeur français envisage de lancer, en septembre, un hebdomadaire d'électronique et un magazine consacré aux télécommunications. Mais la CEP compte aussi attaquer les marchés hispanique et anglo-saxon. Cette ambition la pousse à s'introduire en Bourse avant juin 1987.

NATIONAL LOTO N° 25 — TIRAGE DU SAMEDI 21 JUIN 1986



PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 25 JUIN 1986 ET SAMEDI 28 JUIN 1986
VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE
N'OUBLIEZ PAS : SAMEDI 28 JUIN 1986
SUPER BONUS DE JUIN

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS N^os	12	631 415,00 F
5 BONS N^os + complémentaire	63	56 125,00 F
5 BONS N^os	2 443	4 545,00 F
4 BONS N^os	125 899	85,00 F
3 BONS N^os	2 042 244	8,00 F

BONUS DU SAMEDI 177 282
3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE : 8,00 F X 2 = 16,00 F





Important organisme formation continue (Paris) dans le domaine des activités tertiaires recherche son

Directeur 300.000 F +

Sous l'autorité du Directeur Général, il participe à la définition des objectifs généraux, assure leur mise en œuvre et le développement de l'organisme sur les plans technique et commercial, conduit une équipe de 60 permanents dont 15 cadres et une centaine d'intervenants extérieurs. Cette équipe est structurée en divisions autonomes et services d'appuis (commercial et gestion)...

Vous avez cette capacité d'être à la fois un patron, gestionnaire et commercial.
Vous avez une formation supérieure et une expérience confirmée d'au moins 10 à 15 ans acquise en entreprise ou dans des activités de service et vous vous sentez prêt à assumer la direction de cet important centre de formation.

Veuillez écrire en précisant expérience s/réf. 1145.

INTERCARRIERES
5, rue du Helder - 75009 Paris

LEVY-TOURNAY/ABSCOM



Life Technologies

LEADER MONDIAL EN CULTURE CELLULAIRE
PREMIÈRE SOCIÉTÉ DE GÉNIE GÉNÉTIQUE
POURSUIT SON DÉVELOPPEMENT EN FRANCE

et



recherche

pour sa gamme de produits

- **culture cellulaire : GIBCO**
- **biologie moléculaire : BRL**

1 ingénieur technico-commercial

chargé des ventes
pour la région Sud

pour

- Promouvoir les produits GIBCO et BRL par des ventes et démonstrations.
- Assurer un soutien technique et un suivi étroit de la clientèle.

IL(ELLE) DEVRA :

- Posséder une maîtrise de :
  - Biochimie génétique ;
  - Biologie cellulaire ou équivalent.

et/ou

- Avoir une expérience de la vente de ce type de produit.

IL(ELLE) BÉNÉFICIERA

- De l'excellente réputation de notre société.
- D'un bon salaire.
- D'une prime sur l'objectif.
- De frais professionnels.
- D'une voiture de fonction.

SI VOS APTITUDES SONT A L'IMAGE DE CE POSTE
nous désirons vous rencontrer et vous remercions de bien vouloir adresser c.v. et photo à : GIBCO/BRL SARL, B.P.7050, 95051 Cergy-Pontoise Cedex.

Pierre CHATELIER, Président,
et Luc LECA, Directeur Associé,
de **CHATELIER CONSEILS,**
font part de l'ouverture
de leur département

RECRUTEMENT

Ce département est confié
à **Jean-Elie LEYMARIE.**

La nouvelle adresse de
CHATELIER CONSEILS,
à compter du 14 avril 1986, est :

40 ter, avenue de Suffren,
75015 PARIS.
Tél. : 47.83.59.45.

HAVAS CONTACT

Le ministère de la culture
musée d'Orsay

recrute

UN PROFESSEUR AGRÉGÉ D'HISTOIRE

ayant une solide connaissance de l'histoire des arts et de la culture du 19e siècle. Il sera chargé, dans le service culturel du musée d'Orsay, de mettre en place le programme de formation des enseignants. Candidatures à adresser au musée d'Orsay
SERVICE DU PERSONNEL, PRÉFIGURATION
62, rue de Lille, 75007 Paris.
avant le 15 juillet 1986.
Les candidats présélectionnés seront reçus entre le 21 et le 25 juillet.

Valeo

Premier fabricant français d'équipements automobile, partenaire reconnu des constructeurs mondiaux - 28.000 personnes - CA 12 milliards de francs - 50 % à l'exportation.

Au sein du département mathématiques appliquées et informatique de la DIRECTION DES ETUDES AVANCEES, VALEO propose un poste à un ingénieur, ayant 1 à 2 ans d'expérience ou débutant, de haut niveau scientifique et technique et de formation ECP, Mines, ENSTA, Doctorat en mathématiques appliquées...

Ingénieur d'études applications d'informatique technique et systèmes

Il sera chargé :
- de définir et/ou optimiser les structures et procédures d'exploitation des systèmes informatiques utilisés pour le calcul scientifique,
- de gérer les principaux systèmes (notamment VAX 8600),
- de développer des applications sur mini-ordinateur,
- d'assister les utilisateurs.

Postes : proche banlieue Nord Paris.

Ecrire sous réf. LV 512 AM
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



INGENIEUR AM, ENSAM, ICAM, ECAM

pour d'importantes responsabilités en génie industriel

Plâtres Lafarge

CA 1,2 milliard, 1300 personnes, importante branche de Lafarge Coppée, représentant un ensemble industriel de 16 unités très automatisées, recherche un Ingénieur d'études et de projets industriels.

Directement rattaché au Directeur des Etudes Industrielles de la branche, il participera à la promotion du progrès technique,
- par l'amélioration des installations existantes (équipements, procédés),
- par l'étude et la réalisation des investissements concernant des nouveaux projets.

Il participera à des actions d'assistance technique dans le cadre de contrats passés avec des sociétés extérieures au groupe.
Ce poste nécessite une expérience réussie de 5 ans minimum dans le domaine de la production, du génie industriel, des qualités de créativité alliées à un sens aigu des réalités économiques.
Connaissance de l'anglais nécessaire et pratique souhaitée de l'utilisation de l'informatique.
Larges possibilités d'évolution dans le groupe.

Poste : région Sud-Est.

Ecrire sous réf. EP 558 AM
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



AGRO-ALIMENTAIRE

Une société leader, ayant plusieurs usines sur tout le territoire, rattachée à un groupe français de premier plan, étoffe ses structures industrielles et offre plusieurs postes opérationnels ouvrant de larges perspectives d'évolution de carrière.

• Responsable de la logistique

Il organisera et gérera l'ensemble des flux matière d'une usine jusque et y compris les livraisons quotidiennes aux clients. Il animera une équipe étoffée (70 personnes - 4 dépôts).
Ce poste conviendrait à un candidat, ingénieur ou école de commerce, ayant 5 à 10 ans d'expérience professionnelle (en logistique ou production) témoignant d'un sens marqué de l'organisation et de la gestion ainsi que de solides capacités de commandement.
Poste à Lyon. **réf. ET 550 AM**

• Ingénieur de production débutant

Au sein d'une petite usine (80 personnes) rattaché directement au directeur d'établissement, il sera chargé de la production et des progrès techniques.
Ce poste conviendrait à un ingénieur : ENSIA, AM, ENSI... ayant le goût du terrain, désireux et capable de commencer sa carrière en assumant d'emblée des responsabilités opérationnelles.
Poste à Strasbourg. **réf. FU 551 AM**

• Ingénieur débutant travaux neufs

Au sein d'une usine de 300 personnes, il sera chargé des progrès techniques : études et réalisation des investissements.
Ce poste conviendrait à un ingénieur généraliste (avec de bonnes connaissances en automatismes) ayant le goût de la technique, avec des qualités de créativité alliées à un solide réalisme.
Poste à Marseille. **réf. GV 552 AM**

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Importante société industrielle française, ayant la plupart de ses usines dans le Nord recherche, du fait de sa nouvelle structure, pour sa Direction "Budget et Comptabilité" implantée à Valenciennes

• Le Responsable du service comptabilité bilan

Ce poste s'adresse à un Cadre Comptable confirmé disposant d'une formation supérieure (ESC ou équivalent + DECS) et d'une expérience de 5 ans environ acquise en entreprise ou en cabinet.
Placé directement sous l'autorité du Responsable des Services Comptables, il sera en relation avec les différents établissements de la société et de ses filiales et animera une équipe de cinq personnes.
référence AL 548 CM

• Le Responsable de la cellule "Trésorerie et Consolidation"

Ce poste s'adresse à un cadre débutant disposant d'une formation supérieure (ESC ou équivalent + DECS).

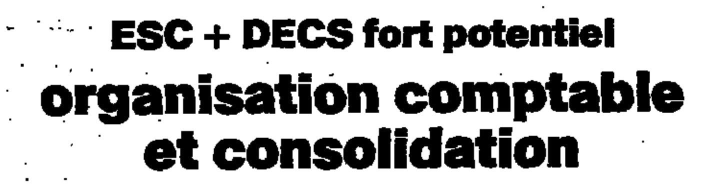
Placé sous l'autorité du Responsable du Service "Comptabilité Tiers", il aura à animer une équipe de 4 personnes.
référence BM 549 CM

Ces deux postes comportent de larges possibilités de développement de carrière dans la société, ses filiales et le groupe auquel elle appartient.

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap



ESC + DECS fort potentiel
organisation comptable et consolidation

Un important groupe du secteur tertiaire leader dans son domaine (CA supérieur à 3 milliards) plusieurs filiales à l'étranger recherche un cadre de valeur ESC + DECS.

Au sein d'une petite équipe, il participera au développement des procédures comptables de la Société mère et des filiales (études - mise en œuvre - informatisation) ainsi qu'au développement du système de consolidation du groupe.
Le titulaire du poste devra disposer d'environ 3 ans d'expérience acquise **soit dans un grand groupe, soit dans un cabinet d'audit ou expertise et être** familiarisé avec l'outil informatique.
Ses qualités de contact, sa rigueur et son sens de l'efficacité lui permettront d'être reconnu en tant qu'interlocuteur et coordinateur par les différents responsables des filiales.

Poste à Paris. **Rémunération : 240.000 F. +**

Ecrire sous réf. DO 557 AM
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Responsable des affaires juridiques
France

Puissant groupe industriel de dimension internationale, nombreuses filiales France et étranger, recherche son Responsable des affaires juridiques France.

Au niveau groupe, le titulaire du poste sera en charge des différents aspects juridiques français concernant la constitution et le suivi de l'ensemble des filiales et établissements français : droit des sociétés, droit des affaires, droit commercial, contrats...
Ce juriste de haut niveau, de formation supérieure Docteur en droit ou maîtrise + DESS ou DEA, devra disposer d'une expérience d'environ 8 ans acquise au sein d'un grand groupe industriel ou cabinet spécialisé de forte notoriété.
Une compétence plus particulièrement marquée en matière de structuration de groupes et sociétés (rapprochements, fusions, apports...) serait appréciée.

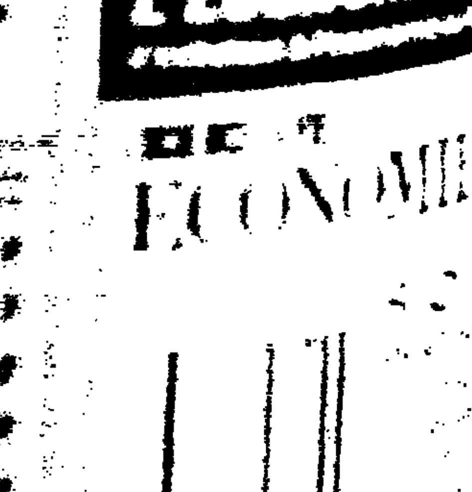
Il sera un interlocuteur rigoureux et imaginatif dans l'ensemble des directions opérationnelles, ainsi que les services centraux (plus particulièrement Directions Finances et comptabilité sociale).
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. KU 511 CM
Discrétion absolue

PUBLIPANEL

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris







Directeur commercial
350.000 F

Paris - L'un des principaux constructeurs européens de systèmes d'accessoires de câblage électrique pour l'industrie dont la vente est assurée dans le monde entier, recherche son directeur commercial, futur responsable de sa filiale française de distribution. Basé à Paris et rapportant au directeur commercial de la maison-mère, il aura pour mission de promouvoir directement auprès des industriels (marchés aéronautique, électronique, militaire...) un produit performant de haute technologie. Il se verra également confier la responsabilité du développement des ventes des produits standards de la maison mère auprès d'une clientèle de distributeurs français. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou technique ou justifiant d'un niveau équivalent. Introduit sur le marché des technologies de pointe, il devra posséder une solide expérience de la vente directe de composants techniques (type accessoires de serrage, marquage ou produits d'isolation...) à une clientèle d'intégrateurs. La pratique courante de l'anglais est indispensable. Selon l'expérience offerte, la rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 350.000 francs et sera assortie d'un bonus et d'une voiture de fonction. Ecrire à D. MORETTE en précisant la référence A/R 9160 M.

MEMBRE DE SYNTEC



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieur chef de service entretien

Picardie - Cette société française (1 100 personnes - 1 milliard de chiffre d'affaires) fabrique et commercialise des biens de consommation industrielle. Grâce à la qualité de ses produits et à la puissance de sa structure industrielle, elle est numéro deux de son secteur. Elle recherche pour une de ses usines située en Picardie (100 kms au Nord de Paris), le responsable du service entretien. Rattaché au directeur de l'usine et à la tête d'un service de 30 personnes, il aura la responsabilité des outillages et des ensembles mécaniques et électriques. Il gèrera les achats de son service dans le cadre d'un budget. Enfin, il poursuivra la mise en œuvre d'une nouvelle organisation : entretien préventif des lignes de fabrication et gestion des pièces détachées. Ce poste s'adresse à un ingénieur mécanicien ou électromécanicien, âgé d'au moins 28 ans, disposant d'une première expérience similaire d'au moins 5 ans, réalisée dans une entreprise du secteur métallurgique. La rémunération proposée sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence A/S 8094 M.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04 - Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chef du personnel usine

Picardie - Cette société (1 100 personnes - 1 milliard de chiffre d'affaires) du secteur métallurgique est un des leaders de sa profession. Le directeur d'une des usines (400 personnes) située en Picardie (100 kms au Nord de Paris), recherche son chef du personnel. Outre la gestion courante du personnel (y compris la paye informatisée), il assistera le directeur dans les relations avec les instances représentatives (CE, DP, CHSCT). Il conduira les actions de développement social : animation de groupes de progrès, communication interne, formation. Il aura la responsabilité de la sécurité dans l'entreprise, des services généraux et aura un rôle important dans les relations extérieures (municipalité, inspection du travail, écoles...). En relation avec le directeur des ressources humaines du siège, il participera à l'application de la politique sociale. Ce poste très complet, s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, de formation supérieure (DUT de gestion du personnel...). Il aura déjà eu une vision globale de la fonction comme responsable ou adjoint. La rémunération proposée sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence A/S 8095 M.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

CHARGEURS S.A.

Spontex

SPONTEX est une société de Chargeurs S.A. qui compte également parmi ses principales filiales : Chargeurs Réunis, Paquet, UTA, Walon. Première entreprise privée française dans le domaine des transports. Chargeurs S.A. est aussi un Groupe Industriel en Europe et sur le continent américain.

SPONTEX est leader dans le domaine des outils d'entretien ménager destinés au grand public (1 milliard de C.A.). Nous disposons d'un large réseau de filiales et de distributeurs exclusifs qui nous permettent d'être présents sur les 5 continents.
Pour compléter l'équipe export, nous recherchons notre

Responsable de Zone - Afrique Dom-Tom

Collaborateur direct du Responsable Export, fort d'une première expérience réussie à l'exportation de biens de grande consommation, de formation commerciale supérieure de préférence internationale, et assisté par la cellule marketing export,sa mission comportera plusieurs aspects :
- développer et gérer les relations commerciales établies avec les distributeurs exclusifs en déterminant et en mettant en œuvre avec eux les éléments du marketing mix,
- négocier avec les centrales françaises disposant d'un réseau de distribution dans la zone et avec les acheteurs publics,
- animer les grossistes et points de ventes locaux.

Pour ce poste basé à PARIS, nous attendons des candidats à potentiel, disponibles pour des déplacements représentant 30 à 40 % de leur temps, dotés d'un sens aigu de la communication et de la négociation.
Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable.
Celle d'une autre langue peut constituer un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature, C.V. + lettre + photo et prétentions à **SPONTEX** - Direction du Personnel - 24, rue des Jeûneurs - 75002 PARIS.

Pierre Lichau S.A.

PARIS/MONACO
Secteur Bancaire

Nos clients, qui comprennent les banques les plus prestigieuses en France, recherchent des cadres bancaires pour les postes suivants, (salaires négociables):

- Directeurs de Trésorerie/Chef Cambistes
- Gérants/Exploitants Clientèle Privée
- Responsables/Exploitants Grandes Entreprises
- Spécialistes en Leasing
- Directeurs Commerciaux (banque commerciale et capital markets)
- Traders Futures/Options/Change
- Dealers en obligations
- Directeurs Operations

Veuillez adresser curriculum vitae, photo, avec salaire et prétentions à nos consultants pour la France,
Christopher Evans et Jacqueline Boyd, Jonathan Wren International Ltd, 170 Bishopsgate, London EC2M 4LX. Tel: Londres: (1) 623 1266.

London • Sydney • Hong Kong



Jonathan Wren International Ltd
Banking Consultants

BF La Banque de France

recrute
LE PERSONNEL DE DIRECTION
de ses services centraux et de ses comptoirs par la voie du
concours ***d'adjoint de direction***
ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un

2ème cycle d'études supérieures ou du diplôme d'une grande école

de niveau équivalent.

Date des épreuves écrites : Samedi 27 et Dimanche 28 Septembre 1986.
Inscriptions reçues du 23 Juin au 4 Août 1986.

Aucun dossier d'inscription ne sera adressé par voie postale apres le ***31 Juillet 1986.***

Ce concours s'adresse aux candidats (femmes ou hommes libéres ou non des obligations militaires) de nationalité française, âgés de moins de 27 ans (sous reserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires) au 1er Janvier 1986.
Les candidats seront affectés soit dans les services centraux parisiens, soit dans les comptoirs de province.
Documentation et renseignements à la Banque de France
Direction Générale du Personnel - Service du Recrutement et des Concours
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01 - Tél. : 42 92 40 17

Organisation et Publicité

Prendre la Direction d'un centre de ressources industrielles
Ingénieur mécanicien

Notre Centre de Ressources Industrielles, prestataire de Services, a été créé dans le cadre d'une importante Organisation Professionnelle.
Notre objectif : sensibiliser, conseiller et assister les PME-PMI dans leurs projets de développement d'informatique industrielle.
Nous disposons pour cela d'une équipe de spécialistes et d'outils modernes performants.
Responsable du CA de son centre et de la marge d'auto-financement, le Directeur que nous recherchons établira personnellement le contact avec les entreprises de sa région. Après identification des besoins et études techniques, financières..., il les aidera à réaliser leurs projets.
Il animera une petite équipe en particulier des techniciens pointus dans leur domaine spécifique d'intervention.
La réussite dans ce poste implique une formation d'ingénieur, complétée par une expérience industrielle de 4 à 5 ans et de fortes notions en CAO-DAO.
Lieu de travail : **Nord de la France (40 kms de Lille).**
Ecrivez à notre Conseil. Danielle Jalbert vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle s/réf. 3161 M.



65, avenue Kléber, 75116 PARIS

Paris-Lille-Lyon Strasbourg



Chef d'établissement
Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole : A.M., Centrale, ENSI...

Groupe industriel français - 600 personnes, C.A. 350 MF. - recherche, pour diriger une de ses unités de production - 120 personnes - (hygiène domestique) - un ingénieur de formation mécanique joignant à une pratique industrielle de 8/10 ans (expérience fabrication en grande série : papiers, emballages appréciée) des capacités de synthèse et d'animation lui permettant de diriger la production et de superviser la gestion administrative et commerciale (commandes, expéditions...). La distribution de nos produits est assurée par le commerce intégré ce qui implique tout particulièrement une grande régularité de production en quantité et qualité.

Relevant du PDG du Groupe, il sera membre du Comité de Direction et, en tant que tel, il participera à la politique générale. Il aura l'appui d'un encadrement efficace et disposera d'un outil de production bien équipé. Voiture de fonction. Possibilité de résider dans une grande ville universitaire.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo, sous référence 71722/M à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX.

MEMBRE DE SYNTEC — CURRICULUM

sélé CEGOS

L'une des principales sociétés françaises de fabrication et de commercialisation de matériel d'éclairage

europhane

RECHERCHE

UN RESPONSABLE DE ZONE EXPORT
– MOYEN-ORIENT –

Ingénieur de formation Electricité/Electromécanique Débutant ou première expérience.

SES MISSIONS ESSENTIELLES SERONT :
- Le développement des ventes à l'intérieur de sa zone pour l'ensemble de nos produits.
- La recherche de nouveaux agents.
- La prospection, la réponse aux appels d'offres.

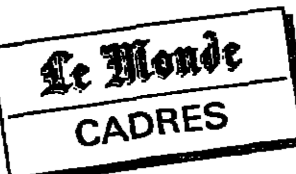
Le contexte international dans lequel vous travaillerez rend impératives la maîtrise de l'anglais et une grande disponibilite pour les déplacements.

Poste basé à Paris.

Prière d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions réf. MO 11, Nicole RABIER – EUROPHANE, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT





CIVIS CONSEIL RECRUTE UN CHARGÉ D'INFORMATION

pour animer un centre d'information régional

Nous souhaitons :

- Connaissance des problèmes d'information locale (élus, autorités administratives, presse locale, population, etc.);
- Expérience réussie auprès de collectivités ou organismes publics en qualité de responsable de communication, pendant au moins 3 ans ;
- Capacité de concevoir, préparer et organiser des actions d'information, et en assurer le suivi.

Nous offrons :

- Un poste passionnant en province, en relation avec une équipe de professionnels jeune, dynamique et performante ;
- Une possibilité d'évolution dans le poste ou sur Paris en fonction du succès de l'intervention et des opportunités de développement du groupe ;
- Une rémunération attractive tenant compte de l'expérience et de l'efficacité.

Si vous êtes passionné par la communication et libre immédiatement

écrivez sous réf. CIV/RP
Soizick Bévan, CIVIS Conseil
59, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS.

Groupe bancaire Alsace

recherche

IMFORMATICIENS PROJETS :

- Ingénieurs informaticiens ;
- Analystes-programmeurs.

(Niveau MIAGE)

Pour participer à des développements d'applications temps réel.

Veuillez adresser candidature avec c.v. détaillé et prétentions sous nº 7 381 M, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Ville de Conflans-en-Jarnisy (54)

recherche
UN PROFESSEUR DE FORMATION MUSICALE
pour le poste de :

DIRECTEUR DU CONSERVATOIRE MUNICIPAL DE MUSIQUE ET DE DANSE

Définition du poste :
- Cours de formation musicale ;
- Direction administrative et pédagogique du conservatoire ;
- Promotion de la musique et de la danse dans l'agglomération.

Formation demandée :
- Formation musicale supérieure (niveau CA ou équivalent), expérience professionnelle réussie.

Adresser lettre manuscrite avec c.v. et photo à Monsieur le Maire, hôtel de ville, place Aristide-Briand, 54800 Conflans-en-Jarnisy.

Etude notariale Paris

recherche

ASSISTANTE JURIDIQUE

Elle secondera le Juriste en Droit des Affaires et assumera les tâches classiques d'un secrétariat de haut niveau. Sa formation supérieure et une expérience d'environ 5 ans lui ont permis d'acquérir une bonne connaissance de la vie des sociétés.

Expérience traitement de textes souhaitée.

Rémunération motivante.

Envoyer c.v. sous nº 7 382 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Le ministère de la culture musée d'Orsay

recrute

UN PROFESSEUR AGRÉGÉ D'HISTOIRE

ayant une solide connaissance de l'histoire des arts et de la culture du 19e siècle. Il sera chargé, dans le service culturel du musée d'Orsay, de mettre en place le programme de formation des enseignants. Candidatures à adresser au musée d'Orsay
SERVICE DU PERSONNEL, PRÉFIGURATION
62, rue de Lille, 75007 Paris.
avant le 15 juillet 1986.

Les candidats présélectionnés seront reçus entre le 21 et le 25 juillet.

Pour une importante filiale de distribution appartenant à un puissant groupe financier en forte expansion, nous recherchons un

Jeune chef de personnel et relations sociales

environ 3 ans d'expérience

Cette société dispose d'un effectif de 3 000 personnes et d'un CA de 3,5 milliards et de plusieurs établissements décentralisés (de 250 à 400 personnes).

Sa mission : Rattaché au Directeur d'un établissement, le titulaire du poste assurera la responsabilité de la fonction personnel et sera le moteur d'une gestion dynamique des ressources humaines et du développement social (groupe de progrès...).
Il animera, au niveau de l'établissement, l'ensemble des relations paritaires et sera l'interlocuteur des responsables opérationnels et du siège.
Son profil : Il devra disposer d'une formation supérieure et d'une spécialisation en droit social ainsi que d'une première expérience opérationnelle de 3 ans minimum dans la fonction personnel et relations sociales.

Poste intéressant et réelles perspectives d'évolution pour candidat motivé ayant des qualités de contact et réalisateur.
Poste à Paris.

PUBLIPANEL

Ecrire sous réf. UK 533 CM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Petite société, innovante, en progression constante depuis sa création, réalisant des ensembles clés en mains de process thermique de haute technologie (dessalement d'eau de mer, rewamping industriel...) recherche un

Jeune ingénieur d'affaires à vocation commerciale

ECP, Mines, ENSIC...

Véritable partenaire de la Direction Générale, il sera chargé de la prospection, de la négociation et du suivi d'affaires en France et à l'exportation.

Une formation d'ingénieur Grande Ecole, un goût marqué pour le process et une bonne maîtrise de la langue anglaise, sont indispensables. Une première expérience de la vente d'installations dans un domaine proche serait un atout supplémentaire.

Les qualités personnelles de dynamisme et d'ouverture d'esprit, l'envie de s'investir dans une structure légère, et les capacités de négociation, seront des critères de choix essentiels.

Rémunération attractive et négociable selon expérience.

Poste basé à Saint-Germain-en-Laye (78).

PUBLIPANEL

Ecrire sous réf. VF 521 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Emballage plastique alimentaire

Gérer et développer les ventes France et export

Un des grands de l'emballage plastique cherche, dans le cadre de son expansion, un Responsable Commercial de valeur pour lui confier le développement d'une de ses grandes lignes de produit.

Il aura comme clients d'importantes sociétés alimentaires, France et étranger (secteur produits laitiers, viande, surgelé...).
La réussite dans ce poste implique :

- une formation supérieure, école de commerce ou équivalent,
- une expérience commerciale d'environ huit ans (France + export),
- une parfaite connaissance de l'anglais + allemand + éventuellement l'espagnol),
- des qualités de dynamisme, de contact et d'excellent négociateur.

Poste basé : 60 km sud-ouest de Paris.
Ordre de grandeur de rémunération : 300.000 F.

PUBLIPANEL

Ecrire sous réf. JR 495 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Entreprise normande constructeur de réputation mondiale

recherche pour le développement industriel de son matériel électronique

DES TECHNICIENS BTS-DUT CONFIRMÉS

pour ses services méthodes, test, automatisation, production.

Envoyer c.v. sous nº 7 383 M, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Directeur Commercial

Une société française qui fabrique et vend des produits de marque renommée destinés au second œuvre bâtiment, (CA 60 millions de francs), rattachée à un grand groupe industriel, recherche son Directeur Commercial.

Il proposera la politique commerciale, animera un groupe de vente, traitera des problèmes de marketing. Il assurera les liaisons avec la logistique.
Ce poste conviendrait à un candidat, ESC ou équivalent, ayant une bonne connaissance du second œuvre bâtiment (reseaux de distribution et de la vente directe aux entreprises), ayant une expérience de la direction d'équipes, capable d'allier dynamisme commercial et engagement sur des prévisions, des objectifs et des marges.

Poste à Paris — **Rémunération : 300.000 F**

PUBLIPANEL

Ecrire sous réf. LW 564 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Une importante société chimique

(CA 20 milliards)

rattachée à un des premiers groupes français, renforce son potentiel technique et recherche plusieurs ingénieurs.

POUR UNE GRANDE USINE BASSE-NORMANDIE

• Ingénieur génie chimique

optimisation - modélisation

ENSIC, ECP, Mines... débutant ou ayant une première expérience, il participera à des actions de progrès techniques sur une grande installation pétrochimique.
réf. HW 553 AM

• Ingénieur process confirmé

ENSIC, ECP, Mines (+ ENSPM apprécié) ayant quelques années d'expérience en process pétrochimique (expérience en usine, ou en BE + réalisation appréciée), témoignant de solides compétences en calcul scientifique. Il sera intégré à une équipe process, travaillant étroitement avec la recherche et la fabrication.
réf. JH 554 AM

POUR UN CENTRE DE RECHERCHES A PARIS

• Ingénieur de recherches

physico-chimie

Docteur ès-sciences ou équivalent, il aura de bonnes connaissances en matériaux, physique du solide ou poylmères). Spécialiste de microscopie électronique, il sera intégré dans un service de physico-chimie travaillant dans le domaine des phénomènes interfaciaux sur différents materiaux.
réf. KZ 555 AM

PUBLIPANEL

Tous ces postes ouvrent de réelles possibilités d'évolution de carrière.

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71 rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

CHERBOURG

Ingénieur contrôles non destructifs

Puissant organisme industriel d'état, spécialisé dans la conception et l'élaboration des structures (coques), recherche un ingénieur expérimenté dans le domaine des contrôles non destructifs.

Au sein de la section qualité, il devra animer et gérer un service d'une trentaine de personnes chargé de :

- la réalisation des contrôles (radiographies X et gammagraphies, magnétoscopies et ultra-sons) et l'analyse des resultats,
- l'optimisation des procédés actuels et de leur mise en œuvre,
- le développement de procédés nouveaux.

Une formation d'ingénieur, si possible électronicien ou électricien (ENSI, ENI...), une expérience technique similaire et de bonnes capacités d'encadrement seront des éléments indispensables pour la réussite dans ce poste.

PUBLIPANEL

Ecrire sous réf. JZ 547 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71 rue d'Auteuil 75016 Paris



IMPORTANTE BANQUE PRIVEE

Filiale d'un Groupe International
recherche pour l'une de ses Agences Parisiennes

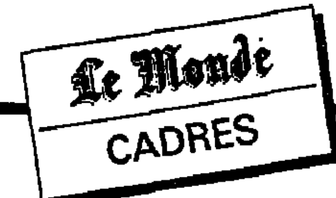
ATTACHE(E) DE CLIENTELE PRIVEE

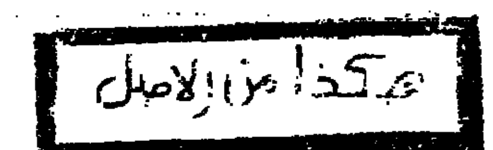
Il devra gérer et développer un fonds de commerce composé d'une clientèle haut de gamme de particuliers.
Sont indispensables :
- l'experience du poste.
- une solide formation, universitaire et/ou I.T.B.
- une excellente presentation
- une grande aisance dans les contacts alliée à de réelles aptitudes commerciales.

Possibilite d'évolution vers un poste d'encadrement au sein du reseau.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et pret. sous ref. 9269 à Contesse Publicité 20, av. Opera 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE


Le Monde
CADRES


هكذا من الاصل

هكذا من الأصل

Le Monde
CADRES

Le Monde
CADRES

PERSONNEL ET RELATIONS SOCIALES.
200 à 250 KF.

Vous disposez d'une formation juridique supérieure (mini : Maîtrise), d'une expérience réussie (3/5 ans) de la fonction, soit dans sa totalité, en P.M.E., soit en partie dans une structure plus importante.

Vous souhaitez aujourd'hui prendre en charge l'intégralité de la fonction, sur un site industriel, dans une unité de production de 300 personnes et vous préparer aux fonctions de CHEF du PERSONNEL dans une usine d'un groupe international de renom.

Vous recherchez l'opportunité de vous engager pleinement dans une Entreprise qui investit, qui modernise, qui fait des profits et dont les structures et le mode de gestion favorisent l'expression et la communication.

Notre société vous offre cette opportunité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :
J.-M. Legrand Centre de phychologie du travail.
3. bd. René Levasseur 72000 LE MANS sous réf. 622.



COMMUNICO

Négociateur d'affaires

Fort d'une expérience commerciale acquise dans une institution financière (Banque - Assurances) rejoignez **une activité en plein développement** et une entreprise performante, filiale d'un grand groupe financier de taille européenne.

Venez intégrer la **direction Commerciale** où vous serez chargé de proposer a de grandes entreprises des **produits financiers** et de négocier les contrats jusqu'à leur terme, directement avec les dirigeants d'entreprise.

Une rémunération motivante et des possibilités d'évolution sont offertes à un candidat de valeur, âgé de 30 ans minimum et titulaire d'une formation supérieure.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions) sous référence 2154 à

SOURCES 144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra confidentiellement.

SECURITE ET TECHNIQUES DE POINTE

FICHET BAUCHE s'impose comme le leader inconteste de la sécurite des biens et des personnes.
Notre Division Equipements Professionnels recherche pour son Département Ingénierie un ingénieur grande école (électronique ou informatique) pour lui confier un poste

INGENIEUR D'AFFAIRES

Il participera au développement et à la promotion de notre activité CENTRALISATION et INGENIERIE SECURITE.

Bon negociateur, homme de contact il saura nous apporter son expérience (2 à 3 ans) et ses connaissances techniques et commerciales.

Nous lui proposons une fonction qui, tant en France qu'à l'etranger (Anglais nécessaire pour de courts deplacements), lui permettra de valoriser ses competences dans un domaine en croissance faisant appel à des techniques de pointe.

Nous étudierons avec attention et discrétion votre candidature (lettre, CV et photo) sous réf. 33 M à FICHET BAUCHE, Direction des Relations Humaines. 15/17, avenue Morane-Saulnier, 78140 VELIZY.





GEO Ça prima Femme Actuelle Télé Loisirs

Filiale d'un groupe international, **PRISMA PRESSE** est devenu en quelques années l'un des leaders de la presse magazine et cherche à renforcer ses structures de management en recrutant

ATTACHE(E)S de DIRECTION

Au sein de la Direction Générale, vous serez chargé(e) de missions variées d'études et de coordination, en relation avec toutes les fonctions de l'entreprise.

Pour une personnalité de valeur, associant rigueur et ouverture d'esprit, ce poste fonctionnel et polyvalent doit déboucher à moyen terme vers une responsabilité opérationnelle.

Vous avez une formation supérieure (niveau HEC, Sup de Co) et une véritable expérience professionnelle, de préférence dans la presse. Vous parlez couramment l'anglais ou l'allemand.

Si cette perspective vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature à

PRISMA PRESSE - Direction du Personnel
6 rue Daru - 75008 Paris

SOURCES

Agro-alimentaire : d'une responsabilité produit à celle de notre marketing...

Specialistes de la distribution de surgelés, nous avons eu ces dernières années un développement fort et régulier. Notre C.A. se situe bien au-delà de 500 millions de Francs. Nous avons acquis notoriété, image de qualité et pourquoi ne pas le dire... nous sommes devenus un des leaders de notre secteur. Il nous manque au sein de notre équipe de développement l'homme du marketing.

Actuellement, surtout implantés à Paris et en Ile-de-France, où nous avons une centaine de magasins qui nous appartiennent en propre, nous avons décidé d'orienter notre développement vers la province. C'est, dans un premier temps, à la realisation de cet objectif que vous vous consacrerez entièrement. Dans un deuxième temps et parce que vous nous aurez convaincus, vos compétences s'exerceront dans le domaine large de notre marketing touchant aux produits, à la promotion, à la communication...

Nous vous voyons âgé de 35 ans environ, diplômé d'école de commerce, avec un professionnalisme acquis dans l'agro-alimentaire ; vous pourriez être, par exemple, dans une fonction de chef de produit ou de chef de groupe et pour vous sentir maintenant à l'étroit vous avez besoin d'évoluer... Le poste est basé en région parisienne sud.

Merci de nous adresser lettre manuscrite, CV, photo. Nous vous assurons confidentialite et réponse. Référence 2381 M.
24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

Jeune ingénieur études et méthodes partagez nos ambitions

Après un diplôme d'ingénieur (ENSAM, ESTP, EMN...), et 3 à 4 ans dans le bâtiment, vous souhaitez élargir votre expérience et accéder rapidement à des postes de Management.

Le Groupe BRUNO PETIT (1,1 milliard de C.A. - 2 000 personnes), un des leaders de la Maison Individuelle, vous propose de rejoindre la Direction Études et Projets au siège du Groupe à Meudon.

- Constamment à l'affut de nouveaux produits et procédés, vous testerez leur efficacité et proposerez leur application sur chantiers.
- Vous serez amené à réaliser également des études ponctuelles nécessitant de bonnes connaissances en calculs de structures.
- Vous aurez comme interlocuteurs privilégiés les responsables travaux régionaux qui, par des contacts fréquents, vous permettront la découverte du terrain.
- A ce titre, vous aurez le souci de concourir à l'excellence des techniques de mise en œuvre et à la rentabilité des chantiers.

Vous êtes intéressé par l'opportunité de faire évoluer rapidement votre carrière, adressez lettre manuscrite, CV, prétentions et photo sous réf. 114 B à :

GROUPE BRUNO PETIT - Direction recrutement - BP 33 - 92130 Meudon



SOURCES

L'anti train-train pour 15 ingénieurs

Jeunes Ingénieurs, vous n'allez pas vous ennuyer ! A peine arrivés, déjà sur chantier. Vous abordez la technique routière et apprenez à motiver vos équipes. Rapidement, vous découvrez la gestion : résultats, amortissements, valeur ajoutée... prennent enfin une dimension concrète.

Il ne manque plus que les affaires ! Peu à peu, vous allez gérer vos relations commerciales et décrocher vos premiers marchés.

Motivés et responsables, prenez le chemin de la réussite ! Nous vous aiderons en mettant à votre disposition nos techniques, notre dynamisme et la puissance de notre groupe.

Adressez votre dossier de candidature sous réf. LM 9

Service Recrutement/Formation
39 rue du Colisée
75008 Paris



SOURCES

Responsable méthodes

Centrale, AM...

Notre entreprise comporte 5 unités de production autonomes, de 200 à 500 personnes chacune. Les Chefs d'Unité, âgés de 30/33 ans, se comportent en véritables "patrons" de PMI et disposent à cet effet de l'ensemble des Services périphériques à la Production. Pour accéder à cette fonction, il faut impérativement avoir assumé la responsabilité de l'un de ces Services pendant 3 à 5 ans. Aujourd'hui, nous recherchons le Responsable Méthodes de **l'Unité Tôlerie-Traitement de Surface.** 30 ans environ, diplômé d'une grande école à dominante mécanique, il valorisera une première expérience de quelques années en Méthodes, en animant un Service de 20 cadres et techniciens et en gérant un budget annuel d'investissement d'environ 15 MF. Notre dimension, qui permet d'intéressantes perspectives, nos produits, connus dans le monde entier, notre gestion et notre politique de management réputées pour leur qualité et leur hardiesse constituent nos meilleures références. Le poste est situé dans une région appréciée (proximité de l'Océan).

ORION, à qui nous avons confié cette recherche, vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 606473 en précisant si vous le désirez les sociétés auxquelles il ne doit pas être transmis.

35, rue du Rocher 75008 Paris



ARCOREM

jeune diplômé(e) HEC, ESSEC, ESCP...

découvrez l'ensemble du fonctionnement d'un organisme financier

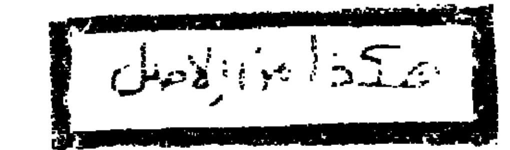
dès le début de votre carrière. Vous vous joignez, à Paris, à l'équipe d'inspection d'un grand établissement financier qui comprend de nombreuses agences dans la capitale et sa proche banlieue. Après avoir pris connaissance de notre organisation, de nos méthodes ainsi que de la réglementation bancaire et fiscale en vigueur, vous intervenez dans nos succursales. Sous la tutelle d'un Inspecteur sénior, vous vous assurez de l'application des procédures et des normes de securité, tout en conseillant les responsables et le personnel dans leur gestion. Vous leur fournissez aussi les informations nécessaires pour la mise en œuvre des nouvelles directives. Vous contribuez également aux études visant à améliorer les moyens d'investigation ainsi que l'assistance apportée aux agences.

Nous vous remercions d'écrire, s/réf. M/029.41, à notre Conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION - 49, avenue de l'Opéra - 75002 PARIS.



MEDIA 84



هكذا من الأصل



VILLE DE SAINT-PRIEST
(45 000 habitants)

recrute
pour diriger sa médiathèque

UN/UNE BIBLIOTHÉCAIRE 1re CATÉGORIE

Condition statutaire, concours sur titre.

Dossier avant le 31-7-86 : Monsieur le Maire, hôtel de ville, 69800 Saint-Priest.

SEDI

Grâce à notre dynamisme et à la compétence de nos prestations, nous recherchons pour notre DÉPARTEMENT INDUSTRIEL

Ingénieurs Grandes Écoles

(Débutants acceptés)

Expérience milieu industriel souhaitée. Rémunération attractive et évolution de carrière intéressante.

Adresser votre candidature, CV et prétentions à SEDI 80, av. Charles de Gaulle 92200 NEUILLY

Etablissement industriel clermontois (Puy-de-Dôme)

recherche

INGÉNIEUR

pour test système électronique embarqué sur aéronef.

Connaissance en électronique linéaire et numérique ainsi qu'en informatique technique nécessaire.

Ecrire avec c.v. à Havas 6300 E Clermont-Ferrand Cedex, qui transmettra nº 16 730.

Comment percevoir ce que d'autres ne voient pas.

La curiosité, la volonté de comprendre, d'aller plus loin, est un trait commun aux hommes de Télésystèmes. Pour développer cette capacité à voir plus large, à percevoir ce que d'autres ne voient pas, nous offrons à ceux qui rejoignent Télésystèmes un parcours que les autres n'ont pas.

Un voyage qui aiguise l'esprit

Entrer chez Télésystèmes, c'est avoir l'opportunité d'aiguiser votre esprit, d'échapper au quotidien au contact des métiers que nous maîtrisons : ingénierie de systèmes et réseaux, banque de données, télématique, centres informatiques, conseil-assistance et développement de logiciels.

Voyager au sein de Télésystèmes sur des projets de pointe en France comme dans le monde, c'est aussi l'opportunité d'acquérir un ensemble de connaissances qui vous permet de bâtir une carrière.

Les grands moyens

Télésystèmes, une des premières SSII françaises, forte de ses compétences, de son assise financière et de ses moyens de développement, poursuit sa croissance en intégrant, en 1986, 250 ingénieurs :
ingénieurs d'application - chefs de projet
ingénieurs systèmes - ingénieurs réseaux
ingénieurs d'affaires
dans des environnements Bull, DPS6, DPS7, DPS8, IBM gros systèmes, DEC...

Si vous êtes de ceux qui veulent percevoir ce que les autres ne voient pas, rejoignez-nous.

Envoyez CV et lettre manuscrite à :
Télésystèmes, Direction du personnel.
115, rue du Bac. 75007 Paris.
Tél.: (1)45.44.38.98.



Gagnons ensemble.

Sitben Sukermann Kubel



Gestion des carrières et recrutement

SONY

"Utiliser le plus haut niveau de technologie possible" "fonder l'organisation sur la valeur de l'individu". Voici un extrait de la charte de notre groupe. La recherche du Responsable de la Gestion des Carrières et du Recrutement s'inscrit dans une volonté d'optimisation des ressources humaines de SONY FRANCE. Directement rattaché au Directeur des Relations Humaines, ce nouveau collaborateur aura pour mission de déterminer avec l'encadrement les besoins en ressources humaines et de promouvoir l'évolution interne grâce à la mise au point d'une véritable gestion prévisionnelle des carrières. Responsable du recrutement de l'ensemble du personnel (cadres, AM et employés) il aura le souci de favoriser et de suivre l'intégration de nos collaborateurs dans nos équipes. Il sera chargé de la gestion des rémunérations et participera étroitement à l'ensemble des actions menées par l'équipe de la fonction personnel. Ce poste conviendrait à un homme doté d'une double formation supérieure (ESC, IEP et DESS de sciences humaines...) et justifiant d'une expérience de la fonction d'environ cinq ans acquise dans un environnement international ou dans un cabinet conseil. Le sens de la gestion humaine que nous développons s'appuie sur un réel souci de la valorisation des qualités et compétences de chacun, sur l'ouverture, le respect des autres et la disponibilité aux idées neuves. Compte tenu de notre expansion, un candidat de fort potentiel trouvera chez nous de réelles opportunités d'épanouissement. Le poste est basé à Paris.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous réf. 595.86 M à notre conseil - 61 boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

JOURDAN/2



l'informatique au crédit foncier de france

INGENIEURS GRANDES ECOLES ou équivalent

- Vous débutez ou possédez déjà une première expérience, nous vous proposons d'intégrer nos équipes afin de participer activement à la mise en oeuvre de notre schéma directeur informatique.
- Vous exercerez vos fonctions au Service Informatique et Systèmes d'information (+ de 200 personnes) dans un environnement en pleine expansion IBM 3090, MVS/XA, IMS/DB/DC, DB2, langage de 4me génération (AS, FOCUS).
- Selon votre profil, vous trouverez un poste à vos mesures, aussi bien dans des domaines très techniques (système, télécommunications), que dans des activités plus orientées vers l'informatique de gestion (conception, analyse, exploitation).
- Rémunération motivante et nombreux avantages.
- Comment nous rejoindre ?

En passant le concours organisé les 2 et 3 septembre 1986 (clôture des inscriptions le 6 août).

Demandez notre documentation complète au CREDIT FONCIER DE FRANCE.
Service du Personnel - Bureau des Concours, 48, rue Cambon, B.P. 65, 75050 Paris Cedex 01
Tél. : 42.44.80.66/80.67.

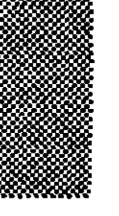
crédit foncier de france
POUR ENTRER CHEZ VOUS, ENTREZ CHEZ NOUS.

Responsable du recrutement

SERETE, est leader sur le marché de l'ingénierie en France dans des projets complexes : industries lourdes, industries de transformation et de haute technologie : productique, aéronautique, électronique, informatique.

En étroite collaboration avec les Directions opérationnelles, vous mènerez de manière autonome des recrutements passionnants : jeunes ingénieurs ou experts, automaticiens, mécaniciens, thermiciens, électriciens, financiers, etc. Vous assurerez le choix des méthodes appropriées et contrôlerez budgets, délais de recrutement et intégration des candidats. Une première expérience de la fonction de 2 à 3 ans acquise en cabinet ou entreprise et le goût des contacts sont indispensables. Merci d'adresser votre candidature à Serete, Service du Recrutement, 86, rue Régnault, 75640 Paris Cedex 13, sous référence 86.62-M.





FRANCE



Informaticien mais surtout Gestionnaire

PARIS

Filiale d'un très important groupe de distribution, notre développement actuel et nos projets d'expansion nous amènent à créer le poste de coordinateur informatique. C'est pour nous un poste-clé car son titulaire sera chargé de traduire les besoins exprimés par nos différents dépôts régionaux en applications informatiques, d'assurer leur réalisation par les services informatiques du groupe et de préconiser nos développements futurs en matière d'outils informatiques.

Responsable devant la Direction Générale il sera le garant de la bonne utilisation de l'informatique au sein de notre société. Nous voulons confier ce poste à une personne de formation supérieure, âgée d'environ 30 ans, ayant acquis une expérience de mise en place de systèmes de gestion, si possible dans une société commerciale ou de services. L'utilisation de matériels IBM-PC ou compatibles serait appréciée.

Ce poste, évolutif, constitue une réelle chance à saisir. Merci de faire connaître votre motivation et vos compétences en adressant votre candidature sous référence 2293/LM à : Daniel LANDEAU, notre Conseil, pour cette recherche, qui vous garantit une totale confidentialité.

HAY *Managers* 13, rue Alphonse de Neuville - 75017 PARIS

RHÔNE-POULENC

recherche
pour les activités chimiques de ses Divisions à vocations internationales

CHIMIE DE BASE, MINERALE FINE ET SPECIALITES CHIMIQUES

Ingénieurs procédés

CENTRALE, ENSIC, ESPCI, ENSCP, ESCIL...

Il leur sera confié des postes de DEVELOPPEMENT et D'ASSISTANCE TECHNIQUE auprès d'unités de fabrication, dans des secteurs de hautes technologies. Différents niveaux de responsabilités sont offerts en fonction de l'expérience et du profil des candidats, CONFIRMES ou DEBUTANTS.

Les Divisions chimiques de RHONE-POULENC, en forte progression en C.A. et en résultats, poursuivent une politique active de développement industriel (nouvelles installations, optimisation des procédés, nouveaux produits...) à travers le monde. Elles offrent de réelles opportunités de carrière, en France et à l'étranger, à des candidats à fort potentiel, autonomes, voulant prendre rapidement des responsabilités.



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence M 18C à notre Conseil :

ARCO - 25, rue Cambon - 75001 PARIS



conduisez au succès le développement de notre système d'information

REIMS

Nous sommes parmi les premières Caisses françaises de Crédit Agricole; nous employons 1000 collaborateurs et disposons de deux IBM 43XX/MVS auxquels sont connectés nos 350 terminaux. Notre directeur informatique cherche son responsable du développement pour conduire un projet ambitieux : refondre l'ensemble des applications de notre banque autour d'une base de données décisionnelles.

Venez diriger et coordonner 40 informaticiens, veiller au respect des délais et à la bonne réalisation des applications définies par notre schéma directeur.

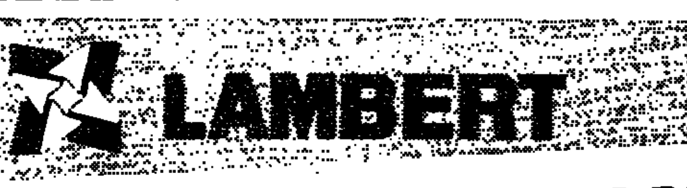
Agé de 35 ans environ, de formation supérieure, si possible scientifique, vous avez une solide expérience en conduite de projets et en animation d'équipes importantes. Vous aimez le contact et savez convaincre des utilisateurs exigeants. Cela vous est utile pour réussir chez nous et... progresser rapidement.

Notre consultant, S. BERLEM, vous remercie de lui écrire (réf. 466 LM) à **"Carrières de l'Informatique"**.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC



RESPONSABLE D'UN CENTRE DE PROFIT

une opportunité pour un Professionnel du Bâtiment

LAMBERT vous propose de prendre rapidement des responsabilités de haut niveau en participant au développement rapide de sa branche "Distribution de matériaux".
Travaillant en liaison étroite avec l'équipe de Direction jeune et dynamique de Lambert Distribution et dans un esprit de profonde concertation, vous serez dans un premier temps chargé en région parisienne du développement et de la réorganisation de l'un des principaux centres de profit de la société, spécialisé en matériaux et bois, et réalisant actuellement un **C.A. de 60 MF.**
Vous confirmerez à travers ce poste vos aptitudes indiscutables au management des hommes et votre sens aigu du profit.
Vous animerez également des groupes de réflexion à caractère stratégique au niveau de l'ensemble de la société.

Vous prouverez ainsi vos capacités à étendre ultérieurement vos responsabilités à un ensemble de centres de profit en région parisienne ou en province.
Nous attendons un candidat de formation supérieure, de préférence commerciale, complétée par une expérience réussie dans le milieu du Bâtiment.
Nous offrons une rémunération très motivante pour un homme ambitieux et à fort potentiel.

Merci d'adresser votre lettre de candidature (c.v., photo et prétentions) s/réf. 2791 à la Direction des Relations Humaines du Groupe Lambert. LAMBERT FRERES & CIE, 5 rue Vernet 75008 Paris.

Axial Publicité

Patron d'unité industrielle

BORDEAUX

Le «continu» chez HACHETTE, c'est l'impression de documents administratifs et commerciaux pour PME, de liasses et de listings pour ordinateurs, de billets d'avion. . C'est pour nous un créneau en expansion aux résultats très positifs grâce à une constante volonté d'innovation accompagnée d'investissements importants dans les 4 unités de Limoges, Cholet, Bordeaux et Romans qui font avec 220 personnes 180 MF de CA.
A la suite d'une mutation, nous recherchons le directeur de notre unité de Bordeaux.
Diplômé Grande Ecole, vous avez de préférence une formation d'ingénieur (IDN, ENSI, ICAM...).
A 33 ans minimum, vous avez une bonne expérience des produits fabriqués en séries unitaires et vous êtes désireux d'élargir votre action pour prendre en charge l'ensemble d'une unité sous tous ses aspects : conception et lancement de nouveaux produits, animation du personnel, gestion, organisation, amélioration de la production. Vous assumez en même temps la fonction commerciale, pilotez votre force de vente, assurez le marketing de vos produits et les relations avec les principaux clients.
Ce poste peut permettre une évolution dans la Branche industrielle du Groupe.

Ecrivez-nous (lettre manuscrite + CV + rémunération), sous réf. 6065 M, au Service Gestion des Cadres, 12 rue François 1er, 75008 Paris.



Etre le second d'une grande agence de communication

Nous sommes filiale de FCA ! Notre activite : la relation entre les hommes et l'entreprise. Notre agence, déjà parmi les toutes premières du marché, poursuit son développement. Pour nous donner les moyens de nos ambitions, nous recherchons celui qui va seconder le Directeur Général.

A ses côtés, il anime, supervise une équipe de professionnels (Chef de groupe, chefs de publicité, productrices...), développe les affaires et gère les budgets (stratégie, conception et rédaction des messages, impulsion création et média planning). Il est en permanence à la recherche de nouveaux supports pour l'entreprise dans nos principaux domaines d'intervention : la communication de recrutement (ponctuelle et institutionnelle) et la communication interne (journaux, magazines, vidéo...).

Cette responsabilité, porteuse d'avenir, peut intéresser un E.S.C. age de 30 ans environ, ayant une expérience de plusieurs années d'animation et de gestion de budgets en agence de Publicité et souhaitant, aujourd'hui, prendre son véritable essor en associant son évolution personnelle à celle de l'entreprise.

Merci de nous adresser votre dossier sous réf. CL 679 M.



11 rue des Pyramides, 75001 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Un nouvel associé chez SIRCA.

Associé, pourquoi ? Depuis bientôt 10 ans que nous exerçons avec passion notre métier de conseil en recrutement de cadres, par annonce et par approche directe, nous avons pu apprécier l'intérêt de l'esprit d'association qui fait la cohésion de notre équipe et stimule notre créativité. Nous gardons en toutes circonstances le même souci de haute qualité et de relations de confiance avec tous nos interlocuteurs.

Implantés aujourd'hui à Paris, Lyon et Madrid, nous envisageons favorablement d'autres développements. Dans l'immédiat, c'est pour Paris que nous cherchons un nouveau consultant associé.

Vous vous sentez capable d'apporter un plus à notre équipe tout en respectant notre style et notre système de valeurs. Du tonus, un contact positif, une plume alerte, une démarche commerciale convaincante sont parmi vos atouts. Avant de vérifier ensemble l'intérêt de vos 10 à 15 ans d'expérience en entreprise et peut-être pour partie en cabinet, une première lettre en toute confidentialité adressée 64, rue La Boétie 75008 PARIS, sous référence 549 727 M.



Membre de Syntec

SOURCES

Recherche
ÉDUCATEURS (TRICES) spécialisé ou DEFA. Écrire CV Havas, Cannes, 9539 BP 177.

Laboratoire de matériel médical et pharmaceutique

ANTIBES 06

recherche

JEUNE RESPONSABLE DE PRODUCTION

Ingénieurs Arts et métiers ou équivalent pour gestion de production, entretien des équipements mécaniques et électromécaniques.

Adressez lettre manuscrite, CV et photo à
Pro-Consultant Côte d'Azur
4, place Gambetta, 06400 Cannes.

CREDIT FORD

JURISTE

Vous connaissez les avantages de votre profession : contacts, variété des travaux à traiter, pouvoir d'orientation. Vous l'avez choisie pour toutes ces raisons et parce que vous pensez que c'est une position idéale pour s'informer, influencer les actions quotidiennes et les projets.

Nous vous proposons un poste de juriste généraliste consacré à nos activités CREDIT. Vous rédigez et surveillez les contrats passés avec nos clients et notre réseau, en particulier dans la prise de garanties. Vous protégez les intérêts de notre société dans les actions de recouvrement et vous nous assistez dans les négociations avec les autorités monétaires. Vos conseils seront aussi demandés dans le domaine fiscal et social.
Sur le plan interne vous veillez à l'application des procédures et au respect de la législation.

Votre évolution passera par un élargissement de votre activité à d'autres secteurs. Elle pourra intervenir en France ou à l'étranger.

De formation juridique et financière (Doctorat ou DES) vous connaissez la législation sur la protection de l'acheteur à crédit et vous avez une bonne pratique du droit des Sociétés : votre expérience est d'au moins deux ans et de préférence dans un établissement de Crédit à la consommation, une société financière ou dans le service contentieux d'une banque.

La maîtrise de l'anglais est indispensable à ce poste.

Merci d'adresser votre candidature
à FORD FRANCE SA,
Direction du Personnel,
344 avenue Napoléon Bonaparte,
92506 RUEIL MALMAISON Cédex.

Ford

UNE VOLONTE DE PERFECTION

DESSEIN



Une société recherche **6 juristes de haut niveau (h.f.).**

Pratique professionnelle minimale 5/10 années. Spécialistes en Droit du Travail ou Droit des Sociétés et Droit Commercial, en particulier en matière d'actes juridiques.

Goût et aptitudes pour la recherche et la rédaction. Dynamisme et imagination indispensables. Maîtrise de l'usage des micro-ordinateurs ou acceptation d'une initiation accélérée. Lieu de travail Paris.

Début d'activité : septembre 86.
Perspectives de carrière motivantes.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo s/réf. 605/86 à IS CONSEIL - 34, cours Gouffé - 13286 MARSEILLE Cedex 6.



MARSEILLE - LYON - PARIS

Pierre Lichau S.A.

Jeune auditeur pour nos filiales

Plus de 300 MF de CA, 300 personnes, nous sommes une société française qui fabrique et commercialise des papiers spéciaux pour l'industrie graphique. Notre outil de production et la qualité de nos produits font de nous un leader de notre profession. Nous exportons 35% de notre CA à travers nos filiales et un réseau d'agents.

Des contrôles et validations de documents comptables à la présentation de rapports et de tableaux de bord mensuels en passant par la surveillance des stocks et comptes clients... Vous facilitez la circulation de l'information de gestion entre les filiales et le siège ; ainsi vous jouez un rôle dans l'amélioration de notre communication interne.

26 ans environ, diplômé d'école de commerce, vous avez complété votre formation de gestionnaire par une première expérience d'audit en société ou en cabinet. Force de caractère, diplomatie, rigueur et ouverture d'esprit sont les qualités que nous souhaitons trouver en vous. Pour ce poste basé en région parisienne mais nécessitant une part de votre temps sur le terrain, vous parlez allemand et bien sûr anglais.

Merci de nous adresser lettre, CV, photo Référence 1383 M.
Réponse et discrétion assurée. 24 rue Eugène Flachat 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

Finance Marketing International

Conseil en commercialisation de produits financiers et d'assurances, recrute, pour faire face au développement de ses activités, un

Concepteur-Rédacteur

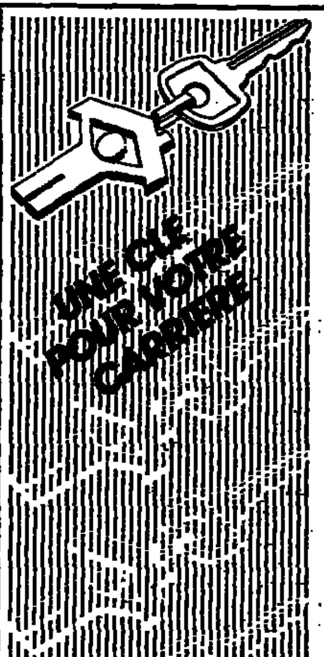
Junior - H/F

La communication vous passionne et vous pouvez faire état d'une première expérience réussie (deux à trois ans au minimum).

Votre formation nous intéresse moins que votre aptitude à pratiquer la communication de manière intelligente et efficace. Vous savez traduire un concept marketing en langage commercial et publicitaire. Vous êtes capable aussi bien de concevoir une annonce de pub que rédiger une lettre de vente, créer une plaquette d'image institutionnelle pour une société ou un document d'information bien structuré sur un produit.

Vous alliez la créativité et la rigueur, le souci du style et celui de l'efficacité. Et vous êtes prêt à vous intégrer dans une équipe fortement motivée avec laquelle vous pratiquerez toutes les techniques de communication commerciale : VPC, publicité presse, édition, information interne et externe.

Pour un premier contact, adressez votre dossier (lettre manuscrite + CV + prétentions) sous référence LM1, à : Annie MELIN, Finance Marketing International, 33 rue de Mogador 75009 Paris.



l'informatique au crédit foncier de france

PROGRAMMEURS

- De formation IUT ou équivalent, vous débutez ou possédez déjà une première expérience.
- Nous vous proposons de travailler au sein d'une équipe de projet de taille limitée.

Vous disposerez des moyens les mieux adaptés à l'exercice de vos fonctions, en matériels comme en logiciels (ISO/ISPF...).
Outre le COBOL, vous utiliserez des langages de 4ème génération (AS, FOCUS) et un générateur de programmes PACBASE.

- Poste évolutif, rémunération motivante et nombreux avantages.
- Comment nous rejoindre ?

En passant le concours organisé les 18 et 19 septembre 1986 (clôture des inscriptions le 6 août).

Demandez notre documentation complète au
CREDIT FONCIER DE FRANCE - Service du Personnel - Bureau des Concours
48, rue Cambon, B.P. 65, 75050 Paris Cedex 01 - Tél. : 42.44.80.66/80.67.

crédit foncier de france
POUR ENTRER CHEZ VOUS, ENTREZ CHEZ NOUS.

JEUNES INGENIEURS - UNIVERSITAIRES - CADRES ET TECHNICIENS D'ENTREPRISE

Votre avenir passe par Douai !

Un corps professoral de grande valeur résolument tourné vers les applications industrielles et associé à des moyens matériels importants, une gamme de compétences très large : mécanique, robotique, informatique, automatique, génie énergétique, polymères et composites, métrologie, bâtiment et travaux publics, métallurgie, chimie, voilà l'Ecole des Mines de Douai, une école de renommée et d'audience nationales qui forme des ingénieurs généralistes et opérationnels en prise directe avec le monde de l'industrie.
Comme chaque année, nous ouvrons plusieurs cycles de spécialisation.

INGENIEUR SPECIALISE EN ROBOTIQUE

Une compétence technique et scientifique de haut niveau en robotique, voilà l'objectif de cette formation ouverte à 10 étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, DEA ou équivalent.
2 options, conception ou utilisation des robots, sont possibles : sur 1 an un programme de 800 h d'enseignement théorique et pratique et 800 h de stage et projet industriel en entreprise. Des cours assurés par des spécialistes nationaux et internationaux, d'importants moyens matériels en robotique et informatique : une formation top niveau sanctionnée par le «Diplôme de spécialisation en robotique de l'Ecole des Mines de Douai».
Pour tous renseignements et pour obtenir un dossier d'inscription, téléphoner au 27.87.03.52 ou écrire à Mr François GAJDZIK.

CREATION D'ENTREPRISE INDUSTRIELLE

Ingénieur ou technicien, débutant ou confirmé, vous êtes porteur d'un projet de création d'entreprise industrielle.
Notre objectif : aider à concrétiser votre idée par la mise au point d'un prototype industriel. Des moyens matériels et humains importants dans des domaines de compétences techniques très larges : une contribution originale et décisive qui associera bien sûr les aspects commerciaux, financiers et juridiques. Votre projet dans notre «nursery d'entreprises» c'est mettre les meilleures chances de votre côté en bénéficiant de la synergie d'une grande école dans tous les domaines.
Pour tous renseignements, téléphoner au 27.87.16.14 ou écrire à Mr Henri GRATEPANCHE ou Mr Jacques MASUREL.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE
DES MINES DE DOUAI
B.P. 838 - 59508 DOUAI Cedex

MEDIA BA



BOSSARD CONSULTANTS

Un des premiers cabinets de conseil français

Recherche pour son activité de

CONSEIL EN INFORMATIQUE

(Audit et Planification informatiques
Conception et Ingénierie de Systèmes d'Informations)

Ingénieurs informaticiens
X, Centres, Mines...
5 à 10 ans d'expérience professionnelle dans l'informatique.
Rémunération élevée et développement rapide de carrière pour des candidats de valeur

Envoyer curriculum vitae à :
B. ESTIENNE et P. WECKX - 12 bis rue Jean-Jaurès - 92807 PUTEAUX CEDEX

Jeunes ingénieurs : des responsabilités opérationnelles dès aujourd'hui, patron de l'une de nos unités demain...

RESPONSABLES DE PRODUCTION

REIMS - Réf. M 30/1431 F
POUZAUGES - Réf. M 30/1431 G

vuillemin services

Notre groupe comprend 8 établissements décentralisés, spécialisés dans la location, le nettoyage et l'entretien de linge professionnel. Il réalise un chiffre d'affaires de 140 millions de Frs sur un marché en plein développement. Afin de former de jeunes ingénieurs à prendre la direction de nos prochaines unités, nous recherchons des responsables de production pour nos centres de REIMS (51) et de POUZAUGES (85), près de NANTES.
Rattaché au directeur d'usine, le responsable de production anime son personnel, veille au respect des délais et de la qualité et participe à l'amélioration de la productivité.
Nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs généralistes (AM, INSA...), débutants ou possédant une petite expérience de fabrication. Nous apprécierons avant tout des qualités de meneur d'hommes, d'organisateur et la volonté de construire sa réussite sur le terrain.
Notre entreprise est dynamique, nos méthodes de travail sont modernes, nos unités de REIMS et de POUZAUGES sont réellement autonomes. Nos importants projets de développement permettront à des candidats performants et géographiquement mobiles d'évoluer rapidement vers une direction d'unité.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence du poste à :

EGOR REGION EST
18, rue Auguste Lamey - 67000 STRASBOURG

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

ECS, leader sur le marché de la location d'ordinateurs (345 personnes en 1984, 530 à ce jour), recherche pour renforcer son équipe RELATIONS HUMAINES :

Chargé de recrutement H/F

Vous travaillerez en liaison directe avec le Responsable des Relations Humaines et devrez prendre en charge une partie des recrutements, depuis l'étude du poste à pourvoir jusqu'à l'intégration du candidat correspondant au profil recherché. Votre parfaite maîtrise de la langue anglaise vous permettra également d'assurer des missions ponctuelles à l'étranger.

Votre autonomie et votre rigueur vous amèneront progressivement à un élargissement de vos fonctions, au sein du département (gestion de carrières, besoins en formation, etc...).

Vous êtes titulaire d'un DESS ou équivalent et une première expérience réussie, en entreprise ou en cabinet, vous rend directement opérationnel au sein de notre équipe.

ecs — Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. FN700 à ECS, Relations Humaines, 16 rue Washington 75008 PARIS.

CURRICULUM

COOPERATIVE AGRICOLE MEUSE-ORNAIN
(160 personnes, 550 MF C.A., Bar le Duc)
céréales, approvisionnement, machinisme,
recherche son

DIRECTEUR GENERAL

Expérience de la coopération nécessaire.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo, sous réf. 55 à ARGUVENTE
35, rue la Boétie - 75008 PARIS.

Pierre Lichau S.A.

U.S. BANK

Une des premières banques américaines recherche un

Correspondant-Banking Officer

Paris — **Excellent salaire**

De formation supérieure et parlant l'anglais couramment, vous avez une bonne expérience dans ce domaine acquise dans le département international d'une banque à Paris.

A environ 30 ans, vous connaissez parfaitement les produits financiers et d'électronique bancaire.

Répondant directement au Responsable du groupe, vous serez le nº 2 d'une équipe de 4-5 personnes en plein développement, dont vous prendrez la responsabilité dans un délai assez bref.

Si ce challenge vous intéresse, veuillez contacter **Yves Boissonnat** au **19.44.1.831.0431** ou envoyer sous référence 13564 un dossier complet (CV + photo + salaire actuel) à **Michael Page International, 39-41 Parker Street, Londres WC2B, 5LH, Royaume-Uni.**

MP
Michael Page International
Specialists in Finance Recruitment
London • Brussels • New York • Sydney



agence - conseil en communication spécialisée secteur enseignement - formation membre de l'AACP

recrute

CHEF DE PUBLICITÉ (H.F.)

Pour participer au développement de notre agence spécialiste de la "communication écoles".

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur et justifiant d'une première expérience en agence (ou responsable des Relations Extérieures d'une école).

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + prétentions à :

PROMO J 9, rue Lagrange 75005 Paris

---

camif

Nous sommes un grand de la vente par correspondance en pleine expansion et réalisons un chiffre d'affaires de 3 milliards avec 1 320 personnes.

Dans le cadre de notre développement et le renforcement de nos compétences notre direction des études et informations mercatiques, recherche

CHARGE D'ETUDES QUALITATIVES
HOMME/FEMME

Sa mission principale sera la réalisation d'études de perceptions et motivations, auprès de notre sociétariat et le développement de techniques d'enquêtes adaptées. Il participera à la définition de projets pour l'adéquation aux catalogues d'enquêtes.

Homme de communication, de méthode et de synthèse, il devra faire partager ses travaux et conclusions en vue de réalisations concrètes et opérationnelles.

De formation supérieure en sciences sociales ou marketing le candidat aura une première expérience professionnelle de 2 ans dans un poste similaire (cabinet ou annonceur).

Le poste est à pourvoir à NIORT (60 kms de La Rochelle).

Adresser candidature manuscrite (C.V., photo, prétentions) à la Direction du Personnel
CAMIF - Trevins de Chauray - 79038 NIORT Cedex.

Pierre Lichau S.A.

GROUPE VERNIER - G.S.P.

(C.A. 200 M.F.)
constructeur machines-outils
recherche

EXPORT MANAGER

Formation commerciale supérieure.
Expérience minimum 5 ans.
Niveau chef d'un service export,
de préférence dans les biens d'équipement.
Anglais indispensable, allemand apprécié.
Poste basé à Nice.
Adresser c.v., photo et prétentions
B.P. 63, 06340 LA TRINITÉ.

SOFRES
recherche
personne ayant parfaite connaissances langues roumaine, polonaise, pour interviews touristes. Se présenter mardi 17 juin à 14 h au 16, r. Barbès, MONTROUGE (métro Porte-d'Orléans).

BANQUE DE DONNÉES
recherche
PHARMACIEN-DOCUM.
expér. de la fonction exigée. Adresser lettre manus. + c.v. + photo à Bleu s/nº 08 212, 17, rue Lebel, 94307 VINCENNES Cedex qui transm.

Consultant Formation Bernard Julhiet

Nous vous proposons de rejoindre Bernard Julhiet Formation, unité spécialisée dans la Formation des fonctions marketing, commercial, vente ; cela en collaboration étroite avec les huit sociétés du Groupe Bernard Julhiet, l'un des grands du conseil en France.

Analyser les attentes des Entreprises, concevoir des programmes de formation, animer des stages "inter" et "intra" avec l'appui d'outils audio-visuels et informatiques, c'est un métier enrichissant et sans cesse renouvelé.

Vous êtes de préférence diplômé d'études commerciales supérieures et vous avez une expérience de Formateur acquise en Cabinet ou en Entreprise, ou bien une expérience commerciale (vente, encadrement d'équipe, marketing) au cours de laquelle vous avez apprécié la Formation comme élément essentiel d'animation.
D'esprit très "entreprise", le conseil vous tente à condition d'équilibrer pédagogie, opérationnel, efficacité.

L'équipe Bernard Julhiet Formation, jeune, dynamique, répondra à toutes vos questions.

Merci d'adresser lettre, CV, photo, réf. BJF 86 M, à Bernard Julhiet Formation, 28 Bd Belle-Rive, 92500 Rueil-Malmaison.



BERNARD JULHIET FORMATION

SOURCES



Le Monde
CADRES

UNIVERS DE LA GESTION

Synthélabo

Groupe Pharmaceutique Français
recherche pour l'un de ses Laboratoires
situé en Banlieue Sud

UN MEDECIN PRODUIT

Responsable de la mise en place et des études cliniques de PHASE IV d'un produit à visée cardiologique. il devra également participer activement à la formation des visiteurs médicaux et à la rédaction des documents scientifiques concernant sa gamme de produits.

Expérience hospitalière en cardiologie au niveau Chef de Clinique. Possibilité de travailler quatre jours par semaine.

Adresser lettre manuscrite. curriculum-vitae. photo et prétentions sous la référence 136 à l'attention de D. VOLTZ - SYNTHELABO 22, avenue Galilée - 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

---

directeur d'usine
à Annecy

Nous sommes un groupe industriel possédant une dizaine d'usines en France et leader dans notre profession.

Notre usine d'Annecy est "un bijou" : bâtiments neufs et lignes de production très modernes. Nos fabrications en séries demandent à nos ingénieurs des compétences de mécanicien et d'organisateur.

Si vous avez la trentaine, une formation type AM, une expérience dans la direction d'un centre de production, venez diriger nos équipes (une centaine de salariés) et vous intégrer à un groupe en pleine mutation industrielle, dirigé par des jeunes. C'est le début, pour vous, d'une belle carrière de dirigeant. (réf. 1176 LM)

Notre consultante, Mme G. CROUZET, vous remercie de lui écrire.

ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

FDI BORDEAUX

Constructeur d'engins de manutention et de terrassement, soucieux de maîtriser une forte expansion (35 % en 85) fruit d'une politique de qualité axée principalement sur l'exportation (70 % de notre C.A. en 85). Nous recherchons notre :

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

• A la tête d'une structure légère vous devrez : participer à l'élaboration et au suivi de notre politique, assumer le contrôle de gestion grâce à la mise en place des procédures internes et externes appropriées, superviser la comptabilité, assumer la direction administrative et les relations extérieures liées aux fonctions ci-dessus.

• A 30 ans environ, HEC ou équivalent, vous avez une bonne connaissance des problèmes liés à l'exportation et à la vie d'une PME moderne. L'informatique et l'anglais vous sont évidemment familiers.

• Dynamique et sportif, vous VOULEZ vous impliquer à fond pour prendre votre place au sein d'une équipe de gagneurs qui appréciera votre rigueur professionnelle et vos qualités humaines.

Nous discuterons ensemble de votre rémunération.

Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre manuscrite + photo et salaire actuel) sous référence FDI 01 à notre Conseil : **Dominique de BAILLENX**

BJS CONSULTANTS
84, cours de Verdun
33000 BORDEAUX
qui garantit réponse et confidentialité

ORGANISME DE CONSEIL ET DE FORMATION AGRO-ALIMENTAIRE
recherche

FORMATEUR / CONCEPTEUR

• Mission :
— Animation de séminaires (compétence pédagogique).
— Elaboration de nouveaux programmes.
— Organisation et suivi des actions.
— Contacts avec la clientèle.

dans les spécialités suivantes :

MARKETING - COMMERCIAL, VENTE

• Formation : supérieure (Agro - Ecole de Commerce - IAA - etc.).
• 3 années minimum d'expérience en Animation ou opérationnel dans les postes cités.
• Connaissance de l'Agro-fournitures appréciée.

Envoyer curriculum vitæ et prétentions sous réf. 928 à :
SWEERTS Publicité 9, rue du Delta 75009 PARIS qui transmettra.

Concepteurs

ENFI Design, un des tout premiers cabinets européens d'études de prospective et de conception en design, aménagement de l'espace et communication, recherche (pour Paris, régions et international) :

des concepteurs ayant prouvé leur créativité et leur rigueur, leur sens de la communication, leur sensibilité à l'approche marketing et au dialogue, dans les disciplines suivantes :

DESIGNER, ARCHITECTE,
ARCHITECTE D'INTÉRIEUR, GRAPHISTE,
ayant une expérience professionnelle de 2 à 5 ans.

Merci d'envoyer votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à l'attention de M. Gérard WOLTON,

Groupe ENFI Design
34, avenue Kléber
75116 PARIS

PROMOTEUR -
CONSTRUCTEUR NATIONAL
recherche pour sa nouvelle filiale

Maisons Individuelles

Directeur de programmes

Ce poste basé dans le 8ème et couvrant l'Ile-de-France, conviendrait à un candidat de 30-45 ans, riche d'une expérience réussie dans les maisons individuelles, capable de faire la synthèse des éléments techniques, commerciaux et financiers, ayant des qualités de rigueur et un sens développé des contacts.

Adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 9263 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra. Discrétion garantie.

CONTESSE



agence - conseil en communication spécialisée secteur enseignement - formation membre de l'AACP

recrute

UNE CHARGÉE DE MISSION RELATIONS EXTÉRIEURES

Pour : • La rédaction, la réalisation et la promotion de "La Lettre de la Communication Écoles"
• Les relations presse de l'agence et de ses clients

Diplômée de l'enseignement supérieur sachant rédiger et justifiant d'une première expérience en agence (ou responsable des Relations Extérieures d'une école).

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + prétentions à :

PROMO J 9, rue Lagrange 75005 Paris

ORGANISME DE FORMATION
recherche

RESPONSABLE DE CENTRE

pour son unité basée en banlieue Sud-Ouest

Expérience commerciale administrative et d'encadrement nécessaire.

Envoyer lettre manusc., CV, prét. nº 9598 PARFRANCE 4, rue Robert-Estienne 75008 PARIS qui transmettra.

ORGANISME DE FORMATION LINGUISTIQUE recherche pour PARIS le

RESPONSABLE DE SON ÉQUIPE PÉDAGOGIQUE

La candidature retenue disposera d'une expérience convaincante (TEFL) d'enseignant, d'encadrement pédagogique, etc... Nécessité de parler français couramment.

Envoyer CV, prét. nº 9600 à PARFRANCE 4, rue Robert-Estienne 75008 PARIS qui transmettra.

A vos marques :
achetez notre textile !

CENTRALE D'ACHATS : Nous avons 5 ans d'ancienneté et générons un chiffre d'achats de 800 MF : c'est dire si nous sommes actifs, si nous savons faire les bons choix tant sur le plan humain qu'au niveau des produits. Notre équipe est jeune et très impliquée dans son travail.

Sous l'autorité d'un chef de produit confirmé, vous êtes responsable des achats d'une ligne de produit : Homme/Sport, Femme, Enfant, Chaussures. Vous vous battez pour votre CA et votre marge. Vous discutez avec les fournisseurs tout en construisant vos collections, promotions, liaisons entrepôts... Vous travaillez en temps réel.

Nous vous demandons une forte autonomie, une implication personnelle évidente et le goût d'entreprendre. Votre formation supérieure (IUT, E.S.C., maîtrise), une première expérience réussie à la vente dans la grande distribution et surtout votre ardeur sauront nous convaincre. Les postes sont basés à 70 km Sud de Paris.

Si cette opportunité vous tente, merci de bien vouloir adresser votre dossier sous réf. V/612 M à notre Conseil

CD **Cécile Dargeou**
24 rue du Pont
92200 - NEUILLY S-Seine

SOURCES

Société anonyme d'HLM Rhônes-Alpes
recherche

CHARGÉ D'OPÉRATIONS

sous l'autorité et la conduite du responsable.

Il prendra en charge l'exécution et le suivi des diverses tâches juridiques, administratives et financières afférentes au montage et à la réalisation d'opérations de construction, d'acquisition amélioration de logements sociaux et d'aménagement.

Niveau : études supérieures, baccalauréat + 4
Exp. minimum : 3 ans.
Poste à pourvoir en août 1986.
Réponse urgente.

Adr. CV et prétent. à :
SDHLM B.P. 128
38431 ECHIROLLES CEDEX.

TÉLÉPERFORMANCE

STÉ LEADER EN MARKETING TELEPHONIQUE RECHERCHE

UN(E) CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

ce poste s'adresse à UN ou UNE CANDIDATE MOTIVÉE DISPONIBLE, capable de s'intégrer dans une équipe jeune et dynamique. Forte capacité de travail, fort désir d'évolution BAC + 4 de préférence spécialisation en marketing. Appelez GWENNAELLE ROUSSEL ou PASCALE PICKETTY avant le 30 juin 1986 au

48-28-40-30.

Société de location de camions recherche

COMMERCIAL

HAUT NIVEAU
connaissance de la profession souhaitée.

Adresser candidature et prét. MESSY, 20, avenue de Stalingrad, 94262 FRESNES CEDEX.

CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES rech. pour

GRENOBLE
FISCALISTE CONFIRMÉ

Adr. lettre manusc. + CV. photo et prét. s/réf. 1258 PARAPHE 10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transm.

ÉDITEUR SCIENTIFIQUE DE PREMIER PLAN
cherche

VRP EXCLUSIF

(fixe + intéressement)
possédant voiture pour prospection et animation clientèle, libraires et institutions Paris + moitié sud de la France.

Qualités exigées : sens du contact, dynamisme, goût de la vente, imagination, fortes motivations pour participer à un développement commercial actif au service d'une équipe jeune et récente.

Ecrire sous nº 7.379
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, Paris-7e.

VILLE DE NIORT (DEUX-SÈVRES)
recrute

PROFESSEUR DE DANSE TITULAIRE DU CA DANSE CLASSIQUE

Ce poste est ouvert dans la perspective de promouvoir rapidement l'école municipale en école nationale de danse.

— Indices bruts 433.801.
— Horaires hebdomadaires : 16 h.
— Prise de fonctions : 1er octobre 86

Adresser votre candidature avec CV détaillé, jusqu'au 31 août 1986 à M. le maire Service du personnel. Hôtel de Ville 79022 NIORT CEDEX.

INRA
recrute

UN AGENT CONTRACTUEL SCIENTIFIQUE

Titulaire DEA obtenu en 1986 intéressé par physico-chimie pour lab. rech. arômes Dijon. Contrat 3 ans renouvelable après soutenance thèse.

Rens. au labo,
tél. : 80-65-30-12
Candidatures : INRA
147, r. de l'Université, Paris-7e.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER implanté en région rouennaise recherche

CADRE COMMERCIAL

Formation HEC, Sup de Co ou ingénieur. 35 ans environ, 10 ans d'expérience. Analyse financière et contacts commerciaux.

Ecrire sous nº 7.385
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, Paris-7e.

Recherche

CHARGÉ D'ÉTUDES TRANSPORT

(Planification des déplacements urbains). ingénieur grandes écoles ou équivalent, débutant ou quelq. années d'expér.

Adresser CV à :
AGENCE D'URBANISME
16, rue Coat Ar Guéven,
29200 Brest.

Lycée technique privé Saint-Bénigne à Dijon (sous contrat d'association avec l'Etat)
recherche
pour la rentrée 1986

PROFESSEUR D'ACTION COMMERCIALE

pour classe de BTS titulaire ESCAE ou DECS ou maîtrise Sciences Eco. ou CAPET D 2 ou agrégation STE
Exp. professionnelle souhaitée

Ecrire avec CV à
LPETP Saint-Bénigne
99, rue de Talant, 21000 Dijon

A COURT TERME UN POSTE DE DIRECTION DANS L'UNE DE NOS FILIALES

Diplômé d'une école supérieure de commerce, vous parlez couramment l'anglais et possédez une expérience de 3 à 5 ans dans un cabinet d'audit international ou dans un service d'audit interne. Votre rigueur, votre autonomie et votre maturité d'esprit vous permettront de prendre à terme un poste de direction dans l'une de nos filiales à l'étranger.

Nous vous proposons d'intégrer dans un premier temps à Paris le service audit interne du groupe pour lequel vous effectuerez des missions ponctuelles en Afrique, Extrême-Orient, Europe et Amérique du Nord.

L'importance de notre groupe international (11000 personnes) vous assure un encadrement solide et une rémunération très attractive.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo, en précisant sur l'enveloppe la réf. 6372, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

media system

Nous sommes l'une des Institutions Financières parmi les plus connues en France.

Dans le cadre de notre expansion, nous créons un nouveau poste et recherchons pour notre Siège à Paris, un

ingénieur gestionnaire

« Vous êtes Ingénieur. Vous êtes débutant ou vous avez quelques années d'expérience professionnelle. Vous aimez les risques calculés. Vous êtes capable de faire parler les chiffres. Vous parlez très bien l'Anglais. Vous êtes à un tournant de votre carrière et vous recherchez un challenge pour arriver progressivement à négocier la gestion des millions et même des milliards.

Nous assurons votre formation auprès des meilleurs spécialistes sur le plan national et international.

Nous vous invitons à envoyer votre C.V., photo et salaire actuel, sous réf. 4745-M à Mamrégies qui transmettra. »

Mamrégies
3 RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

GROUPE EUROPEEN
recherche pour l'une de ses filiales
(300 personnes, 250 MF)
à PARIS très proche banlieue

Responsable des comptabilités et du Contrôle Budgétaire
225 KF +

VOS RESPONSABILITES :
• Diriger la comptabilité générale
• Superviser la facturation
• Suivre les comptes clients
• Etablir les prévisions de trésorerie
• Préparer les budgets et assurer le contrôle budgétaire
• Fournir les tableaux de bord
• Surveiller les comptes de deux filiales
• Animer 8 collaborateurs.

- Votre formation : DECS complet
- Votre expérience : plusieurs années en comptabilité. utilisation de l'informatique de gestion, direction d'une équipe.
- Votre personnalité : disponibilité. discrétion, efficacité, esprit d'équipe.

Envoyer CV + photo + prétentions à :
CAREER
37 C3, avenue Franklin-Roosevelt 75008 PARIS.
Réponse assurée, discrétion garantie.



Chef cambiste

Banque - 300/500.000 F

Change comptant interbancaire - Une très importante banque d'affaires française, membre d'un groupe bancaire réputé et très active sur le marché du comptant (transactions dollar/mark, dollar/Paris...) recherche son nouveau chef cambiste. Basé au siège de la banque (centre de Paris), il sera placé sous l'autorité immédiate du directeur de la trésorerie et des changes, et aura la responsabilité d'une équipe de cinq cambistes performants. Ce poste ne peut convenir qu'à un spécialiste confirmé du change comptant interbancaire, actuellement chef cambiste ou cambiste senior dans une banque réellement présente sur ce marché, et motivé par l'animation d'une petite équipe. Selon l'âge et l'expérience de la fonction (idéalement cinq à quinze ans), la rémunération annuelle brute pourra atteindre 500.000 francs dès la première année. Ecrire à J.P. ROUGIER en précisant la référence A/R 9159 EM, en indiquant votre rémunération actuelle et en mentionnant, éventuellement, le nom des banques avec lesquelles vous ne souhaiteriez pas être mis en contact.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable des systèmes comptables

300.000 F +

"Corporate controller" - Le holding financier d'un important groupe industriel français leader dans son domaine et menant une politique active de diversification internationale, recherche le responsable de ses systèmes comptables. Rapportant au secrétaire général, il sera chargé dans un premier temps d'organiser et de superviser l'activité comptable au siège. A très court terme, dans le cadre des missions d'assistance et de contrôle du holding, il assurera le suivi opérationnel et la mise en place des procédures comptables et financières au sein des différentes filiales - le groupe a lancé un très important plan d'investissements. Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP plus DECS) justifiant d'une expérience d'au moins cinq années acquise soit dans une fonction comptable soit dans le contrôle de gestion, familiarisé avec l'outil informatique et capable d'évoluer au sein d'une petite équipe de professionnels. La pratique de l'anglais est indispensable. Le poste est basé à Neuilly sur Seine. Ecrire en précisant la référence S 8075 M.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Opérations financières

Cadre confirmé

Banque - 200/250.000 F

Une importante banque d'affaires française spécialisée dans le service aux entreprises, recherche un cadre confirmé pour son département des opérations financières. Basé à Paris, il disposera d'une équipe de 6 personnes et devra assurer les montages administratifs et juridiques permettant la réalisation de ces opérations (préparation des conseils d'administration, réunions A.G., contacts C.O.B., problèmes réglementaires, contacts avec le service titres...). Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire confirmé, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur (droit ou équivalent), et disposant d'une expérience similaire. Le candidat retenu devra notamment justifier d'une connaissande approfondie des techniques du service titres et du montage des opérations financières, acquise au sein de la direction financière d'une banque. Selon l'expérience offerte, la rémunération annuelle brute sera de l'ordre de 200/250.000 francs. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R 9156M, en indiquant vos rémunération et classification actuelles, et en mentionnant, éventuellement, le nom des banques auprès desquelles vous ne souhaitez pas être candidat.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Nous sommes une importante Division de THOMSON-CSF, spécialisée dans les équipements et les grands systèmes de télécommunications civils et militaires (2.800 personnes). Notre développement commercial à l'export (+de 50 % du C.A.) exige d'optimiser sans cesse la compétivité de nos produits... et de faire appel aux techniques et moyens les plus évolués du contrôle de gestion.

Diplômé d'une Grande École (HEC, ESSEC, ESCP), vous souhaitez, à l'issue d'une première expérience, accélérer votre progression de carrière au sein d'un Groupe d'envergure internationale :

JEUNE CONTRÔLEUR DE GESTION... PASSEZ À LA VITESSE SUPÉRIEURE

Bras droit du Contrôleur de Gestion, votre première mission sera de participer à la mise en place de l'outil de gestion d'un nouveau Département. En parallèle, plusieurs études particulières, notamment sur la rentabilité d'affaires internationales, vous permettront d'acquérir une connaissance approfondie de notre Société.

Votre potentiel garantira une évolution à la mesure de vos ambitions au sein d'un groupe très attentif à la carrière de ses cadres de gestion.

Merci d'adresser votre CV à D. BAILLY, Responsable de la Gestion des Cadres. THOMSON-CSF – DTC – 66, rue du Fossé-Blanc – 92231 GENNEVILLIERS CEDEX.

HAVAS CONTACT



Nous sommes une importante
BANQUE D'AFFAIRES
implantée dans de nombreux pays.

Nous bénéficions de l'appui d'un très grand Groupe et poursuivons notre expansion.
Notre **Direction des Opérations Financières** renforce son équipe et recherche :

UN SPECIALISTE DES OPERATIONS FINANCIERES

Fortement tourné vers le commercial, il participera au développement de ce type d'interventions (émissions d'obligations, augmentations de capital, introduction sur e second marché...) auprès des grands Emetteurs.
Ce poste attirera un Fondé de Pouvoir d'environ 33/35 ans, de formation supérieure, (membre de la SFAF apprécié), déjà bien introduit dans ce milieu, ayant 4 ou 5 années d'expérience des opérations financières, qui s'est révélé excellent commercial et souhaite accélérer son évolution professionnelle. L'anglais est indispensable.

Nous offrons de réelles opportunités de progression et d'affirmation.

Si ces perspectives vous intéressent, merci de transmettre votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) sous référence 9120 M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une discrétion totale.

SOURCES/2

20 rue Pergolèse - 75116 Paris

Actiman



LE CARBONE-LORRAINE

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS A VOCATION INTERNATIONALE

76% de l'activité exercés à l'étranger. Des positions de leader mondial sur plus de la moitié de son chiffre d'affaires.

Recherche pour son Siège Social à **LA DEFENSE**.

CONTROLEUR DE GESTION INTERNATIONAL

HEC, ESSEC, ESCP, IEP, Ingénieur.

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, le candidat a quelques années d'expérience (audit, comptabilité, consolidation). Il souhaite travailler dans une équipe dynamique, adapte constamment son organisation pour la maintenir au plus haut niveau technique. Il parle bien l'ANGLAIS et si possible l'Espagnol ou l'Allemand. Il est diplomate, rigoureux et mobile. Evolution possible au sein du Groupe LE CARBONE-LORRAINE ou du Groupe PECHINEY.

Adressez candidature sous réf. 473 M à la Société LE CARBONE-LORRAINE Direction du Personnel et des Relations Sociales Tour Manhattan Cédex 21 - 92095 PARIS LA DEFENSE 2.

Responsable administratif et financier

CREER LA FONCTION GESTION DANS UNE USINE DE MATERIEL CHIRURGICAL U.S. (70 PERSONNES EN 1987)... A SOPHIA ANTIPOLIS

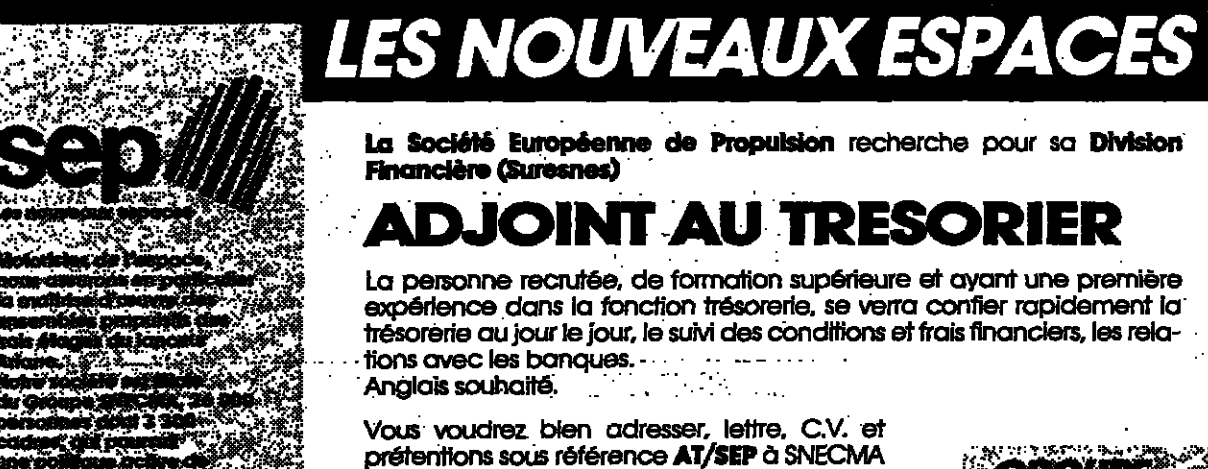
Nous cherchons le responsable administratif et financier de cette usine. Tout ce qui n'est pas la production est de votre ressort : procédures administratives, gestion du personnel, contrôle des coûts sur ordinateur, finances locales.

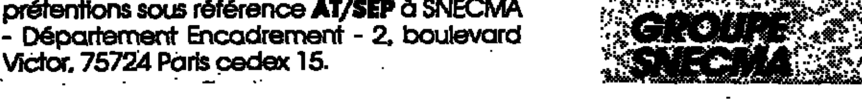
A 28 ans minimum, ESC + DECS, vous avez déjà l'expérience du contrôle de gestion en usine et une bonne connaissance de la comptabilité anglo-saxonne. Bien sûr, vous parlez l'anglais. Vous avez le sens de l'organisation et le goût des initiatives.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 496, à notre Conseil - JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

MEDIA PA







Jeune Cadre Finances Trésorerie

TOULOUSE

Faisant partie d'un grand groupe, leader sur son marché, notre société et ses 7 filiales emploient plus de 1000 personnes. Notre domaine est l'installation électrique industrialisée où nous intervenons sur de larges secteurs du territoire français.

Nous créons actuellement un poste de **responsable financier**. Au sein de notre direction financière, il aura pour tâche d'assurer la gestion de notre trésorerie et celle de nos filiales et sera en relation constante avec les banques et les organismes financiers pour mettre en place et assurer le suivi des engagements à moyen et long terme. Il collaborera également aux études de "R.O.I." et participera en liaison directe avec les services financiers du groupe, à l'élaboration de la politique financière de nos sociétés.

Ce poste situé à Toulouse ouvrira à un collaborateur performant de larges perspectives de carrière. Il conviendrait à un jeune diplômé d'école de commerce ayant une première expérience professionnelle (2 ans min.) en milieu bancaire ou en entreprise.

Envoyez votre CV accompagné d'une lettre manuscrite en précisant vos dates de vacances, sous référence 2469 à Lévi Tournay/Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra à notre conseil en recrutement. Discrétion absolue assurée.

CREDIT CHIMIQUE
BANQUE NATIONALE
recherche

CAMBISTE CONFIRME

27 ans minimum. Expérience minimum 3 ans. Anglais courant indispensable. Allemand souhaité. Intéressé et motivé à la fois par les opérations de change (arbitrage), de trésorerie, de **clientèle** et les nouveaux instruments.

Adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions, sous référence 220-M à MAMREGIES, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra

---

GROUPE **FIM-FIMOTEL**

RECRUTE

Pour son Service Contrôle de Gestion Cliniques

UN(E) ASSISTANT(E)

Expérience souhaitée : cliniques ou hôtellerie.
Niveau DECS/IUT de gestion

Ne pas téléphoner. Envoyer C.V. détaillé à Mme CARRIÈRE FIM - 22, place Vendôme, 75001 Paris.

UNIVERS DE LA GESTION

Contrôleurs de Gestion

Nous sommes un grand groupe chimique français (12000 personnes - C.A. : 20 milliards de F.), de renommée et d'activité internationales - plus de 45% de notre C.A. est réalisé à l'exportation.

Au sein de la Direction Centrale Contrôle de Gestion, vous êtes l'interface entre la Direction Générale et différentes divisions fonctionnelles ou opérationnelles. Interlocuteur privilégié de ces divisions, vous les assistez dans leur gestion et la maîtrise de leur budget, recherchez avec eux les causes des "écarts" et proposez des solutions. Vous utilisez des outils informatiques.

Un **1er poste** est ouvert à une personne déjà **expérimentée** (environ 5 ans d'expérience dans une fonction similaire) et de formation supérieure. Réf. 22151/M.

D'autres postes au sein de la même direction sont offerts à des **débutants,** diplômés d'une grande école de commerce et gestion. Vous serez formés à nos méthodes et outils, et prendrez progressivement des responsabilités. Réf. 22152/M.

Expérimenté ou débutants, votre rigueur et votre contact aisé vous ouvriront de larges opportunités d'évolution au sein de notre groupe.

Veuillez adresser votre candidature (lettre, C.V. et prétentions sous la référence choisie, à notre conseil, Christine DEFECHE, Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX.

MEMBRE DE SYNTEC

sélé CEGOS

CURRICULUM

LYON

Nouvelle dimension pour un auditeur senior

Diplômé de l'une des meilleures Ecoles de Gestion, depuis 3/4 ans dans un grand cabinet d'audit anglo-saxon vous souhaitez élargir le champ de vos compétences.
Un grande banque régionale (siège à Lyon) vous propose d'intégrer d'abord son service Audit. Au sein d'une petite équipe très professionnelle, rattachée au plus haut niveau, vous pilotez des missions très diversifiées à vocation générale et organisationnelle.

Ce contexte stimulant va de pair avec les perspectives de développement que nous vous proposerons.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil ALGOE, en écrivant sous référence 977 M à Carole de CHILLY, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY CX

ALGOE

DESSEIN

Un challenge pour un contrôleur de gestion junior. HF

Un Groupe Industriel de 3 000 personnes, exerçant son activité dans le secteur des produits de la grande consommation, renforce son contrôle de gestion au niveau de ses filiales. L'équipe est jeune et fonceuse, son style direct et participatif.

Par votre dynamisme et votre volonté, vous contribuez à améliorer les performances et rentabilités des unités stratégiques que vous contrôlez. Dans le cadre d'une gestion décentralisée, vous aidez à la mise en forme des budgets annuels et saisonniers. Vous veillez à l'application des méthodes et procédures du groupe, au reporting mensuel et participez à l'informatisation. Vos préconisations pour réduire les écarts sont les bienvenues.

Disponible, motivé, reconnu comme un homme de compétence, de communication, vous avez eu jusqu'à aujourd'hui un cursus classique : grande école ou maîtrise de gestion + 3 ans d'audit ou de contrôle de gestion en milieu industriel. Le moment vous paraît venu de choisir un itinéraire plus personnel qui vous permette à terme de viser la responsabilité administrative et financière d'une unité stratégique (environ 150 millions de francs de CA). Vite, un dossier aux consultants de SIRCA - 64, rue La Boétie, 75008 Paris - sous référence 554 812 M.

Sirca

Membre de Syntec

SOURCES

Paris

Ingénieur grande école votre carrière commence par la gestion

Partenaire reconnu des Constructeurs Automobiles Mondiaux, notre groupe (près de 30 000 personnes) a une vocation internationale : 50 % de l'activité est déjà réalisée à l'étranger.
Depuis la Direction Centrale Gestion, l'objectif général de votre mission sera de participer à la diffusion et à l'harmonisation des principes de gestion auprès des activités industrielles du groupe.
La réussite dans cette première fonction ouvrira de larges possibilités d'évolution de carrière, au-delà du domaine de compétences initial.
Après votre diplôme d'Ingénieur (ECP, ECL, Mines, AM...), vous avez acquis une formation complémentaire en gestion, par exemple : CESMA, IAE, IEFSI...
Merci d'adresser votre candidature sous réf. 978 M à notre Conseil ALGOE, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY CX

ALGOE

DESSEIN

Adjoint au responsable des services comptables H.F.

Une Banque en fort développement et à taille humaine, recherche pour son siège à PARIS, un Adjoint au responsable des services comptables.

Mission :
- établissement des situations règlementaires Commissions Bancaires et des déclarations fiscales ainsi que le suivi des ratios règlementaires,
- suivi de la règlementation bancaire, de la fiscalité et de leurs applications au sein de la banque,
- préparation du bilan et relations avec les contrôleurs externes (commissaires aux comptes, contrôle fiscal),
- suivi de la gestion des immobilisations sur micro-ordinateur,
- suivi des travaux comptables des services :
  - contrôle interne des comptes généraux des services et agences,
  - maintenance et contrôle des procédures comptables,
  - participation à la définition des procédures comptables et analytiques, en liaison avec le contrôle de gestion,
- participation à l'evolution de l'organisation informatique et bureautique du service.

Profil :
- formation supérieure comptable, (ESC, DECS ou équivalent),
- experience nécessaire de la comptabilité bancaire et connaissance générale de l'informatique et de la bureautique,
- personnalité dynamique indispensable .
  - esprit d'initiative et sens des responsabilités,
  - aptitude à l'encadrement et à l'animation d'une équipe,
  - sens du dialogue et de la communication avec les autres services,
  - rigueur et sens de l'organisation.
- niveau Cadre

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la réf. 3309M à RSCG CARRIERES 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra.



Issu d'une grande école X, Mines, HEC, ESCP vous avez déjà une expérience d'environ 3 ans dans le service de production ou d'audit d'une grande entreprise industrielle.
La dimension de notre société 5 MF de CA vous ouvrira de larges possibilités d'évolution, mais votre créativité, votre goût pour le travail en équipe, votre mode de communication aisée seront des critères déterminants.
Chargé de la réalisation d'audit opérationnel et financier dans plusieurs départements du groupe : • contrôle de la bonne application des décisions de la Direction Générale et des systèmes de gestion, • établissement des recommandations susceptibles d'améliorer la fabilité et la compétitivité de l'organisation, vous aurez à effectuer de nombreux déplacements en province.

Nous vous confierons pour ce poste basé à Paris des responsabilités, votre potentiel fera le reste.
Adresser votre dossier de candidature en précisant la référence 7600 à Média-System, 9 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris.

ORGANISME PARITAIRE PRIVÉ

recherche pour PARIS son

Directeur Comptable et Financier

Rattaché au Directeur de l'Organisme :

- Il anime un service de 20 personnes.
- Il est responsable de l'établissement et du suivi du budget, de la gestion de trésorerie, des relations bancaires.
- Il assure la gestion de la comptabilité générale et analytique.

Titulaire du DECS, le candidat aura une expérience de 8 à 10 ans de la fonction, et sera parfaitement familiarisé avec l'outil informatique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle sous la référence 167 à : PUBLIFOP, 29 Rue Bleue 75009 PARIS qui transmettra.



LA DIVISION APPAREILLAGE ELECTRIQUE COMPREND 7500 PERSONNES, REALISE UN C.A. DE 4 MILLIARDS ET POSSEDE DES FILIALES FRANCE ET ETRANGER. DANS LE CADRE DE RECENTS DEVELOPPEMENTS LA DIRECTION GENERALE RENFORCE SON SERVICE AUDIT.

LYON

AUDIT INTERNE

RATTACHE AU SECRETAIRE GENERAL DE LA DIVISION

Il assure des missions d'audit comptable. Il contrôle la bonne application des normes comptables au sein des différents établissements et filiales françaises et étrangères. Il étudie le bon fonctionnement des systèmes comptables et de gestion. Il participe à l'élaboration du plan d'audit interne.

Agé d'au moins 26 ans, de formation supérieure avec DECS, il a une première expérience de l'audit comptable soit dans un Cabinet français ou international, soit dans un groupe industriel.

LA CONNAISSANCE DE L'ALLEMAND N'EST PAS INDISPENSABLE MAIS SERAIT APPRECIEE.

Le poste est basé à VILLEURBANNE. Intéressantes possibilités d'évolution.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé sous référence 4750-M à MAMREGIES 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

Juriste Droit des Sociétés

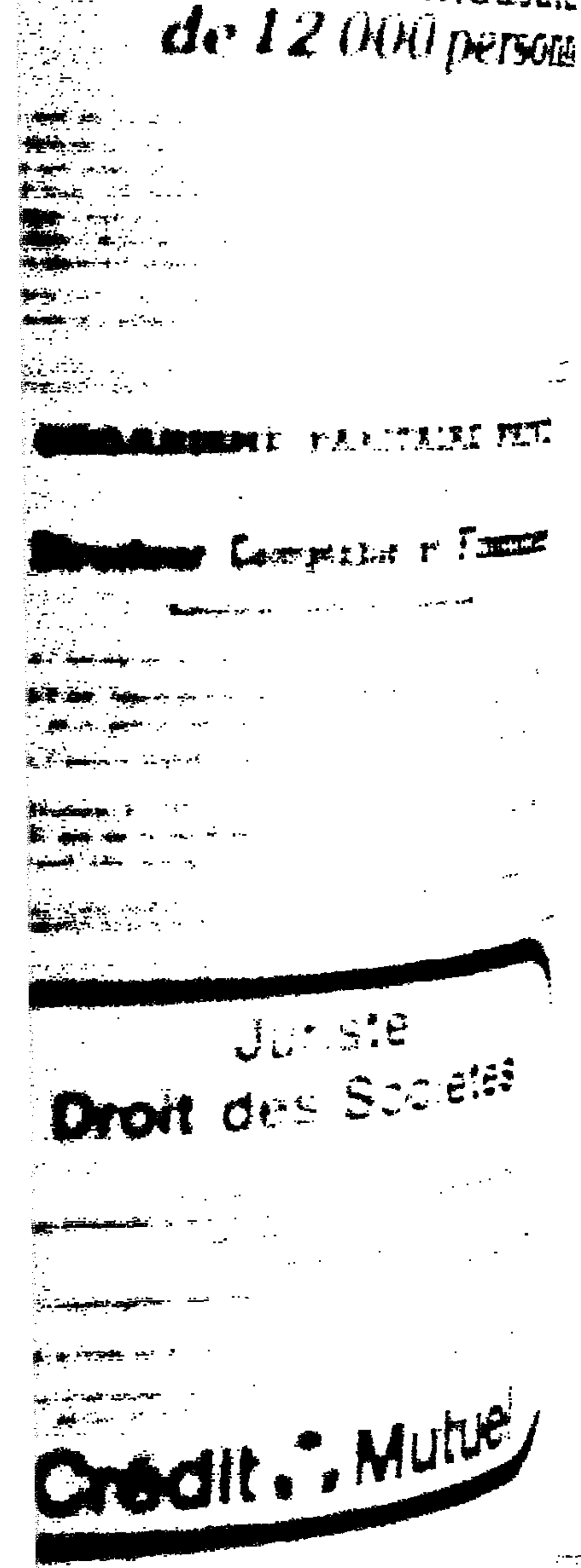
Vous avez une licence en Droit.
Vous possédez une première expérience professionnelle dans le secrétariat des sociétés.

Vous serez chargé :
- de l'organisation des réunions statutaires et du suivi juridique de nos filiales
- de la mise au point de nos produits financiers

Merci d'adresser votre candidature en indiquant bien la réf.814 à Michel HERTH, C.N.C.M., 88, rue Cardinet 75017 Paris.

Crédit Mutuel

UNIVERS DE LA GESTION



UNIVERS DE LA GESTION

Chargé d'études comptables

Votre formation supérieure en finances-comptabilité et/ou DECS ainsi que vos stages ou votre première expérience ont confirmé votre goût et vos aptitudes pour les études ponctuelles de risque financier.
A travers l'analyse financière des documents comptables des concessionnaires de notre réseau (bilan, compte d'exploitation...), votre regard de spécialiste (analyse des encours, garanties bancaires...) et votre intérêt pour les problèmes liés à la fiscalité de l'entreprise vous permettront d'apporter des outils de décision synthétiques et directement opérationnels.
La connaissance de l'allemand sera un atout.
Ce poste basé à Villers-Cotterêts vous permettra de bénéficier d'un environnement professionnel motivant et de la qualité de vie liée à notre implantation.

Merci d'adresser votre dossier, sous réf. 4961 M, à V.A.G France, Direction du Personnel et des Relations Sociales, BP 62, 02600 Villers-Cotterêts.



V.A.G France

média-system

LES ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES

souhaitent intégrer rapidement un

contrôleur de gestion H/F

et recherchent avant tout une personne **CAPABLE** de participer **ACTIVEMENT** à la création et au développement d'un contrôle de gestion performant en milieu informatisé.
Sous l'autorité du Responsable en charge, il disposera de l'autonomie et des moyens nécessaires à la réalisation de sa mission.
Au sein d'une petite équipe dynamique, directement rattachée à la Direction Générale, il se verra confier à terme d'importantes responsabilités motivées par sa grande maîtrise sur les plans technique et relationnel.
La trentaine, dynamique, vous avez une formation de base, style Ecole de Commerce ou Université.
Vous avez su valoriser cet acquis théorique au cours d'une première **expérience de 3 ans maximum** dans le même type de fonction.

Poste basé à Paris, puis Marne La Vallée courant 1987.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et **PRETENTIONS** à :
UCCMA - Service Recrutement - 8/10, rue d'Astorg - 75008 PARIS

Organisation et Publicité

DATASTREAM

Sièges à Londres et Rotterdam, filiale de DUN & BRADSTREET Int. est une banque de données financières et boursières internationale ; déjà présente en RFA, en Suisse, au Bénélux et en Scandinavie, la Société recherche dans le cadre de son implantation en France, un

sales executive

Le candidat retenu reportera au General Manager pour l'Europe et disposera de la plus large autonomie pour développer les ventes en France.

Il sera diplômé d'une grande Ecole de Gestion et aura une première expérience d'analyse financière acquise dans une banque, chez un agent de change ou similaire et parlera un anglais courant.

Il devra faire la preuve de son tempérament et de ses compétences de vendeur de premier plan.

Pour postuler, envoyer lettre manuscrite, C.V., photo sous réf. RC 6020/172 à notre Conseil

ALLIANCE Hommes & Entreprises
13 boulevard de Polangis 94340 Joinville le Pont



UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE.

Afin d'accroître l'activité de son Agence Principale (environ 300 MF d'emplois : environ 300 MF de ressources), avec les entreprises régionales, la Banque Populaire de la Côte d'Or recherche :

CHARGE (E) DE CLIENTELE ENTREPRISE

Basé à DIJON

- Rattaché au Directeur de l'Agence, vous prendrez en charge dans un premier temps, la gestion d'un portefeuille d'entreprises importantes.
- Professionnel du risque, vous saurez évaluer le potentiel dijonnais et accroître notre part de marché.
- Une bonne culture générale acquise par une formation supérieure et une expérience d'au moins quelques années dans l'approche du risque, sont les principales exigences du poste.
- Homme de rigueur, mais aussi de développement, vos qualités d'animation vous permettront d'encadrer à court terme, l'équipe de Chargés de Clientèle Entreprise de l'Agence.
- Le statut cadre (Classe V) permettra d'obtenir une rémunération de bon niveau.



RATIO CONSEILS

Note sur le poste adressée à tout candidat présélectionné.
Merci d'adresser dossier de candidature, CV, photo et rémunération actuelle, sous réf. 206 D 37, Boulevard de la Trémouille 21000 Dijon.
Confidentialité assurée.

Jonction

Banque Parisienne, Paris 8ème
recrute pour sa Direction Financière

CHEF DU SERVICE GESTION DE PATRIMOINE

Ce poste est créé pour faire face au développement, il exige
- *une très bonne maîtrise de la gestion de portefeuille (actions et obligations)*
- *une connaissance assurée des produits collectifs*
- *des capacités d'animation d'une équipe petite mais performante.*

Nous offrons à un professionnel qui souhaite travailler dans une banque à taille humaine, l'attrait du travail en petits groupes et une rémunération liée aux résultats personnels.
Les perspectives de carrière sont réelles.

Adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions sous référence 60884 à notre Agence Conseil PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra en toute discrétion.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Jeunes diplômés, Cadres en congé formation, Ingénieurs débutants, demandeurs d'emploi

IBIA

VOUS PROPOSE UN STAGE DE

Formation à la micro-informatique pour cadres

Objectif :
- Maîtriser les principaux concepts et outils de la micro-informatique pour l'utiliser dans votre profession.

Durée du stage : 3 mois (dont un stage en entreprise).
Participation aux frais : 4.800 F.
Début du stage : 30Juin 1986 - **Recrutement immédiat**
Renseignements : IBIA Pascale AUBERY-DUCLOS- 33, Bl. Gouvion Saint-Cyr, 75017 PARIS
Tél. : **45.72.02.08**

BC

Gestion du commerce extérieur

l'Université de Paris Dauphine

propose une formation à temps plein à caractère opérationnel concernant les aspects commerciaux, financiers, administratifs, économiques de l'import-export.
Public concerné : Bac + 2, 3 ans d'expérience professionnelle
- Salariés en PLAN DE FORMATION
- Salariés en CONGE INDIVIDUEL DE FORMATION — dossier à déposer avant le 15.07.86
- Demandeurs d'emploi — dossier à déposer jusqu'au 26.09.86

Déroulement : Novembre 1986 à Juin 1987



Informations et Dossiers d'inscription
Jusqu'au 4 Juillet par téléphone au 47.27.68.96 - Marie-Christine DUBAQUIER
Après le 4 Juillet écrire au Département d'Education Permanente
Université de Paris Dauphine - Place du Maréchal de Lattre de Tassigny - 75775 PARIS CEDEX 16

SOURCES

Informatique de gestion sur petits systemes

l'Université de Paris Dauphine

propose une formation permettant à des gestionnaires de maîtriser les applications informatiques des fonctions fondamentales de gestion d'une entreprise.
Public concerné : Bac + 2 ayant 3 ans d'expérience professionnelle en gestion
- Salaries en PLAN DE FORMATION - - Salariés en CONGE INDIVIDUEL DE FORMATION
- Demandeurs d'emploi

Début de la formation : Octobre 1986 pour une durée de 7 mois à temps plein - Dépot des dossiers avant le 26 Septembre 1986

UNIVERSITE PARIS DAUPHINE département d'éducation permanente

Informations et Dossiers d'inscription
Marie-Christine DUBAQUIER - Tél. : 47.27.68.19
Université de Paris Dauphine - Département d'Education Permanente
Place du Maréchal de Lattre de Tassigny - 75775 PARIS CEDEX 16

SOURCES

FORMATION PROMOTIONNELLE D'INGENIEURS DIPLOMES

pour TECHNICIENS SUPERIEURS à SUP TELECOM BRETAGNE

Admission : DUT /BTS, + 3 ans d'expérience professionnelle au 31/7/88, en électronique, informatique, télécommunications.
Renseignements et inscriptions avant le 31/12/86
Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications de Bretagne
BP 832 - 29285 BREST Cedex Tél. : 98.00.13.30

DEMANDES D'EMPLOIS

Géologue polonais, 28 ans, naturel. en cours, désire mettre à profit l'expér. acquise en Pologne et en France, parl. franç., angl., russe. Et. ttes prop. d'emploi (export., rel. publiques). Ecrire sous le n° 7 380 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J. fille allemande, 19 ans, bac., ch. famille française au pair, si possible dans une ville universitaire du Midi de la France avec possibilité de cours de français universitaire. Baerbel Doering, Lindenallee 9A, D-54 Koblenz. Tél. : 19-49-261/75184.

Chômeur, en situation trop difficile pour réussir concours, diplôme économie, 3 ans d'expérience d'enseignement. Poste souhaité : enseignement agricole, établissements nationalisés et municipaux. Ecrire G. Zambiras, 5, rue Benoît-Bernard, 69008 Lyon.

F., connaissance en INFORMATIQUE, cherche place GDS MAGASINS, réception marchandises, tenues stocks. EXC. RÉF. LIBRE DE SUITE. Ecrire sous le n° 6 899 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J. F. 27 ans, MAITRISES anglais, commerce, gestion, offre collaboration. Langues : ANGLAIS, ALLEMAND, CHINOIS. Exp. marketing direct, interviews, documentation en commerce extérieur. Téléph. : (1) 39-69-55-53 ou Ecrire sous le n° 6 898 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Jeune Femme cadre 39 ans recherche poste à responsabilité. Entreprise générale, BET architecte. Préférence 91, 78, 28. Expérience + 10 ans gestion commerciale et administrative d'un important cabinet d'architectes et gérance de SCI.

Ecrire sous le n° 7 384 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. niveau CPECF comptabilité NPC, débutante, connaissances saisie sur IBM, cherche place fixe ou contrat, 46-77-38-74.

J.H. possédant BEP télécom. cts faibles + 1 an électronique, titulaire permis de conduire, cherche premier emploi. Tél. : 48-73-40-69.

Homme 42 ans, responsable relations sociales (CNAM + IFOCOP), 16 ans expérience dans sociétés à activités et implantations multiples (commerce et industrie) généraliste conf. dans la fonction (recrutement, paies informatisées, application législation contentieux prud'homale, communication interne et externe, relations partenaires sociaux, formation), expérience du management participatif (mise en place de cercles de qualité et de progrès), recherche poste équivalent. Grande mobilité géographique, disponible immédiatement. Ecr. à GUERRIER, 40, r. Vauvenargues, 75018 PARIS.

Secrétaire, exp. édition cherche emploi stable mi-temps matin. Tél. : 42-72-19-08.

Cadre juridique adm. et fin. Paris cherche poste à responsabilité. Tél. : 47-06-80-82.

Homme, form. universitaire sup., licence droit public + DES hist.-éco., solide exp. journalisme et enseignement. Etudie ttes propos., 86-48-94-10.

Secrétaire général, Femme 34 ans, expérience juridique, finance, gestion du personnel, reporting, cherche poste responsabilité. Froidefond, 60, rue Henry, 94490 Ormesson. Téléphone : soir 45-94-34-76.

J.H. 30 ans EXPERT COMPTABLE MÉMORIALISTE 4 ans cabinet d'E.C. et comm. aux comptes recherche poste en Afrique Centrale. Ecrire sous le n° 7 388 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Ex-cadre supérieur de banque, responsable financier, comptable et administratif depuis 8 ans d'une PMI « liée » à un groupe international de prêt-à-porter de luxe recherche poste équivalent ou d'adjoint de direction dans une PMI-PME en développement. Libre rapidement. Ecrire sous n° 7 387 LE MONDE PUBLICITÉ. 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Responsable de personnel, 53 ans, dont 10 ans dans le secteur formation, recherche poste de directeur de personnel dans entreprise soucieuse de valoriser ses ressources humaines. Tél. 43-50-75-69.

Ing., 22 a. d'exp. bonnes connaissances, C.I log. rapide, nbreux contacts et déplacements USA. Extrême-Orient, ét. ttes propos. en rapport avec exp. Libre après préavis. Ecrire sous n° 7.389 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. ch. poste étude et rech. INFORMATIQUE/BIOLOGIE CNAM DESS (Assembleur, Basic, Algol, Pascal, Fortran, Lisp, Prolog.) Intelligence artificielle. Libre 1er septembre Ecrire sous n° 7.364 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Rédactrice presse, 38 ans souhaite prêter sa plume, sa créativité et son punch à groupe de Presse, éditeur ou autres secteurs. Expérience communication hypermarchés, tables rondes consommateurs, marketing, relations publiques, dactylo, anglais, libre de suite. Sens de l'initiative. Recherche poste à temps plein. Paris Tél. : 46-33-28-23.

CRÉDIT BAIL IMMOBILIER Sicomi, non Sicomi; Cadre Dirigeant 44 ans 15 ans exp. rech. direction Sté même activités ou complémentaires. Rémunér. souhaitée 350.000 F/an Ecrire sous n° 7.359 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

propositions diverses

PRÉPAREZ VOTRE RENTRÉE DÈS MAINTENANT
Psychologue à votre disposition pour vous aider à trouver du travail, une solution à vos problèmes. Etude approfondie de votre personnalité et possibilités. 70 % de réussite, prix étudiés. Sur rendez-vous tél. 45-22-98-07.

Les possibilités d'emplois à l'Etranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291-09 PARIS CEDEX 09.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sa diplômes. Demandez une documentation sur la revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402-09 PARIS CEDEX 09.

capitaux propositions commerciales

MADAME, MONSIEUR commerçants, représentants ou autres personnes sérieuses
Cherchons relations commerciales en France ; avons des activités dans les domaines en gros, de détail, ou grands magasins par démonstrations. Marchandise exclusive non mode, belle qualité commerciale, excellentes possibilités à personnes sérieuses. AGENT POUR LA FRANCE — POUR LA RÉGION — DÉTAILLANT diverses possibilités.

Contact sous chiffre 22-115 161 à PUBLICITAS 1002 Lausanne (Suisse).

cours et leçons

F. 50 ans, lic. en droit, ancien régime, CAPET théorique Sc. et techniques éco., DESS-IAE, exp. pédagog. et administrative ch. qques heures de cours un jour par sem. ou le soir. Ecrire sous n° 7 374 M LE MONDE PUBLICITÉ. 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

3e arrdt

Prox. Saint-Paul 47-03-32-31.
95 m² CARACTÈRE

LE MARAIS
pt studio, coin cuisine, wc, bain. 190.000 F. IMMO MARCADET Tél. : 42-52-01-82.

4e arrdt

LE MARAIS Centre Pompidou, studio 32 m², bel imm. classé 4e ét. sans asc., belle cage d'escalier, cpt 183 000 + 3 850 par mois 42-56-19-00.

9e arrdt

MAUBEUGE LAFAYETTE de bel imm. p. de t. 4e ét., tapis esc. 4 p. cft moderne Tél. : 48-78-97-52.

12e arrdt

AV. DAUMESNIL Près place 4 P. tt cft, 6e asc. Imm. pierre. Tél. : 42-80-26-23.

15e arrdt

PL. D'ALLERAY Imm. récent, 3/4 p. 100 m² + gde terrasse. Vue imprenable, garage. 1.900.000 F. COTIMO 47-83-62-74.

MONTPARNASSE Beau studio cft refait neuf, 2e ét. 225.000 F. 45-26-99-04.

16e arrdt

Vue S/BOIS DE BOULOGNE Part. vend très urgent 90 m², 7e étage dble-liv., 2 chbres, balcon. 1.750.000 F à débat. M. DE ROBIEN 45-63-17-77

AVENUE DE VERSAILLES Imm. récent 90 m². séj. dble, chbre, 2e étage, balcon. GARBI 45-67-22-88.

17e arrdt

PARIS 17e, Métro Brochant Petit 2 poss. S. de bains, w.-c. Habitable sans frais. Im. anc. 2me ét. Clair et calme. Cpt. au 20-7-86 : 155 000 F Téléph. : le soir : 64-91-31-93. Journée : 43-45-92.82.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY BOIS BOULEVARD MAILLOT Luxueux pied-à-terre 132 m² + 100 m² jardin privatif. JM LEVET 42-25-67-02.

95- Val-d'Oise

Près ENGHIEN-LES-BAINS (95), dans résidence, 3 pièces, 73 m², sud-ouest, près toutes commodités. Prix : 406 000 francs. Agence s'abstenir. Tél. : 39-89-72-28.

appartements achats

Recherche 1 à 3 pièces PARIS, préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire, 48-73-20-67 même le soir.

locations non meublées offres

Paris

Montmartre 2 p. tt cft. 2.000 F + charges. Lamarck, 2.800 F + charges. Pl. du Tertre, 2.800 F + charges. Immo Marcadet. Tél. 42-52-01-82.

CLAUDE LORRAIN, 2 p. cft, parf. état. 3.000 F + ch. Tél. matin SEGECO 45-22-69-92.

VILLIERS-LE-BEL (95) 10 mn gare. 2 pièces, gde cuis. tt confort. Libre de suite. Px : 1 800 F. Visite tlj. sauf mercredi 24, rue Gambetta (s'adr. charcut. Duclos) Tél. : 47-22-64-04 (après 18 h).

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine, 75008 PARIS.
Recherche en location ou à l'achat APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE, corps dipl. et cadres de stés multinationales.
Tél. : 45-62-78-99

Pour dirigeants et personnel, importante Cie française produits chimiques mutés région parisienne rech. des APPTS toutes catégories STUDIOS VILLAS PARIS BANLIEUE Acceptons loyer élevé 45-04-04-45 de 9 h 45 à 19 h.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. 45-26-18-95.

propriétés

RER BOISSY-ST-LÉGER
Villecresnes sup. mais. bourg., parc 2 133 m², triple séj., 90 m², 4 ch., cuis. tt cft. 240 m² habitables, terrasse, billard, ss-sol complet, grenier aménageable. 1 985 000 F. MAS IMMOB. 43-45-88-53.

POUR ACHETER SANS COMMISSION tous biens immobiliers toutes régions, informations gratuites IVS Immobilier service, 17, rue du Général-Miquel, 34500 Béziers. Tél. : 67-49-02-22.

A 20 km de Clermont-Ferrand, gde maison près du bourg. 10 p. dont salle d'eau, cave, grenier, parking, terrasse avec belle vue. Jardin de rapport et gd prés constructibles. Total 1 ha 19. Px : 1.200.000 F M. Bombezy, 80, rue du Dessous-des-Berges. 75013 Paris.

viagers

LIB. St-Cloud imm. réc. duplex 4/5 p. + gde terr., box. Hme 82 ans, 720 000 F, 18 000 F par mois. Viagers Cruz 8, rue La Boétie. T. : 42-66-19-00.

bureaux

Locations

BUREAUX ÉQUIPÉS
DE 15 à 100 m² STANDING
OUVERT 24 H/24
Locat. courte ou longue durée. Tous services, Tél., télécopie, télex, restaurant, parkings, secrétariat, tél. personnalisé.
ACTE 43-80-90-10.

ÉTOILE BUREAUX
MEUBLÉS TRÈS HAUT NIVEAU
SALLES DE RÉUNIONS DOMICILIATIONS SECRÉTARIAT — TÉLEX TÉL. : (1) 47-27-15-59.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL — RC — RM
Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
TÉL. : 43-55-17-50.

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + bureaux neufs. Démarches RC et RM SODEC SERVICE Champs-Elysées 47-23-55-47 Nation 43-41-81-81.

LOUE DIRECTEMENT Un ou plusieurs bureaux dans immeuble neuf, 47-58-12-40.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

DOMICILIATION DEPUIS 90 F ms, ST-HONORÉ 42-86-84-91, PARIS-12e 43-40-68-50, CONSTITUTION SARL 2 000 F HT.

Votre adresse commerciale
SIÈGE SOCIAL ÉTOILE
1er mois gratuit 90 F/mois. Formalités RC RM SARL. Tous services
J.C.A. 45-00-64-96 +.

hôtels particuliers

Mo PORTE-DORÉE St-Mandé près bois de Vincennes maison bourgeoise 7 p. cuis. tt cft. gar., jdin except. 2 285 000 F. MAS IMMOB. 43-45-88-53.

immobilier information

POUR VENDRE OU ACHETER entre particuliers maison, appartement, château, propriété, terrain, commerce, sur toute la France. INDICATEUR LAGRANGE fondé en 1878 8, rue Greffulhe, 75008 Paris. APPEL GRAT. : 05-07-09-11.

هكذا من الأصل

Le Monde

ECONOMIE

Que devient la reprise aux Etats-Unis ?

Le réveil des pèlerins

Après vingt-cinq ans de torpeur, le Massachusetts est en tête de la croissance américaine

BOSTON

« QUAND *j'ai annoncé à Michael Dukakis qu'il briguerait un nouveau mandat de gouverneur, en novembre prochain, en pouvant se prévaloir du plus faible taux de chômage des Etats-Unis, de la plus forte hausse du pouvoir d'achat et d'une baisse historique de la fiscalité, il m'a demandé... si j'avais trop bu.* » Survolté comme toute l'équipe dirigeante du Massachusetts, le secrétaire aux finances, M. Frank Keefe, a de bonnes raisons de jubiler.

Berceau des Etats-Unis, Boston la puritaine, la feutrée, joue à nouveau les pionniers et suscite l'envie de ceux-là même qui, il y a peu, ricanaient : « *Si les pèlerins avaient débarqué sur la côte ouest, ils auraient tout juste été capables de créer un vaste parc national.* »

Une plaisanterie injuste au regard de l'histoire. Le Massachusetts a été à l'origine de la révolution industrielle d'outre-Atlantique au XIXe siècle et du premier sursaut technologique lié à l'effort de défense lancé par le président Roosevelt durant la seconde guerre mondiale. La chute n'en a été que plus rude. A l'exception du rebond du milieu des années 60, dû là encore à l'injection de crédits de recherche destinés à la défense, la région a littéralement sombré dans une torpeur économique de vingt-cinq ans, qui n'a pris fin qu'au lendemain d'une très sévère récession, en 1974-75.

Vingt-cinq ans durant lesquels les Américains ont eu pour Boston et le Massachusetts les yeux vaguement attendris et condescendants des amateurs de musées ou d'universités prestigieuses qu'ils s'empressaient de fuir, leurs études terminées. Vingt-cinq ans dont les responsables de la région entendent bien garder les rudes leçons en mémoire. « *Diversifier* » est devenu un mot d'ordre, presque une obsession.

Un étrange cocktail

« *Il n'est plus question de dépendre d'un seul secteur pour assurer notre croissance. Il nous faut jouer le mariage entre le public et le privé en diversifiant les programmes proposés par l'Etat, jouer la haute technologie dans des domaines divers, moderniser lorsque c'est possible les industries plus traditionnelles, mieux tirer parti des recettes touristiques pour que l'avenir reste brillant* », affirme M. Dukakis. Rablé, le sourire éclatant, mais l'œil perçant sous d'épais sourcils noirs, le gouverneur du Massachusetts, étoile montante du Parti démocrate, est un fonceur lucide et pragmatique. Son expérience personnelle l'y a poussé.

Son premier mandat de gouverneur, de 1974 à 1978, marqué par de nouvelle hausses d'impôts dans un Etat surnommé « *taxachusetts* », lui avait valu une cuisante défaite au profit d'un républicain, M. Edward King, un comble dans ce fief démocrate. Revenu à la tête de l'Etat en 1982, il n'a eu de cesse d'apporter, avec souplesse et imagination, sa part à cet étrange cocktail qui fait aujourd'hui du Massachusetts et surtout du « grand Boston » la région économique la « plus chaude » des Etat-Unis.

La dynamique qui a permis à la région de renaître tient en effet à une conjugaison de facteurs très particuliers : une main-d'œuvre traditionnellement qualifiée, un apport de capital-risque abondant et stimulé par l'action du gouvernement, une bonne part de la manne distribuée par le Pentagone et, surtout, élément catalyseur, une richesse universitaire exceptionnelle. Avec cent dix-neuf collèges et établissements d'enseignement supérieur, dont le MIT (Massachusetts Institute of Technology), Harvard, Brandeis ou la Boston University, le Massachusetts mérite de longue date sa réputation de pépinière de chercheurs. L'émergence d'une ère des services et l'avènement de « *la révolution de la haute technologie* » ont transformé en formidables atouts des avantages épars.

Dans un Etat qui compte moins de 6 millions d'habitants – soit 2,5 % de la population américaine, – cinquante mille nouvelles entreprises, parfois minuscules, ont permis de créer cent soixante mille emplois en deux ans. Un rythme qui ne pourra se maintenir indéfiniment. Le principal économiste et vice-président de la Bank of Boston, M. James Howell, le souligne avec une prudence excluant tout pessimisme : « *La maturation des nouvelles sociétés va de pair avec un ralentissement des créations d'emplois, concentrés sur le « grand Boston » qui, à lui seul, assure les trois quarts du revenu de l'Etat* », estime ce Texan aujourd'hui passionné par l'aventure du Nord-Est. Autant dire qu'il se sent plus proche de la DRI (Data Resources Inc.) tablant sur 290 000 nouveaux postes d'ici à 1995, que de l'Association nationale de planification, affirmant que 754 700 emplois seront créés d'ici à la fin du siècle dans le « grand Boston ».

Les drogués de travail

L'hypothèse basse a malgré tout de quoi faire rêver. Champion américain du chômage avec quelque 12 % en 1974, le Massachusetts est aujourd'hui l'Etat qui compte le moins de sans-emploi (3,8 % en avril, contre une moyenne fédérale de 7,3 %). Et, pour la seconde année consécutive, 1985 lui a permis d'obtenir le ruban bleu des hausses de pouvoir d'achat avec une progression de 7,8 %. Il s'agit, certes, en grande partie d'un rattrapage – les salaires étant longtemps restés en deçà de la moyenne américaine, – laissant encore aux entreprises un avantage évalué par M. Howell à deux dollars par rapport aux rémunérations horaires de la côte ouest ou de la région des Grands Lacs.

Toutefois, ce que d'aucuns qualifient de « *petit miracle économique* » ne se serait jamais produit si, au fil des années, la défiance légendaire entre le public et le privé ne s'était atténuée grâce à la multiplication des projets alliant fonds fédéraux ou gouvernementaux, esprit d'entreprise des milieux d'affaires, recherche des milieux universitaires.

Une synthèse dont les succès les plus spectaculaires ont permis la création de Wang, Digital Equipment ou Data General et dont les architectes sont ces « *workaholics* » (drogués du travail) qui, sur la « *route 128* » dans les années 70, jusqu'à la « *route 485* » désormais, ont mis en concurrence les surdoués des meilleures universités.

Cette effervescence n'exclut pas un minimum d'organisation. Le MIT, de l'avis général, joue toujours un rôle d'« incubateur » vital, avec ses quelque cinquante laboratoires interdisciplinaires bénéficiant d'un budget de recherche de 1 milliard de dollars par an.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

(Lire la suite page 34.)

La pensée économique française existe les Anglo-Saxons l'ont rencontrée

L'innovation a besoin du recul des théoriciens, orthodoxes ou hérétiques

par MAURICE BASLÉ (*)

L'ÉCONOMISTE anglais R. Harrod a raconté qu'en 1930 Keynes croyait que l'Occident connaissait « *l'une des conjonctures extraordinaires dans les affaires humaines dont nous pouvons nous sauver par la résolution d'un problème intellectuel – et d'aucune autre façon* ». L'histoire lui donna à la fois raison et tort.

Raison car, avec *la Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* en 1936, Keynes donnait au monde le fondement théorique pour légitimer de nouvelles politiques économiques et sociales. Faute d'avoir pu, par simple persuasion, éviter toutes les erreurs de l'après-première guerre mondiale (les réparations allemandes, le retour à l'étalon-or pour la Grande-Bretagne, etc.), il avait longuement peiné sur la théorie la plus ingrate pour être sûr d'être écouté au lendemain de la seconde guerre mondiale : priorité à l'emploi, gestion du crédit, organisation internationale...

Tort, car il y eut d'autres « façons », d'autres résolutions que les livres et les joutes entre intellectuels et élites financières, industrielles et politiques. Les mouvements sociaux, la dictature, la guerre, la destruction et l'horreur finirent par ouvrir les yeux sur ce que devait être véritablement un programme à long terme de prospérité et de paix.

Aujourd'hui, après plus de dix années de crise en Occident, après surtout l'impact sévère du second choc pétrolier (1979-1980) et la récession complète de 1982, poursuivie en Europe et surtout en France par une quasi-stagnation de la demande intérieure, les économistes français ont-ils résolu le problème semblable qui se pose à eux ? D'une part, savent-ils faire la part entre ce qui est fondamentalement nouveau dans la mutation qui crée aujourd'hui le monde de nos enfants et petits-enfants, et ce qui provient de la phase descendante du cycle long d'accumulation de capital, commencé avec la reconstruction à grande vitesse des économies dévastées, poursuivi par la mise à niveau des richesses et des styles de vie avec les progrès scientifiques et techniques ; cycle qui se termine avec les chocs et ruptures des années 70 et le retournement en cours des *eighties ?*

D'autre part, les économistes français savent-ils, comme Keynes pour la période de 1914 à 1936, prendre suffisamment de recul par rapport aux routines, coutumes et mœurs des divers establishments en place : d'abord politiques, mais aussi scientifiques, industriels et surtout financiers ? Establishments où se regroupent des élites dont la noblesse et la garantie de sérieux dans les pratiques quotidiennes sont extrêmes et d'une infinie valeur, mais qui, par position sociale, ne peuvent être, dans tous les cas, le creuset des innovations de survie.

Un club fermé

Keynes l'avait perçu en 1930 dans ses *Perspectives économiques pour nos petits-enfants*, à partir d'un fait curieusement toujours valable aujourd'hui. Il affirmait alors que les systèmes bancaires et monétaires empêchaient les taux d'intérêt de baisser aussi vite que l'exigerait le retour à l'équilibre économique. Nous pouvons reprendre cette idée de Keynes et penser à nouveau que, loin de pouvoir naître du côté des praticiens, l'innovation a besoin du recul des théoriciens : des théoriciens orthodoxes, mais aussi de ceux que Keynes appelait « *la brave armée des hérétiques* » et les « *marginaux* » ou « *excentriques* », ceux dont Keynes était à partir du groupe « déviant » de Bloomsbury, qui comprenait, en autres, Bertrand Russell et Virginia Woolf (1).

Ce sont eux qui ont posé les bonnes questions, à défaut de répondre à toutes. Il en est ainsi de Hobson, mettant en doute les vertus d'une épargne illimitée ; de Robertson, analysant le cycle en 1928 ; aux Etats-Unis, des nouveaux économistes mettant l'accent sur les institutions comme T. Veblen, W.C. Mitchell, J.M. Clark, après J.R. Commons prédisant l'augmentation du nombre des interventions concertées et collectives de la part des sociétés, des gouvernements et des syndicats, etc.

Où en sont les théoriciens français ? La question est délicate pour plusieurs raisons : la première est qu'une grande partie de la pensée économique française ne peut être séparée de celle dont elle s'inspire souvent, soit en la mimant, soit même en la dépassant ou en innovant : la pensée économique anglo-saxonne. La seconde tient à la relative fermeture – par rapport au monde scientifique et aux intellectuels en général – du club des économistes.

Si quelques personnages tiennent quelquefois le haut du pavé, les débats qui les occupent, les outils et les méthodes, l'argumentation, restent encore trop confidentiels. Ou bien ils sont disséminés dans de multiples publications (quotidiens, hebdomadaires, mensuels), et il est difficile de savoir « *qui est qui* ». Les mots n'ont que rarement fait l'objet d'une définition ou d'un exposé préalable (2). Et même la grammaire n'est pas toujours transparente et accessible...

Pourtant, des économistes en France tentent d'éviter que l'histoire se répète. Ils innovent, et leur réputation a même gagné l'étranger. A défaut de devenir tous des articles d'exportation, ils appartiennent à la communauté scientifique internationale ou sont reconnus par elle. Nous ne pouvons en proposer ici qu'une vision partielle, et non l'exhaustivité, que le lecteur veuille bien nous en excuser (3). Leurs réponses sont de portée inégale face aux défis et aux enjeux du moment, et leur destin encore incertain.

Deux exemples d'écoles françaises peuvent cependant être présentés ici : les spécialistes français du déséquilibre et l'école française de la régulation. (Il faudrait y ajouter au minimum l'école post-keynésienne et les théoriciens du circuit.)

(Lire la suite page 35.)

(*) Professeur de sciences économiques à l'université de Bretagne occidentale.

(1) Pour tous les détails bibliographiques, consulter l'ouvrage hétérodoxe de C. H. Hession, *John Maynard Keynes*, traduction française, Payot, 1985.

(2) *La Sémantique économique en question*, de Christian Schmidt, Calmann-Lévy, 1985.

(3) Pour un panorama des sciences de l'économie en France, on peut utiliser le rapport du CNRS de décembre 1984, ou encore les *Cahiers français de La Documentation française*, n° 217, juillet-septembre 1984.

LA REPRISE AUX ÉTATS-UNIS

Le réveil des pèlerins

(Suite de la page 33.)

La liaison avec les milieux d'affaires est assurée par un petit organisme de cinquante personnes, le Programme de liaison industrielle bien connu des entreprises américaines, mais aussi étrangères.

« Contre un droit d'entrée modeste, 40 000 dollars pour les plus grandes sociétés, nous assurons l'accès aux recherches du MIT », indique le directeur-adjoint de Programme, M. Thomas Moebus, un New-Yorkais, lui aussi séduit par l'ébullition de Boston. *« Quelque 35 % des compagnies inscrites sont désormais étrangères : pour moitié européennes – 9 françaises, fort peu d'allemandes jalouses d'assurer leur propre recherche – et pour moitié... japonaises. »*

Cet intérêt asiatique préoccupe certains. Le Japon ne va-t-il pas renouveler dans la biotechnologie son tour de force des vidéos et tirer parti de l'effort de recherche-développement des autres pays pour mieux préparer une entrée en fanfare sur le marché international où ses dons de commercialisation font merveille ? Pour le moment, nul ne remet en cause les solides thèses libérales d'hommes politiques, de banquiers ou de chercheurs qui tous affirment : *« Il suffit de continuer de prouver que nous sommes les meilleurs. »*

Pour y parvenir, le Massachusetts sait pouvoir compter sur d'impressionnants contrats du département de la défense : 7,7 milliards de dollars en 1985 et, sans doute, quelque 12 % des 1 700 milliards de dollars prévus par l'administration Reagan pour les sept années à venir.

Centres d'excellence

Décidé à *« ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier »*, comme le souligne l'un de ses collaborateurs, le gouverneur Dukakis a lancé, il y a un peu plus d'un an, cinq programmes de promotion de l'océanographie, de l'énergie photovoltaïque, de la biotechnologie, de la chimie des polymères et de la microélectronique. Cinq *« centres d'excellence »*, destinés à élargir la gamme des secteurs de pointe où l'Etat estime avoir une sérieuse carte à jouer, en dehors de la recherche médicale ou de l'intelligence artificielle – *« la meilleure équipe se trouve ici »*, estime un dirigeant français.

Les centres sont installés en dehors du Grand-Boston. Car, plus prosaïquement, il faudra bien trouver une solution à de sérieux problèmes d'infrastructure et de construction. Revers de la médaille d'une expansion rapide, la ville de Boston est engorgée. Les embouteillages deviennent un cauchemar quotidien, la course à un bureau ou à un logement difficile et de plus en plus coûteuse. *« En dix ans, le prix du mètre carré a doublé pour les locaux professionnels, atteignant pratiquement des niveaux new-yorkais. Le coût de l'habitat a flambé »*, soupire un consultant.

MASSACHUSETTS – Gloucester – BOSTON – Pittsfield – Northampton – Worcester – Springfield – Fall River – New Bedford

MASSACHUSETTS

20 960 km²
5,8 millions d'habitants
84,8 milliards de dollars de revenu (1984).

ETATS-UNIS

9,36 millions km²
236 millions d'habitants
3 654 milliards de dollars de revenu (1984).

Trouver une solution qui préserve les deux cent soixante-six bâtiments classés, établir un plan d'urbanisme où les gratte-ciel n'écraseront pas les quartiers nostalgiques de petites maisons de brique, du siècle dernier, orgueil des Bostoniens, paraît tenir de la mission impossible. Mais « impossible » n'entre pas dans le vocabulaire du responsable du « redéveloppement » de la ville, M. Steven Coyle, de retour au pays, après avoir acquis à New-York et en Californie une réputation de génie brouillon et bouillonnant. Aussi les habitants de Boston attendent-ils, mi-inquiets, mi-passionnés, de connaître le nouveau visage d'une cité creusée de chantiers de construction. Sans débordements excessifs.

« Moins accueillants que les habitants du Middle-West, moins nonchalants que les Californiens, les Bostoniens ne sont pas des extravertis. Leur opulence même se fait discrète », constate un Européen. Pour mieux faire valoir la solidité des bases d'une prospérité assurée pour au moins cinq ans, si l'on en croit les économistes. Au-delà, qui oserait s'avancer ? M. Howell estime que beaucoup se jouera sur la capacité des entreprises à *« prendre une meilleure mesure de la concurrence internationale, européenne ou asiatique »*.

Prudent, le gouverneur Dukakis a, pour sa part, décidé de prévoir le pire. L'excédent budgétaire de 575 millions de dollars dont il dispose sera utilisé à la création de logements, au financement dès cette année des allègements fiscaux de 340 millions de dollars initialement prévus sur deux ans, mais aussi à la création d'un fonds de stabilisation. *« Pour les jours pluvieux »*, précise son secrétaire aux finances, dans un large sourire. A nouveau confiant dans sa bonne étoile, le Massachusetts a *« dormi trop longtemps pour se laisser à nouveau surprendre par la somnolence »*. L'avis sonne comme une mise en garde.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

Ces entreprises qui n'ont pas d'étoile

Les firmes américaines se modernisent, mais manquent de points de repère

par ALBERT MERLIN (*)

POUR l'amateur de suspense, le tableau de bord de la conjoncture américaine n'est guère excitant. Depuis la mi-1985, la plupart des indicateurs de demande et de production sont voisins de l'horizontale, en faible croissance dans le meilleur des cas. La convergence des signaux est telle que la publication des comptes provisoires du premier trimestre de 1986, affichant un rythme annuel de croissance de 3,7 %, avait laissé les observateurs incrédules : une fois de plus, le mouvement des stocks était mis en accusation ! Le chiffre révisé est de 2,9 %...

Ce qui retient surtout l'attention du voyageur, c'est le contraste entre ce pays singulièrement calme et l'optimisme dont continuent à faire preuve les économistes des grandes entreprises pour les prochains mois. Tous vous expliquent que la baisse des taux d'intérêt, le niveau compétitif du dollar, les prix particulièrement bas des matières premières et les stocks encore faibles constituent autant d'indications poussant à une prévision d'accélération de la croissance. Reste que, pour le moment, la réalité est nettement moins rose que les anticipations.

Faut-il vraiment s'étonner de cette démarche hésitante de l'économie américaine ? D'abord, il ne faut pas oublier que ce pays avait une bonne longueur d'avance sur nous. La reprise date de la fin 1982, avec un boom spectaculaire de l'investissement, proprement inextrapolable. Que les Américains soient maintenant entrés dans l'*« après-reprise »* n'a rien d'anormal. A cela s'ajoute, au plan mondial, une expansion plus faible que prévu.

La baisse des prix du pétrole a été un peu vite considérée comme le pactole devant entraîner *automatiquement* une accélération de la croissance des pays industrialisés. En réalité, cela suppose que les pays *« gagnants »*, qui accumulent les excédents, les recyclent, en activant leur demande interne, ce qui n'est visiblement pas fait – ou pas suffisamment – par les deux principaux « accumulateurs », le Japon et l'Allemagne fédérale. Pour ce dernier pays, les indicateurs les plus récents ne sont pas bons, et suggèrent, au mieux, une stabilisation de l'activité.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que la croissance mondiale reste en deçà des prévisions. Et quand nos interlocuteurs américains nous disent que l'état de leurs finances – internes et externes – leur interdit de jouer les locomotives, l'argument paraît difficilement contestable.

Au profit de la consommation

Est-ce à dire, pour autant, que rien ne bouge aux Etats-Unis ? C'est là que le contact direct avec les entreprises est irremplaçable : au-delà des statistiques globales, chères au conjoncturiste, il faut aller débusquer les tendances de fond, scruter les comportements les plus significatifs.

Il en est ainsi du rééquilibrage en faveur de la consommation, qui ne se dément guère depuis plusieurs mois, après trois années de modération au profit de l'investissement. Au premier trimestre de cette année, la tendance s'est encore affirmée : Sears and Roebuck fait état d'une progression notable de son chiffre d'affaires ; General Electric évoque l'expansion des biens durables liés à la construction de logements, stimulés d'ailleurs par la diffusion de produits nouveaux (l'électronique domestique commence enfin à devenir une réalité).

En regard, l'investissement reste terne, atone, et les commandes actuelles ne suggèrent aucune amélioration à bref délai, au point que l'on remet parfois en question le credo des dernières années à la gloire de l'investissement : n'y a-t-il pas eu, nous disent les économistes de tous acabits, une certaine *« indigestion »* d'investissements ? Et d'évoquer les excès liés à l'existence de nombreux *« abris fiscaux »*, ceux-là même que le projet de réforme récemment voté par la commission sénatoriale va s'efforcer de supprimer. L'équilibre global du projet ne va-t-il pas se traduire par un transfert net de la charge fiscale des particuliers vers les entreprises évalué à quelque 100 milliards de dollars ?

Ainsi, tout converge : amorcé spontanément, le rééquilibrage au profit de la consommation va se trouver renforcé par la réforme fiscale. Socialement agréable, cette petite révolution n'est évidemment pas envisageable chez nous, où il serait pour le moins prématuré de parler d'excès d'investissements ! Ici, c'est tout le contraire : les Américains en sont à la récolte, alors que nous avons à peine entamé les semailles.

Autre thème à la mode qui ne cesse de nourrir les conversations dans les milieux économiques américains : le *« remodeling »*, qui veut dire à la fois réhabilitation et reconception des constructions anciennes. Si l'idée n'est pas nouvelle, sa traduction en termes de marchés a pris des dimensions tout à fait spectaculaires dans les trois dernières années. Il peut s'agir d'améliorations mineures dans une maison, mais cela peut aller aussi jusqu'au remodelage complet d'un bloc d'habitations.

Visiblement, les Etats-unis veulent réduire l'écart entre le haut niveau technique – et esthétique – des constructions neuves et l'état souvent piteux des bâtiments anciens. On fait toilette, et cela participe d'un effort qui est une autre manière de remettre au premier rang le souci du bien-être du consommateur. Cela représente des marchés immenses pour l'industrie de la construction et ses fournisseurs !

A ce grand mouvement de ravalement et de modernisation participe également le sursaut de la côte Est, autre surprise qui saute aux yeux du visiteur. L'image d'Epinal nous présentait cette région comme étant en voie de sous-développement, alors que la mode poussait vers le Sud et l'Ouest. Aux dernières nouvelles, le Sud n'est plus aussi brillant – pour des raisons évidentes – et le Nord-Est, entre-temps, a réagi.

Les industries lourdes traditionnelles font place, de plus en plus, aux secteurs *high tech*, aux industries sans fumée et aux laboratoires qui relaient peu à peu les hauts fourneaux, forges et laminoirs d'antan. Rien là de miraculeux, mais simplement le signe d'une adaptabilité infiniment supérieure à celle de l'industrie européenne. Pour des raisons humaines bien sûr, mais aussi, plus prosaïquement, pour des raisons financières. L'ampleur des marges d'exploitation des entreprises américaines a facilité la modernisation, la grande misère des européennes l'a retardée. Ce qui explique que les Américains peuvent aujourd'hui marquer une pause en matière d'investissements, alors que nous devons encore accentuer notre effort.

Trop d'ordinateurs ?

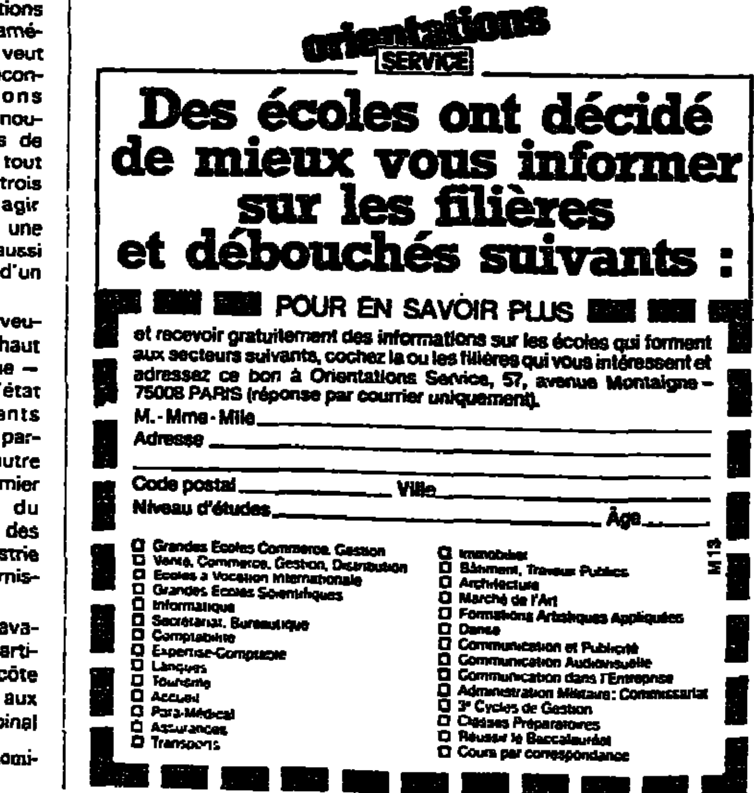
Il est vrai que le fait d'être en tête en matière d'innovation n'est pas toujours tout bénéfice. L'industrie informatique américaine en sait quelque chose qui, pour s'être développée beaucoup plus vite que l'européenne, connaît aujourd'hui une crise bien plus grave. Le sujet ne revient-il pas dans tous les débats ? Rien à voir avec la mollesse actuelle de l'ensemble des investissements : le phénomène est beaucoup plus grave, il s'agit bel et bien d'une *baisse* des ventes d'ordinateurs, comme on en n'avait jamais vu.

Economistes et ingénieurs ont déjà passé des heures à faire l'inventaire de cette crise. Faut-il parler de saturation ? N'y a-t-il pas plutôt une difficulté des hommes à utiliser cet outil miracle – soudain multiplié par l'apparition des micro, – à l'adapter à l'organisation de la firme ? Ne faut-il pas évoquer tout bêtement les problèmes budgétaires des utilisateurs ? Naguère considérée comme un gadget, l'informatique n'était guère surveillée ; maintenant qu'elle est devenue un investissement important, elle subit, comme les autres centres de frais, les tours de vis imposés par les directions générales.

On va parfois plus loin, jusqu'à se reposer le problème global de l'« économie » de l'informatique : utilité, taille optimale de l'outil, rapport coût/performance. Sa diffusion s'est faite à coup de baisses de prix spectaculaires dans le hardware. Mais aujourd'hui, c'est le soft qui pèse, et il ne fait qu'augmenter... Voilà beaucoup de questions, et peu de réponses assurées. L'économiste d'IBM avouait récemment sa perplexité devant ce défi, qui apparaît tout de même comme une surprise pour les experts les plus chevronnés.

Là encore, on peut faire confiance aux qualités d'adaptation des Américains. Ils trouveront la clé, dans l'informatique comme ailleurs. Comme dans toutes les entreprises qui se modernisent jour après jour, apparemment indifférentes aux fantaisies des indices. N'empêche : les optimistes les plus convaincus ont besoin, de temps à autre, de points de repère, de signes encourageants. Il n'est pas de cheminement sans étoile. Pour l'heure, on y croit, plus qu'on ne la voit.

(*) Directeur des études économiques de Saint-Gobain.



هكذا من الأصل

pèlerins

nt pas d'étoile

La pensée économique française existe...

(Suite de la page 33.)

Les premiers se sont dégagés du peloton du courant aujourd'hui principal de la pensée anglo-saxonne. Les seconds semblent plus autonomes et plus marginaux à la fois. Quelques liens ténus existent entre ces deux écoles. On en veut pour preuve l'appréciation de Robert Boyer, chef de file de l'école de la régulation, sur les propositions de politique économique d'Edmond Malinvaud, « *déséquilibriste* » principal : « *Conformément à une idée avancée par Malinvaud, dans le contexte actuel, le rééquilibrage du partage des revenus en faveur des profits devrait être complété par une politique active de la demande.* »

Le réalisme du déséquilibre

Les spécialistes français du déséquilibre n'ont pas encore tous les honneurs. L'économiste anglaise Sheila Dow, dans son ouvrage récent (4), ne les cite pas dans sa bibliographie, mais M. Blaug, auteur de l'ouvrage de référence : *la Pensée économique : origine et développement* (5) en incorpore quelques-uns dans son *Who's who ?* (Wheastsheaf Books, 1982) et quelques-uns publient directement en anglais. D'abord E. Malinvaud, directeur général de l'INSEE, avec ses ouvrages *The Theory of Unemployment Reconsidered* (Basil, Blackwell, 1977) ou *Profitability and Unemployment* (Cambridge University Press, 1980) ; Jean-Paul Fitoussi et E. Malinvaud dans *Unemployment in Western Countries* (MacMillan, 1980) ou Jean-Pascal Benassy, directeur du laboratoire d'économie politique de Normale sup, docteur de l'université de Berkeley dans *The Economics of Market Disequilibrium* (Academic Press, 1982) ou diverses revues de langue anglaise ; ou J.-P. Fitoussi, directeur des études à l'Observatoire français des conjonctures économiques, avec son recueil *Modern Macro-Economic Theory* (Basil Blackwell, 1983).

Leur spécialité : le déséquilibre. Un thème attirant pour le citoyen cultivé en période de difficultés économiques, celui qui cherche à comprendre la gestion des déséquilibres de l'emploi, de la monnaie et des relations extérieures... Disons tout de suite que beaucoup risquent d'être un peu surpris ou même déçus du voyage au royaume de ces exposés pourtant modernes, bien construits, élégants, pédagogiques – au moins pour l'étudiant ou le chercheur avancé. Cette déception risque de se manifester pour des raisons d'ailleurs connues des auteurs eux-mêmes (6).

Pourtant, les nouvelles présentations, en termes de déséquilibres, apparaissent novatrices. Elles ne postulent pas un équilibre parfaitement irréaliste sur chaque marché (pour les biens et services, la monnaie ou le crédit, les titres, l'emploi, etc.). Elles se contentent d'hypothèses moins fortes. Les différents marchés ne sont pas tous en équilibre : du chômage durable, des tensions persistantes sont représentés sans que les ajustements par les prix effectuent leur tâche habituelle, l'équilibrage ou le retour au « meilleur des mondes » de l'équilibre.



Le réalisme du modèle s'accroît dans les schémas à prix rigides, ou encore d'équilibres non walrasiens, ou encore, plus savamment (et plus hermétiquement ?) de K-équilibres : constellation de niveaux de variables se trouvant au repos, c'est-à-dire stables sans qu'aucune tendance au changement (moins de chômage) ne se manifeste spontanément.

*L'intérêt de la présentation réside dans le fait que les agents (entreprises, salariés, consommateurs, chômeurs...) peuvent être présentés comme ce qu'ils sont réellement : *rationnés*. Ils constatent que leurs demandes ou leurs offres, *a priori* celles du meilleur des mondes, sont irréalistes ; ils révisent leurs choix, et s'adaptent en conséquence aux dures lois du monde réel et reportent de marché en marché les contraintes qu'ils subissent : moins de revenus sur le marché du travail, moins de biens ou moins de crédit, etc., tout en continuant de penser au meilleur des mondes. Le chômeur n'est pas rayé de la carte du monde et il continue d'exprimer une offre de travail *a priori*.

Malheureusement, de telles présentations sont devenues très complexes. En outre, quelques limites de l'équilibre économique général subsistent. Tout d'abord, les agents ont encore un comportement fruste. Ils se contentent de maximiser (est-ce une loi héréditaire ?) leur utilité ou leur profit en introduisant, en plus des contraintes habituelles, techniques ou de budget, la prise en compte des contraintes perçues sur les autres marchés. Même dans les présentations raffinées où les agents forment des anticipations dites rationnelles ou raisonnées, le schéma, certes élégant, a de la peine à être utile à une totale compréhension du monde.

Sheila Dow indique que le schéma « déséquilibriste » appartient au « courant principal » et est donc en dehors du courant post-keynésien. Elle a peut-être en partie tort, car certains auteurs s'attaquent véritablement au problème du chômage persistant (E. Malinvaud, par exemple). Mais pour l'irréversibilité du temps, les conflits entre groupes sociaux, l'information, son acquisition et son partage, pour le rôle des institutions (juridiques, politiques, monétaires, internationales), il est vrai que des chaînons manquent encore.

Le renouveau de la régulation

La littérature anglo-saxonne, anglaise surtout, commence à englober les écrits, à accepter les manuscrits, et inclut de plus en plus des références aux chefs de file de l'école française de la régulation. Les présentations du *Journal of Post-Keynesian Economics* ou du *Cambridge Journal of Economics*, les réunissent ainsi avec les post-keynésiens (Shackle, Weintraud, Davidson, Minsky...), les cambridgiens (Robinson, Kaldor, Pasinetti, Goodwin, Kregel, Harcourt, Wilkinson...) et les économistes radicaux américains (Marglin, Thurow, Weisskopf, Bowles et Gintis...)

Ainsi R. Boyer, du CEPREMAP (Centre d'études prospectives d'économie mathématique appliquée à la planification), qui publie, dans le journal britannique une étude historique de la formation des salaires et qui y précise l'importance de l'inflexibilité de la relation salariale contemporaine (juin 1979), se trouve-t-il rattaché par Wilkinson à l'école historique et institutionnaliste, qui a influencé Marshall et qui reste vivante avec Galbraith. Il fournit, selon cet auteur, un exemple moderne notable de l'intégration des forces sociales dans une vision d'ensemble fondée sur la notion de « systèmes productifs », et où l'on peut fonder la typologie des « modes de régulation » (à l'ancienne, concurrentielle, et aujourd'hui plus administrée).

Ainsi Michel Aglietta fait-il l'objet d'une attention spéciale pour ses travaux sur la monnaie. Son ouvrage principal a été traduit en anglais, *A Theory of capitalist regulation (New Left Books, 1979)*. M. de Vroey, de l'université catholique de Louvain, s'inspire de ses publications (7) pour proposer « *une interprétation non monétariste de l'inflation* ». Ainsi Alain Lipietz publie-t-il, dans la revue américaine de l'Economie politique radicale, une analyse de la monnaie, du crédit et de l'inflation (printemps-été 1980), etc.

L'innovation majeure réside dans la vision historique de longue période, celle qui remet à leur vraie place les anicroches du quotidien, qui n'hésite pas à utiliser les matériaux les plus divers (historiques, socio-politiques, psychologiques, démographiques, etc.) et à proposer une vision synthétique de l'ensemble des difficultés actuelles. Cette vision, loin de rester éthérée, sert de point d'appui à des propositions de politique économique concrète : ne pas compter sur une « sortie par le bas » de la crise (la déflation, le contrôle monétaire), ne pas provoquer de rupture (dérégulation étatique dans les domaines salariaux, sociaux ou monétaires...), faire preuve d'audace sous peine d'être l'une des pièces enlisées du puzzle de la vieille Europe...

Cette audace passe par la création de nouvelles institutions, de nouveaux compromis sur les conditions de formation de l'offre compétitive, sur la gestion monétaire (accès au crédit, socialisation des échecs...), sur le partage social au niveau interne et international (des revenus et des richesses), ainsi que sur de nouvelles formes de solidarité et de vie en société. Même si les mots sont spécifiques, le style renvoie aux écrits les plus fougueux de Keynes, et la filiation post-keynésienne n'est pas très éloignée. Ainsi R. Boyer peut-il affirmer : « *Oui, J. M. Keynes continue à fournir une référence essentielle aux débats contemporains* » par « *la mise en œuvre de la méthode essentiellement pragmatique qu'il développa avec brio, il y a bientôt un demi-siècle* (8) ».

En cette phase délicate du cycle politico-économique français (1986-1988 ?), saura-t-on utiliser l'apport des « déséquilibristes » ou des « institutionnalistes », ou se contentera-t-on de faire appel à la pensée économique établie ? Dans ce cas, n'oublions pas que les certitudes des libéraux et des spécialistes de l'équilibre (après analyses pourtant raffinées) s'évanouissent en politique économique. L'élégance d'un paradigme n'est pas toujours synonyme de fécondité. Les idées nouvelles doivent être simples et pratiques mais aussi adaptées, testées et nuancées avant de servir de point d'ancrage unique d'une quelconque politique économique.

Le libéralisme économique, qui, certes, approfondit aujourd'hui de manière très sensible ses analyses dans différents domaines (les comportements, le marché du travail, etc.), devrait se méfier des « voies de retour spontanées » à un prétendu équilibre. Il devrait réfléchir à la fois à la force des fondements de sa doctrine et aux limites bien mises en évidence, en particulier en France (9), par les courants du déséquilibre et de la régulation.

MAURICE BASLÉ

(4) *Macro-economic thought : a methodological approach*, B. Blackwell, 1985.

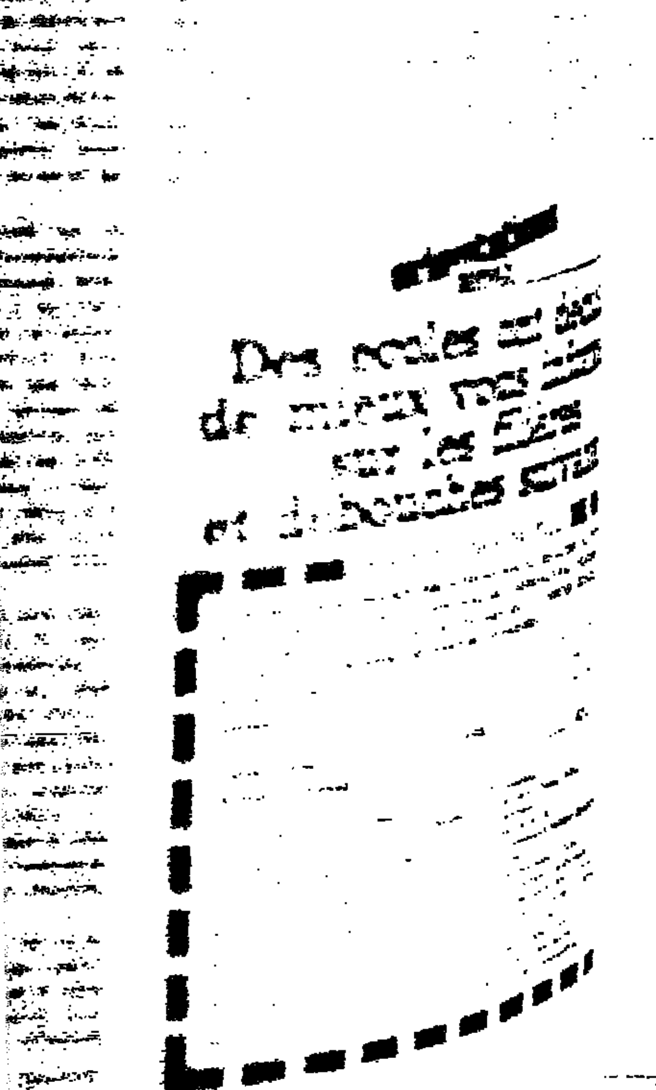
(5) Traduction française d'Alain Alcouffe, Economica, 1981.

(6) J.-P. Fitoussi, « Développements récents de la théorie macro-économique : un bilan critique », *Revue d'économie politique* n° 6, 1984.

(7) En particulier de M. Aglietta et André Orlean, *la Violence de la monnaie*, PUF, 1982.

(8) Communication au Colloque international : « Keynes aujourd'hui : théories et politiques », Paris, septembre 1983.

(9) C'est la position, par exemple, de Serge-Christophe Kolm, dans *le Libéralisme moderne*, PUF, mai 1984.



La chronique de Paul Fabra

L'anesthésie des taux « réels »

PAS plus que l'inflation ne dépend du « comportement » des coiffeurs et autres prestataires de services, que l'administration voulait maintenir pour une durée indéfinie sous le contrôle des prix, l'importance de l'effort d'investissement ne tient à l'humeur des chefs d'entreprise. Le reconnaître, comme l'a fait récemment Jacques Chirac, qui a qualifié d'*« absurdes »* les appels lancés à la bonne volonté de ces derniers, c'est implicitement admettre que les pouvoirs publics portent leur part de responsabilité. Elle est grande puisqu'il leur appartient, par une politique appropriée, de créer les conditions propices au développement économique.

La doctrine officielle est loin toutefois d'être clarifiée. Telle qu'elle est encore couramment définie, elle comporte une insurmontable contradiction. Devant l'association des trésoriers d'entreprise, Michel Camdessus, gouverneur de la Banque de France, répétait la semaine dernière que la ligne directrice des autorités monétaires était que *« les taux réels en France ne s'écartent pas de ceux de nos grands partenaires »*, parmi lesquels l'Allemagne, pour maintes raisons évidentes, occupe une place de choix.

En conclusion de son exposé, le gouverneur exhortait ses interlocuteurs à ne pas prendre de risques financiers excessifs : un conseil qu'on ne peut qu'approuver. Il ajoutait que leur devoir était d'envisager, pour les fonds qu'ils sont amenés à gérer, des emplois plus directement liés à l'activité de leurs entreprises respectives, à savoir des dépenses d'équipement et d'investissement de toutes sortes. La question qui se pose est de savoir si cette dernière recommandation est, sans jeu de mots, réaliste, vu le rôle attribué, dans la conduite de la stratégie monétaire et financière de l'Etat, aux taux dits réels, c'est-à-dire, selon la terminologie admise, aux « taux nominaux diminués du taux d'inflation » (mesurés couramment par l'indice des prix à la consommation).

J'ai déjà abondamment critiqué dans ces colonnes, à tort ou à raison, la notion de taux d'intérêt réel, et surtout l'usage, selon moi, abusif qui en est fait. Mon propos est ici de laisser de côté tout aspect théorique de la discussion pour ne m'attacher qu'à ses enjeux pratiques qui pourraient être considérables. Je passerai rapidement, pour avoir déjà abordé cette question *(voir notamment l'article « Une politique monétaire dangereuse » publié dans* le Monde *du 26 avril dernier)* sur le point de savoir si le retard constaté dans la désinflation française (par rapport surtout à l'allemande) appelle le maintien dans notre pays de taux d'intérêt nominaux plus élevés destinés à égaliser les taux d'intérêt réels avec nos principaux partenaires.

Sur douze mois, l'inflation est présentement d'environ 2,3 % chez nous alors qu'elle est négative de l'autre côté du Rhin. Cependant, toutes autres considérations (quelle que soit leur importance) mises à part, l'évolution de l'indice des prix à la consommation est-elle le seul facteur à prendre en compte ? Jacques Plassard, dont les analyses de conjoncture font justement autorité, estime que le plus probable est que les salaires, qui augmentent en France au rythme annuel de 3 %, devraient continuer à y progresser moins vite qu'en Allemagne.

DANS son essence, l'argumentation de l'administration consiste à soutenir que, si les taux d'intérêts « réels » sont sensiblement au même niveau dans les deux pays, les chefs d'entreprise français ne subissent aucun handicap sérieux par rapport à leurs concurrents allemands. C'est sur ce terrain qu'elle se révèle la plus fragile, comme l'attestent de récentes et cuisantes expériences. Quand l'inflation était en France largement au-dessus de 10 %, les industriels pouvaient avoir l'impression qu'emprunter à long terme au Crédit national au taux « superbonifié » de 13,5 % maximum atteint pour cette catégorie d'opérations en 1981-1982) était quasiment une bonne affaire (les taux du marché obligataire dépassaient à l'époque les 17 % pour les émissions privées) et que, la hausse de leurs propres prix de vente aidant, ils ne contractaient pas de charges insupportables. C'était compter sans la vigueur et la soudaineté du mouvement de désinflation subséquent. Maints chefs d'entreprise se mordent aujourd'hui les doigts d'avoir raisonné en termes de taux réels, à l'instar des savants experts de l'INSEE ou de l'OCDE. Leurs comptes d'exploitation s'en sont trouvés dangereusement alourdis, et leur disponibilité pour investir à nouveau réduite d'autant, car ils traînent derrière eux le poids du service des dettes accumulées dans le passé. Ils ont ainsi appris à leurs dépens que, pour eux, la réalité est une notion plus terre à terre que pour les économètres ou les hauts fonctionnaires de la Banque de France : elle correspond à la charge d'intérêt qu'ils ont *réellement* à acquitter et qui résulte du taux *nominal*.

Il est juste de reconnaître que la situation est allée en s'améliorant mais pas autant que se l'imaginent nos technocrates qui, pour ajouter encore à l'irréalisme de leur position, calculent en général leur « taux réel » sur la base du taux obligataire pour les emprunts d'Etat alors que les sociétés, sauf il est vrai pour la part de leurs emprunts contractés auprès du Crédit national, sont soumises à des taux très sensiblement plus élevés. A la fin de l'année dernière, lorsque le taux des emprunts de l'Etat français était encore d'environ 9,8 % et le taux d'inflation de 3,5 %, on évaluait le taux réel à 6,3 %, contre 4,6 % en Allemagne.

DEPUIS *lors*, les taux réels se sont beaucoup rapprochés. Ils étaient fin mai, selon les estimations de la Banque de France, de 4,8 % dans notre pays et de 4,9 % en RFA. Pour un peu, on se laisserait prendre à la presque innocente supercherie résultant des chiffres. Des Allemands qui empruntent aujourd'hui pour de vrai (taux nominal) à moins de 6 % et des débiteurs français qui doivent payer entre 8,75 % (taux bonifié du Crédit national) et 10 % environ, lesquels croyez-vous seraient (légèrement) désavantagés ? Les premiers, voyons.

Alors que la continuation du mouvement de désinflation semble, et de loin, l'hypothèse la plus probable, c'est endormir la vigilance des chefs d'entreprise français que de leur cacher les réalités de la concurrence — un taux nominal encore supérieur des trois quarts au taux nominal allemand — sous les illusions et les douteuses sophistications du taux « réel ».

A travers les revues étrangères

N'attendons pas de miracles

L'économie de l'offre a été présentée de façon extravagante.

par DANIEL VITRY (*)

QUE reste-t-il de l'économie de l'offre ? C'est la question que se pose Martin Feldstein dans son article de l'*American Economic Review* : « L'économie de l'offre : vieux mythe et nouvelles clameurs » (1). Le terme à la mode d'« économie de l'offre » est une réponse à celui d'« économie de la demande » issu de la pensée keynésienne, aux termes de laquelle le niveau du produit national et de l'emploi dépend de l'ampleur de l'offre. Au cours des années 60 et 70, on s'est bien rendu compte qu'il ne suffisait pas de stimuler la demande pour assurer la prospérité, mais qu'il fallait aussi s'intéresser à l'offre, c'est-à-dire à l'accumulation du capital, au progrès technique et à l'amélioration de la qualité du travail.

En 1981, le Congrès américain a pris une mesure très importante de stimulation qui a consisté à abaisser le taux marginal d'imposition. En particulier, l'épargne a été largement détaxée. Il en est résulté une incitation à l'épargne, à la prise de risque et au travail. Tout cela était bien classique : cependant, les « modernes » ont présenté la politique économique de façon extravagante, avec la courbe de Laffer, dont il résulte que la baisse du taux d'imposition augmente les rentrées fiscales au profit de l'Etat. On a dit aussi que, même si le déficit budgétaire était augmenté, la réduction de l'impôt stimulerait tellement l'épargne que le déficit pourrait facilement être financé.

Lorsque les résultats n'ont pas été à la mesure des espérances, certains en ont conclu que les individus avaient préféré consommer des loisirs. Pourtant, il est classique qu'une réduction des taux d'imposition les plus élevés n'a que peu de conséquences sur l'offre de travail et que les effets incitatifs à l'épargne et à l'investissement ne se produisent pas très vite. Le côté très excessif de la présentation moderne de l'économie de l'offre ne doit pas jeter le discrédit sur cette approche. Il ne faut simplement pas attendre de miracles.

Normes

Depuis une dizaine d'années, on considère qu'il y a deux types de politique économique : l'une repose sur des règles ou des normes connues de tous, l'autre sur des mesures discrétionnaires. Robert Barro a cherché à faire le point sur « les développements théoriques récents de la politique de normes contre la politique discrétionnaire » (2). Les règles doivent être comprises comme une sorte d'engagement à faire quelque chose, éventuellement en fonction d'un événement quelconque. Les mesures discrétionnaires, au contraire, sont le résultat d'un engagement à faire au mieux, en fonction des circonstances.

Prenons la politique monétaire pour illustrer le contenu d'une politique économique discrétionnaire. Dans une approche classique, on pose que la politique monétaire a un effet sur le niveau général des prix. Comme seules les hausses de prix inattendues ont un effet positif sur le volume de l'activité économique, à la différence des hausses de prix prévues, les autorités monétaires vont mettre au point une politique d'inflation inattendue. Les agents économiques prévoient bien qu'une telle politique sera conduite : mais ils ne savent pas à quel moment. Ils s'attendent donc à des taux d'inflation élevés et règlent leur comportement en conséquence. Dans ce cadre, l'inflation ne peut pas disparaître : elle sera toujours plus ou moins élevée que l'inflation prévue, mais demeurera.

Si la politique économique répond à des normes, les autorités monétaires prennent des engagements sur le taux de croissance de la masse monétaire et sur l'inflation. Si les engagements sont crédibles, les agents économiques vont prendre comme prévision du taux d'inflation le taux annoncé par les autorités monétaires. L'inflation peut être d'un faible taux et rester constamment à ce niveau. Cela suppose qu'on résiste à la tentation de la relance monétaire, qui pourrait être bénéfique dans l'immédiat mais ferait perdre leur crédibilité aux autorités monétaires.

La politique discrétionnaire engendre un taux d'inflation plus élevé que la politique normative. Paradoxalement, elle est cependant préférable parce que l'économie profitera au moins des effets de surprise qu'elle engendre.

Les études récentes sur la monnaie font toutes apparaître une rupture en 1980. En effet, on a mis au jour l'existence d'une liaison assez stable entre la masse monétaire et le produit national brut au cours des années 60 et 70. Mais, depuis la fin des années 70, la stabilité de cette relation a été remise en cause. Richard Kopcke, dans son article de la *New England Economic Review*, se pose la question : « *Quelle est l'irrégularité de la croissance de la masse monétaire ?* » (3).

L'auteur examine trois relations entre la masse monétaire et le produit national brut. La première relation est celle définie par la vitesse de circulation de la monnaie. Cette vitesse est estimée par le rapport entre le produit national brut et la masse monétaire. Aux Etats-Unis, le taux de croissance annuel du produit national brut a été très régulièrement supérieur de 3,1 points à celui de la masse monétaire ; la vitesse de circulation de la monnaie a donc été stable au cours de cette période.

La définition de la masse monétaire est très controversée, mais on retrouve une vitesse à peu près stable, quelle que soit la définition de la masse monétaire retenue. Avec la fin des années 70, on constate cependant que la vitesse de circulation diminue sensiblement, s'écartant plus fortement de la tendance passée que la masse monétaire est prise dans un sens étroit.

Raisonnement circulaire

Sont examinées aussi les relations entre la masse monétaire et le produit national brut qui résultent de l'approche par la demande de monnaie. Les difficultés propres à cette approche proviennent du fait que les prévisions portant sur la masse monétaire dépendent des prévisions portant sur le produit national brut, les taux d'intérêt et l'inflation ; mais ces variables dépendent elles-mêmes de l'évolution de la masse monétaire. Il y a donc des risques de raisonnement circulaire, si l'on n'y prend pas garde. Comme dans les autres tests, après 1980, l'erreur de prévision augmente très sensiblement.

Pour tenter de retrouver une relation stable entre la masse monétaire et le produit national brut, l'auteur propose de retourner aux fondements de l'analyse de la monnaie d'où il résulte que la monnaie est une réserve de valeur. La monnaie doit alors être considérée comme l'une des composantes du portefeuille d'actifs financiers détenus par les agents économiques. La part du portefeuille détenue sous forme monétaire va alors dépendre des besoins pour assurer les échanges, du rendement comparé des différents actifs détenus, du coût de substitution d'un actif à un autre.

Ainsi, par exemple, on peut expliquer et tenir compte du fait que la part de la monnaie dans le total des actifs détenus a très sensiblement baissé depuis le début des années 60 aussi bien pour les ménages que pour les entreprises. Cette approche suggère que la baisse récente de la vitesse de circulation de la monnaie peut s'expliquer pour partie parce que la croissance du portefeuille d'actifs financiers détenus par les ménages et les entreprises est actuellement plus rapide que celle du produit national brut.

∴

Cette chronique mensuelle s'interrompra ici, à son 54e numéro. Il n'est pas, en effet, dans la tradition du *Monde* de laisser ses colonnes ouvertes à un collaborateur occasionnel qui accède à des fonctions de conseiller technique dans un cabinet ministériel. Appelé auprès du ministre de la recherche et des enseignement supérieurs, je repose donc ma plume de chroniqueur.

Je remercie vivement Paul Fabra, puis Michel Boyer, de l'accueil qu'ils m'ont réservé et de l'entière liberté de choix des sujets, de présentation et de style dont j'ai bénéficié pendant ces cinq années de collaboration. Je remercie aussi vivement mes lecteurs et correspondants de leur assiduité et de leur confiance.

(*) Professeur à l'Université de Paris-II.

1) Martin Feldstein : « Supply-Side Economics : Old Truths and New Claims », *American Economic Review*, mai 1986.

2) Robert J. Barro : « Recent Developments in the Theory of Rules Versus Discretion », *The Economic Journal*, mars 1986.

3) Richard W. Kopcke : « How Erratic is Money Growth ? », *England Economic Review*, mai-juin 1986.

Un jeu de dés

L'AMERICAN *Economic Review* contient une série d'articles sur un domaine peu traité, l'économie de l'art. William B. Baumol traite du sujet : *« Les valeurs non naturelles : l'investissement en œuvres d'art comme un jeu de dés »* (1). L'idée de l'auteur est qu'il ne peut pas exister de prix d'équilibre pour les œuvres des peintres disparus. Le prix des tableaux peut fluctuer, d'autant plus que des professionnels considèrent la peinture comme un objet de placement.

L'offre est absolument inélastique. Cela n'empêche pas, comme sur le marché d'un titre, que le prix fluctue de façon aléatoire. Qu'en est-il ? Une difficulté provient du manque de données.

Cependant, on dispose du relevé des transactions publiques faites sur des tableaux des peintres les plus célèbres, sur une période de cinq siècles. Baumol a utilisé des séries de plus de six cents transactions effectuées entre 1652 et 1961. Naturellement, pour rendre les prix comparables, il a dû déflater les prix par un indice pour tenir compte de l'évolution du pouvoir d'achat.

Le taux de rendement moyen du placement en œuvre d'art a été de l'ordre de 0,55 % par an, et le taux de rendement médian égal à 0,85 %, c'est-à-dire que la moitié des œuvres d'art ont eu un rendement supérieur, mais la moitié un rendement inférieur. Par comparaison, un titre garanti par l'Etat a eu un rendement annuel moyen trois fois supérieur.

La faiblesse du rendement n'est pas la seule caractéristique de ce type de placement. Le rendement est aussi extrêmement dispersé. Baumol trouve en effet des taux de rendement annuel de 27 %, mais aussi des taux de – 19 % ! Dans plus de 40 % des cas, le rendement est négatif ; dans 60 % des cas, le rendement est inférieur à celui d'un titre garanti par l'Etat.

De plus, il apparaît que les gains et les pertes les plus forts se produisent lorsque l'œuvre d'art a été revendue plus de cinquante ans après avoir été achetée. Plus la période de détention s'allonge, plus le taux de rendement tend vers la valeur moyenne. Les tableaux de maîtres sont donc des valeurs artistiques, et ne sont pas des valeurs de portefeuille.

D. V.

(1) William B. Baumol « Unnatural Value or Art Investment as Floating Crap Game », *American Economic Review*, mai 1986.





هكذا من الامل



Les ingénieurs de Télésystèmes perçoivent ce que d'autres ne voient pas.

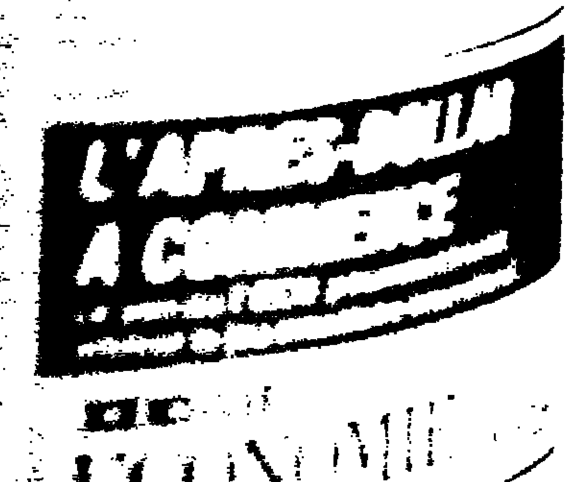
Ils ne sont pas venus d'un autre monde. Ils ont, au contraire, les pieds bien sur terre. Pourtant, ils sont dotés d'un sixième sens, celui d'une vision plus large et plus prospective. Eux, les ingénieurs de Télésystèmes, perçoivent ce que d'autres ne voient pas, parce qu'ils ont, au sein de Télésystèmes, un parcours que les autres n'ont pas. Un parcours qui aiguise l'esprit au contact des différents métiers de leur entreprise (télématique, banques de données, logiciels, ingénierie centres informatiques) et sur des chantiers de pointe, en France et dans le monde.

Les ingénieurs de Télésystèmes ont donc acquis un ensemble de compétences qui leur permet chaque fois qu'il le faut, de dépasser le problème que vous leur posez, en l'intégrant dans un devenir. Devenir qu'ils maîtrisent d'autant mieux qu'ils sont au cœur d'une structure constamment au fait des possibilités de la télématique. Dans le monde, comme à l'intérieur de votre entreprise.

Les ingénieurs de Télésystèmes conçoivent et réalisent des applications qui sont à même de répondre à vos besoins immédiats comme à ceux qui seront les vôtres demain, lorsque les nouveaux réseaux à valeur ajoutée vous offriront des possibilités nouvelles.

Un dernier mot : ne croyez surtout pas que ce sixième sens dont ces hommes sont dotés leur enlève celui de la mesure. Mesure de la qualité des rapports qu'ils ont avec vous. Et qu'ils entretiennent chaque jour avec passion.

Télésystèmes – 115, rue du Bac 75007 Paris – Tél. : (1) 45.44.38.98





Télématique-Banques de données-Logiciels-Ingénierie-Centres informatiques

SOCIÉTÉ

LE DÉBAT SUR LES CONTROLES D'IDENTITÉ

Quand M. Pandraud invoque M. Joxe...

M. Robert Pandraud invoquant M. Pierre Joxe : le parrainage surprendra, tant le tandem Pasqua-Pandraud de la place Beauvau est d'ordinaire pris pour cible par la gauche, au nom du refus d'une politique « sécuritaire ». Le ministre délégué, RPR, chargé de la sécurité, s'est pourtant bien abrité derrière l'ancien ministre, socialiste, de l'intérieur. C'était récemment, devant la commission des lois de l'Assemblée nationale, lors de la présentation de l'un des quatre projets de loi discutés en séance, à partir du mardi 24 juin, par les députés et pas du moins important des quatre, puisqu'il s'agit de celui qui vise les contrôles et vérifications d'identité, fort discuté dans l'opinion.

Que l'on ne se méprenne pas : M. Pandraud n'est pas venu sur les positions socialistes. Il a semblé, au contraire, estimer que M. Joxe s'était tardivement, discrètement et maladroitement, rapproché d'une politique que l'actuel gouvernement, lui, annonce clairement : une roublardise en quelque sorte qui n'est pas sans embarrasser les députés socialistes. Cette botte secrète, opportunément dévoilée par M. Pandraud, est une circulaire sur les contrôles et vérifications d'identité signée par l'ancien ministre de l'intérieur... le 17 mars, soit le lendemain des élections législatives et du changement de majorité.

Cette circulaire est un long commentaire, en forme de mode d'emploi, sur dix pages, des dispositions de la loi du 10 juin 1983 sur les contrôles d'identité (art. 78-1 à 78-5 du code de procédure pénale). Celle-ci précise que *« l'identité de toute personne peut être contrôlée (...) dans des lieux déterminés, là où la sûreté des personnes et des biens se trouve immédiatement menacée ».* Voulant marier *« le principe de la libre circulation et les nécessités de la sécurité publique »*, la circulaire de M. Joxe confronte cette législation aux décisions de jurisprudence afin d'exposer aux policiers *« les règles applicables ».*

Or l'interprétation qu'elle en donne est quelque peu extensive. Si la circulaire estime logiquement que *« les menaces et alertes à la bombe »* entrent dans la définition prévue par la loi (menace *« immédiate »* dans un *« lieu déterminé »*), elle autorise les *« interpellations »* pour contrôle d'identité dans deux autres *« circonstances particulières ».* La première, ce sont *« les manifestations et réunions publiques (...) qui justifient les contrôles d'identité préventifs si des troubles à la sécurité sont à craindre ».*

Le texte vise n'importe quelle manifestation ou réunion, l'appréciation des troubles éventuels étant laissée à la police et à elle seule. *« Qu'un rassemblement n'ait pas été interdit par l'autorité investie du pouvoir de police n'implique pas en effet qu'aucun désordre ne soit à redouter,* explique la circulaire (...). *Des contrôles d'identité aux abords immédiats des manifestations et des réunions publiques peuvent donc être pratiqués pour prévenir d'éventuels troubles, lorsque la présence d'individus qui cherchent à les fomenter est signalée. »*

« Impérativement nécessaire »

La seconde interprétation extensive concerne la localisation des contrôles, s'agissant de la délinquance ordinaire. *« Des contrôles d'identité peuvent, le cas échéant,* précise la circulaire de M. Joxe, *être déclenchés dans les lieux (qu'il s'agisse d'une station de métro, d'une gare, d'une place, d'une rue, voire même d'un quartier) où la multiplication et la proximité dans le temps d'actes de délinquance sont autant de signes qui extériorisent un danger et, en ce sens, constituent une menace immédiate qui règne dans le lieu considéré. »*

Restent les vérifications d'identité. La loi de 1983 précise que les prises d'empreintes et de photographies sont possibles si elles sont *« impérativement nécessaires »* à l'établissement de l'identité, si, d'autre part, la police agit dans le cours d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire, d'une commission rogatoire ou de l'exécution d'un ordre de recherche et, enfin, si le procureur de la République en donne l'autorisation. Ici, la circulaire de M. Joxe s'en tient à la lettre de la loi, de même qu'elle rappelle que le refus de se prêter aux opérations de vérification *« n'est pas sanctionné pénalement ».* Mais, sans doute pour contourner cet obstacle et satisfaire l'attente des policiers, elle ajoute : le refus des vérifications ou l'obstacle apporté à leur déroulement *« peuvent éventuellement faire l'objet d'une procédure judiciaire pour outrage, voies de fait ou rébellion, lorsque les éléments constitutifs de ces infractions sont réunis ».*

Evidemment, le projet de loi élaboré par la nouvelle majorité va plus loin puisqu'il vise à *« supprimer les conditions trop restrictives, de temps et de lieux, résultant de la loi de 1983 ».* Il permet le contrôle d'identité, en toute circonstance, *« pour prévenir une atteinte à l'ordre public, notamment une atteinte à la sécurité des personnes et des biens ».* Il autorise les prises d'empreintes et de photographies en cas de refus si elles constituent l'*« unique moyen »* d'établir son identité. Il sanctionne pénalement le refus de se prêter aux vérifications (dix jours à trois mois d'emprisonnement, amende de 500 à 15 000 francs).

Mais l'existence de cette circulaire de M. Joxe – surprenante par la discrétion qui a entouré son élaboration et par la date, ultime, de sa signature – est une arme opportune pour le gouvernement dans le débat parlementaire. *« Un moyen de dire : nous on fait simple, là où la gauche faisait compliqué en tournant autour du pot »,* résume un socialiste...

EDWY PLENEL.

EN BREF

Dans la Somme

UN FORCENÉ TUE TROIS PERSONNES AVANT DE TENTER DE SE SUICIDER

Un homme âgé de soixante-deux ans, André Hermant, a tué, dans l'après-midi du dimanche 22 juin, à Saint-Vaast-en-Chaussée, près d'Amiens (Somme), trois personnes, à coups de fusil de chasse, avant de se barricader chez lui, armé, puis d'être neutralisé trois heures et demie plus tard par le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN).

Lorsque les gendarmes ont pénétré dans la maison, André Hermant s'était tiré une balle de 22 long rifle dans la poitrine. Il a été transporté au Centre hospitalier d'Amiens, où ses jours ne sont pas en danger.

André Hermant était sorti de chez lui, vers 18 heures, armé d'un fusil de chasse, alors que sa voisine, Mme Gisèle Floure, soixante-six ans, la fille celle-ci, Mme Jocelyne Leroy, trente-neuf ans, et son mari, M. Dominique Leroy, tous deux domiciliés à Amiens, revenaient de la fête foraine locale. André Hermant a tiré sur les trois personnes, tuant les deux premières et blessant grièvement M. Leroy.

Un voisin qui tentait de s'interposer, M. François Spicher, quarante-trois ans, a été mortellement blessé par un autre coup de feu du forcené.

● *Attentat contre le siège de la firme Rothmans à Paris.* – Une explosion d'origine criminelle a provoqué de légers dégâts au siège de la société des cigarettes Rothmans, à Paris, 10, rue Amelin, dans le seizième arrondissement, peu après minuit dans le nuit du samedi 21 au dimanche 22 juin. Quelques vitres des fenêtres du rez-de-chaussée ont été brisées. Il n'y a pas eu de revendication.

● *Un ressortissant turc extradé des Pays-Bas et écroué en France.* – Un ressortissant turc, Ahmet Gungormus, trente et un ans, vient d'être extradé des Pays-Bas et inculpé par M. Jean-Louis Bruguières, juge d'instruction, pour sa participation à deux attentats commis en juillet 1983 dans la région parisienne.

Ahmet Gungormus a été écroué sous l'inculpation de « *destruction et dégradation volontaire d'objets mobiliers et de biens mobiliers appartenant à autrui par l'effet d'une substance explosive* ».

Selon les résultats de l'enquête, Ahmet Gungormus aurait participé à deux attentats commis le 27 juillet 1983 contre des centres culturels arméniens situés 17, rue Bleue à Paris (9e), et 9, rue de Madrid à Alfortville (Val-de-Marne).

● *Assises de l'Isère : acquittement au bénéfice du doute.* – Les jurés des assises de l'Isère viennent d'acquitter, au bénéfice du doute, Philippe Gantois, vingt-deux ans, déserteur de la Légion étrangère, accusé du meurtre de la femme du notaire de Caderousse (Vaucluse).

L'avocat général avait requis une peine de quinze ans de réclusion criminelle identique à celle qu'avaient prononcée, pour cette même affaire, les assises du Vaucluse en mars 1985. Ce verdict avait été cassé par la Cour de cassation, qui avait renvoyé le dossier aux assises de l'Isère. Les débats n'ont pas réussi à dissiper les incertitudes qui pesaient sur cette affaire dans laquelle il n'y avait aucune preuve irréfutable ni aucun aveu.

Une expulsion de locataires à Paris

CRÉDULES MARABOUTS

Victimes d'une escroquerie, une douzaine de familles de marabouts africains viennent d'être expulsées de leur domicile, au 79 de la rue Pajol à Paris (18e), bien que les loyers en aient été payés.

Les escrocs au logement – au nombre de trois – avaient rencontré leurs proies en prenant rendez-vous pour une séance de spiritisme, au mois de septembre 1985. Se prétendant promoteurs immobiliers, les trois aigrefins – qui n'avaient rien d'africain – leur vantèrent alors les mérites des appartements de la rue Pajol, du studio au quatre-pièces : une visite organisée par le faux propriétaire, et le tour était joué. Le bail et les quittances évidemment falsifiés – mais « authentifiés » par des cachets de cabinets fantômes – étaient remis à l'acquéreur moyennant plusieurs milliers de francs, de la main à la main.

Le vrai propriétaire de l'immeuble a donc porté plainte contre ces « intrus », dont il n'a jamais reçu un seul centime, et un référé du tribunal de grande instance de Paris a condamné ces locataires *« sans droit ni titre »* à être expulsés dès le 16 juin.

Cette expulsion avait pris, dans la matinée du vendredi 20 juin, des allures de réunion autour de l'« arbre à palabres », tandis qu'une vingtaine de Sénégalais, de Maliens et de Guinéens entouraient l'huissier et le représentant de la société immobilière, dans une petite pièce au troisième étage de l'immeuble. Le « griot », qui s'expliquait au nom de ses coreligionnaires pendant que des maçons muraient les premières portes, aboutit enfin, au terme d'une interminable négociation, à un accord : l'huissier, lui, s'épongeait le front.

En fin de compte, les huit domiciles occupés par des célibataires devaient être libérés dans la journée ; quant aux familles, elles étaient tenues de « déguerpir » dans les trois jours... A la rue.

E. I.

● *Corse : un gendarme meutrier s'est constitué prisonnier.* – Guy Leroux, trente et un ans, gendarme de la brigade de Piana (Corse-du-Sud) qui était recherché depuis le mardi 17 juin après avoir mortellement blessé un des ses collègues, s'est constitué prisonnier dans l'après-midi du vendredi 20 juin auprès du service régional de police judiciaire d'Ajaccio.

Guy Leroux – qui a dû être hospitalisé, il a été victime d'un accident de voiture pendant sa fuite, – revenait d'une journée de manœuvres, dans la région de Cargèse, lorsqu'il eut une altercation avec le responsable de sa brigade. Tandis que celui-ci était allé chercher des secours, l'un des collègues de Guy Leroux, Jean Combeau, avait tenté de le désarmer. Guy Leroux avait alors tiré une balle dans la tête de son collègue.

● *Confirmation de la relaxe d'un mécanicien d'Air France accusé de sabotage.* – La seizième chambre de la cour d'appel de Paris a confirmé la relaxe de M. Alain Coufourier, trente-huit ans, électromécanicien d'Air France, qui était accusé d'avoir saboté un Boeing 747 sur l'aéroport de Roissy (*le Monde* du 9 mars 1982).

Le tribunal correctionnel de Bobigny l'avait déjà relaxé, *« aucune charge sérieuse ne pouvant être retenue ».* Après le décollage, en direction de Los Angeles, le 7 mars 1982, le pilote de l'appareil n'avait pas pu rentrer le train d'atterrissage et avait dû revenir se poser une heure plus tard, après avoir largué 45 tonnes de kérosène. La compagnie aérienne avait alors porté plainte pour atteinte à son image de marque et pour la perte de 61 tonnes de carburant.

● *Accident d'autocar en Haute-Garonne : deux morts.* – Un enfant âgé de neuf ans, Christophe Mulsant, et un commandant de l'armée de l'air, M. Jean-Christian Baubias, quarante-cinq ans, ont été tués lors d'un accident d'autocar survenu dans la soirée du dimanche 22 juin près de Villefranche-de-Lauragais (Haute-Garonne), le véhicule ayant percuté un platane. Une quinzaine d'autres passagers ont été blessés.

L'autocar transportait une trentaine de passagers qui venaient d'assister à une réunion sportive à Port-la-Nouvelle et rejoignaient Aigues-Vives ; peu après 21 heures, pour une raison encore inconnue, le véhicule s'est écrasé contre un platane, à la hauteur de la commune de Gardouch.

● *Paris : une onzième vieille dame assassinée depuis le début de l'année.* – Le corps de Mme Marthe Hervé, âgée de soixante-dix-neuf ans, a été découvert dans la matinée du dimanche 22 juin à son domicile, rue du Rocher à Paris (8e). Les poignets et les chevilles de Mme Hervé avaient été ligotés.

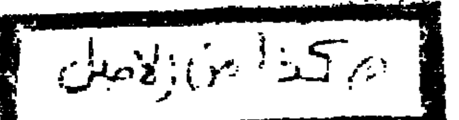
Mme Hervé est la onzième personne âgée assassinée depuis le début de l'année 1986.

● *Malaisie : peine de mort maintenue pour deux trafiquants de drogue australiens.* – Deux trafiquants de drogue australiens ont vu, samedi 21 juin, leur peine de mort maintenue en appel par la cour d'appel de Penang. Kevin Barlow et Brian Chambers, tous deux âgés de vingt-huit ans, ont été condamnés à la pendaison en juillet dernier. Ils avaient été arrêtés en novembre 1983 à l'aéroport de Penang, porteurs de 180 grammes d'héroïne. Ce jugement a déclenché une levée de boucliers en Australie, où le gouvernement avait déclaré dans un communiqué, en décembre dernier, qu'il n'y avait aucune justification à la peine de mort, quelle que soit la gravité de l'offense. – *(Reuter.)*

● *M. Hu Yaobang favorable au dialogue avec le Vatican.* – M. Hu Yaobang, secrétaire général du PC chinois, a déclaré, samedi 21 juin à Rome, que la Chine était prête au dialogue avec le Vatican « *maintenant que certaines difficultés ont été surmontées* ». La Chine avait, ces dernières années, repoussé plusieurs offres du Vatican, lui reprochant notamment le maintien de relations diplomatiques avec Taïwan.







économie

AU FORUM DE LA PORTE DE VERSAILLES

Allégement des charges et appui aux PME

Convaincre les chefs d'entreprise, et d'abord les patrons des PME, tel était l'objectif recherché, le samedi 21 juin, par le forum *« Décider pour une libre entreprise »* organisé porte de Versailles par le RPR. Neuf ministres et secrétaires d'Etat réunis autour de M. Jacques Chirac se sont relayés pour expliquer en direct les conditions de leur action et annoncer des mesures sur certains dossiers.

Reconnaissant que la baisse des taux d'intérêt *« profite plus aux grandes entreprises qu'aux petites »*, M. Balladur a promis de prendre des mesures spéciales pour les PMI. *« Le sérieux tempère la liberté »*, a résumé le ministre d'Etat à destination de ceux qui trouvent que le gouvernement ne va pas assez vite.

M. Alain Madelin a affirmé pour sa part qu'il fallait réorienter les aides publiques vers les PMI, précisément. Par leur impôts et leurs taxes celles-ci *« payent pour les grandes entreprises »*, a déclaré le ministre de l'industrie, des P et T et du tourisme.

Mme Nicole Catala (formation professionnelle), vivement applaudie, a déclaré vouloir *« utiliser les retraités et les préretraités »* pour dispenser un enseignement plus adapté aux jeunes et mettre fin au *« gaspillage des ressources humaines »*.

Quant à M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, il s'est taillé un franc succès en rappelant que les exonérations de charges sociales pour l'emploi de jeunes ne feront l'objet que d'*« une simple déclaration à l'embauche »* et que l'employeur les *« déduira lui-même »*. Il en a également profité pour faire savoir que, *« à titre de rattrapage »*, les exonérations de 50 % seraient doublées *« pour le premier mois d'application »* afin d'inciter les chefs d'entreprise à utiliser plus rapidement le plan d'urgence en faveur des jeunes, victimes de *« l'obstruction systématique »* de l'opposition.

Rupture et durée : le message de conclusion du premier ministre a tenu en deux temps. *« Le gouvernement a clairement décidé de rompre avec quelques décennies de contraintes administratives, avec cinq années d'interventionnisme brouillon et de stagnation »*, a dit M. Jacques Chirac. *« Même si l'opinion n'en a pas encore conscience, beaucoup a déjà été fait. »* La majorité étant unie pour cet objectif, *« tout permet de penser que l'action* [gouvernementale] *dispose d'un délai suffisant pour qu'elle soit irréversible »*. Rupture mais pas *« revanche »*, a souligné M. Chirac, qui a consacré une grande partie de son discours à expliquer que, *« si le gouvernement a une politique économique, il a aussi une politique sociale »*.

La négociation sur les seuils sociaux

UNE DÉCISION QUI « VA DANS LE BON SENS » a estimé M. Edmond Maire

« Le gouvernement vient de faire un pas dans le bon sens », a estimé M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, le samedi 21 juin, en apprenant que M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, proposait aux partenaires sociaux de négocier sur la forme des « seuils sociaux » avant toute intervention gouvernementale. *« La CFDT vient d'obtenir une première satisfaction sur une de ses demandes les plus pressantes »*, a souligné M. Maire dans un communiqué, la CFDT souhaitant *« que les salariés des petites entreprises aient des possibilités de représentation collective (commissions paritaires professionnelles locales, délégués interentreprises) »*. Le secrétaire général de la CFDT a demandé aux instances patronales d'adopter la même démarche que M. Séguin. Il a toutefois noté que si ce thème devait être abordé lors des prochaines négociations prévues pour le 9 juillet, il conviendrait que ces discussions se déroulent *« thème par thème en commençant par le dossier le plus lourd, celui des garanties accordées aux salariés en cas de licenciement »*.

Cette proposition a été fraîchement accueillie par le CNPF. *« C'est son idée depuis le début »*, faisait-on observer sèchement dans l'organisation patronale, où l'on ne marquait aucune surprise. L'initiative du ministre des affaires sociales, visiblement, ne satisfaisait pas le CNPF.

La taxe professionnelle au pilori

Les ministres déploient des trésors d'énergie et d'imagination pour trouver une multitude de mesures sociales, économiques, financières ou juridiques propres à relancer l'activité, favoriser l'embauche, alléger les contraintes des entreprises, alors qu'une disposition, une seule, serait de nature à faire exploser de joie les patrons : supprimer la taxe professionnelle. Ceux qui en douteraient encore ont pu s'en convaincre à l'occasion du forum organisé à Paris par le RPR sur le thème : « Décider pour une libre entreprise. » Un sondage réalisé auprès de trente mille chefs d'entreprise a révélé que, parmi leurs dix préoccupations primordiales, l'allégement des charges arrive largement en tête (24,5 %), suivi par la taxe professionnelle (19,7 %) qui est précisément une de ces charges les plus mal ressenties. La rigidité des banques ne recueille que 11,8 %, la suppression de l'autorisation préalable de licenciement 5,4 % et la question des seuils sociaux 2,6 % !

Le questionnaire aurait été commandité un an plus tôt par le Parti socialiste, que le résultat n'aurait guère été différent.

Devant M. Jacques Chirac, qui avait réuni autour de lui une sorte de conseil des ministres économique et social, quelques-uns des dix mille chefs d'entreprise présents ont interrogé les membres du gouvernement sur le plan logement, les transmissions et les créations d'entreprises, l'embauche des jeunes, la simplification des formalités administratives, les aides à l'exportation, la libéralisation des prix, la baisse des taux d'intérêt qui ne va pas assez vite ou la concurrence déloyale des grandes surfaces vis-à-vis du petit commerce. M. Georges Chavanes, ministre du commerce, de l'artisanat et des services, a exhorté les chefs d'entreprise à élaborer avec leur personnel des *« plans de progrès »* dans leurs usines pour y détecter tous les talents et les capacités cachés, et M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P et T et du tourisme, a déclaré que défendre l'entreprise, c'était lutter contre la pauvreté.

Mais au hit parade des applaudissements, ce sont les questions sur la taxe professionnelle (l'ancienne patente) qui ont battu tous les records. Un patron de Champagne-Ardennes l'a dénoncée comme une *« taxe contre l'embauche et contre l'investissement. C'est une hérésie »*. Et M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur, a reconnu que, vis-à-vis de l'exportation, *« la taxe professionnelle jouait comme une sorte de droit de douane à l'envers »*.

Alors, faut-il l'abolir ? M. Alain Juppé, ministre chargé du budget, n'avait pas la tâche facile. *« Le sujet est explosif. C'est la croix de tous les ministres des finances successifs*, a-t-il déclaré. *Il est vrai que, d'un point de vue économique, c'est un impôt absurde. »* Sur les 80 milliards qu'il rapporte, 65 sont payés par les entreprises. Mais il faut savoir que cette taxe entre pour 50 % dans les recettes des collectivités locales.

Alors, par quoi et comment la remplacer pour ne pas pénaliser ni les entreprises, ni les collectivités locales, ni l'Etat ? Casse-tête...

Prudent et rigoureux, M. Edouard Balladur, ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances, a annoncé que les Français pouvaient s'attendre à une réduction de 20 milliards de francs d'impôts l'an prochain : 10 milliards profiteront aux ménages et 10 autres aux entreprises, essentiellement par un allégement de la taxe professionnelle. Il n'a été que très modérément applaudi...

FRANÇOIS GROSRICHARD.

REPÈRES

Activité économique : baisse en mai

L'activité économique a très sensiblement chuté en mai, comme l'indique l'enquête mensuelle de la Banque de France, baisse dont la principale explication semble être la faiblesse du nombre de jours ouvrés, notamment dans l'automobile. Si la demande intérieure s'est légèrement ralentie, la demande étrangère et les échanges interindustriels se sont globalement maintenus par rapport au mois dernier. Le volume des commandes n'a pas varié, mais leurs destinations ont changé : l'Europe prime sur le Proche-Orient. La mise en place des programmes d'investissement reste conforme aux prévisions de début d'année. Mai 1986 est marqué par la stabilité des prix, des salaires et de l'emploi, sauf dans l'industrie où la situation s'est encore dégradée. Enfin, un certain optimisme règne chez les chefs d'entreprise pour la rentrée : ils espèrent une augmentation sensible de leur production.

Austérité : échec de la concertation en Belgique

La réunion entre le gouvernement et les syndicats belges s'est achevée sans consensus apparent, le samedi 21 juin. L'équipe gouvernementale s'en tient à son programme d'austérité pour ramener de 12 % à 8 % du produit national brut le déficit budgétaire 1987. Les dirigeants syndicaux estiment à 21 milliards de francs belges (336 millions de francs français) le manque à gagner pour les bénéficiaires d'allocations sociales et décideront cette semaine de la réplique à apporter au projet gouvernemental. Le patronat, pour sa part, n'a pas caché sa déception et a évalué à 16,5 milliards de francs belges (264 millions de francs français) les nouvelles charges imposées aux entreprises. Le premier ministre, M. Wilfried Martens, a déclaré, dans une intervention télévisée, qu'en cas de revus persistant des partenaires sociaux, il se réservait de donner force de loi à son programme d'austérité, en juillet ou début août.

Semaine décisive pour la construction navale et pour les 6 800 salariés de Normed

Semaine décisive pour la construction navale et surtout pour la société Normed (6 800 salariés), qui a des installations à Dunkerque, La Seyne et La Ciotat. Le 24 juin, après l'assemblée générale annuelle, M. Jacques Dollois, président de l'entreprise, convoque le comité central d'entreprise, puis le conseil d'administration, auprès duquel il devrait solliciter un mandat pour aller, le jour même ou le lendemain, déclarer devant le tribunal de commerce l'état de cessation de paiement de l'entreprise, qui vit depuis trois ans en état de commandite publique.

Les syndicats vont organiser sur les sites menacés des opérations « portes ouvertes » pendant la réunion du comité d'entreprise, mais aucune opération d'ampleur nationale et intersyndicale n'était envisagée le 23 juin en fin de matinée. La CFDT, pour sa part, a proposé une grande réunion entre le patronat, les syndicats et les pouvoirs publics sur l'ensemble du secteur de la construction et réparation navale en France.

Le climat est toutefois très lourd dans les chantiers concernés, et les commissaires de la République redoutent une flambée sociale et des désordres. Au sein même du gouvernement, il semble que la manière très énergique dont M. Madelin s'est emparé du dossier ne fasse pas l'unanimité. M. Chalandon, notamment, élu député du Nord le 16 mars avant d'être nommé garde des sceaux, a insisté auprès de M. Chirac pour que cette affaire soit traitée avec davantage de circonspection.

M. Madelin a confirmé pour sa part, le 22 juin, au « Club de la presse » d'Europe 1, qu'il n'était plus possible que les pouvoirs publics continuent à engloutir des sommes considérables en subventions exceptionnelles de restructuration pour Normed. *« Mais je ne ferai pas d'économies sur le dossier des chantiers navals »*, a-t-il précisé. Les sommes très importantes qui seront dégagées par l'Etat *« serviront à créer des emplois utiles et durables, dans le cadre d'un dispositif spécial de zones d'entreprise, et à financer un plan social ambitieux »*.

Le verdict sans appel de l'inspection des finances

Il y a seulement un an, deux inspecteurs des finances, MM. Pierre Esteva et Ludovic de Montille, remettaient à M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, et à Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, un rapport sur la société Normed d'une extrême sévérité. Aujourd'hui, les conclusions restent d'actualité et inspirent en profondeur l'attitude du gouvernement actuel – du moins du ministre de l'industrie – à l'égard de l'entreprise.

Les deux hauts fonctionnaires n'y vont pas par quatre chemins : *« La fusion des trois chantiers fin 1982 ne pouvait réussir. Elle a été décidée par des administrations peu éclairées sur les situations réelles* [des entreprises] *et sans appui des actionnaires... »* Et de critiquer les décisions gouvernementales d'alors, *« puisqu'il a été choisi de maintenir Normed en état de survie précaire au moyen d'une commandite publique »* extrêmement coûteuse... *« sans que cela mette un terme à la détérioration de la productivité »*.

Les experts recommandaient alors sans ambages aux pouvoirs publics, en préalable à un processus d'assainissement, *« de commencer par le dépôt de bilan de Normed, qui aurait dû d'ailleurs intervenir dès novembre 1983 »*. Et ils détaillaient tous les avantages d'une telle procédure à la fois pour l'Etat et pour un repreneur éventuel. Bien sûr, l'opération *« présente des risques sur le plan social »*, mais elle aurait l'intérêt de provoquer *« un choc psychologique nécessaire au redressement de l'entreprise. Elle marquerait le retour de Normed dans la sphère des entreprises régies par les normes de la concurrence »*.

Sur le sujet très chaud du choix des sites à sauver, les inspecteurs des finances, là aussi, avaient fait des suggestions au gouvernement, estimant que La Ciotat présentait des avantages, (notamment de taille) sur les deux autres (La Seyne et Dunkerque, ce dernier ayant pourtant amélioré sa productivité récemment). La Ciotat deviendrait alors *« un complément du chantier de Saint-Nazaire si un repreneur acceptait d'en prendre la responsabilité »*.

Déjà donc Alsthom était discrètement désigné, voire approché, pour sauver ce qui pouvait encore l'être de Normed.

La conclusion de l'inspection des finances sonne comme un verdict sans appel : *« La création de Normed, et, plus encore, sa mise en commandite publique apparaissent aujourd'hui comme de graves erreurs qui ont coûté au Trésor plus de 6 milliards de francs en deux ans et demi, tandis que l'outil de production n'a cessé de se détériorer et que le personnel a été entretenu dans de faux espoirs de survie de l'entreprise, malgré le tarissement des commandes et la baisse continue de productivité (...). La poursuite du soutien de Normed par l'Etat est sans espoir et sans justification économique (...). Dans ces perspectives, l'intérêt général commande de faire cesser d'urgence la commandite publique et de déposer le bilan de Normed. »*

C'était il y a un an. Un an de perdu ?

F. Gr.

CONJONCTURE

LE RAPPORT SUR LES COMPTES DE LA NATION

« L'ajustement de l'économie française n'est pas achevé »

Une faible expansion malgré une reprise de la demande intérieure, la poursuite de la désinflation et du redressement des comptes des sociétés, un commerce extérieur en déséquilibre et une situation de l'emploi toujours aussi précaire : telles sont les caractéristiques essentielles de l'année 1985 consignées dans le rapport sur les comptes de la nation publié par l'INSEE ce lundi 23 juin.

• Demande intérieure

La croissance du produit intérieur brut marchand est restée modérée en 1985 : + 1,1 % après + 1,5 % en 1984. Mais alors que cette progression était due, l'année précédente, au développement des exportations, elle doit en 1985 sa poussée à la demande intérieure, principalement à la consommation des ménages. Le pouvoir d'achat du revenu des ménages s'est redressé (+ 0,5 %) après deux années successives de baisse. Toutefois, la reprise de la consommation (+ 1,9 %) étant nettement plus marquée que celle du revenu, on a assisté à une baisse importante du taux d'épargne, ramené à son niveau le plus bas (12,3 % du revenu disponible).

• Commerce extérieur

Après deux années de réduction sensible, le déficit du commerce extérieur se stabilise à hauteur de 24,2 milliards de francs, contre 20 milliards en 1984, 43,6 milliards en 1983 et 93,50 milliards en 1982. *« Cette amélioration résulte de la compensation entre deux mouvements : l'amélioration des termes de l'échange, principalement imputable à la baisse des cours des matières premières ; la dégradation des échanges en volume. »* Les exportations progressent de 1,9 % et les importations de 2,9 %. Ainsi, les échanges extérieurs qui avaient soutenu la croissance en 1984 (+ 1 point) et en 1983 (+ 1,6 point), apportent cette fois une contribution négative (– 0,3 point). L'évolution défavorable des échanges industriels explique cette dégradation. Le rapport souligne *« les inadaptations structurelles de l'offre nationale à la demande extérieure et intérieure »*. Ces faiblesses structurelles se caractérisent par *« une spécialisation par pays et par produits de nos exportations qui se révèlent défavorable par rapport à l'évolution des marchés extérieurs depuis 1980 »*.

• La désinflation

La modération des prix à l'importation favorise la désinflation. Les coûts des entreprises s'accroissent faiblement (+ 4,2 % après + 6,6 % en 1984). La hausse du coût salarial reste stable (+ 4 %), de sorte que la hausse des prix de détail, qui atteint 5,8 % en moyenne annuelle, marque une forte décélération en fin d'année. *« En 1985, l'évolution des prix de l'énergie contribue directement à expliquer la moitié du ralentissement de deux points du glissement des prix de détail par rapport à 1984. »*

• Comptes des sociétés

« Le lent redressement des comptes des sociétés (hors grandes entreprises nationales) amorcé en 1983 se poursuit : le taux de marge (rapport de l'excédent brut d'exploitation à la valeur ajoutée) a gagné 2 points depuis 1982. Il s'établit à 24,3 %, soit à un niveau comparable à celui de l'entre-deux chocs pétroliers. » Mais le rapport souligne que si le taux d'autofinancement se rétablit nettement, cela est dû à la faiblesse persistante des investissements. Cette faiblesse *« peut être liée au bas niveau de rentabilité du capital et surtout de la profitabilité de l'investissement »*. Des taux d'intérêt réels très élevés amènent les entreprises soit à se désendetter, soit à préférer les placements financiers.

• L'emploi

« L'emploi augmente légèrement en 1985, ce qui contraste avec la tendance au déclin des effectifs depuis 1980. Mais cette progression est imputable aux jeunes, employés dans les « travaux d'utilité collective » (TUC), précise le rapport. *Hors TUC, il n'y a pas de progression des effectifs occupés mais un simple ralentissement de leur diminution. »* Si le nombre de demandeurs d'emploi se réduit en cours d'année, *« cette évolution semble liée à des mesures institutionnelles et à des changements dans la gestion des inscriptions et des radiations à l'Agence nationale pour l'emploi »*.

L'amélioration de la situation de l'emploi en 1985 ne concerne pas l'industrie manufacturière mais d'autres secteurs : bâtiment-génie civil, commerces et tertiaire non marchand avec les travaux d'utilité collective. Au contraire, l'agriculture et l'industrie ont continué à perdre des emplois pratiquement au même rythme qu'en 1983 et en 1984 (environ – 3 % chaque année). Seules les industries agro-alimentaires, ainsi que EDF et GDF, seraient créateurs nets d'emplois.

• Finances publiques

En 1985, le besoin de financement des administrations publiques diminue. Le déficit est ramené à 2,6 % du PIB contre 2,9 % en 1984 et 3,1 % en 1983. Le taux de prélèvement obligatoire se stabilise, l'objectif de réduction n'étant pas atteint *« en dépit des mesures d'allègement d'impôt »*, comme le souligne le rapport.

S'agissant de la Sécurité sociale, les experts indiquent que l'équilibre des comptes s'est maintenu, grâce notamment au régime général dont la capacité de financement est positive pour la troisième année consécutive (+ 18,6 milliards de francs en 1985). Ce montant résulte pour partie de *« l'effort de maîtrise des dépenses poursuivi depuis 1982 » et de l'accroissement des ressources des régimes »*. En revanche, les régimes d'indemnisation du chômage sont nettement déficitaires (– 11,4 milliards de francs).

Le rapport affirme en conclusion que *« l'« ajustement de l'économie française n'est pas achevé »* malgré la nette réduction de l'inflation, la stabilisation du taux de prélèvements obligatoires et la réduction du déficit budgétaire ainsi que l'amélioration progressive de la situation des entreprises. Les points noirs restent bien évidemment l'emploi et le commerce extérieur, la fragilité des échanges industriels traduisant *« une insuffisance de capacités de production compétitives et un manque d'élasticité de l'offre à la demande »*.

LA CROISSANCE DU PIB MARCHAND (en volume)

Équilibre des biens et services marchands	1982	1983	1984	1985
DEMANDE INTÉRIEURE TOTALE ..	3,4	– 1,0	0,5	1,4
dont :				
– demande intérieure hors stocks	2,1	0,0	0,1	1,9
dont :				
– consommation des ménages	2,2	0,7	0,6	1,4
– Investissement total	– 0,3	– 0,7	– 0,5	0,4
– variations de stocks	1,3	– 1,0	0,4	– 0,5
SOLDE EXTÉRIEUR	– 1,4	1,6	1,0	– 0,3
dont :				
– importations	– 0,8	0,7	– 0,7	– 0,8
– exportations	– 0,6	0,9	1,7	0,5
PIB MARCHAND	2,0	0,6	1,5	1,1
dont (1) :				
– Agriculture	0,6	– 0,3	0,4	0,0
– Industrie y compris BTP (2)	0,0	0,3	– 0,2	0,2
– Services et commerce	1,0	0,6	1,5	0,7

Source : Comptes nationaux annuels.

(1) La somme des contributions des branches figurant dans le tableau n'est pas toujours égale au taux de croissance du PIB marchand du fait des lignes omises (par exemple la TVA explique quelques écarts entre l'évolution de la valeur ajoutée et celle du PIB).

(2) Industries agro-alimentaires, énergie, industrie manufacturière, bâtiment et travaux publics.

UNE RÉUNION DE L'OCDE

L'espoir d'une embellie économique est reporté au second semestre

L'économie des pays industriels devrait – enfin – connaître une embellie durant le second semestre. Cet espoir des participants au « groupe de travail n° 3 » de l'OCDE (1) réuni à Paris le jeudi 19 et le vendredi 20 juin, est à mesurer à l'aulne de la déception née de la tendance du premier trimestre. La croissance américaine n'a pas été insignifiante, mais la révision en baisse à 2,9 % de la progression du produit national brut a amplifié les craintes provoquées par les ratés conjoncturels du mois de mai – recul de la production industrielle, ralentissement des prévisions d'investissement, léger gonflement du chômage – alors même que le dernier indice de l'inflation, une modeste hausse de 0,2 %, confirmait la fin de la période d'or de la désinflation.

Les Allemands ont pour leur part attribué à de simples phénomènes de retard l'absence d'expansion et une production industrielle « plate » durant ces premiers mois de l'année. Après un temps de reconstitution des stocks de fuel et de hausse de l'épargne des ménages, la baisse des cours du pétrole et l'amélioration du pouvoir d'achat se traduiront durant la seconde moitié de l'année par une très sensible reprise, assurent-ils. Des propos qualifiés de *« lénifiants »* par des participants à la réunion de Paris. Certes, le résultat des élections en Basse-Saxe, le 15 juin, devrait mettre un terme à l'attentisme des investisseurs. Une poussée de 4 % du PNB n'en paraît pas moins hors de portée cette année, la plupart des prévisions tournant désormais autour de 3 %.

Quant au Japon, dernier « poids lourd » de l'économie mondiale, ses sujets de préoccupations sont multiples. A quelques semaines des élections législatives du 6 juillet, le gouvernement se trouve confronté à une équation impossible. Le premier ministre, M. Yasuhiro Nakasone, ne peut, sans être accusé de faillir à ses promesses de rigueur budgétaire, jouer franchement la carte de la relance alors que la forte remontée du yen et la modeste expansion des marchés à l'exportation du Japon pourraient se traduire, selon des sources proches de l'équipe dirigeante, par une croissance zéro, voire négative durant le premier trimestre. Du jamais vu depuis onze ans et le premier choc pétrolier.

Il n'est pas question, dans de telles conditions, d'accepter, pour soulager les Américains, une nouvelle appréciation du yen qui handicaperait un peu plus les exportateurs.

Géométrie du désaccord

Ce tour de table au sein d'une équipe d'observation aussi discrète qu'appréciée, le « groupe de travail n° 3 », n'a guère permis d'atténuer une « géométrie du désaccord » aussi mouvante que les incertitudes de la conjoncture ou les intérêts de chacun. Si le consensus a été total sur le niveau insoutenable à long terme du déficit de la balance des paiements américaine, d'autant plus difficile à réduire que les Etats-Unis sont devenus débiteurs nets, les moyens de remédier à ce risque majeur pour la stabilité financière internationale sont loin de faire l'unanimité. Repoussant l'idée d'un ajustement par le bas exigeant un tassement de la croissance, Washington attend toujours de ses principaux partenaires qu'ils prennent le relais de l'expansion mondiale pour pouvoir corriger ses déséquilibres financiers par le haut.

Une hypothèse repoussée avec une belle persévérance par Bonn et Tokyo. Pour le moment tout au moins. Les Américains ne sont pas seuls à regretter l'attitude jugée excessivement prudente de la RFA, attitude qui pourrait être *« plus dynamique, voire plus européenne »*, indiquaient certains participants de la réunion de l'OCDE. Si la messe monétaire dérape quelque peu outre-Rhin et si, masquée par les retombées de la chute du pétrole, l'inflation réelle est plus forte que ne l'indiquent les indices – sans doute 2 %, – les partenaires de l'Allemagne regrettent que la marge de manœuvre de Bonn ne soit pas utilisée, sans désespérer pour autant de voir la politique monétaire allemande s'assouplir quelque peu au second semestre. De même, tout en comprenant les raisons politiques de l'immobilisme actuel du Japon,les autres pays industriels espèrent que, l'échéance électorale passée, le gouvernement pourra rejoindre les rangs des partisans d'une baisse concertée des taux d'intérêt et, à l'automne, annoncer un plan de relance cohérent.

Autant de « si » et de « peut-être » dont Sir Geoffrey Littler, haut fonctionnaire du Trésor britannique, a résumé l'importance en indiquant que la mollesse de l'économie durant le premier trimestre avait entraîné une *« pause dans la confiance »* et un *« ralentissement dans les décisions »* ne justifiant pourtant pas une révision des prévisions de l'OCDE : une expansion de 3,25 % du monde industrialisé d'ici à la fin 1987. Les aléas de la conjoncture ont malgré tout donné une nouvelle importance à la mise en œuvre des moyens de surveillance envisagés lors du sommet de Tokyo début mai par les sept principales puissances mondiales. Une première répartition des rôles a été étudiée à Paris.

Le Fonds monétaire international, dont un premier débat à ce sujet est prévu en juillet, devrait être chargé de définir une batterie d'indicateurs constituant autant de signaux de bonne ou mauvaise gestion. Le « groupe de travail n° 3 » pourrait pour sa part se pencher plus particulièrement sur les balances des paiements, l'une de ses tâches traditionnelles. Du principe à la concrétisation, il y a toutefois plus qu'une simple marge. Déterminer à partir de quel moment un déficit devient insoutenable et exige une correction s'annonce techniquement complexe et politiquement des plus délicats, même si le système de surveillance appelé de leurs vœux par les Sept ne peut s'accompagner de mesures coercitives pour les mauvais élèves, indépendance des Etats oblige.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

(1) Ce groupe réunit au sein de l'Organisation de coopération et de développement économique de hauts fonctionnaires des finances de dix pays : Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Pays-Bas, RFA, Grande-Bretagne, Suède et Suisse.

FINANCES

IMITANT L'EXEMPLE FRANÇAIS

La Bourse de Genève veut se doter d'un second marché

De notre envoyé spécial

Genève. – *« La modernisation des places boursières européennes gagne aussi la Suisse, et la Bourse de Genève, qui est l'une des plus anciennes places mondiales* (elle a plus de cent ans), *vient d'inaugurer, il y a une quinzaine de jours, ses nouvelles corbeilles dotées à présent d'un système informatique performant. Cette vitalité, qui va se traduire par la mise en place d'un marché à terme et d'options, devrait s'accompagner, l'année prochaine, de l'inauguration d'un second marché : à l'image de celui que la France a su créer avec succès à Paris et sur ses Bourses de province. »* Ces propos tenus par M. Jean-Pierre Leu, président de la Banque Pasche SA (Genève), ne pouvaient que combler d'aise les dirigeants de sa société mère, la Lyonnaise de banque, venus à Genève présenter auprès de la communauté financière une quinzaine de sociétés introduites par cet établissement sur le second marché de Lyon.

A l'occasion de ce premier symposium sur les synergies possibles entre le second marché de Lyon, où sont déjà cotées plus de trente sociétés (dont la moitié introduites en Bourse par la Société lyonnaise de banque), et celui qui devrait voir le jour à Genève, il a été précisé que cette nouvelle enceinte réservée aux PME et PMI devrait accueillir également des entreprises étrangères. *« Lyon et Genève ont des points communs tant par leur taille, leur histoire que la nature de leur marché et de leur environnement »*, ont indiqué les responsables lyonnais, qui voient là *« une chance inespérée de développer notre place tout en fournissant au marché suisse un prolongement naturel »*.

Si la Banque Pasche, spécialisée dans la gestion de fortunes mais également dans les émissions sur le marché suisse des capitaux et dans les opérations d'ingénierie financière, peut jouer un rôle dans ce pont jeté entre les deux cités, elle le doit à sa particularité de figurer parmi les dix-sept banques membres de la corbeille de la Bourse de Genève, alors que plus de cent vingt banques ont pignon sur rue à Genève. Mais c'est une société d'analyse et de conseil, Gesplan, qui a été choisie par la Chambre de la Bourse de Genève pour mener cette étude sur la création d'un second marché.

Bénéficiant de conditions d'accès plus souples qu'à la cote officielle (10 % du capital, comme en France, information allégée...), une centaine de sociétés désireuses d'accéder au second marché après avoir vaincu *« la réticence naturelle qu'éprouve un chef d'entreprise familiale lorsqu'il lui faut mettre ses comptes sur la table »* vont pouvoir tirer profit de *« la masse d'argent disponible en Suisse »*, estime M. Charles Perret, administrateur délégué de Gesplan.

Mais tout le monde ne partage pas cet optimisme. C'est naturellement du côté des banquiers que la réticence est la plus vive dans un pays qui, à l'image de la RFA, a fait d'eux les principaux acteurs de la vie économique et des divers concours apportés aux entreprises. *« La Suisse est un trop petit pays pour pouvoir se permettre plusieurs seconds marchés »*, fait remarquer M. Eric H. Siry, sous-directeur de MM. Pictet et Cie, une banque genevoise qui joue aussi un rôle d'agent de change. Celui-ci plaide plutôt en faveur d'un marché unique lié électroniquement à l'ensemble des places suisses. Au nom d'un centralisme qui a pour corollaire d'inévitables économies d'échelle.

SERGE MARTI.

FINANCES

هكذا من الاصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHAMPAGNE TAITTINGER

L'assemblée générale ordinaire annuelle, qui s'est tenue à Reims, le 16 juin 1986, sous la présidence de M. Claude Taittinger, a approuvé à l'unanimité les comptes et le bilan de l'exercice 1985, qui se traduisent par un bénéfice net comptable de 19 011 414 F, ainsi que les comptes consolidés du groupe dont le résultat net s'élève à 174 418 000 F. Ce résultat net consolidé tient compte d'un profit net exceptionnel de 84 510 000 F qui résulte de la cession par la société Cofidev, filiale du groupe du Louvre, d'une partie de ses titres de la société Deville lors de l'introduction au 2e marché de la Bourse de Paris des actions de cette dernière société.

L'assemblée a renouvelé les mandats d'administrateurs de M. Jean Taittinger et de la société G. H. Mumm.

L'assemblée a nommé M. Pierre-Christian Taittinger comme administrateur.

Le conseil d'administration a également réélu M. Jean Taittinger vice-président, directeur général, pour la durée de son mandat d'administrateur.

Au cours de son allocution, le président a informé les actionnaires des activités commerciales de la société pendant les cinq premiers mois de l'exercice qui se traduisent par une augmentation du chiffre d'affaires de 10 %.

Par ailleurs, la récolte 1986 se présente, pour le moment, dans des conditions favorables.

Le président a rappelé aux actionnaires qu'une assemblée générale extraordinaire sera tenue le 2 juillet prochain à Reims. Il sera demandé, à cette occasion, aux actionnaires d'autoriser le conseil d'administration à procéder, dans certaines conditions et dans le cadre de la loi de 1983, à l'augmentation du capital social par émission de certificats d'investissement.

Le conseil d'administration de la société estime en effet qu'il est nécessaire d'accroître les fonds propres du Champagne Taittinger pour faire face aux possibilités existantes d'expansion et de diversification.



IMMOBILIÈRE COMPLEXES COMMERCIAUX

IMMOBILIÈRE COMPLEXES COMMERCIAUX

L'assemblée générale d'ICC, Sicomi de location du Groupe ISM-Bail Investissement, s'est réunie le 19 juin sous la présidence de M. Michel Hemar pour approuver les comptes de l'exercice 1985 et affecter le résultat.

Près de 92 % du bénéfice net de 26 648 958,12 F seront mis en distribution par attribution d'un dividende de 17,30 F à chacune des actions anciennes et d'un dividende de 6,48 F à chacune des actions nouvelles. Les mises en paiement auront lieu à partir du 11 juillet.

Au cours de son allocution, M. Hemar a d'abord rappelé que la totalité des fonds sociaux, et en particulier les quelque 310 millions de francs provenant de l'augmentation de capital de l'été 1985, avait été affectée à l'acquisition d'immeubles de bonne qualité et de rentabilité satisfaisante. Le financement de ces nouvelles opérations se poursuit actuellement, et de nouvelles recettes de loyers bénéficient à la société.

Le président a informé également les actionnaires que le grand magasin Samaritaine de Vélizy 2 était désormais exploité par le groupe Auchan. A titre exceptionnel, il a été consenti à ce nouveau locataire un contrat de crédit-bail qui donne à chacune des parties des avantages particulièrement attrayants.

M. Hemar a attiré enfin l'attention des actionnaires sur le fait que seules les actions nouvelles sont actuellement cotées au second marché de la Bourse de Paris. Dès le détachement des dividendes, actions nouvelles et actions anciennes seront assimilées et les 2 268 000 actions composant le capital social seront négociables en Bourse.



Le 13 juillet 1986, la valeur liquidative de la SICAF « VALEURS DE FRANCE », société d'investissement à capital fixe gérée par la BRED, était de 335,73 F (331,27 F le 6 juin 1986).

A la même date, l'action de VALEURS DE FRANCE cotait 332 F ex-droit, et le droit de souscription 3,50 F.

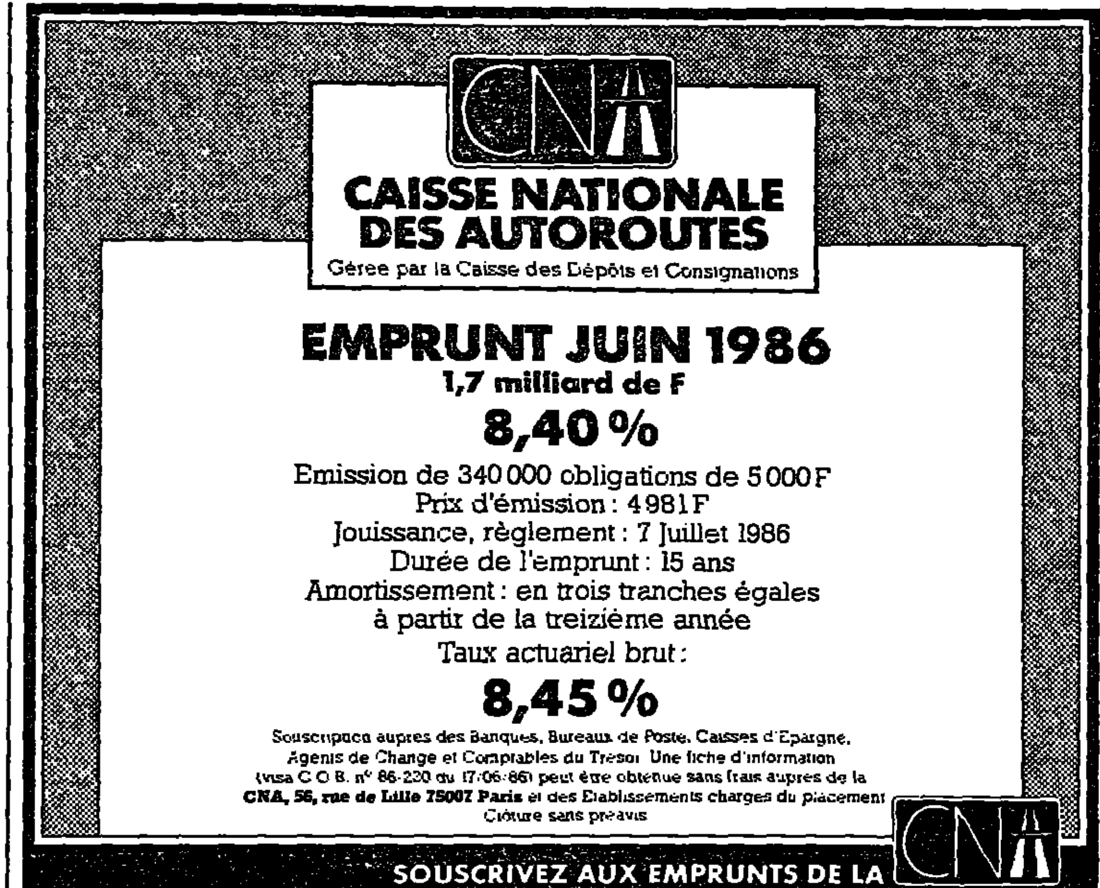
PRIMAGAZ

Le bénéfice de Primagaz en 1985 s'est élevé à 23 918 432 F (+ 33,77 %) et la hausse des profits nets consolidés a été de 42,14 %.

Au cours des cinq premiers mois de 1986, les consommateurs ont vu leur prix d'achat s'abaisser de 850 F HT à la tonne et les ventes en volume ont progressé pour la deuxième année consécutive, particulièrement en gaz carburant. Une augmentation du bénéfice net de l'ordre de 15 à 20 % est considérée comme possible par le président.

L'assemblée a approuvé, à l'unanimité, la distribution d'un coupon global de 16,50 F (+ 5,77 %).

L'assemblée générale extraordinaire qui a suivi a renouvelé la faculté donnée au conseil d'augmenter, en cas de besoin, le capital social avec possibilité d'émission d'obligations convertibles ou assorties de bons de souscription d'actions.





ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES D'HACHETTE S. A.

Message du président

Ce qui a été dit a été fait ! 1985 a été pour le groupe Hachette une année de développement intensif en France et à l'étranger. Nous sommes le premier groupe de communication français, un des tout premiers du monde, multimédia et international.

Nous avons voulu d'abord confirmer notre leadership sur nos marchés traditionnels : le livre et la presse. Dans un contexte difficile, nous l'avons fait en réalisant de très bonnes performances. Mais on ne reste pas premier sans investissements permanents, internes et externes, 1985 a marqué un accroissement très important dans ces deux domaines. Nous avons poursuivi la modernisation de nos imprimeries, de nos systèmes de distribution, nous avons créé et préparé de nouvelles collections, de nouveaux produits : nos éditeurs de livre et de presse ont continué de miser sur de nouveaux talents et de prospecter partout, à tout moment, les sensibilités nouvelles.

Dans le même temps, nous avons acquis des participations déterminantes dans des groupes qui élargissent nos domaines d'activités : Harlequin (groupe canadien) en France, Dupuis en Belgique et en Europe, Teleprograma en Espagne. L'axe international de notre développement apparaît ainsi clairement. Très caractéristique de cette volonté : les lancements de *Elle* aux Etats-Unis et en Angleterre en association 50/50 avec le groupe Murdoch. Il s'agit là d'investissements lourds, dont on sait déjà qu'ils seront rentables dans un proche avenir. Comme je l'avais annoncé au cours de l'assemblée générale du 20 juin 1985, la mobilisation de sommes importantes a inévitablement pesé sur les résultats immédiats. C'est ainsi que le bénéfice net consolidé a marqué un recul par rapport à 1984. On ne peut investir et récolter en même temps. Cependant, dès 1986, nous reprendrons une progression très sensible des résultats. Progression pour les résultats d'exploitation et progression plus forte encore pour les résultats après plus et moins-values.

Bien évidemment, notre stratégie de développement ne sera pas ralentie. Elle restera centrée sur le livre, la presse et leur environnement direct (notamment la distribution) en France et plus encore à l'étranger. Mais le pôle de développement le plus stratégique deviendra l'audiovisuel.

Ce média dominera certainement les années qui viennent grâce aux capacités accrues de la technologie, grâce à une ouverture irréversible des échanges internationaux, particulièrement européens, grâce enfin à l'évolution elle aussi irréversible qui conduit les pouvoirs politiques, quelle que soit leur tendance, à élargir la place des sociétés privées dans les activités de télévision.

Je reste ferme sur l'engagement que je vous avais exprimé l'an dernier : Hachette n'investira dans ce domaine, vital pour son avenir, que si les conditions réunies présentent des chances raisonnables de réussite. Le premier groupe de communication et de culture en France n'a pas le droit d'échouer dans le média complémentaire de ceux où il s'est affirmé le premier. Certes, on ne peut concevoir qu'Hachette, vecteur de la culture écrite dans notre pays, soit absent de la télévision, qui est le nouveau champ de bataille culturel en Europe et dans le monde. Mais nous ne nous hasarderons pas dans une entreprise incertaine ou mal définie et nous l'avons déjà prouvé.

Notre dessein est légitime et noble à la fois. Nos objectifs se mesurent en termes de croissance mais aussi en termes qualitatifs. Hachette est dépositaire d'un héritage de cent soixante ans, un héritage tout à fait exceptionnel, auquel nous ne faillirons jamais. Nous savons aussi que la permanence de la langue française et la diffusion de ses œuvres passent par l'existence, en France, de grands groupes multimédias comme c'est déjà le cas aux Etats-Unis, en Allemagne et au Japon.

Nous avons beaucoup travaillé dans ce sens, rassemblant nos forces, augmentant nos compétences, dynamisant nos structures. Et nous avons fait un pas important en prenant le contrôle d'Europe 1 Communication, la plus grande radio française d'information, qui nous apporte également des compétences dans le domaine de la télévision. Cette stratégie d'opérateur responsable nous a conduits, très logiquement, à céder nos participations minoritaires dans la CLT et Pathé Cinéma. Bien que disposant de ressources financières qu'aucun autre groupe de communication ne peut approcher, nous allons les accroître encore en proposant à une assemblée générale extraordinaire d'autoriser le conseil d'administration à augmenter nos capitaux permanents pour un montant d'environ un milliard de francs.

C'est dire que Hachette est parfaitement prêt à assumer des responsabilités majeures, en ligne avec sa vocation et ses moyens. Dans son histoire déjà si longue, le moment agité que nous vivons représente un tournant décisif. Nous devons bien le négocier, sans rien renier, et sans oublier que notre position internationale pour l'avenir en dépend.

JEAN-LUC LAGARDÈRE.

L'assemblée générale ordinaire a décidé la mise en distribution d'un dividende de 21 F au titre de l'exercice 1985.

Toutes ces obligations sont vendues. Le présent avis est publié à titre d'information uniquement.



Compagnie Générale d'Electricité

FF 1.000.000.000
Obligations 7⅞ % 1986 - 1993

Prix d'émission des Obligations: 100%

Crédit Commercial de France

Kredietbank International Group • Société Générale
Union Bank of Switzerland (Securities) Limited • Electro Banque
Generale Bank • Shearson Lehman Brothers International
S.G. Warburg & Co. Ltd.

Algemene Bank Nederland N.V. • Bankers Trust International Limited
Banque Bruxelles Lambert S.A. • Banque Française du Commerce Extérieur
Banque Internationale à Luxembourg S.A. • Banque Nationale de Paris
Baring Brothers & Co., Limited • Caisse des Dépôts et Consignations
Chemical Bank International Group • CIBC Limited
Compagnie Monégasque de Banque County Bank Limited
Crédit Agricole • Crédit Lyonnais
Credit Suisse First Boston Limited • Dresdner Bank Aktiengesellschaft
Genossenschaftliche Zentralbank AG Vienna
Istituto Bancario San Paolo di Torino • Lazard Frères et Cie
LTCB International Limited • Merrill Lynch Capital Markets
Morgan Grenfell & Co. Limited • Morgan Guaranty Ltd
Morgan Stanley International • The Nikko Securities Co., (Europe) Ltd.
Privatbanken A/S • Salomon Brothers International Limited
Swiss Bank Corporation International Limited • Westpac Banking Corporation

Nouvelle Emission • le 28 mai 1986

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIETE FINANCIERE DE ROSARIO

La société financière de Rosario a tenu son assemblée générale ordinaire le 18 juin 1986.

L'assemblée a approuvé les comptes de l'exercice 1985. La cession de participations a permis d'enregistrer d'importantes plus-values et de dégager un bénéfice de 732 000 F. Le résultat courant négatif de 4,5 millions de francs est dû essentiellement, comme l'année précédente, aux activités immobilières et à la perte de la filiale Progessec.

Il ne sera pas distribué de dividende au titre de cet exercice.

Les comptes consolidés du groupe ont également été remis aux actionnaires. Le compte de résultat consolidé fait apparaître une perte de 5 140 000 F. Elle provient, d'une part, de l'élimination des plus-values intragroupe à hauteur de 2 400 000 F. Le solde provient de l'intégration en consolidation de résultats déficitaires de certaines filiales qui sont sans incidence dans les comptes annuels, compte tenu du prix de revient des participations concernées.

La situation nette du groupe, hors intérêts minoritaires, atteint 66 739 000 F, soit 242,5 F par action.

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 12 juin
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	423 697
dont :	
Or	210 163
Disponibilités à vue à l'étranger	130 964
ECU	65 290
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 278
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	33 614
dont :	
Concours au Trésor public	25 640
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	105 738
dont :	
Effets escomptés	77 737
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	64 537
5) DIVERS	9 968
Total	637 556

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	209 078
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	13 588
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	24 504
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	73 138
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	26 678
5) ECU A LIVRER AU FECOM	62 693
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	242 868
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 129
8) DIVERS	8 554
Total	637 556

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 28 décembre 1984	13 juin	20 juin
Valeurs franç. à rev.variable	127,3	128,2
Valeurs industrielles	126,2	126,2
Valeurs étrangères	105,7	106,7
Pétrole-Energie	139,3	127,4
Chimie	120,7	118,7
Métallurgie, mécanique	125,7	121,3
Electricité, électronique	123,5	122,2
Bâtiment et matériaux	142,9	141,4
Ind. de consomment. non alim.	126,6	126,4
Agro-alimentaire	119,8	122,4
Distribution	123,4	123,9
Transports, loisirs, services	131,1	128,8
Assurances	157,8	152,5
Crédit banque	156,9	157,5
Sicomi	121,1	119,3
Immobilier et foncier	130	129,1
Investissement et portefeuille	122,2	132,6
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs franç. à revenu fixe	108,4	107,3
Emprunts d'Etat	108,1	106,7
Emprunts garantis et assimilés	107,4	110
Sociétés	108,1	108
Base 100 en 1949		
Val. franç. à rev. var.	2893,3	2903,7
Valeurs étrangères	3387,1	3429,3
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à revenu var.	416	418,9
Valeurs étrangères	459,5	463,9
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	124,6	123,3
Emprunt d'Etat	121,2	121,9
Emprunts garantis et assimilés	125,9	126,6
Sociétés	125,6	125,4
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	344,7	340,8
Produits de base	232,6	228,7
Construction	312,9	310
Biens d'équipement	311,1	303,6
Biens de consom. durables	411,5	408,1
Biens de consom. non durables	384,1	382,9
Biens de consom. alimentaires	335,4	340,3
Services	308,8	306,1
Sociétés financières	558,9	548,8
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	302,2	303
Valeurs industrielles	310,9	307,3
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	265,5	262,1

CHANGES

PARIS

Dollar : 7,24 F ↑

Le dollar s'est montré très ferme en début de semaine, passant, à Paris, de 7,16 F à 7,24 F, à Francfort, de 2,2425 DM à 2,27 DM et à Tokyo, de 167,50 yens à 169 yens. Cette hausse est de nature technique, toutes les nouvelles économiques étant défavorables au dollar.

FRANCFORT	20 juin	23 juin
Dollar (en DM)	2,2425	2,27
TOKYO	**20 juin**	**23 juin**
Dollar (en yens)	167,50	169

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (23 juin)	7 %
New-York (23 juin)	6 3/4 %

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	19 juin	20 juin
Valeurs françaises	129,2	128,6
Valeurs étrangères	106,8	106,6
Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)		
Indice général	342,2	340,8

NEW-YORK

(Indice Dow Jones)

Industrielles	1 855,86	1 879,54

LONDRES

(Indice « Financial Times »)

Industrielles	1 350	1 353,4
Mines d'or	216,70	213,8
Fonds d'Etat	90,47	90,32

TOKYO

	19 juin	20 juin
Nikkei Dow Jones	17 277,54	17 454,86
Indice général	1 333,50	1 344,56

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 20 juin
Nombre de contrats : 4 009

COURS	ÉCHÉANCES				
	–	Juin 86	Sept. 86	Déc. 86	Mars 87
Dernier	–	109,35	110,10	110,80	110,90
Précédent	–	109,35	110	111,70	110,70

AUTOUR DE LA CORBEILLE

BON DÉBUT D'ANNÉE POUR MICHELIN. – Selon M. François Michelin, l'année 1986 a *« bien commencé »* pour le groupe français de pneumatiques. A l'occasion de l'assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue en fin de semaine dernière, celui-ci a indiqué que le premier trimestre avait été *« bon au plan consolidé »*. *« Si la conjoncture reste ce qu'elle est, 1986 devrait être d'un niveau voisin de celui de 1985, peut-être même meilleur »*, a-t-il conclu. Les ventes et les résultats du groupe en avril ont été jugés *« excellents »*.

ERRATUM : L'action de la Compagnie parisienne de réescompte n'a pas enregistré une chute de 53 % à la liquidation de juin, comme nous l'indiquions dans *le Monde* daté 22 et 23 juin. La division par deux du nominal du titre (en actions de 50 F), effective depuis le 2 juin, explique le repli apparent de la valeur. En fait, celle-ci est restée à peu près stable en juin.

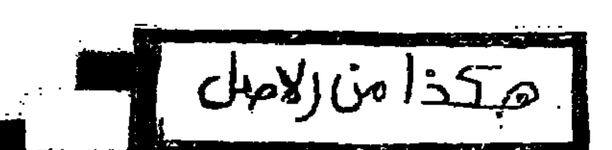
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	7,1550	7,1580	+ 8	+ 15	+ 8	+ 30	+ 10	+ 110
$ can.	5,1442	5,1482	– 70	– 48	– 140	– 108	– 469	– 380
Yen (100)	4,2750	4,2793	+ 77	+ 94	+ 164	+ 190	+ 494	+ 566
DM	3,1911	3,1938	+ 68	+ 74	+ 126	+ 147	+ 367	+ 427
Florin	2,8333	2,8354	+ 17	+ 25	+ 40	+ 55	+ 166	+ 213
F.B. (100)	15,6052	15,6186	– 51	+ 33	– 85	+ 65	– 182	+ 172
F.S.	3,8759	3,8797	+ 25	+ 44	+ 78	+ 105	+ 329	+ 406
L (1 000)	4,6469	4,6518	– 210	– 178	– 396	– 348	– 1078	– 965
£	10,7561	10,7678	– 272	– 228	– 529	– 463	– 1416	– 1218

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	6 7/8	7 1/8	6 15/16	7 1/16	6 15/16	7 1/16	6 15/16	7 1/16
DM	4 3/8	4 5/8	4 7/16	4 9/16	4 7/16	4 9/16	4 9/16	4 11/16
Florin	6 3/8	6 5/8	6 1/8	6 1/4	6	6 1/8	5 11/16	5 13/16
F.B. (100)	6 3/4	7 3/4	7 1/4	7 3/8	7 1/4	7 3/8	7 3/8	7 1/2
F.S.	1	1 1/2	5 13/16	5 15/16	5 1/2	5 5/8	5 3/16	5 1/16
L (1 000)	10 3/4	12 3/4	12 1/8	12 7/8	11 3/4	12 1/4	11 1/2	11 7/8
£	10	10 1/4	10	10 1/8	9 15/16	10 1/16	9 11/16	9 13/16
F. franç.	6 7/8	7 1/8	7 1/16	7 3/16	7 1/4	7 3/8	7 5/16	7 7/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS — 20 JUIN

Cours relevés à 17 h 42

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1510	4,5 % 1973	1555	1560	1560	+ 0 32
4380	C.N.E. 3%	4385	4410	4410	+ 0 57
1131	B.N.P. T.P.	1150	1145	1145	– 0 43
1276	C.C.F. T.P.	1140	1140	1140	....
2886	Electricité T.P.	2665	2660	2654	– 0 41
1650	Renault T.P.	1595	1598	1598	+ 0 18
2271	Rhone-Poul. T.P.	2220	2227	2227	+ 0 31
1385	St-Gobain T.P.	1345	1352	1353	+ 0 59
1275	Thomson T.P.	1360	1352	1352	– 0 58
440	Accor	380 20	378 20	374	– 1 63
1780	Agence Havas	1650	1720	1720	+ 4 24
800	Air Liquide	741	747	740	– 0 13
2140	Alcatel	2150	2190	2160	+ 0 46
1500	Als. Superm.	1369	1345	1345	– 1 76
480	A.L.S.P.I.	340	340	340	....
530	Alsthom	415	408	405 50	– 2 28
2000	Arjom. Prioux	1585	1580	1580	– 0 37
220	Ausedat-Rey	186	183	184	– 1 07
1340	Aux. Entrepr.	1305	1305	1305	....
1600	Avions Dassault	1181	1190	1155	– 2 20
720	Bail-Equipem.	588	617	625	+ 6 29
1230	Bail-Investiss.	1080	1082	1082	+ 0 18
1200	Cie Bancaire	1010	1003	1016	+ 0 59
780	Bazar H.-V.	508	529	529	+ 4 13
490	Béghin-Say	510	518	517	+ 1 37
350	Berger (Ma)	297	298	298	+ 0 33
640	Bic	571	570	575	+ 0 70
1450	B.I.S.	1161	1210	1180	+ 1 63
2285	Biscuit (Géné.)	2152	2250	2250	+ 4 55
1890	Bongrain S.A.	1815	1805	1805	– 0 55
1200	Bouygues	1125	1110	1110	– 1 33
3710	B.S.N.	3500	3525	3525	+ 0 71
1200	Carnaud	1148	1155	1155	+ 0 60
3760	Carrefour	2780	2798	2798	+ 0 64
1600	Casino	1560	1540	1540	– 1 28
1430	Casino A.D.P.	1210	1225	1224	+ 1 15
1150	Cedis	860	843	843	– 1 97
1700	Cetelem	1493	1480	1480	– 0 87
1700	C.F.A.O.	1558	1525	1530	– 1 79
645	C.F.D.E.	436	430	440	+ 0 91
1280	C.G.I.P.	990	970	970	– 2 02
1230	Chargeurs S.A.	1038	1020	1010	– 2 69
65	Chiers-Châtill.	55 95	53 50	53 80	– 3 84
620	Ciments franç.	669	665	665	– 0 59
500	Club Méditerr.	490	490	496 30	+ 1 28
275	Codetel	227 50	227	228	+ 0 21
460	Cofimeg	398	390	392	– 1 50
880	Coles	740	753	755	+ 2 02
270	Compt. Entrepr.	251 50	254	254	+ 0 99
615	Compt. Mod.	520	515	510	– 1 92
1810	Créd. Foncier	1450	1410	1401	– 3 37

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
605	Crédit F. Imm.	495	495	495	....
2380	Crédit Nat.	1840	1820	1830	– 0 54
420	Crouzet	321	336	332	+ 3 42
2050	Damart S.A.	1850	1895	1990	+ 7 56
3400	Darty	3260	3195	3190	– 2 14
310	Dév. R.d.C. (Li)	265	284	264	– 0 37
480	D.M.C.	416	416	416	....
2320	Docks France	2050	1990	1990	– 2 92
1510	Dumez	1215	1208	1210	– 0 41
1490	Eaux (Gén.)	1282	1260	1245	– 2 88
3000	Ecco	2660	2610	2620	– 1 50
320	Elf-Aquitaine	289 10	286	286	– 1 07
310	– (certific.)	276 50	279	278	+ 0 54
2100	Epeda-B-Faure	1870	1800	1800	– 3 74
2640	Essilor	2681	2530	2630	– 1 87
620	Esso S.A.F.	446 50	444	449	+ 0 65
3300	Eurafrance	2800	2650	2690	– 3 92
1620	Eurocom	1360	1400	1400	+ 2 94
2200	Euromarché	1890	1870	1870	– 1 05
1540	Europe n° 1	1330	1345	1345	+ 1 12
1860	Facom	1435	1460	1451	+ 1 11
765	Fichet-Bauche	755	765	765	+ 1 32
335	Finextel	285	275	275	– 3 50
580	Fives-Lille	301	301	300	– 0 33
51	Fonderie (Gén.)	21 30	25 55	25 55	+ 19 95
192	Fraissinet (Ma)	189	185	189	– 2 11
330	Francarep	309	299 90	298	– 3 55
1290	Fromageries Bel	1005	1005	1005	....
1420	Gal. Lafayette	970	1002	1005	+ 3 60
....	Gascogne	380	380	380	....
400	Géophysique	320	300	300	– 6 25
1160	Gerland	1068	1068	1068	....
380	GTM-Entrepose	320	325	325	+ 1 56
720	Guyenne-Gasc.	626	635	631	+ 0 79
3400	Hachette	2880	2885	2885	+ 0 17
750	Hénin (La)	634	625	625	– 1 41
85	Imétal	73 60	72	71 50	– 2 85
780	Imm. Plaine-M.	816	845	845	+ 3 55
3940	Inst. Mérieux	3420	3600	3590	+ 4 97
780	Interbail	710	700	700	– 1 40
2120	Intertechnique	1750	1755	1755	+ 0 28
700	J. Lefebvre	701	720	720	+ 2 71
1480	Lab. Bellon	1375	1356	1356	– 1 38
1450	Lafarge-Coppée	1221	1240	1230	+ 0 73
1500	Lebon	1406	1425	1425	+ 1 42
3880	Legrand	3755	3780	3760	– 0 13
1230	Lesieur	1075	1081	1081	+ 0 65
700	Locafrance	828	828	821	– 1 11
1240	Locindus	1095	1095	1095	....
1190	L. Vuitton S.A.	1075	1080	1079	+ 0 37
730	Luchaire	628	620	620	– 1 43
1500	Lyonn. Eaux	1125	1130	1155	+ 2 66

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
270	Mais. Phénix	215	210	212 60	– 1 11
740	Majorette (Ly)	621	620	620	– 0 16
123	Manurhin	105 10	103 20	105	– 0 09
455	Mar. Wendel	355	344	344 50	– 2 95
1750	Martell	1520	1450	1458	– 4 07
2370	Matra	2085	2060	2100	+ 0 71
3300	Merlin-Gerin	2970	2970	3000	+ 1 01
2870	Michelin	2602	2585	2585	– 0 65
5410	Midi (Cie)	5270	5250	5260	– 0 18
515	Midland Bk S.A.	452	478	478	+ 5 75
595	Min. Salaig. (Ma)	528	525	525	– 0 75
68	M.M. Penarroya	48 20	48 20	43	– 10 78
2360	Moët-Hennessy	1961	1948	1920	– 2 09
1000	Mot. Leroy-S.	822	825	825	+ 0 36
92	Moulinex	88 50	87	87	– 1 69
1140	Navig. Mixtes	967	965	960	– 0 72
215	Nord-Est	159 50	164	164 10	+ 2 88
600	Nordon (Ny)	499	499	499	....
550	Nouvelles Gal.	490	473	473	– 3 46
985	Occident. (Gén.)	915	915	910	– 0 54
1600	Omn.F.Paris	1528	1490	1480	– 3 14
270	Olida-Caby	214 50	217	215	+ 0 23
635	Opfi-Paribas	400 10	402	402	+ 0 47
3380	Oréal (L')	3249	3250	3248	– 0 03
2020	Paris-Réescomp.	960	1015	1001	+ 4 27
1250	Pechelbronn	969	948	955	– 1 44
1820	Penhoet	1375	1400	1400	+ 1 81
1100	Pernod-Ricard	1070	1089	1083	+ 1 21
161	Pétroles B.P.	118	114	114 20	– 3 22
1000	Peugeot S.A.	877	867	868	– 1 02
89	Poclain	58 70	65 30	65 30	+ 11 24
1500	Poliet	1463	1473	1473	+ 0 68
720	P.M. Labinal	605	583	583	– 3 63
2100	Presses Cité	1905	1990	1970	+ 3 41
1700	Prétabail Sic.	1639	1600	1610	– 1 76
530	Primagaz	426	425	422	– 0 93
670	Printemps	511	488	482	– 5 67
1580	Promodès	1560	1585	1540	– 1 28
305	Prouvost S.A.	232 50	230	236	+ 1 50
955	Radiotechn.	898	897	898	....
170	Raff. Dist. Total	153	153 30	153 30	+ 0 19
1900	Redoute (La)	1821	1839	1828	+ 0 38
1630	Roussel-Uclaf	1285	1250	1290	+ 0 38
1320	Roussel-C.N.I.	1048	1069	1055	+ 0 68
5000	R. Impériale (Ly)	4150	4135	4135	– 0 36
300	Sade	255	250 10	250 10	– 1 92
3090	Sagem	2699	2710	2710	+ 0 40
885	St-Louis B.	635	654	650	+ 2 36
2190	Salomon	1960	1980	1960	....
1430	Salvepar	1080	1051	1051	– 2 68
730	Sanofi	664	661	669	+ 0 75
475	S.A.T.	450	435	430	– 4 44

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
820	Saupiquet (Na)	698	680	680	– 2 71
770	Schneider	630	625	625	– 0 79
122	S.C.O.A.	106 70	113 20	112 80	+ 5 62
82	S.C.R.E.G.	77 10	77	77	– 0 12
570	Seb	495	500	506	+ 2 22
530	Sefimeg	498	495	495	– 0 60
1900	S.F.I.M.	1797	1818	1820	+ 1 27
91	S.G.E.	74 40	73 30	73 80	– 0 80
540	Signaux Ent. El.	500	510	516	+ 3
1101	Silic	980	969	969	– 1 12
670	Simco-U.P.H.	552	555	555	+ 0 54
365	Simnor (Li)	350	350	350	....
1380	Skis Rossignol	1202	1200	1200	– 0 16
1030	Siminco	932	941	941	+ 0 96
310	Sodero (Na)	245	255	255	+ 4 08
2270	Sodexho	2090	2090	2090	....
505	Sogerap	441	440 50	440 50	– 0 11
1240	Sommer-Allib.	1145	1145	1145	....
720	Source Perrier	675	661	668	– 1 03
1670	Sovac	1295	1285	1280	– 1 15
570	Strafor	485	481	481	– 0 82
405	Synthelabo	344	346	346	+ 0 58
610	Talcs Luzenac	542	535	535	– 1 29
3410	Tél. Elect.	2928	2920	2930	+ 0 06
1250	Thomson-C.S.F.	1185	1175	1165	– 1 68
380	Total (CFP)	373	371	370	– 0 80
93	– (certific.)	86 40	86 20	86	– 0 46
3050	T.R.T.	2580	2580	2580	....
1010	U.F.B.	865	862	862	– 0 34
1100	U.I.S.	1015	1021	1021	+ 0 59
710	U.C.B.	651	650	650	– 0 15
515	Valéo	500	490	498	– 0 40
150	Vallourec	77	81	81 50	+ 5 84
4000	V. Clicquot-P.	4290	4950	4950	+ 15 38
988	Via Banque	780	835	835	+ 7 05

Étrangères

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
880	Elf-Gabon	807	820	820	+ 1 61
100	Amax Inc.	94 80	92 25	92 25	– 2 68
429	Amer. Express	428	428	428	....
174	Amer. Teleph.	177 50	177 30	177 30	– 0 11
87	Anglo Amer. C.	77 60	77 30	77 30	– 0 38
445	Amgold	424	425	425	+ 0 23
905	BASF (Akt)	915	902	902	– 1 42
970	Bayer	1001	932	932 c	– 4 60
143	Buffelsfont.	147	146 30	146	– 0 68
25	Charter	25 70	26 10	26 20	+ 1 94
300	Chase Manh.	299 60	298	300	+ 0 13
225	Cie Pétr. Imp.	198 90	199 60	199 60	+ 0 35
49	De Beers	46 40	45 60	45 60	– 1 72
2620	Deutsche Bank	2555	2499	2510	– 1 76
44	Dome Mines	43	42 10	42 05	– 2 20

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
101	Driefontein Cal	98	98 50	98	– 1 01
675	Du Pont-Nem.	622	617	617	– 0 80
420	Eastman Kodak	429	432	432	+ 0 69
30	East Rand	27 40	27 30	27 60	+ 0 72
300	Electrolux	262 70	271 60	271 60	+ 3 38
256	Ericsson	259	253	253	– 2 31
425	Exxon Corp.	427 50	429 50	429 50	+ 0 46
565	Ford Motors	382	384 40	384 40	+ 0 62
73	Freegold	58 20	58	58	+ 3 20
92	Gencor	78 30	78 20	78 20	– 0 12
580	Gén. Electr.	588	583	585	– 0 51
475	Gén. Belgique	431	433	437	+ 1 39
558	Gen. Motors	558	557	557	– 0 17
48	Goldfields	42 80	45	44 50	+ 3 97
43	GdMetropolitain	42 80	42 70	42 70	– 0 23
82	Harmony	58 60	60	58	– 1 02
38	Hitachi	35 50	36	36 05	+ 1 54
905	Hoechst Akt.	855	837	837	– 2 10
100	Imp. Chemical	101	103 10	103 10	+ 2 07
92	Inco. Limited	94 75	94 30	94 30	– 0 47
1060	IBM	1029	1033	1033	+ 0 38
330	ITT	319	320 30	320 30	+ 0 40
165	Ito-Yokado	167 80	169	168 10	+ 0 17
63	Matsushita	62 30	62 50	62 80	+ 0 80
1340	Merck	730	725	725	– 0 68
730	Minnesota M.	788	788	788	....
220	Mobil Corp.	219 50	218 50	218 50	– 0 45
32250	Nestlé	31750	31750	31750	....
135	Norsk Hydro	150	152	152	+ 1 33
173	Ofsl	139 50	141	141	+ 1 07
1260	Petrofina	1240	1240	1240	....
480	Philip Morris	483	489 90	489	+ 1 24
167	Philips	153	152 50	152 50	– 0 32
580	Quilmès	518	510	509	– 1 73
495	Randfontein	467	474	474	+ 1 49
550	Royal Dutch	555	554	554	– 0 18
71	Rio Tinto Zinc	68 20	68	67 40	– 1 17
85	St Helena Co	79 80	80 50	80 50	+ 0 87
220	Schlumberger	228 50	231	231	+ 1 09
88	Shell transp.	84	83 60	83 60	– 0 47
1870	Siemens A.G.	2025	2000	1995	– 1 48
160	Sony	143 20	142 90	142	– 0 83
173	T.D.K.	155 30	157	157	+ 1 09
17 60	Toshiba Corp.	17 05	17 10	17 05	....
1360	Unilever	1373	1382	1380	+ 1 23
350	Unit. Techn.	340	340	340	....
420	Vaal Reefs	400	397	394	– 1 50
400	Volvo	404	404 40	404 40	+ 0 09
210	West Deep	181	187 60	187 60	+ 3 64
425	Xerox Corp.	402	406	406	+ 0 99
1 33	Zambia Corp.	1 21	1 17	1 21	....

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 7 % 1973	7721	..
Emp. 8,80 % 77	122 70	0 699
9,80 % 78/93	104 80	9 236
8,80 % 78/86	100 97	4 605
10,80 % 79/94	106 85	8 581
13,25 % 80/90	111	0 653
13,80 % 80/87	107 85	9 378
13,80 % 81/89	113 45	5 936
16,75 % 81/87	110 55	13 033
16,20 % 82/90	124 50	7 057
16 % juin 82	126 21	0 526
14,80 % fév. 83	124 65	4 800
13,40 % déc. 83	129	6 982
12,20 % oct. 84	119	8 857
11 % fév. 85	121 60	3 618
10,26 % mars 86	113 60	2 839
ORT 12,75 % 83	1580	..
OAT 10 % 2000	114 45	0 685
OAT 8,90 % 1997	111 75	5 153
OAT 9,80 % 1996	110 20	3 813
Ch. France 3 %	183	..
CNB Bques janv. 82	103 20	5 052
CNB Paribas	105	5 052
CNB Suez	106 10	5 052
CNI janv. 82	103 25	5 052
PTT 11,20% 85	116 40	5 744
CFF 10,30% 88	....	0 802
CNE 11,50% 85	114 05	0 510
CNT 9% 86	103 35	1 684
CRH 10,90% déc. 85	114 30	4 650

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	395	378 20
A.G.F. (St Cent.)	7310	7300
André Roudière	247	247
Applic. Hydraul.	547	550
Arbel	140	145
Asturg	280	288
Avenir Publicité	1610	1620
Bain C. Monaco	470	....
Banque Hypoth. Eur.	450	450
B.G.L.	390	400
Blanzy-Ouest	515	498
B.N.P. CI	485	485
B.N.P. Intercontin.	411	410
Bénédictine	4270	4300
Bon-Marché	479	480
Calf	995	995
Cambodge	338	351 50
C.A.M.E.	245	260
Campenon Bern.	236 80	229
Carbone-Lorraine	642	640
C.E.G.Frig.	494	474 20
Centen. Blanzy	1920	1920
Centrest (Ny)	245	245
Cerabati	78 60	64 60 o
Chambourcy (M.)	1150	....
Champex (Ny)	185	188
C.I.C. (Financ. de)	255	283
C.I. Maritime	395	379 50
Cimen-Sines	850	....
Citram (B)	267 80	275 d
Clause	800	796
Cofradel (Ly)	1085	....
Cogifi	560	545
Comiphos	381 10	381 10
Cie Industrielle	3300	3188

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Comp. Lyon-Alem.	430	412 80
Concorde (La)	1130	1124
C.M.P.	27 95	26 85
Crédit (C.F.B.)	630	587 o
Créd. Gén. Ind.	1378	....
Cr. Universel (Cie)	841	836
Crédital	201	193
Darblay S.A.	460	....
Darty Act. d.p.	2360	2350
De Dietrich	1480	1450
Delalande S.A.	964	975
Delmas-Vieilj. (Fin.)	1170	1170
Didot-Bottin	565	532
Drag. Trav. Pub.	38	38 60
Eaux Bass. Vichy	1620	....
Eaux Vittel	1100	1070
Economats Centre	551	540
Electro-Banque	429	429
Electro-Financ.	1075	1075
Elf-Antargaz	336	322 60
E.L.M. Leblanc	575	580
Ent. Bretagne	298	297
Entrepôts Paris	590	580
Epargne (B)	2160	2120 o
Europ. Accumul.	96	91
Eternit	2400	2286
Exar	3104	3108
Finalens	258	....
FIPP	207	200
Fiac	1003	931
Foncière (Cie)	460	460
Fonc. Agache-W.	828	822
Fonc. Lyonnaise	3990	4050
Foncina	475	475
Forinter	1150	1150
Fougerolle	126	122
France I.A.R.D.	363	385 80 d
France (La)	6770	6700
From. Paul Renard	480	....
GAN	13310	13310
Gaumont	467 50	435 40
Gaz et Eaux	2553	2595
Gévelot	280	288
Gr. Fin. Constr.	586	563
Gds Moul. Paris	389	400
Groupe Victoire	3630	3500
G. Transp. Ind.	430	447
Hutchinson	770	781
Immindo S.A.	490	490 d
Immofinance	335	325
Immobail	503	505
Immobanque	627	....
Immob. Marseille	8180	8200
Immofice	597	602
Invest. (Sté Cent.)	3190	3190
Jaeger	267 80	275
Lafitte-Bail	600	576
Lambert Frères	105 10	105
Lille-Bonnières	824	887 o
Locabail Immob.	870	870
Loca-Expansion	377 30	377 30
Locafinancière	520	520
Locatel	360	360
Louvre (Sté)	2000	2000
Machines Bull	50	50 50
Magasins Uniprix	188	175
Magnant S.A.	144 80	142
Maritime Part.	340	....
M. H.	....	....
Métal Déployé	440	440
Mors	165	170
Naval Worms	119 90	116 10

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Navig. (Nat. de)	160	....
OPB Paribas	340 80	354
Optorg	192	190
Origny-Desvroise	252	234 80 o
Palais Nouveauté	910	874
Paribas-CIP	998	998
Paris France	297	298 80
Paris-Orléans	318	315
Part. Fin. Gest. Im.	1424	1524 d
Pathé-Cinéma	297	297
Pechiney (cert. inv.)	215	230
Piles Wonder	1025	1020
Piper-Heidsieck	723	750
P.L.M.	194	194
Porcher	296	284
Providence S.A.	1603	1575
Publicis	1520	1540
Raff. Souf. R.	223 30	240 d
Rhône-Poul. (c. inv.)	450	432
Ricqlès-Zan	136 20	....
Rochefortaise S.A.	182 30	180
Rochette-Cenpa	66 10	63 50
Rosario (Fin.)	197	205
Rougier et Fils	70	70 10
Sacer	185	178
Saclor	16 80	16
SAFAA	621	646
Safic-Alcan	625	630
SAFT	1405	1480
Saga	285	285
Salins du Midi	481	500
Santa-Fé	180	180
Satam	119	119
Saulnes	83	82
Saunier-Duval	47 80	46
Savoisienne (M)	160	....
SCAC	400	394
Senelle Maubeuge	551	551
S.E.P. (M)	232	229
Serv. Equip. Véh.	89	89
Sial	94 50	98 90
Sicotel	460	462
Sinvim	328	329 90
Siph (Plant. Hévéas)	369	363 d
SMAC Acieroid	72	71
Sté Générale-CIP	1010	1013
Sofal financière	2200	2300
Soflo	327	332
Soficomi	840	845
S.O.F.I.P. (M)	145	....
Sofragi	1021	1020
Soudure Autog.	520	490
Souvall	785	811
Speichim	118	118
S.P.I.	700	....
Spie Batignolles	574	580
Suez (Fin. de)-CIP	1145	1145
Sterni	580	557
Taittinger	1975	1980
Testut-Aquitaine	410	426 50 d
Tour Eiffel	541	563
Ulmer S.M.D.	538	549
Unibail	850	850
U.A.P.	2700	2710
Un. Imm. France	620	611
Un. Ind. Crédit	1150	1277
Usinor	5	5
U.T.A.	1990	1960
Vicat	645	619 o
Virax	199 50	192
Waterman S.A.	479	498
Brass. du Maroc	130	138 30 d

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	1080	....
Akzo	460	489
Alcan Alum	216 50	216 40
Algemeine Bank	1690	....
American Brands	635	636
Am. Petrofina	330	325
Arbed	450	....
Asturienne Mines	133	....
Bco Pop Espanol	268	264
Banque Morgan	625	615
Banque Ottomane	940	....
B. Régl. Internat.	27500	27320
Br. Lambert	518	544
Canadian-Pacific	87	88
Commerzbank	985	992
Dart. and Kraft	420	440
De Beers (port.)	45 70	....
Dow Chemical	430	417
Dresdner Bank	1374	1360
Gén. Belgique	431	437
Gevaert	900	870
Glaxo	121	118
Goodyear	231 50	241
Grace and Co	390	....
Gulf Oil Canada	78 20	76
Honeywell Inc.	569	....
I.C. Industries	333	319
Int. Min. Chem	235	....
Johannesburg	520	....
Kubota	14 10	14 60
Latonia	280	280
Mannesmann	651	....
Midland Bank Plc	58	56 20
Mineral-Ressourc.	56 05	56 05
Noranda	94 50	93
Olivetti	42 10	....
Pakhoed Holding	152	150
Pfizer Inc.	490	492 60 c
Procter Gamble	598	598
Ricoh Cy Ltd	36 20	36 20
Rolinco	243 70	247 90
Robeco	263 50	263 10
Rodamco	405	394
Saipem	24 50	25 30
Shell fr. (port.)	82	....
S.K.F. Aktiebolag	332	320
Sperry Rand	530	520
Steel Cy of Can.	124	....
Stilfontein	38 50	....
Swedish Match	360	....
Tenneco	266	....
Thorn EMI	47 50	....
Thyssen c. 1 000	500	....
Toray indust. inc	23 30	23 35
Vieille Montagne	860	811
Wagons-Lits	800	840
West Rand	18	17

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amrep	18	....
C.E.M.	....	....
Cochery	60 10	....
Coparex	386	380
Dubois Inv. (Cons.)	690	690
Hydro-Energie	302	....
Hoogovens	250	....
Nicolas	490	....
Révillon	324	....
Rorento N.V.	140 60	141
Sopalem	212	165 80 o
S.P.R.	250	....
Ulinex	412	412
Union Brasseries	138 50	....

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	1615	1600	Deventay	1251	1211	Cm. Gest. Fin.	354 80	365
Alain Manoukian	690	695	Deville	925	886	Paternelle-R.D.	3702	3600
Asystel	305	308	Drouot-Assurances	552	556	Petit Bateau	214 40	222
BAFIP	900	905	Editions Belfond	282 20	270 90	Petrofigaz	864	888
B.I.P.	1259	1310	Elect. S. Dassault	914	899	Rexel	940	910
Bolloré Technologies	754	754	Expand	400	385	St-Gobain Emballage	1207	1200
Buitoni	580	538	Filipacchi	830	802	S.C.G.P.M.	191	192
Câbles de Lyon	807	807	Guy Degrenne	915	901	Sema-Metra	906	888
Calberson	549	568	I.C.C.	290	291	S.E.P.	1280	1228
Cardif	1780	1800	IN Informatique	442	448	S.E.P.R.	1270	1300
Cap Gemini Sogeti	1910	1850	Loca-Investissement	385	389	S.M.T. Goupil	318 50	329
C.D.M.E.	821	790	Manutan	481	490	Sofibus	361 30	350
C. Equip. Elect.	240	243	Marlin Immobilier	535	520	Supra	779	770
C.G.I. Informatique	493	480	Métallurg. Minière	187	196	Valeurs de France	331 50	331 50
C. Occid. Forestière	140	140	M.M.B	590	587			
Dafsa	196	198	Molex	322	311			
Dauphin O.T.A.	1755	1751	Navale-Delmas	660	660			

SICAV (sélection) — 20/6

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	659 51	643 42
Actions France	426 90	407 54 ◆
Actions sélectives	572 24	546 29 ◆
Aedificandi	634 77	605 89 ◆
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1100 41	1073 57
A.G.F. 5000	496 74	484 62
A.G.F. ECU	1136 53	1125 28
A.G.F. Interfonds	439 23	428 52
A.G.F. OBLIG.	1177 93	1172 07
Agimo	640 11	624 50
Altefi	222 43	212 34 ◆
A.L.T.O.	200 61	191 51 ◆
America-Valor	790 23	754 40
Amérique Gestion	428 62	407 27 ◆
Argonautes	386 83	369 29
Associc	1221 48	1221 48
Aurecic	1182 17	1157 46
Bourse-Investiss.	434 86	414 95 ◆
Bred Associations	2875 27	2867 27
Capital Plus	1612 54	1612 54
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Columbia (ex W.I.)	849 29	810 78
Conventimmo	388 20	373 27
Cortal court terme	11810 40	11810 40
Cortexa	948 64	905 62
Credinter	439 23	426 44
Croiss. France	267 98	258 42
Croiss. Mercure	2573 95	2498 98
Croiss. Immobil.	616 09	590 05
Croiss. Prestige	336 46	321 20
Déméter	12700 34	12700 34
Drouot-France	591 80	564 96
Drouot-Investiss.	1025 80	979 28
Drouot-Sécurité	237 72	226 94
Drouot-Sélection	150 60	143 86
Ecocic	1169 38	1152 10
Elecsop Sicav	10846 86	10818 81
Energie	233 22	222 64
Epacic	2799 48	2793 90
Epercourt Sicav	7922 74	7902 98 ◆
Epargne Associations	24596 90	24558 98
Epargne-Capital	7894 66	7757 09
Epargne-Croiss.	1515 60	1446 78
Epargne-Industr.	698 01	664 46
Epargne-Inter	642 41	613 28
Epargne-Long-Terme	1711 92	1686 10 ◆
Epargne-Oblig.	198 64	193 32
Epargne-Unie	1156 10	1103 68
Epargne-Valeur	408 13	389 59
Epacoblig	1299 17	1286 58
Eurocic	9815 17	9670 12
Euro-Croissance	529 14	505 15
Eurodyn	948 08	948 08
Financière Plus	26386 83	26125 57 ◆
Finord Placement	62010 60	61702 29
Finord Trimestriel	1152 21	1135 16
Finord Valorisation	13083 85	12837 11
Foncier Investiss.	1079 82	1053 48
Foncival	269 18	256 86
France-Garantie	307 05	306 44 ◆
France-Investiss.	551 56	526 65
France-Nat	124	122 77
France-Obligations	456 53	452 01 ◆
Francic	370 28	369 48

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fructi-Associations	1261 33	1261 33
Fructicapi	301 15	295 70
Fructidor	257 67	253 86
Fructifrance	708 28	691
Fructivar	78745 15	78548 78
Fructi ECU	562 14	553 83
Fructi-Première	13202 05	13006 96
Fructoblig	1091 87	1080 78
Gestilion	84387 14	84228 57
Gestion Associations	146 91	143 68
Gestion Mobilière	683 80	652 79
Gest. Rendement	486 28	464 23 ◆
Gest. Sél. France	711 96	679 67 ◆
Haussmann Associat.	1255 41	1255 41
Haussmann court terme	1108 54	1108 54
Haussmann Epargne	1357 22	1357 22
Haussmann Europe	1818 76	1736 29
Haussmann Oblisécur.	1281 78	1281 78
Haussmann Obligation	1525 73	1468 54
Horizon	1196 58	1152 02 ◆
I.M.S.I.	599 74	572 54 ◆
Indo-Suez Valeurs	750 03	716 02 ◆
Ind. française	14012 16	13737 41
Interoblig.	12170 12	11702 04
Intersélect France	430 26	410 75
Interval. Indust.	615 80	587 88 ◆
Invest. net	14510 27	14481 31
Invest. Obligataire	17410 37	17375 62
Japacic	152 64	148 38
Jeunépargne	217 20	213 98
Laffitte-crt-terme	59986 34	59986 34
Laffitte-Expansion	813 07	776 20
Laffitte-France	318 59	302 23
Laffitte-Japon	316 09	301 78
Laffitte-Oblig.	152 78	145 85
Laffitte-Rend.	209 71	200 20
Laffitte-Tokyo	1183 11	1129 46
Lion-Associations	11727 26	11727 26
Lion-Institutionnels	24801 02	24739 17
Lionplus	73034 87	72311 75
Livret portefeuille	577 03	560 22 ◆
Méditerranée	150 24	143 43
Mondiale Investissem.	451 58	431 08
Monecic	5949 20	5949 20
Moné.J.	50381 29	50381 29
Multi-Obligations	456 08	435 40 ◆
Mutuelle Unie Sél.	154 79	147 77
Natio.-Assoc.	6741	6727 54
Natio.-Epargne	13546 26	13412 14
Natio.-Inter.	1090 01	1060 84
Natio.-Obligations	546 12	530 52
Natio.-Patrimoine	1347 63	1311 56
Natio.-Placements	63896 78	63896 78
Natio.-Revenus	1119 30	1108 22
Natio.-Sécurité	52187 71	52187 71
Natio.-Valeurs	697 28	665 66
Nord-Sud Développ.	1181 64	1178 28 ◆
Oblicoop Sicav	1437 58	1409 39
Oblisic	1130 94	1090 94
Optimavalor	562 83	537 31
Orion-Gestion	155 40	148 35 ◆
Paramérique	513 42	490 14
Paneurope	819 88	782 51
Paribas Epargne	15189 52	15159 20
Paribas Gestion	825 74	800 23

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Parnasse-Valor	1092 20	1091 11
Patrimoine-Retraite	1628 81	1596 87
Phénix Placements	269 05	267 71
Pierre Investiss.	720 28	687 62
Placement crt-terme	69657 34	69657 34
Placement J	52521 72	52521 72
Prévi/Association	22328 26	22328 26
Province Investiss.	485 76	463 73
Rentacic	170 69	168 17
Revenus Trimestriels	6068 72	6008 63 ◆
Revenu Vert	1205 47	1204 26
St-Honoré Assoc.	13926 66	13857 37
St-Honoré Bio-aliment.	691 48	660 12
St-Honoré Pacifique	488 11	465 98
St-Honoré P.M.E.	395 88	377 93
St-Honoré Réel	10807 46	10864 02
St-Honoré Rendement	12019 52	11959 72
St-Honoré Technol.	703 74	671 83
St-Honoré Valor	12202 83	12105 78
Sécuricic	10836 11	10825 18
Sécur. Mobilière	433 08	413 44 ◆
Sélcourt terme	11971 77	11952 65
Sicavim (Crédit BP)	786 87	775 04
Sicav-Associations	1323 53	1320 89
S.F.I. fr. et étr.	552 53	536 44 ◆
Sicavimmo	787 68	751 96 ◆
Sicav 5000	318 62	310 08
Sivafrance	499 33	485 97
Sivam	394 72	384 18
Sivarente	232 25	226 03
Sivinter	394 67	384 71
S.I.-Est	1262 58	1205 33 ◆
S.I.G.	895 32	865 28
S.N.I.	1132 96	1099 98
Solinvest	533 74	511 98
Sogepargne	403 61	388 02
Sogevar	1007 77	982 07
Soginter	1258 28	1202 18
Soleil Investiss.	511 89	488 77
Technocic	1181 39	1146 98
U.A.P. Investiss.	395 17	377 25 ◆
Uni-Associations	110 38	110 36
Unifrance	420 02	400 97
Unifoncier	1236 91	1180 82
Uni-Garantie	1418 39	1390 56
Unigestion	857 12	818 25 ◆
Uni-Japon	1386 87	1323 98 ◆
Uni-Régions	2461 32	2340 16
Univers	2252 80	2178 72
Univar	166 79	166 79
Univers-Obligations	1590 12	1537 83
Valorem	479 18	457 49
Valoblig	59701 31	59110 21
Valorg	1419 52	1418 10 ◆
Valmé	75176 02	75100 92

c : coupon détaché
o : offert
• : droit détaché
d : demandé
◆ : prix précédent.

Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Attribution		
Agence Havas	317	331
Inst. Mérieux	455	....
Presses Cité	364	379
Souscription		
Crédit F. Imm	4 80	4
Sade	28	....
Simco	6 20	6 70

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 20/6	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 119	7 160	6 850	7 450
ECU	6 858	6 858	....	....
Allemagne (100 DM)	319 420	319 280	310	330 500
Belgique (100 F)	15 625	15 612	15	15 850
Pays-Bas (100 fl.)	283 610	283 480	274 500	291 500
Danemark (100 krd)	85 980	85 970	82 500	90
Norvège (100 k)	93 700	93 860	91	97
Grande-Bretagne (£ 1)	10 721	10 752	10 350	11 050
Grèce (100 drachmes)	5 058	5 050	4 900	5 700
Italie (1 000 lires)	4 652	4 650	4 400	4 900
Suisse (100 fr.)	387 390	387 950	376	397
Suède (100 krs)	98 550	98 200	95	102
Autriche (100 sch)	45 470	45 480	44 500	46 450
Espagne (100 pes.)	4 987	4 983	4 850	5 350
Portugal (100 esc.)	4 718	4 722	4 500	5 400
Canada ($ can 1)	5 111	5 152	4 850	5 300
Japon (100 yens)	4 284	4 276	4 120	4 300

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 20/6
Or fin (kilo en barre)	77700	78000
Or fin (en lingot)	77200	77700
Pièce française (20 fr)	529	527
Pièce française (10 fr)	401	.....
Pièce suisse (20 fr)	510	511
Pièce latine (20 fr)	450	451
Souverain	580	581
Pièce de 20 dollars	2950	3020
Pièce de 10 dollars	1570	1550
Pièce de 5 dollars	820	.....
Pièce de 50 pesos	2890	3060
Pièce de 10 florins	484	471
Or Londres	338 70	338 90
Or Zurich	338 50	339 50
Or Hongkong	339 50	339 30
Argent Londres	5 06	.....

Le Monde

LA RÉPRESSION DES MUTINERIES DU SENTIER LUMINEUX

Le gouvernement péruvien ordonne une enquête sur les « excès » des militaires

Lima (AFP, AP, REUTER, UPI). – Le gouvernement péruvien a ordonné, samedi 21 juin, l'ouverture d'une enquête sur les excès possibles commis par les forces armées lors de l'écrasement d'une mutinerie des trois pénitenciers de Lima, qui ont fait 124 victimes dans les rangs des détenus selon des sources officielles, et au moins 350 selon d'autres sources. La plupart de ces victimes étaient membres du Sentier lumineux, le mouvement péruvien de guérilla maoïste.

Le communiqué de la présidence de la République indique que le grand nombre de détenus tués à la prison de Lurigancho « *laisse penser que des excès ont été commis par les forces de l'ordre dans l'exécution des ordres gouvernementaux* ». Le gouvernement a demandé au commandement conjoint des Forces armées, responsable de la répression, que les tribunaux militaires entament immédiatement « *des enquêtes pour déterminer l'importance et la gravité des événements* ». Les autorités politiques ont ajouté qu'elles avaient également demandé au Congrès et au procureur général de mener leur propre enquête.

La présidence a publié ce communiqué peu après les accusations formulées par l'un des dirigeants de la Gauche unie, M. Javier Diez Canseco. Au cours d'une conférence de presse M. Canseco a affirmé que les prisonniers du Sentier lumineux avaient été abattus après avoir été conduits, les mains sur la tête, hors de la prison de Lurigancho. « *Selon l'information dont nous disposons ces personnes ont été éliminées, on leur a tiré des balles dans la bouche et dans la tête* », a-t-il déclaré en refusant de révéler ses sources. La Gauche unie a d'autre part publié un communiqué qualifiant les combats dans les pénitenciers de Lima, Lurigancho et El Fronton, de « massacres » et demandant à la Croix-Rouge internationale d'intervenir.

Le vice-président de la République et président du Sénat, M. Luis Alberto Sanchez, s'est exprimé devant la presse, pour condamner les militaires qui auraient pu commettre des abus. M. Sanchez a rappelé la destitution en 1985 du président du commandement conjoint des forces armées et du commandant de la IIe région militaire, les généraux Enrico Cesar Praeli et Sinesio Jarama, après la découverte d'une fosse commune dans les Andes, témoignant de la pratique d'exécutions sommaires.

Le vice-président a cependant violemment rejeté les accusations de « massacre prémédité » en réaction à un éditorial du *New York Times* qui a employé ce terme dans son numéro de samedi. « *C'est une campagne préméditée parce que le Pérou n'a pas payé ses dettes* », a-t-il déclaré.

L'Internationale socialiste, réunie depuis vendredi à Lima, a de son côté recommandé aux autorités péruviennes d'ouvrir à des observateurs étrangers la commission d'enquête. Dans une interview, paraissant ce lundi dans le journal ouest-allemand *Express*, l'ex-chancelier Willy Brandt, président de l'IS, a indiqué que lui-même et d'autres responsables de l'organisation avaient eu de longs entretiens avec le président péruvien. Le congrès de l'IS, se félicitant de la création d'une commission d'enquête, a d'ores et déjà décidé de créer une commission, composée de cinq vice-présidents et chargée d'étudier la situation créée par les mutineries. Selon le communiqué publié : « *Les droits de l'homme doivent être respectés en toutes circonstances par tout gouvernement* », mais « *on ne peut permettre au terrorisme de détruire l'Etat démocratique* », qui a « *l'obligation et le droit* » de se défendre avec les moyens appropriés.

● *Deux mille trois cent quarante-cinq suppressions d'emploi prévues à l'Aérospatiale.* – Deux mille trois cent quarante-cinq emplois seront supprimés à l'Aérospatiale, qui compte trente-quatre mille cinq cents salariés, d'ici à la fin 1987.

M. Henri Martre, président de la première société française d'aéronautique, a annoncé, le 20 juin, cette mesure visant à « *améliorer la productivité de l'entreprise* » et qui s'effectuera par le biais de préretraites FNE et de contrats de formation-reconversion.

L'annonce de cette compression de personnel risque d'être d'autant plus mal ressentie que l'Aérospatiale enregistre de bons résultats.

Sur le vif

Allez la France !

Je râlais contre le foot. Maintenant, terminé ! J'ai compris. J'étais écrasée, la langue pendante, les doigts de pied en éventail devant mon écran, samedi. Bats, ah ! Bats ! Platini, oh ! Platini... A peine se sont-ils sauté dans les bras que j'ai dégringolé mes cinq étages pour aller klaxonner, hurler : on a gagné ! on a gagné ! avec toute la France en folie, ivre de fierté retrouvée. Vive la patrie ! C'est qu'il ne s'agit plus de rigoler. Mercredi, contre l'Allemagne, ça va saigner. On a une double revanche à prendre. Séville et...

Et attendez, après mercredi, c'est dimanche, c'est la finale. Imaginez qu'on y soit. Imaginez qu'on remporte la victoire. En chantant. Rassurez-vous, je tape ces mots d'une main, de l'autre je touche le bois de mon bureau. Qu'est-ce qui va se passer ? Ça va être complètement dingue. Et d'abord, qui va y aller à Mexico ? Mon Mimi ou mon Jacquot ? Jusqu'ici, ils se sont contentés de téléphoner à tour de rôle : Bravo ! Super ! Continuez ! Giresse nous racontait ça, ce matin, à la radio. Mais là, pas de problème, faut se déplacer. Pertini, l'ancien président de la République italienne, s'était bien précipité au dernier Mundial.

Ça doit donner en ce moment entre l'Elysée et Matignon. C'est que La Haye, Moscou, c'est rien à côté. New-York, la statue de la Liberté, n'en parlons même pas. Zéro. Vous me direz, Chirac, ça y est, on y a déjà eu droit. Il nous a assez cassé les pieds en venant accueillir ces sacrés otages à Orly. A-t-on idée de les faire débarquer en plein dans le match ? Ils pouvaient pas patienter un peu, non ? Ils se plaignaient de rien. Ils se tapaient des œufs au plat pour leur petit déjeuner. Les hezbollahs auraient pu se les garder encore quelque temps. Parce que, après le foot, il y a Wimbledon, et après Wimbledon il y a le Tour de France.

Ces mecs emprisonnés, menacés depuis des mois par des fous de Dieu, des fous dangereux, qu'ils reviennent, bon, à la rigueur. Mais discrètement. Sans tambour ni trompette. Les onze bleus, quand ils débarqueront, alors là, oui, ce sera la fête. Une fête nationale.

CLAUDE SARRAUTE.

Bourse du matin

EN HAUSSE : + 1,08 %

La Bourse de Paris a débuté la semaine sur une note ferme, l'indicateur de tendance gagnant 1,08 % à la séance de matin. Parmi les valeurs les mieux orientées figuraient UCB (+ 6 %), nouvellement cotée au marché continu, Valeo (+ 4 %), Louis Vuitton (+ 2,4 %), autre nouvel arrivant à la journée continue. Deux titres seulement perdaient du terrain : Synthelabo (– 1,4 %) et Navigation mixte (– 0,5 %).

A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 23 JUIN

Indicateur de séance (%) : + 1 64

VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	374	374	374
Agence Havas	1720	1735	1750
Air Liquide (L')	740	740	750
Alsthom	405 50	417	415
Bancaire (Cie)	1016	1018	1018
Bongrain	1805	1815	1815
Bouygues	1110	1125	1125
B.S.N.	3525	3540	3550
Carrefour	2798	2800	2800
Chargeurs S.A.	1010	1030	1030
Club Méditerranée	496 30	500	501
Dumez	1210	1220	1220
ELF-Aquitaine	286	287	291
Essilor	2530	2535	2535
Lafarge-Coppée	1230	1225	1245
L. Vuitton S.A.	1079	....	....
Michelin	2585	2580	2590
Midi (Cie)	5260	5290	5290
Moët-Hennessy	1920	1905	1926
Navig. Mixtes	960	965	956
Oréal (L')	3248	3250	3260
Pernod-Ricard	1083	1085	1108
Peugeot S.A.	868	868	869
Sanofi	669	669	672
Source Perrier	668	675	675
Télémécanique	2930	2930	2930
Thomson-C.S.F.	1165	1190	1190
Total-C.F.P.	370	373	375
T.R.T.	2580	2580	2580
Valéo	498	510	520

La CISL fait état de « sérieuses violations des droits syndicaux » dans le monde

« *De sérieuses violations des droits syndicaux se sont poursuivies dans le monde* », affirme un rapport que vient de publier la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), qui affirme représenter quatre-vingt-deux millions de travailleurs dans quatre-vingt-dix-neuf pays des cinq continents. Selon le document, « *les violations des droits syndicaux vont des restrictions bureaucratiques légales des pratiques syndicales jusqu'à la prison, la torture et l'assassinat. Quelle que soit la forme qu'elles assument, elles visent toutes à empêcher les syndicats de faire leur travail : défendre les intérêts des travailleurs et des familles des travailleurs et jouer un rôle constructif dans le développement économique et social* ».

En Europe, et plus généralement dans les pays de l'Est, la Pologne avec Solidarité – dont cinq cents militants étaient toujours détenus à la fin de 1985 – et l'URSS avec le « *syndicat libre* » SMOT – dont treize militants sont en prison, – sont deux exemples particulièrement marquants de cas d'emprisonnement et de brutalités.

En Afrique, les dispositions restrictives légales, notamment sur le droit de grève, et la mainmise du pouvoir politique sont fréquemment la règle. L'Afrique du Sud, par ses « *exactions* », et la Tunisie, par la volonté de son gouvernement de démanteler la centrale syndicale UGTT, prennent une place particulière dans le rapport. Dans le monde arabe – à l'exception de l'Arabie saoudite où le mouvement syndical n'a pas d'existence légale – le syndicat unique est dans l'ensemble prôné.

En Asie, les syndicats officiels des pays communistes sont de véritables « *instruments du Parti communiste* », affirme la CISL. Selon le rapport, les violations des droits syndicaux n'épargnent pas davantage la Corée du Sud et la Turquie. En Amérique latine, la situation n'est pas homogène. Une amélioration est sensible dans les pays « *revenus à la démocratie* » mais la situation reste préoccupante pour les autres, comme le Salvador, le Paraguay et surtout le Chili et le Guatemala, la CISL faisant état dans ces deux derniers pays de tortures, d'enlèvements et d'assassinats de syndicalistes. Selon le rapport, les autorités du Nicaragua harcèlent la centrale syndicale affiliée à la CISL.

● *Cent huit licenciements à L'Internationale lainière de Beauvais.* – En redressement judiciaire depuis le vendredi 20 mai, la société L'Internationale lainière vient de se voir attribuer un nouveau repreneur par le tribunal de commerce, dans le cadre d'une location-gérance. Il s'agit de M. Levasseur, cinquante-huit ans, un autodidacte déjà propriétaire d'une usine de fabrication de tapis de bains dans le Pas-de-Calais et d'une filature dans la Somme, qui a décidé de reprendre cinquante et un salariés sur cent cinquante-neuf. Cent huit salariés ont donc reçu leur lettre de licenciement. – *(Corresp.)*

NOUVELLES BRÈVES

● *INDE : couvre-feu à Amritsar.* – Un couvre-feu d'une durée indéfinie a été imposé, samedi 21 juin, dans certains quartiers d'Amritsar, la ville sainte des sikhs, à la suite de heurts entres des fidèles de cette religion, des hindouistes et la police, qui ont fait un mort et quinze blessés. Un appel à la grève avait été lancé par les hindous à la suite du meurtre de huit d'entre eux vendredi et les grévistes s'en sont pris aux commerces sikhs qui étaient restés ouverts. – *(AFP.)*

● *Forum du PSU sur l'autogestion.* – Samedi 28 juin, le PSU organise un forum sur le thème : « Autogestion, l'alternative pour demain », de 14 heures à 18 h 30, à l'AGECA, 117, rue de Charonne, 75011 Paris.

LA BATAILLE DES SATELLITES DE TÉLÉVISION

Astra menace TDF 1

Le ciel s'assombrit au-dessus de l'Europe. Les satellites de télévision s'y livrent une bataille commerciale et technologique dont l'enjeu n'est autre que l'audience de 117 millions de foyers. Il y a sept ans, la France et l'Allemagne semblaient prendre un avantage décisif dans cette compétition en lançant le grand projet industriel du satellite de télévision directe. TDF 1 et son homologue allemand TV Sat devaient remplacer avantageusement les satellites européens de télécommunications (ECS) détournés de leur fonction originelle pour transmettre les premières chaînes de télévision sans frontières (Music Box, TV 5, Sky Channel, etc.). Mais, de pannes technologiques en incertitudes politiques, le programme franco-allemand a pris beaucoup de retard et se trouve aujourd'hui face à une redoutable concurrence.

La première alerte date de 1984. Un homme d'affaires américain propose au Grand-Duché de Luxembourg le projet Coronet, un satellite de moyenne puissance capable de rivaliser avec TDF 1. Sous la pression des gouvernements et des industriels européens qui y voient le cheval de Troie de l'industrie et de la télévision américaine, le Luxembourg renonce. Deux ans plus tard, Astra remplace Coronet : le satellite est toujours américain, le projet a l'appui politique et la caution financière du Grand-Duché, mais les actionnaires de l'opération sont européens.

Difficile cette fois d'éliminer la concurrence. D'autant qu'Astra a de nombreux atouts. Pour le téléspectateur, il suffira de s'équiper d'une antenne parabolique de 85 centimètres de diamètre (60 centimètres pour TDF 1) pour capter seize chaînes, puis, deux ans après, trente-deux chaînes de télévision (contre cinq au maximum pour TDF 1). Fabriqués par des petites entreprises britanniques, allemandes ou scandinaves, les équipements de réception coûteront entre 4 000 F et 5 000 F, soit un peu moins cher que ceux que proposent Thomson et Philips pour TDF 1. Pour les opérateurs, Astra offre aussi de sérieux avantages : chaque canal est loué 37 millions de francs par an contre une centaine de millions de francs pour TDF 1. L'utilisation de la norme MAC permet de doubler les programmes en six langues et de gérer à distance des décodeurs pour faire de la télévision payante.

Surtout, Astra est le premier satellite européen entièrement privé. « *Nous n'avons ni intérêts politiques ni intérêts industriels à défendre* », souligne habilement M. Marcus Bicknell, son directeur commercial. Une petite phrase qui fait mouche si l'on songe aux revers de fortune qu'ont connus tous les candidats à un canal sur TDF 1. Ces arguments, M. Bicknell les répète, depuis plusieurs semaines, de Madrid à Rome, de Genève à Londres. Un tour d'Europe au pas de charge pour boucler un carnet de commandes avant le lancement prévu pour l'été 1987, si Ariane veut bien fonctionner. L'ambition d'Astra est clairement avouée : devenir le *hotbird*, le satellite vedette vers lequel se tournent toutes les antennes, dans plus de trente millions de foyers, au cours des trois prochaines années.

Pour réussir son coup de force commercial, Astra doit encore triompher de sa dernière épreuve : trouver un accord avec l'organisation européenne des télécommunications spatiales, Eutelsat. Car si les satellites sont libres d'arroser les continents dans l'ignorance des frontières, les liaisons montantes, ces fréquences utilisées pour transmettre les émissions de télévision de la Terre vers l'engin, sont, elles, strictement contrôlées par chaque Etat. Impossible de développer la télévision par satellite si toutes les chaînes européennes doivent transiter par le Luxembourg pour atteindre leur point d'émission à 36 000 kilomètres d'altitude.

Hier Eutelsat s'opposait au projet luxembourgeois, traité de « *satellite de papier* ». Aujourd'hui, l'heure est aux négociations. L'organisation européenne sait qu'elle ne peut rien opposer de crédible à Astra avant au moins trois ans. L'essentiel pour elles est de contenir les ambitions de l'engin luxembourgeois dans le strict domaine de la télévision et d'éviter des débordements vers les télécommunications privées.

Si Astra passe ce dernier obstacle, quel sera l'avenir de TDF 1 ? C'est la question que l'on se pose aujourd'hui à Télédiffusion de France, à l'hôtel Matignon comme au ministère de la culture et de la communication. Certains membres du gouvernement estiment le projet complètement dépassé, souhaitant limiter TDF 1 à un rôle expérimental et abandonner TDF 2. Mais les conseillers du premier ministre doutent du succès commercial d'Astra et font remarquer que le gouvernement allemand n'a rien abandonné du projet TV Sat.

Le dossier a été remis à plat le 20 juin lors d'une première réunion interministérielle. Le projet de loi annule les autorisations accordées au consortium de MM. Silvio Berlusconi, Jérôme Seydoux, Robert Maxwell et Léo Kirsch. Le ministère des finances refuse de soutenir l'aventure sur fonds publics et de brader le prix de location des canaux comme l'avait fait le précédent gouvernement. Il faut trouver de nouveaux clients, d'autres financiers. Le retard de quatre à six mois d'Ariane laisse quelque répit mais le temps ne joue pas en faveur de TDF 1.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 juin 1986 a été tiré à 481 049 exemplaires

A B C D F G H